

Un défi à Damas

Beyrouth offre à nouveau son visage des plus mauvais jours. Depuis six mois — et malgré de nombreuses difficultés quotidiennes — ses habitants profitent, après quatorze ans de guerre, d'une relative accalmie. Certes, de terribles et sporadiques combats éclatent encore, mais à l'intérieur de chaque camp — entre chiites ou entre maronites, comme à la mi-février — et sans trop frapper la population civile.

Certes, l'impasse politique restait entière, dans ce pays bédouin et incapable de se choisir un président, mais la mission de bons offices confiée au Koweït sous les auspices de la Ligue arabe laissait envisager une reprise du dialogue entre dirigeants chrétiens et musulmans. La flambée de violence qui a embrasé Beyrouth, mardi 14 mars, la pire depuis cinq ans — trente-cinq morts — ruine ce fragile équilibre entre les épreuves et l'espoir.

En quelques heures d'aveugles bombardements, le pays du Cédre a réouvert ses vieux démons. Plus grave encore, cette nouvelle crise s'est transformée très vite en une épreuve de force entre la Syrie et le général Michel Aoun, chef de l'armée et du gouvernement chrétien. Depuis quelques semaines, le général Aoun cherchait à étendre son autorité à l'intérieur comme à l'extérieur du camp chrétien. Ainsi a-t-il tenté à Beyrouth-Est, mais sans succès, de mettre au pas les Forces libanaises de Samir Geagea. Poussant son avantage, il a ensuite voulu — au nom d'un Etat libanais devenu pour ainsi dire fictif — restaurer un contrôle sur les recettes portuaires qui alimentent le pécule des diverses milices. C'en était trop pour Damas et ses alliés musulmans. L'affrontement devenait inévitable.

L'attitude du général Aoun, laisse perplexes. Internationalisant délibérément la crise, le chef chrétien, qui a le verbe haut, a en effet critiqué mardi la Syrie avec une virulence à laquelle on n'était plus habitué depuis la mort, il y a sept ans, de Bachir Gemayel. Lancé dans une véritable réquisitoire contre « l'hégémonie et l'occupation syriennes », il a appelé ses compatriotes à une « guerre de libération », exhorté les musulmans à déclencher une « révolte des pierres » pour se débarrasser des trente-cinq mille soldats de Damas — en qualifiant au passage Beyrouth-Ouest de « Caïrodanie du Liban » — et accusé l'armée syrienne d'avoir fomenté mardi un attentat « terroriste » contre sa personne.

Cela fait, le général Aoun a pris de gros risques. On ne défie pas impunément la puissance syrienne au Liban. Son audace de ton est un affront au président Assad. Réagissant sans tarder, la radio syrienne a dénoncé dès mardi le « pouvoir illégal » du général chrétien, baptisé « chef d'une clique liée au projet sioniste de partition du Liban ».

Sur le fond du problème, la tentative du général Aoun d'étendre son autorité au-delà du réduit chrétien est inacceptable pour Damas. Le jeu de la Syrie consiste, au Liban, à diviser pour régner. Ainsi a-t-elle discrètement cherché à torpiller ces dernières semaines les laborieuses négociations de la Ligue arabe. Contesté par une partie des chrétiens, le général Aoun ne semble pas de taille à secouer la tutelle syrienne.

(Lire nos informations page 4 et page 2, « Géolés de l'oubli », par JEAN-PAUL KAUFFMANN.)

M 0147 - 0316 0 - 4,50 F
3790147004500 03160

Malgré quelques accords avant le second tour des municipales

La droite s'est attachée à maintenir l'isolement du Front national

Le second tour des municipales donnera lieu, dimanche 19 mars, dans les villes de plus de trente mille habitants, à dix-sept quadrangulaires, cinquante-sept triangulaires et quarante-sept duels.

Dans l'ensemble, à gauche comme à droite, les consignes nationales ont été respectées et le Front national se retrouve isolé.

Le maire de Béziers, M. Fonès, a été suspendu par le RPR pour s'être allié avec le Front national.

- LIRE**
- L'écologie à la française.
 - Les accros à gauche.
 - Les consignes de vote du Front national.
 - Les reportages à Aix-en-Provence, Arles, Dreux et Metz.

PAGES 11 à 16



Première à Lyon

Une greffe « in utero »

La première greffe in utero de cellules fœtales a été effectuée à l'Hôtel-Dieu de Lyon par les équipes des professeurs Jean-Louis Touraine et Daniel Raudrant. Réalisée en juin 1988 sur un fœtus de vingt-huit semaines atteint d'un déficit immunitaire mortel, cette transplantation illustre une double évolution de la médecine.

Elle est significative d'une tendance à intervenir le plus tôt possible, fût-ce in utero. Les progrès actuels de la médecine et de la chirurgie anténatale ont en effet permis d'accomplir certains progrès dans le traitement de pathologies diverses :

hydrocéphalies, hydranéphroses, hernies diaphragmatiques, etc.

Lié à la mise au point de nouvelles méthodes de diagnostic anténatal, le développement de cette nouvelle médecine pose cependant des problèmes juridiques et éthiques ayant trait en particulier au statut et au droit du fœtus. La transplantation réalisée à Lyon met en évidence d'autre part l'utilisation croissante en thérapeutique de tissus de fœtus ou d'embryons humains.

(Lire page 18 l'article de FRANK NOUCHI.)

Un entretien avec M. Théo Braun

« Il n'y a pas d'âge de la retraite, il faut imaginer un système progressif »

Le conseil des ministres du mercredi 15 mars a approuvé un projet de loi préparé par M. Théo Braun, ministre délégué chargé des personnes âgées, organisant l'accueil des gens âgés ou handicapés adultes dans des familles autres que la leur.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, M. Braun pense qu'il n'y a pas d'âge de la retraite et explique les autres points forts de la politique qu'il préconise.

« Pourquoi un projet de loi pour réglementer une pratique banale n'intéressant qu'un nombre limité de personnes ? »

— Le problème posé n'est pas mince. Le nombre des personnes âgées dépendantes et des handicapés augmente dans notre société. La plupart souhaitent rester à domicile. Grâce aux aides ménagères, aux auxiliaires de vie, aux aides soignantes, cela est possible. Mais les personnes ainsi assistées restent seules durant la plus grande partie de la journée, notamment à la campagne.

« Nous nous demandons si la seule solution pour éviter cet iso-

lement et assurer leur sécurité est le placement dans des maisons de retraite, qui sont d'ailleurs encore en nombre insuffisant. Dans les faits, sur le terrain, une autre solution a été trouvée : le placement familial. Quelques milliers de familles accueillent déjà des personnes âgées. Ces placements sont en général satisfaisants, mais des situations scandaleuses, relevées l'été dernier dans un certain nombre de départements, nous ont alerté.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU et GUY HERZLICH.
(Lire la suite page 18.)

Graves revers d'Addis-Abeba en Erythrée et au Tigré

Deux guêpiers en Ethiopie

Les maquisards érythréens et tigréens mènent avec succès des offensives dans le nord du pays contre les forces gouvernementales dont la combativité laisse à désirer.

L'URSS viendrait de décider d'évacuer de l'Erythrée tous ses ressortissants, selon un diplomate occidental en poste à Addis-Abeba. Essentiellement conseillers militaires et autres « experts », leur nombre est évalué à un millier par le Front populaire de libération de l'Ery-

thrée (FPLE). Si cette décision se confirmait dans les prochains jours, elle indiquerait que Moscou a rapidement tiré des conclusions radicales de la succession de défaites militaires subies par Addis-Abeba (le Monde du 8 mars).

L'ampleur de la déroute de l'armée gouvernementale, considérée comme la première de l'Afrique sub-saharienne — Afrique du Sud exclue — est impressionnante. Depuis le début de l'offensive du FPLE au prin-

temps dernier, Addis-Abeba aurait perdu au bas mot cinquante mille hommes, selon les chiffres donnés par le FPLE et le Front populaire de libération du Tigré (FPLT), chiffres que les observateurs estiment plausibles.

La combativité des troupes régulières semble très problématique, puisqu'il se confirme que des unités entières, voire une garnison de près de dix mille hommes à Makale, capitale du Tigré, se sont débandées sans pratiquement tirer un coup de feu. Dès lors, sur quelle force militaire Addis-Abeba peut-elle aujourd'hui s'appuyer pour faire face à deux ex-guérillas devenues des armées quasi régulières, d'une puissance sans précédent sur le continent africain ? Sous le mot d'ordre omniprésent de « tout pour le Front », le régime central enrôle tant et plus. Mais des rumeurs persistantes font état d'unités entières refusant de monter en ligne.

Ainsi, hormis pour quelques villes d'Erythrée, le pouvoir central a perdu le contrôle de toute la partie de l'Ethiopie située au-delà d'un parallèle passant grosso modo à 300 kilomètres au nord d'Addis-Abeba, y compris celui d'une capitale provinciale — Makale.

RENÉ DAMIEN.
(Lire la suite page 10.)

Le Monde

ARTS ET SPECTACLES

« Rain Man », un film de Barry Levinson
Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou
La rétrospective Malevitch à Amsterdam
Pages 21 à 23

CAMPUS

Les élections aux CROUS
Les ingénieurs à l'heure européenne
Pages 29 à 33

Immobilier : une rubrique d'annonces classées : la sélection détaillée de maisons et d'appartements à louer dans Paris et en banlieue. Pages 37 à 39.

embrasse-moi

UN FILM DE MICHÈLE ROSIER

avec Sophie Rochut, Dominique Valodid, Patrick Chesnois, Yann Collette, Philippo Clevonnet, Isabelle Sadoyan, Anouk Grinberg

« Sur le fil de l'émotion, ce portrait à vif de Louise l'incomprise, est ce que le cinéma nous a donné de plus juste et de plus clair, depuis la Drôlesse de Jacques Doillon. » Michel Boujut

« Le voyage, le film qui atteint, inoubliable, c'est Embrasse-moi, c'est lui. Image magique. Gaieté de cœur. Ma parole. Votre enfance. Quand le cinéma accroche plus que la vie. » Michel Cournot

« Jamais, de l'intérieur, le cinéma n'avait ainsi atteint au sourire d'une petite fille exprimant tant de choses variées, comiques, étonnantes ou tristes. » Gilles Deleuze

Le Saint Germain des Prés
Les 3 Bains
Le Convention Saint Charles

SERVICES

TELEPHONE

16

17

18

19

20

21

22

23

24

25

26

27

28

29

30

31

32

33

34

35

36

37

38

39

40

41

42

43

44

45

46

47

48

49

50

51

52

53

54

55

56

57

58

59

60

61

62

63

64

65

66

67

68

69

70

71

72

73

74

75

76

77

78

79

80

81

82

83

84

85

86

87

88

89

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

INTERNATIONAL COMPUTER

42 72 35 35

42 72 35 35

Débats

ÉCONOMIE

La rigueur gaspillée

par ANDRÉ GRJEBINE (*)

L'EMBEILLIE que connaît l'économie française marque un temps d'arrêt, sinon une rupture, dans la politique d'austérité suivie depuis plus de cinq ans. La rigueur est pourtant plus que jamais nécessaire. Notre déficit commercial s'est élevé à 33 milliards de francs en 1988. Le solde des échanges industriels est devenu négatif en 1987, alors que son excédent atteignait encore 97 milliards de francs en 1984. En 1988, le déficit industriel a atteint 42,2 milliards de francs et plus de 60 milliards si on ne prend pas en compte l'armement. Les ventes d'Airbus ne pourront masquer longtemps cette dégradation.

Contre la facilité

Le choix de la rigueur a été fait par M. Barre, puis renouvelé par le gouvernement socialiste en 1983, sous la pression de la contrainte extérieure, mais aussi en réaction contre la « politique de facilité » qui avait prévalu auparavant. Dans les années 60 et pratiquement jusqu'en 1976, les politiques de croissance plaçaient les producteurs en position de force face à une demande en expansion rapide. Les conflits sur le partage des fruits de la croissance étaient résorbés par des augmentations de salaires. L'impact de cette inflation salariale sur la balance commerciale était neutralisé par des dévaluations. De nombreuses entreprises ont pu ainsi esquiver les adaptations.

Pendant les premières années de la crise, les gouvernements se sont acharnés à protéger les salariés contre les licenciements et les grandes entreprises contre les pressions qui les auraient contraintes d'abandonner les secteurs en déclin et de se moderniser. A la fin des années 70, et surtout après la rapide dégradation du solde extérieur en 1981-1982, les dirigeants français ont pris conscience que la mutation de l'économie ne pouvait plus être différée. Les compressions de personnel ont été acceptées, sinon encouragées. Un critère de bonne gestion d'un dirigeant d'entreprise

publique est devenu son savoir-faire en matière de licenciement. L'échec de la relance de 1981 a ancré dans les esprits l'idée que la contrainte extérieure était incontournable et qu'il n'y avait pas d'autre solution que la rigueur. Les salariés ont donc accepté, sans récriminations excessives, une quasi-stagnation de leur pouvoir d'achat. Cette résignation a été d'autant plus remarquable que l'austérité est loin d'avoir été également partagée : le prix des logements a connu une nouvelle flambée ; la libération des prix a permis aux travailleurs indépendants, notamment aux petits commerçants, d'augmenter leurs marges ; les détenteurs de capitaux ont bénéficié d'une forte augmentation de leurs dividendes et d'une réduction des taxes auxquelles ils étaient soumis. L'austérité, qui était acceptable en période de croissance lente, ne l'est plus quand celle-ci s'accroît.

L'échappatoire

La rigueur est donc remise en question sans que les résultats escomptés aient été obtenus. En plaçant les entreprises le dos au mur, les promoteurs de la rigueur espéraient les forcer à se réorganiser. Ces espoirs ont été déçus. Pour qu'il en fût autrement, il n'aurait pas fallu leur offrir une échappatoire en allégeant les contraintes sociales auxquelles elles étaient soumises : suppression de l'autorisation administrative de licenciement, développement du travail temporaire et de la sous-traitance.

A défaut de pouvoir compter sur les coups de pouce que leur prodiguaient jadis les dévaluations, les entreprises se sont rabattues sur les possibilités de dégraisage qui leur étaient ouvertes pour assurer tant bien que mal leur compétitivité-prix. Un climat d'insécurité sociale peu propice à l'esprit d'initiative et à la mobilisation des salariés s'est ainsi instauré. Les réformes qualitatives ont de nouveau été édulcorées, à l'exception des lois Auroux.

Faute d'avoir été canalisée vers une réforme des entreprises, la

rigueur a eu pour principal effet de dégrader l'économie française et de dissuader les entreprises d'investir, sans pour autant les contraindre à s'attaquer à leurs faiblesses chroniques. Elle a ainsi favorisé une adaptation quantitative.

Des entreprises qui auraient pu prospérer dans un environnement plus favorable ont été acculées au déperissement, parfois à la faillite. Des pans entiers de notre économie ont été abandonnés aux importations. La modération de la demande a provoqué un tassement des investissements. Il s'est ensuivi un vieillissement de l'appareil de production et une détérioration de sa compétitivité. Enfin, la surévaluation du franc a rendu plus difficiles les exportations et a vivifié la concurrence des produits étrangers sur le marché intérieur. Cette politique brutale a multiplié les laissés-pour-compte et donc le nombre d'assistés.

La reprise des investissements depuis 1985 et la stabilisation du chômage depuis 1988 ne doivent pas faire illusion. Elles résultent principalement d'une conjoncture internationale favorable et du relâchement de la rigueur qui a précédé les élections. Mais la balance commerciale demeure fragile. De ce fait, le rétablissement d'une politique de plus grande rigueur ne peut être exclu à plus ou moins brève échéance. La progression des investissements risque ainsi d'être freinée, sans que les retards précédemment accumulés aient été rattrapés.

Cette évolution est d'autant plus préoccupante que le marché unique devrait accélérer l'uniformisation des conditions de production au sein de la Communauté européenne.

Un sursis

L'accalmie actuelle ne doit pas être interprétée comme une convalescence qui va se poursuivre spontanément, mais bien comme le calme qui précède la tempête. La reprise des revendications salariales est déjà perceptible. Mais surtout la prochaine entrée en vigueur de l'Acte unique européen va rendre impitoyable la stratégie de la terre brûlée, dont la politique de rigueur a déjà fourni une première illustration. L'aisance financière retrouvée et la modération salariale héritée de cinq ans d'austérité donnent aux entreprises un sursis pour se réformer. Mais l'amélioration même de la situation réduit les pressions qui s'exercent en ce sens. Il incombe donc au gouvernement d'orchestrer ces réformes que ses

prédécesseurs n'ont pas su susciter.

Cette adaptation qualitative de notre économie passe sans doute par une association et un intéressement des salariés à la gestion. Il s'agit, selon toute vraisemblance, du moyen le plus efficace à long terme pour consolider la désinflation. De plus, les performances obtenues par les firmes japonaises, allemandes ou suédoises montrent que la qualité des productions résulte, en premier lieu, d'une bonne intégration des salariés. Enfin, la compétitivité dépend pour une bonne part des capacités d'adaptation des travailleurs. Or celles-ci ne peuvent être développées que par des stratégies de longue haleine combinant la concertation, la gestion prévisionnelle des emplois et un recyclage de la main-d'œuvre.

Rendre possible une adaptation permanente de la population devrait être le leitmotiv de la réforme du système éducatif entreprise. La plupart de ceux qui en sortent souffrent d'une instruction de base insuffisante qui ne les prépare guère à la mobilité. En même temps, les futures élites reçoivent trop souvent une formation qui privilégie la reproduction des schémas de pensée et des idées dominantes de leurs prédécesseurs. L'imagination et les capacités d'innovation de nombreux diplômés, trop longtemps bridées, ne peuvent plus s'épanouir dans la vie professionnelle. Enfin, en instaurant des cloisonnements éducatifs entre les catégories sociales, ce système éducatif ne prépare guère au dialogue social.

La mise en œuvre d'une telle stratégie de réformes suppose en général des circonstances exceptionnelles. La cession a été introduite en Allemagne, dans les années d'après-guerre, sous la pression des États-Unis. A contrario, même le général de Gaulle, au début de son premier mandat, n'est parvenu à imposer les réformes de structure préconisées par le comité Armand-Rueff. De plus, les socialistes ont été échaudés par leurs erreurs de 1981-1982 et éprouvent une compréhensible réticence pour lancer des projets de grande envergure.

Il n'en demeure pas moins qu'on ne peut à la fois s'imposer une contrainte draconienne en interdisant de recourir à des mesures jugées laxistes comme la dévaluation et ne pas s'engager sur la voie difficile que cette contrainte impose. Entre une politique de facilité et une politique de rénovation de grande ampleur, il n'y a de place que pour une asphyxie progressive de notre économie.

(*) Chargé de recherche à la Fondation nationale des sciences politiques, Centre d'études et de recherches internationales.

OTAGES

Geôles de l'oubli

par JEAN-PAUL KAUFFMANN (*)

LORSQUE, le 4 mai, mes ravisseurs m'ont extrait de ma cellule pour me libérer, j'y ai laissé un compagnon otage comme moi. Nous fûmes assujettis pendant de longs jours à la même chaîne. Cet ami américain est toujours détenu au Liban. Après ma délivrance, j'avais voulu taire son identité pour ne pas lui nuire, car nos geôliers nous avaient défendu de révéler nos véritables noms. Interdiction au demandeur fort sotte car rien au monde ne peut empêcher deux hommes attachés aux mêmes fers de se connaître.

Le souvenir de Frank Reed — c'est son nom — enlevé en septembre 1986 m'obsède, tout comme celui d'un autre captif, Thomas Sutherland, que j'ai connu comme un frère. Marcel Fontaine, lui, fut enchaîné pendant les six derniers mois de sa détention avec Terry Anderson, le plus ancien prisonnier occidental du Liban. Je ne puis m'empêcher de penser qu'ils ont en ce moment même les yeux bandés, qu'ils n'ont vu ni le soleil ni la lumière du jour depuis trois années. Quand les premières chaleurs surgissent dans quelques semaines, ils suffoqueront dans leurs cachots totalement hermétiques. Dans ce monde souterrain de Beyrouth où crouissent les corps de toute une humanité gémissante, le pire n'est pas l'isolement absolu, ni la faim ni même les mauvais traitements, mais le sentiment d'avoir été abandonné.

Damnés de l'Occident

Il est choquant que les mêmes pays qui s'indignent de la condamnation à mort de Salman Rushdie soient indifférents au sort de leurs ressortissants pourtant menacés quotidiennement. Laisser aller vers la mort des innocents est tout aussi révoltant que la parodie de jugement contre l'auteur des *Versets sataniques*.

La vérité est que les otages du Liban sont devenus aujourd'hui les damnés de l'Occident. Sans espérance d'être sauvés, emprisonnés dans le silence et la nuit, privés de la vue du monde des vivants, oubliés, ils ne représentent plus rien. Cette absence de sens est le pire châtiment qu'on peut infliger à un être humain. Le plus tragique est que ce supplice leur est administré aussi bien à l'extérieur par les États et les opinions indifférentes à leur sort qu'à l'intérieur par leurs ravisseurs qui s'emploient eux aussi à les rendre insignifiants en tant qu'hommes. Je puis témoigner que, dans cet univers figé et vertigineux qui fut le mien pendant trois années, tout le système de domination du Djihad islamique visait à nous enlever toute

existence en tant qu'êtres humains. Il nous avait condamnés à la chaîne, il nous avait rendus aveugles pour mieux nous faire plier afin de nous asservir. Il fallait que nous devenions des choses. Un otage est avant tout un paquet, ce qui est logique puisque l'objet d'un troc.

Mais aujourd'hui, en croyant dévaliser par l'abandon et le silence les otages considérés par eux aussi comme des marchandises, Londres et Washington leur donnent le statut de non-existants. « Le pire fardeau pour un homme est de vivre sans exister », a dit Victor Hugo. Les otages occidentaux n'existent plus pour personne, sauf pour leurs familles. Ils sont devenus aujourd'hui une dérisoire l'homme.

Constatons froidement les choses. Ces États ont voulu démontrer leurs otages. Peut-être croyaient-ils que de guerre lasse nos ravisseurs finiraient par les relâcher. Mais ce calcul s'est révélé faux. Leur détachement n'a pas fait plier : chaque jour au contraire ceux qui les détiennent se font plus intransigeants. C'est parce que la France tenait à ses otages qu'elle a obtenu leur délivrance. On sait à présent que l'insensibilité et le mutisme ne paient pas. C'est l'état de solidarité des Français qui a entraîné la volonté politique du gouvernement. Grâce à cette dernière, nous avons été délivrés de nos fers.

La mobilisation de l'opinion et la détermination officielle sont absentes en Grande-Bretagne et aux États-Unis. Je puis témoigner que le Djihad islamique a tout son temps. Ses hommes sont résolu, insensibles et patients. Ils sont sûrs d'eux parce qu'ils ont un pays derrière eux, l'Iran, qui les soutient. Le pouvoir de mettre en liberté mes compagnons enchaînés est du seul ressort de la République islamique, laquelle a décidé de nous relâcher en mai 1988. Remarquons que ce pays, qui s'appuie sur le Coran pour prononcer un arrêt de mort sur Rushdie, use à son aise de l'enseignement du Prophète, lequel interdit formellement l'enlèvement et la détention d'êtres innocents.

A cette utilisation pour le moins sélective du Coran correspond l'indignation tout aussi choisie des gouvernements mobilisés par cette affaire. Les seules victimes de cette hypocrisie sont les otages qui, plus que jamais, remplissent ici pleinement leur fonction, celle de payer pour les autres.

Déshonneur

Interdits de rentrer au pays, niés en temps qu'êtres humains, ils sont aujourd'hui les bannis absolus des sociétés démocratiques. Il semble que ces dernières oublient étrangement l'exigence égalitaire qui implique aussi qu'on s'identifie à celui qui souffre. Quand donc ces pays se rendront-ils compte que l'humiliation et le déshonneur sont bien plus grands encore pour eux dès lors qu'ils laissent leurs concitoyens mourir à petit feu ? Si, avec Rushdie, on en est pour l'heure au stade des menaces, les otages, eux, sont dans l'antichambre de la mort. L'un d'entre nous, mon ami Michel Seurat, que nous avons vu agoniser, fut victime de la cruelle indifférence de nos geôliers, mais aussi des armoiries du ministère des affaires étrangères de l'époque.

Les anciens captifs du Djihad islamique portent au poignet un bracelet sur lequel est inscrit le nom de leurs frères encore enchaînés. Figure aussi cette mention : « Hébreux, XIII, 3 ». Voici à quoi cette référence correspond : « Souvenez-vous de ceux qui sont en prison, comme si vous étiez prisonniers avec eux ; de ceux qui sont maltraités, puisque, vous aussi, vous avez un corps. » Cette compassion qu'Hannah Arendt estimait plus que jamais nécessaire pour la démocratie en de « sombres temps » semble ne pas toucher les derniers otages français du Liban, Jacqueline Valente et son bébé. Après la libération de ses deux petites filles, tout le monde en France s'est félicité du happy end, en oubliant la mère. Certains ont même décrété qu'elle refusait de rentrer, alors que personne jusqu'à ce jour n'a eu le moindre contact avec elle. On a laissé tomber les otages étrangers du Liban. A présent on se donne des arguments pour abandonner Jacqueline Valente.

« Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé », affirme avec une belle et rigoureuse simplicité la Déclaration des droits de l'homme. Dans cette « entremangerie universelle » chère à Hobbes, qui peut faire respecter ce principe sinon les ultimes États démocratiques de la planète ?

(*) Journaliste.

SVM
SCIENCE & VIE MICRO

SE/30
**LE NOUVEAU
MACINTOSH
AU BANC D'ESSAI**

L'irrésistible montée en puissance.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

- Dossier : à quoi servent les logiciels de présentation ?
- Avant-première : Atari PC Pocket, le compatible IBM PC de poche
- Banc d'essai : Vectra RS/25C, le géant de Hewlett-Packard

N° 1 DE LA PRESSE INFORMATIQUE

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde

Gérant : André Fontaine, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Henri Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauriol (1969-1982)
André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 620 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des locataires du Monde, M. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouff.

Rédacteur en chef : Daniel Verzet.

Correspondant en chef : Claude Sales.

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montevideo, 75001 PARIS
Tél : (1) 45-55-91-92 ou 45-55-91-71
Téléx MONDPUB 206 136 F

7, RUE DES ITALIENS,
75427 PARIS CEDEX 09

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395-2037

Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 42-47-99-61

Tél : (1) 42-47-97-27
Téléx MONDPAF 650572 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 36-15 - Tapez LEMONDE ou 36-15 - Tapez LM

ABONNEMENTS
BP 507 09 75422 PARIS CEDEX 09 Tél : (1) 42-47-98-72

TARIF	FRANCE	BENELUX	SUISSE	AUTRES PAYS tarif normale
3 mois	365 F	399 F	504 F	700 F
6 mois	720 F	762 F	972 F	1 400 F
9 mois	1 030 F	1 089 F	1 404 F	2 040 F
1 an	1 300 F	1 380 F	1 800 F	2 650 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, RENVoyer CE BULLETIN accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus

ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

PORTAGE : pour tous renseignements Tél : 05-04-03-21 (numéro vert)

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

BULLETIN D'ABONNEMENT

DURÉE CHOISIE

3 mois ☐ 6 mois ☐ 9 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____

Adresse : _____

Localité : _____ Code postal : _____

Pays : _____

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

هكذا من الأصل

Etranger

L'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, an V

III. — Le vertige du vide

Dans deux précédents articles (le Monde des 14 et 15 mars), nous correspondants à Moscou a dressé un tableau des changements de mentalités intervenus en URSS et de la crise d'identité dont souffre le Parti communiste lui-même. Il décrit aujourd'hui le trouble que ces changements et cette crise ont créé dans les esprits.

MOSCOU
de notre correspondant

Il n'y a pas que les dirigeants conservateurs qui s'en plaignent. Il y a aussi des Messieurs Tout le monde, nullement fanatiques de Léonid Brejnev ou nostalgiques de la terreur stalinienne, qui estiment, et le disent, que la presse en fait trop dans la critique du passé.

Pourquoi, demandait récemment un chef d'atelier au cours d'une réunion à laquelle assistaient, à Kharkov, des membres du bureau politique, « pourquoi, demandait Arnold Korolenko, la cinquantaine et sans-parti, écrit-on, avant, dans la presse que tout allait bien chez nous et que tout allait mal chez eux et pourquoi est-ce aujourd'hui tout le contraire : tout va mal chez nous et tout va bien chez eux ? »

« Je ne serai jamais d'accord avec ça ! Vous pouvez me faire fuir, je n'y croirai jamais », ajoutait-il tout indigné, en précisant qu'il n'était pas un « exalté du patriotisme à lunettes roses ». Bien au contraire, pour avoir habité, depuis 1944, dans une cave et vu seulement d'accéder à un appartement avec balcon (le « rêve de ma vie »), il sait que l'URSS n'est pas une vallée de miel. Il le sait, mais avec cette « tendance de la presse à s'écrire sur nous que des choses toutes plus cinglantes les unes que les autres », il est « vexé », humilié à l'égard de ces jeunes gens qui n'ont pas vécu la guerre, jamais « fait la queue des jours entiers pour du pain » et qui viennent dire à leurs pères qu'ils n'ont « été que des jouets entre les mains de Staline ».

Trou noir

C'est dur, car « la seule chose qu'on avait, c'était ce sentiment d'avoir honnêtement travaillé et brusquement on nous dit : « Tu es dément en vain, l'abeille ! t'es vécu une époque d'erreurs et de désenchantements perpétuels » [et] nous nous retrouvons sans histoire ». Autrement dit, sans identité. Le paradoxe de cette remise en question de l'histoire, du grand dévoilement de l'horreur stalinienne, est qu'il laisse effectivement un peuple sans passé. De l'industrialisation, des « grands bonds » de la production, des progrès sur tous les fronts, de tous les mythes, il ne reste que l'effroyable litane du sang et un bilan de totale faillite, le trou noir de générations immolées.

Même pour ceux qui ont leur vie devant eux, il n'est pas facile de s'en accommoder, mais pour ceux dont ce fut la vie, c'est le vertige, un vertige qui pousse certains à la haine de la glasnost puisqu'il y a des moments où l'on hait les miroirs. Ceux-là ne sont pas la majorité. La majorité, ce sont les grappes humaines devant les panneaux d'affichage des Nouvelles de Moscou, les kiosques à journaux dévalisés dès l'aube, le tirage d'Ogoniok doublé en quatre ans tandis que quadruplait celui de Novy Mir.

Mais même pour cette majorité, c'est dur. Dur par exemple pour cette jeune journaliste, cheville ouvrière de la perestroïka, d'avoir réalisé il y a peu ce que seraient, le

jour venu, les premiers vrais témoignages sur la guerre d'Espagne. « L'Espagne, dit-elle, c'est tout ce qui nous restait de vraiment beau » — absolument tout en effet et les Soviétiques finirent par apprendre la prolongation, jusque là-bas, de la terreur d'ici.

Or si l'on ne peut pas construire sur le mensonge, on le peut moins encore sur le vide. Le mensonge est battu en brèche, les faits s'amoncellent, mais l'URSS aurait maintenant besoin de commencer à comprendre où a commencé la tragédie, car sans conscience de ce qui s'est passé, sur quelles bases reconstruire ?

Il faudrait pouvoir reprendre le fil de l'Histoire, se retrouver, retrouver

« melting-pot » russe. Il y a une crise d'identité et c'est tout naturellement que s'affirme d'abord l'idée mobilisatrice, mais dramatiquement courte, de nation.

Car une fois qu'on a dit qu'on voulait l'autonomie culturelle ou l'indépendance totale, on n'a pour autant pas dit quel visage on souhaiterait donner à l'Estonie ou à la Moldavie de demain. En Lituanie, il y a ainsi, aux côtés du mouvement de soutien à la perestroïka, la très puissante organisation nationaliste connue sous le nom de Sajudis, un minuscule parti indépendantiste.

Ses membres sont des radicaux, au demeurant très pacifistes, qui entendent, eux, « désigner

se cherche une alliance qui pourrait peser lourd — celle des conservateurs de l'appareil et des slavophiles, anti-occidentalistes, autoritaristes, xénophobes et antisémites. Les premiers comme les seconds haïssent tout autant la démocratie, le rock et la liberté d'expression.

On s'entend bien. On s'épaule, et c'est ainsi qu'un groupe d'écrivains russes d'Irkoutsk s'adressait au gouvernement soviétique, à la veille de la conférence du parti, en juin 1988, pour demander en particulier le « renforcement du contrôle du comité central sur la radio, la télévision et la presse, l'interdiction par la loi de la narcomanie musicale et la promotion des traditions natio-



l'ennemi », c'est-à-dire ne pas composer avec le parti. Intransigeants, ils veulent rendre la terre aux paysans. Mais demandez-leur si cette terre il faut la redistribuer gratuitement, la vendre, n'en cède que le droit d'exploitation et si l'on pourrait en son la légèreté, c'est la confusion la plus totale.

Déjà puissants, les nationalismes soviétiques n'en sont qu'à leurs premiers pas. C'est d'eux que naîtront les mouvements d'idées, c'est en leur sein et en fonction d'eux que se définiront les forces de demain, mais ils sont, pour l'heure, encore loin de s'être trouvés — et notamment pas le nationalisme russe.

De tous, c'est à la fois le moins organisé et le plus important, le plus connu et le plus difficile à cerner. A eux seuls, les Russes représentent la moitié de la population soviétique. Leur république est plus vaste que les quatorze autres réunies. Ce qui se passera en Russie décidera largement des évolutions futures de l'URSS mais la seule chose sûre, c'est que les Russes sont excédés.

Soixante-dix ans de généraux bienfaits

Puisqu'ils sont le cœur de l'empire des héritiers de la Seconde Guerre mondiale, pour toutes les autres nations, responsables de tous les maux. Puisqu'ils sont l'URSS, puisqu'ils étaient la préfiguration d'une future nation unique et sans doute aussi parce que leur force est en elle-même inquiétante, ils sont les seuls à n'avoir ni parti ni Académie des sciences à eux — pas de voix propre donc. Et parce que les autres, aux frontières méridionale et occidentale, sont ouverts sur l'extérieur, ont le soleil ou des traditions européennes, incomparablement plus affirmées, ils sont, à bien des égards, les plus mal lotis.

S'ils émigrent, en quête d'un meilleur climat, de meilleures conditions de vie, d'un peu moins de contraintes, ils sont repus comme les colons qu'ils sont et on ne se prive pas de leur dire qu'ils sont de trop. Et puis enfin, si les Baltes peuvent rêver d'indépendance, eux ne peuvent que s'interroger sur le futur de la Russie, leur place dans le monde, et leur « existence en tant que nation ».

Alors il y a ceux qui voudraient souhaiter bon vent aux autres républiques car elles ne feraient que sucer le sang de la Russie et ceux pour lesquels il est au contraire temps de faire rembourser soixante-dix ans de généraux bienfaits. Il y a ceux qui se raidissent dans l'hostilité aux changements, et ceux pour qui les changements devraient d'abord signifier l'affirmation de la Russie. Il y a ceux qui recherchent une identité nationale, manifestent pour la préservation de la nature et des vieux monuments et n'ont pour autant nullement envie d'accuser Arméniens, Azéris et autres Juifs de tous leurs maux.

Outre que c'est ici que l'enjeu est le plus important, c'est ici aussi que naît afin de barrer la route à la propagande des goûts occidentaux.

Tout récemment publié dans un journal local, ce texte commence par expliquer que « la Russie est la Cendrillon des peuples de l'URSS ».

Comment se déroula il y a seize mois le « procès » de Boris Eltsine devant le comité central

Un important plénum du comité central du Parti communiste soviétique consacré aux réformes dans l'agriculture s'est ouvert mercredi matin 15 mars à Moscou.

Ce plénum, dont les travaux dureront deux jours, doit également élire les cent personnalités du Parti communiste qui représenteront le PC au Congrès des députés du peuple. Ces candidats avaient été sélectionnés le 10 janvier dernier lors d'une autre réunion du comité central.

MOSCOU
de notre correspondant

Peut-être, peut-être seulement, les attitudes ont-elles changé en seize mois, et peut-être la réunion plénière du comité central qui s'ouvrira mercredi 15 mars pour débattre de questions agricoles ne sera-t-elle pas empreinte du même esprit stalinien. Peut-être, puisque bien des choses ont changé depuis en Union soviétique, mais on n'en reste pas moins le souffle court à lire le compte rendu sténographique de ce plénum du 21 octobre 1987, à la suite duquel Boris Eltsine avait perdu son siège de suppléant au bureau politique.

On avait dit — et fait circuler des textes pour le prouver — qu'il s'en était personnellement pris au secrétaire général, qu'il avait, plus encore, attaqué Mikhaïl Gorbatchev, et dénoncé dans le saint des saints les privilèges de la Nomenklatura.

Cela n'avait pas peu contribué à sa légende, mais tout cela était faux. Maintenant qu'on peut juger sur pièce en lisant le numéro 12 des Nouvelles du comité central, ce qui frappe surtout, c'est le courage inouï de l'ancien premier secrétaire de Moscou, car l'important n'est pas tant ce qu'il dit que les réactions des membres du comité central, horrifiés d'entendre pour la première fois l'un des leurs dire ce qu'il pense.

« Enthousiasme » et « incertitude »

Dans une langue hachée, précipitée, M. Eltsine intervient pour attaquer d'emblée M. Ligatchev, chef de file des conservateurs et toujours à l'époque numéro deux du parti. Il lui reproche de n'avoir pas changé son « style de travail », d'en être resté aux « engueulades » et de violer, ce faisant, les « normes léninistes ». Et puis il met en garde le comité central contre les dangers de « désillusion » de la population si on continue à lui laisser croire que les problèmes seront résolus sous deux ans. L'enthousiasme des débuts

de la perestroïka a déjà « décliné » et fait place à l'« incertitude », dit-il. Et il parle de la bureaucratie qui continue à proliférer, s'inquiétant surtout de voir croître le niveau de la flagornerie prodiguée « par quelques membres permanents du bureau politique envers le secrétaire général ».

Son travail au bureau politique, dit-il encore, « ne tourne pas rond », en raison notamment du « manque de soutien du camarade Ligatchev ». En conclusion, M. Eltsine annonce qu'il a remis sa démission du bureau politique et que ce sera au comité du parti de Moscou de trancher pour ce qui est de ses fonctions de premier secrétaire de la capitale.

Mentalité d'assiégés

C'est très court et s'ensuivent près de quatre heures atroces où un comité central déchaîné lui reproche avec un vocabulaire de procureur des années 30 d'avoir compromis l'unité des communistes et d'avoir osé insinuer que le peuple pourrait douter de son parti. On est en plein dans cette « mentalité d'assiégés » que ne cessent de dénoncer les discours de la perestroïka. « Faut-il insister, demande M. Gromyko, sur le fait que nos ennemis de classe voudraient avant tout que la force dirigeante de notre société ne soit pas unie et compacte ? »

Quelques subtils comme M. Arbatov, directeur de l'Institut des Etats-Unis et du Canada, se félicitent qu'on puisse désormais exprimer des opinions, mais pour mieux assassiner le coupable sur le fond. Le très intelligent premier ministre, M. Rykov, se contente de fustiger les ambitions personnelles de M. Eltsine et d'opposer les réunions du bureau politique sous Léonid Brejnev (le quinze minutes, dit-il ; on ressortait brisé) à celle d'aujourd'hui (le sept à huit heures, brisantes elles aussi, mais de fatigue).

Un orateur, un seul, défendra le travail accompli à Moscou par M. Eltsine. M. Ligatchev estimera — accusation extrêmement grave — que « toute la politique du parti est remise en cause », alors que « je sens de tout mon cœur, dit-il, que le peuple nous soutient ».

Quant à M. Gorbatchev, il est visiblement furieux de cette sortie, pas loin d'accuser Boris Eltsine de fractionnisme. C'est pourtant lui qui arrête la curée et redonne la parole à un homme effondré et qui sombrera bientôt dans la dépression avant de resurgir au début de l'été dernier, populaire comme personne et visiblement ivre de vengeance. B. G.

Alain FINKIELKRAUT



La mémoire vaine

Du crime contre l'humanité

GALLIMARD nrf

Election d'un nouveau mufti en Asie centrale

Les représentants des mosquées et des conseils islamiques des Républiques soviétiques d'Asie centrale, réunis en congrès à Tachkent (Ouzbékistan), ont élu, mardi 14 mars, Mohamed Sadik Mamafoussovpov, trente-six ans, mufti (chef religieux) des musulmans d'Asie centrale, a annoncé l'agence Tass.

Mohamed Sadik Mamafoussovpov, recteur de l'Institut islamique de Tachkent, avait été nommé temporairement à cette fonction en février dernier, après le renvoi de Chamsoudine Bakhanov, contraint à démissionner à la suite de protestations de croyants, l'accusant notamment de mœurs dissolues et de corruption (le Monde du 10 février).

Le nouveau mufti, qui dirigera la plus importante des quatre directions spirituelles islamiques d'Union soviétique, a remercié le gouvernement ouzbek pour sa décision de remettre en activité « dans un avenir proche » plusieurs mosquées fermées jusqu'alors. A l'occasion de ce congrès, le gouvernement ouzbek a d'ailleurs remis aux autorités musulmanes un Coran du septième siècle, déposé dans un musée de Tachkent après la Révolution de 1917. Cette restitution a donné lieu à une manifestation publique d'une ferveur religieuse rarement vue en URSS, selon les responsables du conseil des affaires religieuses du gouvernement. — (AFP, AP.)

« Désigner l'ennemi »

En manifestant contre une centrale nucléaire ou une cheminée d'usine crachant le cancer, on manifeste contre la toute-puissance de Moscou, pour le droit de décider chez soi, pour la prééminence de la nation sur l'Union, pour l'affirmation de nations que le soviétisme condamnait à se fondre dans un

BERNARD GUETTA.

Prochain article :

LE CHAOS CRÉATEUR

● Manifestation russe à Tallinn. — Une manifestation rassemblant essentiellement des Russes — 20 000 à 40 000 personnes selon les estimations — s'est déroulée, mardi 14 mars à Tallinn, la capitale de la République soviétique d'Estonie, pour protester contre le nationalisme estonien, a indiqué, mercredi par téléphone, un journaliste local. Les manifestants, répondant à l'appel du mouvement interdivergent, qui rassemble les russophones de la République, a-t-on expliqué de même source, ont exprimé leur désaccord avec l'évolution des événements en cours en Estonie. — (AFP.)

Europe

Décédée en Suisse

L'ancienne impératrice Zita aura des funérailles d'Etat à Vienne

VIENNE
de notre correspondante

Zita de Habsbourg-Bourbon-Parme, dernière impératrice d'Autriche et reine de Hongrie, qui s'est éteinte mardi 14 mars en Suisse à l'âge de quatre-vingt-dix-sept ans (nos dernières éditions du 13 mars), aura des funérailles d'Etat à Vienne le 1^{er} avril, jour anniversaire de la mort de son mari, en 1922, et sera enterrée dans la crypte des Capucins où reposent tous les membres de la famille Habsbourg.

Le vice-chancelier et ministre des affaires étrangères, M. Alois Mock, a annoncé qu'il fera tout pour garantir à l'ancienne impératrice « le respect de la République qui mérite cette grande personnalité historique ».

ayant appartenu à une des plus importantes dynasties de l'Europe. Il est bon pour le pays de s'identifier avec les grands personnages de son histoire », a dit M. Mock.

La municipalité de Vienne semble décidée à exploiter à fond ces funérailles à des fins touristiques et veut faire réparer à cette occasion les carrosses impériaux. Il ne fait pas de doute que le 1^{er} avril, la grande noblesse d'Europe se donnera rendez-vous à Vienne.

Zita, interdite de séjour en Autriche après la chute de la monarchie, et après avoir suivi son mari Charles I^{er} en exil en 1918, a dû attendre soixante-trois ans pour pouvoir revenir. Installée définitivement à l'abbaye de Zizers, dans les Grisons, depuis 1962, l'ancienne impératrice

qui avait toujours refusé de signer une déclaration de loyauté à la République — comme l'ont fait d'autres membres de la maison Habsbourg, notamment son fils aîné Otto — n'a pu effectuer sa première visite en Autriche qu'en 1982, à la suite d'une intervention du roi Juan Carlos d'Espagne auprès de l'ancien chancelier socialiste Bruno Kreisky.

A l'occasion de ses visites ultérieures au château de Walstein en Styrie où vit sa fille cadette Elisabeth de Liechtenstein et notamment lors d'une visite à Vienne où elle assistait pour son 90^e anniversaire à une messe à la cathédrale de Saint-Étienne, des milliers d'Autrichiens sont venus applaudir « leur impératrice ».

WALTRAUD BARYLL

L'inspiratrice d'une négociation manquée

Il y a une dizaine de jours, la dernière impératrice d'Autriche, reine de Hongrie et de Bohême, Zita, appelée à son chevet, au couvent de Zizers, son fils Otto, et son petit-fils Karl, pour prendre congé d'eux avant son départ, en disant qu'elle y était prête. Tout comme les années de sa vie, les préparatifs de la mort de Zita se déroulaient selon le cérémonial hérité d'Espagne par les Maisons de Bourbon et de Habsbourg, qui s'étaient rencontrées dans sa personne, cérémonial austère et digne. Deux jours après ces adieux, auxquels ses enfants se refusaient à croire, l'ancienne impératrice tombait dans le coma pour s'éteindre le 14 mars sans souffrir.

Née le 9 mai 1892 à Planore, Zita, princesse de Bourbon-Parme, épouse en 1911 l'archiduc Charles de Habsbourg (vingt-quatre ans), petit-neveu de François-Joseph, et dont l'attachement de Sarajevo — les enfants de François-Ferdinand, nés d'un mariage morganatique, ne pouvant hériter du trône — le fit son dauphin. Zita conta, plus tard, que lors d'une visite qu'elle avait rendue avec son époux à François-Ferdinand dans son château de Belvédère, en 1913, celui-ci leur avait prédit qu'il serait assassiné.

D'après des témoignages unanimes, le jeune couple — ses sympathies pro-françaises n'étant pas

ignorées — ne fut pas associé aux discussions qui conduisirent, en juillet 1914, à la déclaration de guerre à la Serbie et à la première guerre mondiale. « Charles ne fut qu'un observateur », écrivait dans ses Mémoires le chef de l'état-major, Konrad von Hötterdorn.

Unis dans la même méfiance à l'égard de l'Allemagne de Guillaume II, unis aussi dans leur perception des forces centrifuges qui menaçaient l'empire, Charles et Zita ne sortirent de leur rôle de spectateurs sans pouvoir qu'après la mort de François-Joseph, en 1916. Sans doute, Zita avait-elle un tempérament plus énergique, un esprit plus vif et plus sûr que Charles, homme de qualité et de bonne volonté, mais dont le serment, prêté, lors de son couronnement, un peu précipité, à la Constitution de la Hongrie, avait lié les mains. C'est à juste titre, semble-t-il, que les historiens attribuent à Zita l'initiative d'utiliser la présence, dans la France en guerre, de ses deux frères, Sissi et Xavier, mais surtout Sissi, pour inciter son époux à entamer des négociations secrètes avec l'Entente, en vue d'une paix blanche ou, au cas où l'Allemagne ne renoncerait pas à l'Alsace-Lorraine, en vue d'une paix séparée.

Conduites dans des conditions extrêmement difficiles, au milieu de l'exaspération réciproque des deux camps adverses, ces longues

négociations contrariaient les projets des exilés séparatistes et les revendications des alliés italiens et roumains. Elles étaient aussi constamment perturbées par les manœuvres et intrigues des milieux militaristes allemands et austro-hongrois, et finirent par échouer. En cas de réussite, elles auraient sauvé non seulement la double monarchie mais aussi des millions de vies humaines et prévenu des décisions qui, par le démantèlement d'un grand Etat, allaient créer un vide militaire et politique en Europe centrale.

Quand les projets, conçus conjointement par Charles et Zita en vue d'une réforme politique et sociale, favorisée par les mouvements autonomistes et libéraux et la social-démocratie montante, reçurent un commencement d'exécution, il était trop tard. L'opinion a prévalu, chez les futurs vainqueurs — et, notamment, en France — que l'Autriche-Hongrie, devenue un anachronisme, comme l'Empire ottoman, devait céder la place à des Etats prétendant nationaux.

Les nombreux descendants de Zita et les sujets de l'ancienne monarchie conservent d'elle le souvenir d'une « femme cultivée, sensible, et surtout bonne » : le mot est de son petit-neveu, Simon de Habsbourg, citoyen autrichien résident en France.

FRANÇOISE FEJTO.



55, RUE DE RENNES, PARIS 175006
TEL. 35 45 52 71
EQUIPEMENT SERVICE DES COURSES A PARIS
rue Massena à Nice et rue Saint-Pierre à Marseille

Proche-Orient

LIBAN : nouvelle flambée de violence à Beyrouth

Trente-cinq morts en quelques heures dans les bombardements entre le secteur chrétien et le secteur musulman

Beyrouth. — Dans un cercle d'à peine 100 mètres, un enchevêtrement de cadavres, de cartables d'écoliers, de chaussures, de morceaux d'acier tordu et de verre jonche l'un des principaux carrefours de Beyrouth-Ouest. Le secteur musulman de la capitale libanaise : là, mardi matin 14 mars, ont été tués douze des quelque trente-cinq victimes des échanges d'artillerie — les plus violents depuis plusieurs années — qui ont, une nouvelle fois, ensanglanté Beyrouth. Près de cent cinquante personnes ont, en outre, été blessées.

En dix minutes, deux salves d'obus de 155 et 120, ont transformé le carrefour de l'UNESCO en cimetière, tandis que d'autres quartiers résidentiels de Beyrouth étaient touchés. Mais c'est dans le secteur musulman que l'on compte le plus grand nombre de victimes des combats qui se sont poursuivis tout au long de la journée de mardi entre les régions musulmanes sous contrôle syrien et le « pays chrétien », après avoir commencé par le bombardement des ports chrétiens de Beyrouth et de Jounieh.

An soir de cette lamentable, le chef du gouvernement chrétien, le général Michel Aoun, s'en est pris directement à Damas, affirmant notamment que « la guerre de libération vient de commencer » contre la Syrie. « Mon gouvernement, a-t-il dit lors d'une conférence de presse, a décidé de prendre toutes les mesures pour chasser immédiatement les forces syriennes du Liban ».

Avec la milice chrétienne des Forces libanaises (FL), le général Aoun contrôle une enclave de

1 500 kilomètres carrés au nord et à l'est de Beyrouth. Selon l'un de ses porte-parole, il dispose de vingt mille hommes (soldats chrétiens de l'armée libanaise), tandis que les FL sont fortes de trois mille cinq cents miliciens pouvant être appuyés par quelque six mille suppléants. En face, environ trente-cinq mille soldats syriens sont déployés sur les deux tiers du territoire libanais.

Une « guerre d'extermination »

Accusant les forces de Damas d'avoir engagé une « guerre d'extermination » contre les Libanais, le général Aoun a affirmé que la guerre était « fondamentalement entre la Syrie et le Liban » et que lui-même avait engagé une « bataille ouverte contre la Syrie ». « L'occupation par la Syrie est la pire des occupations », a-t-il déclaré, car ce pays « prétend être un frère et un ami, mais sème la dissension ». Quant à l'avenir, « nous n'avons qu'un seul objectif : la libération de notre territoire », et la fin des combats dépend d'un cessez-le-feu à négocier entre « les deux Etats », syrien et libanais.

Il semble, selon des sources concordantes à Beyrouth-Est, que l'escalade de mardi ait coïncidé avec une brusque tension entre l'armée chrétienne du général Aoun et les FL. A la mi-février, des combats avaient opposé ces deux forces « alliées » pour la suprématie militaire et politique sur le camp chrétien. Ce regain de tension s'est matérialisé par l'apparition, lundi, de barrages de l'armée dans certains

quartiers de Beyrouth-Est, immédiatement suivie par le déplacement de miliciens autour de leurs casernes. Le conflit a été momentanément désamorcé lundi soir, quelques heures avant que ne débute les échanges d'artillerie entre l'est et l'ouest de la capitale.

Parallèlement, le « comité de bons offices », créé par la Ligue arabe pour tenter de trouver une solution à la crise libanaise, a été mis à contribution, mardi, par les responsables du gouvernement musulman et du gouvernement chrétien. Tant le chef du premier, M. Selim El Hoss, que le général Aoun ont demandé au ministre koweïtien des affaires étrangères, le cheikh Ahmed El Sabah, qui préside ce comité, d'intervenir afin de faire cesser les combats. Mardi soir, bien qu'aucune négociation n'ait encore été engagée entre les belligérants, Beyrouth ne résonnait plus que par intermittence des coups sourds de l'artillerie. — (AFP.)

● Un appel du cardinal Decourtray. — Mgr Albert Decourtray, président de la conférence des évêques de France, demande aux catholiques français de « prier, à l'occasion du jeudi saint [le 23 mars prochain], pour le Liban, ce peuple frère qui a de plus en plus besoin de notre soutien spirituel et affectif ». « Que l'Eglise de France, ajoute-t-il, soutienne en vérité l'espérance du peuple libanais. » Il demande une contribution financière exceptionnelle à verser au Comité Notre-Dame du Liban, 15, rue d'Ulm, 75005 Paris ou au 5, place Saint-Irénée — 69006 Lyon.

Diplomatie

La Conférence islamique de Ryad en quête d'une formule de compromis sur l'affaire Rushdie

RYAD
de notre envoyée spéciale

Les sessions ministérielles de l'Organisation de la conférence islamique (OCI) ont leur rythme, et l'actualité n'y change rien. En raison du très long et traditionnel débat sur les minorités turques musulmanes en Bulgarie, ce n'est que mercredi 15 mars que la commission politique de l'OCI devait débattre des deux principaux sujets à son ordre du jour : l'affaire Salman Rushdie et l'Afghanistan.

Interrogé à de nombreuses reprises sur le premier point, le prince Saoud Al Fayal, ministre saoudien des affaires étrangères et porte-parole de la conférence, a tenu mardi à dépassionner le débat. « Nous, musulmans, a-t-il dit, n'avons pas peur des menaces contre notre religion. L'islam n'est pas une proie facile. Nous sommes conscients des passions déclenchées par la publication de ce livre par les journaux musulmans. L'OCI cherche la coopération des autres pays pour prévenir les colères contre l'islam et résoudre l'affaire amicalement ».

Sérieux remous à l'Académie suédoise

STOCKHOLM
de notre correspondante

L'Académie suédoise, qui décerne chaque année le prix Nobel de littérature, est confrontée à une situation exceptionnelle : deux de ses dix-huit membres élus à vie, M. Karin Ekman et M. Lars Gyllenstein, ont déposé leur fauteuil pour protester contre l'absence de prise de position ferme de la part de leur institution dans l'affaire Rushdie.

L'Académie, après avoir, dans un premier temps, refusé de s'associer à la pétition des Gens de lettres de Suède dénonçant l'attitude des autorités iraniennes, avait ensuite tardé à faire connaître son propre point de vue. Plusieurs académiciens s'étant, à titre individuel, prononcés sur la question en déplorant les atermoiements de leur secrétariat, celui-ci, pour apaiser l'indignation générale, consentait, le 2 mars, à indiquer dans un bref communiqué que l'Académie s'opposait « à toute tentative de museler la libre parole », mais sans citer personne nommément (le Monde du 4 mars).

L'annonce de ce communiqué allait être accueillie avec déception, voire amertume, par ceux qui avaient espéré qu'une dérogation

Dans son discours en séance plénière, Cheikh Sabah Al Ahmad Sabah, ministre koweïtien des affaires étrangères, a sans doute donné le ton de ce qui devrait être la résolution finale sur ce point en proposant trois mesures : l'interdiction de la publication et de la diffusion de ce livre dans les pays musulmans ; le boycottage des maisons d'édition qui l'ont imprimé et l'engagement de poursuites judiciaires ; enfin, des démarches auprès des autres pays pour leur demander d'interdire son impression, sa publication et sa diffusion, ainsi que celles de tout autre ouvrage similaire.

Cette proposition constitue un net durcissement de la position koweïtienne mais ressemble fort à un compromis dans le but de satisfaire Téhéran. Un délégué iranien à Ryad a d'ailleurs jugé « bonne » l'attitude koweïtienne. Les conversations qui avaient eu lieu samedi à Koweït entre les autorités de l'émirat et l'ayatollah Jannati, envoyé spécial du gouvernement iranien, ont sans doute permis la mise au point de ce compromis.

En lutte ouverte avec l'Occident, Téhéran paraît vouloir ménager ses

rapports avec les pays islamiques et en particulier les pays du Golfe avec lesquels ses relations se sont nettement améliorées depuis la fin de la guerre Iran-Irak. Sans renoncer à la condamnation à mort de l'écrivain britannique, l'Iran, se sachant complètement isolé sur ce point, semble avoir renoncé à tenter d'entraîner derrière lui l'OCI. Tout en réaffirmant que « l'exécution de Salman Rushdie incombe à tous musulmans où qu'il se trouve », l'ayatollah Jannati a souligné que « Téhéran souhaitait l'amélioration de ses relations avec l'Arabie saoudite et les pays arabes du Golfe ».

Autre manifestation de la volonté iranienne de ne pas envenimer ses relations avec Ryad — qui multiplie de son côté les gestes de bonne volonté — Téhéran n'a pas déposé de résolution pour dénoncer la limitation du nombre des pèlerins à La Mecque, problème qui avait provoqué à Amman, en 1988, le départ de la délégation iranienne de la session ministérielle de l'OCI.

En attendant la résolution sur l'Afghanistan, dont le gouvernement iranien n'a été reconnu que par trois pays (l'Arabie saoudite, le Soudan et Bahreïn), le Pakistan, par la voix de son ministre des affaires étrangères, a invité les membres de l'OCI à attribuer au gouvernement intérimaire le siège de l'Afghanistan, vacant depuis la suspension de ce pays en 1980 à la suite de l'invasion soviétique.

FRANÇOISE CHIPAUX.

● Visite de M. Gorbatchev début avril à Cuba. — M. Mikhaïl Gorbatchev effectuera sa première visite à Cuba du 2 au 4 avril, a-t-on appris mardi 14 mars de sources diplomatiques à La Havane. Le numéro un soviétique avait dû reporter ce voyage, prévu initialement en décembre, en raison du tremblement de terre en Arménie. M. Gorbatchev devrait ensuite se rendre en Grande-Bretagne, du 5 au 7 avril. La précédente visite à Cuba d'une telle importance, celle de Leonid Brejnev, remonte à 1974.

● Le séjour de M. Mitterrand en Amérique latine. — L'épouse du chef de l'Etat français, M^{me} Danielle Mitterrand, a achevé par un bref séjour en Haïti une visite qui l'avait conduite, ces deux dernières semaines, dans six pays d'Amérique latine (le Monde du 11 mars), au titre de la fondation qu'elle préside, France-Liberté. Elle s'est déclarée, solidaire de militants haïtiens des droits de l'homme récemment accusés par le gouvernement du général Avril d'avoir fomenté une révolte paysanne, indique l'agence Associated Press de Port-au-Prince.

هكذا من الأصل

Orient

Attaque de violence à Beyrouth
Les heures dans les bombardements
Liban et le secteur musulman

Après une nuit de violence à Beyrouth, les heures dans les bombardements libanais et le secteur musulman. Les forces de l'ordre ont été attaquées par des milices armées. Les dégâts matériels sont importants. Les civils ont été évacués. La situation est tendue.

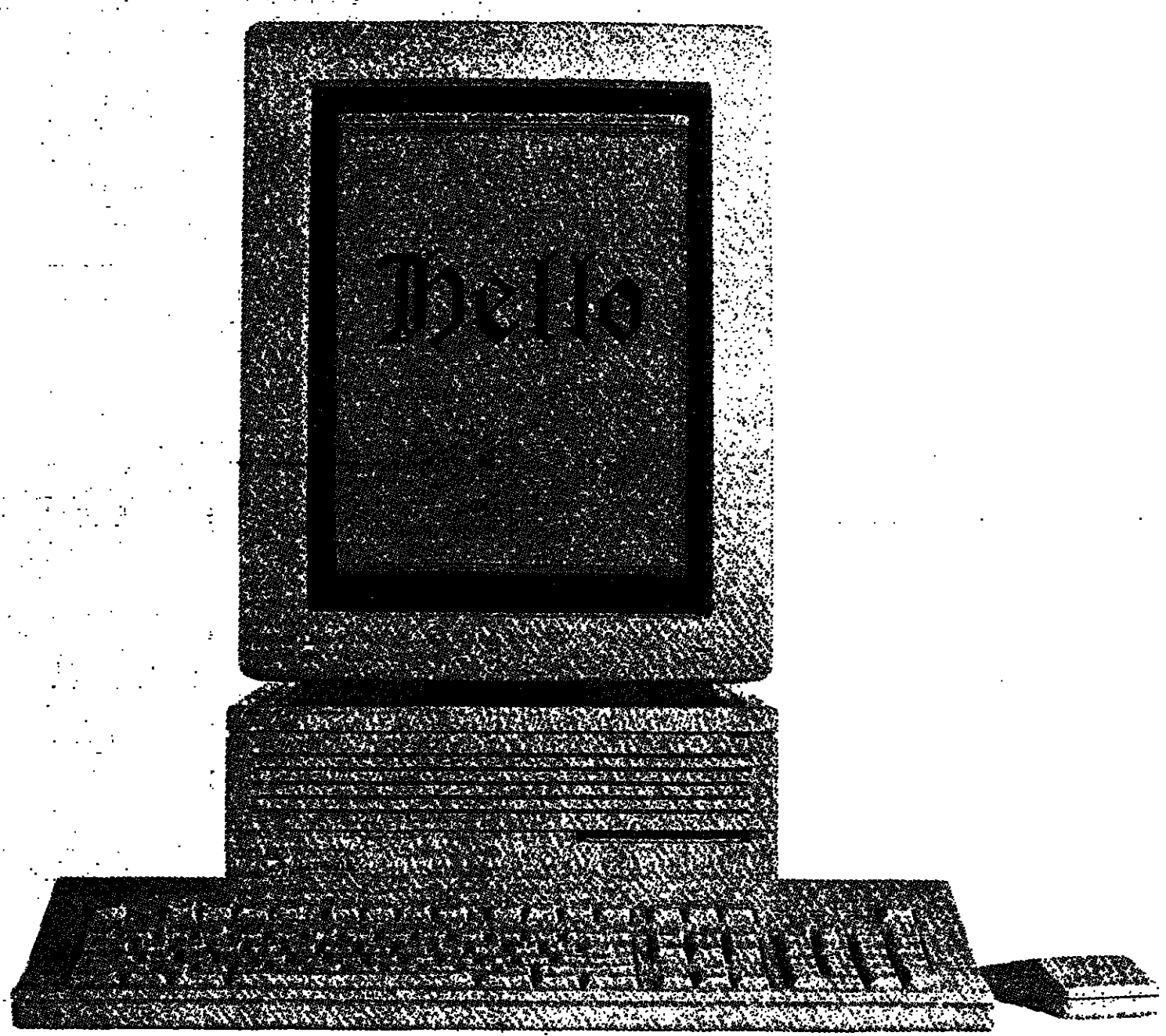
diplomatie

Le ministre de Ryad en quête
de compromis sur l'affaire Rushdie

Le ministre de Ryad en quête de compromis sur l'affaire Rushdie. Les négociations sont en cours. Les deux parties cherchent à trouver un terrain d'entente. La situation reste incertaine.

Le ministre de Ryad en quête de compromis sur l'affaire Rushdie. Les négociations sont en cours. Les deux parties cherchent à trouver un terrain d'entente. La situation reste incertaine.

Nouveau Macintosh IICx.
 On n'avait jamais réussi à mettre autant
 de puissance dans aussi peu de cm³.



Voici le nouveau Macintosh IICx, né hier. Ce qui est nouveau, c'est que l'on a réussi à faire tenir la plupart des avantages des Macintosh II dans un encombrement très réduit. D'ailleurs, si l'on dispose de peu de place, on peut mettre l'unité centrale verticale, à côté de l'écran par exemple. Comme il est de la famille des Macintosh II, on peut le faire évoluer comme on le souhaite, et même choisir son écran (couleur haute définition, pleine page). Avec ses 3 connecteurs d'extension, on

peut étendre ses capacités et développer ses facultés de communication, par exemple en se connectant à différents réseaux locaux ou à distance. De plus, il possède le nouveau microprocesseur Motorola 32 bits 68030 et le coprocesseur arithmétique 68882, ce qui permet de travailler plus vite que jamais. Avec son nouveau lecteur de disquettes FDHD 3,5 pouces, 1,4 Mo, il peut récupérer et traiter des données provenant d'ordinateurs utilisant d'autres

systèmes d'exploitation (MS-DOS ou OS/2 par exemple). Grâce à sa mémoire vive extensible jusqu'à 8 Mo, on peut utiliser encore plus facilement plusieurs applications à la fois. Et puis il est équipé d'un nouveau disque dur très rapide de 40 Mo ou de 80 Mo. Enfin si vous étiez un peu curieux, vous auriez déjà pris rendez-vous avec votre concessionnaire Apple.



Apple, le logo Apple, Macintosh sont des marques déposées de Apple Computer Inc. MS-DOS est une marque déposée de Microsoft Corporation. OS/2 est une marque déposée de International Business Machines et de Microsoft Corporation.

Amériques

ÉTATS-UNIS

Le gouvernement suspend l'importation d'armes semi-automatiques

Le nouveau coordonnateur américain de la lutte anti-drogue, M. William Bennett, a annoncé, mardi 14 mars, la suspension des importations d'armes semi-automatiques aux États-Unis, en attendant le résultat d'une enquête devant déterminer s'il s'agit ou non d'armes de « sport ». En annonçant cette mesure, M. Bennett a indiqué qu'elle portait sur des demandes de licences concernant plus de 100 000 armes. Cette interdiction concerne au premier plan l'AK-47, fusil d'assaut de conception soviétique aujourd'hui importé de Chine, mais aussi la mitrailleuse israélienne Uzi, les fusils d'assaut FN belge et la nouvelle arme de l'armée autrichienne le Steyr Aug. Ces armes sont semblables à leur version mili-

taire mais ne permettent pas le tir en rafales.

La décision des autorités américaines intervient après la tuerie qui a eu lieu en janvier dans la ville californienne de Stockton : un déséquilibré avait tué cinq écoliers et blessé trente autres en tirant au hasard avec un AK-47.

L'Assemblée de l'État de Californie avait voté lundi l'interdiction de 40 types d'armes semi-automatiques. L'éventualité d'une telle interdiction a suscité un vif débat ces dernières semaines aux États-Unis, où la mesure se heurte à l'opposition d'un puissant « lobby ». Les demandes d'importation pour cette année dépassaient le total de celles enregistrées au cours des trois dernières années (88 000 armes). — (AFP, Reuters.)

L'administration Bush demandera le renouvellement de l'aide humanitaire à la Contra nicaraguayenne

L'Assemblée législative nicaraguayenne a approuvé, mardi 14 mars, l'amnistie de 1894 des 1 933 membres de la garde nationale de l'ex-dictateur Anastasio Somoza, encore emprisonnés. Ils étaient détenus depuis la victoire des sandinistes en juillet 1979. Les trente-neuf hommes dont l'élargissement a été refusé sont accusés de meurtre, torture et viol ; leur libération sera subordonnée à la démolition des « contras » soutenus par les États-Unis contre l'actuel régime révolutionnaire de Managua.

Plusieurs milliers d'anciens gardes avaient déjà été libérés par le passé. L'actuelle mesure de clémence — la plus importante décidée en une décennie — est une conséquence du nouvel accord entre les cinq présidents centra américains conclu le 16 février à San Salvador, en vue de ramener la paix dans l'isthme.

Par ailleurs, le secrétaire d'État américain, M. James Baker, a annoncé devant une commission du Congrès l'intention de l'administration Bush de demander l'octroi d'une nouvelle aide « humanitaire » pour une année à la Contra, installée au Honduras. Après le refus des parlementaires des États-Unis, début 1988, de prolonger désormais l'aide militaire aux anti-sandinistes, une

assistance « humanitaire » — destinée aux combattants et leur famille (au total environ cinquante mille personnes) — avait été votée.

Pour justifier son renouvellement pour une année, après le 31 mars, M. Baker a évoqué « l'obligation morale » des États-Unis envers ceux que le président Reagan dénomme « les combattants de la liberté ». Le secrétaire d'État a cependant précisé que « la voie diplomatique » aurait la préférence de la nouvelle administration pour le règlement de la crise ; il a dès lors précisé que l'administration Bush désapprouvait la pose de mines en territoire nicaraguayen — un élément de grave friction entre Managua et Washington durant la présidence Reagan.

La politique des États-Unis consistera à exercer des pressions modérées, politiques et économiques, afin de favoriser la liberté des élections prévues pour le 25 février 1990 par le gouvernement sandiniste ; le porte-parole de la Maison Blanche, M. Martin Fitzwater, a également indiqué que le « consensus bipartite » (entre la majorité démocrate et la minorité républicaine au Congrès) était toujours l'objectif de M. Bush pour la définition, très prochaine, d'une politique centraméricaine. — (AFP, UPI.)

● L'URSS expulse un attaché militaire américain. — L'URSS a décidé d'expulser un attaché militaire adjoint à Moscou en « réponse aux services secrets américains », a annoncé, mercredi 15 mars, le porte-parole du ministère soviétique des affaires étrangères, M. Guennadi Guerassimov. « Le lieutenant-colonel Daniel Van Gundy avait été surpris prenant des photos de bâtiments militaires dans une région interdite aux étrangers », a indiqué M. Guerassimov, qui a présenté cette expulsion comme une riposte à la « provocation » américaine, Washington ayant expulsé le semaine dernière un attaché militaire soviétique. — (AFP.)

● Vers une suppression des visas pour les touristes américains. — L'obligation imposée par la France en septembre 1986, au moment des attentats terroristes, de l'obtention d'un visa pour l'entrée en France des touristes étrangers pourrait être supprimée prochainement pour les touristes américains désireux de se rendre en France. Selon l'ambassade des États-Unis, à Paris, une négociation est en cours avec le gouvernement français au terme de laquelle la suppression des visas pour les touristes américains irait de pair avec une suppression correspondante des visas pour les touristes français aux États-Unis.

CHILI : après la découverte de raisins empoisonnés

Santiago interrompt les exportations de fruits

Après l'émoi suscité aux États-Unis par la découverte de cyanure dans une cargaison de raisins chiliens et le blocage des importations décidé en Amérique du Nord et au Japon, les autorités chiliennes ont annoncé la suspension des exportations de fruits. Dans une intervention télévisée, lundi 13 mars, le ministre de l'intérieur, M. Carlos Cáceres, a accusé « le Parti communiste, [qui a], une fois de plus, parrainé cette action terroriste ».

SANTIAGO-DU-CHILI
de notre correspondant

Exportant à contre-saison leurs produits vers l'hémisphère nord, les agriculteurs chiliens ont conquis, en quelques années, le marché nord-américain. Ainsi, aux États-Unis, la quasi-totalité des raisins frais consommés en hiver provient du Chili. Si les autorités fédérales américaines, le Canada, le Japon et certains pays de la CEE (1) maintiennent leur décision, les exportateurs

chiliens accuseraient une perte de 800 millions de dollars, et 500 000 travailleurs, en comptant les saisonniers, seraient mis au chômage total ou partiel.

Deux coups de téléphone anonymes reçus ces derniers jours par l'ambassade américaine à Santiago sont à l'origine de cette ténébreuse affaire. Le mystérieux correspondant aurait précisé à son deuxième appel à bord de quel bateau étaient embarqués les raisins empoisonnés.

L'émoi est considérable au Chili tant pour le dommage économique subi par le pays que pour les implications politiques et diplomatiques de cette « crise du raisin ». Les relations entre le Chili et les États-Unis, déjà tendues, pourraient se détériorer davantage. Le général Pinochet a d'ailleurs décidé de dépêcher à Washington les ministres de l'Agriculture et des affaires étrangères pour y plaider la cause des exportateurs chiliens.

Repoussant avec indignation les accusations gouvernementales, les communistes mettent en garde l'opinion contre « les mesures représ-

sives annoncées par le régime ». Quant aux agriculteurs, moyennement convaincus par la thèse officielle, ils ne sont pas loin de suspecter leurs concurrents — les producteurs californiens — d'une machination.

M. Luis Maier, dirigeant du Parti élargi de la gauche socialiste (PAIS), avance une autre explication en affirmant que la décision américaine a été prise aussi en raison du refus opposé par le Chili à l'extradition des officiers de ses services secrets accusés par la justice fédérale d'avoir organisé en 1976, à Washington, l'assassinat d'Orlando Letelier, ancien ministre des affaires étrangères de Salvador Allende. C'est ce que semble confirmer à sa manière l'amiral Merino, commandant en chef de la marine, qui dénonce « la nouvelle action camouflée des États-Unis », relayée sur place par « la canaille communiste ».

GILLES BAUDIN.

(1) La France procède pour le moment à des vérifications sans déclarer d'embargo temporaire.

HAÏTI

Rétablissement partiel de la Constitution de 1987

Le président du gouvernement provisoire haïtien, le général Prosper Avril, a annoncé le mardi 14 mars « le rétablissement dans toute sa force » de la Constitution démocratiquement approuvée le 29 mars 1987, et que son prédécesseur — le général Henri Namphy, renversé le 17 septembre — avait déclarée caduque.

Sont toutefois mis « en veilleuse temporaire », 37 articles « incompatibles » avec la nature même du régime militaire provisoire. Outre ceux ayant trait aux prérogatives du pouvoir parlementaire (actuellement inexistant) et à la compétence des tribunaux de droit commun, sont déclarés provisoirement inapplicables les articles prévoyant un délai d'un an de vie civile pour tout militaire désireux de se porter candidat à une fonction élective, et l'interdiction de la modification de la Constitution par référendum.

En revanche, l'article interdisant pendant dix ans aux anciens parissans « zélés » du régime déchu des Duvalier d'exercer aucune charge élective demeure en vigueur. — (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Grèce

M. Koutsyorgas, numéro 2 du régime, a présenté sa démission

La ministre de la présidence du conseil, M. Agamemnon Koutsyorgas, a présenté, mardi soir 14 mars, sa démission au chef du gouvernement socialiste, M. Andreas Papandréou. Véritable numéro deux du régime, il était depuis plusieurs mois la cible de graves accusations dans le cadre de l'affaire Georges Koskotas. Celui-ci, ancien propriétaire et directeur général de la Banque de Crète, avait déclaré la semaine dernière, dans une interview retentissante à l'hebdomadaire américain Time, avoir versé d'importantes sommes d'argent à M. Koutsyorgas pour que le ministre l'aide à conserver le contrôle de l'établissement.

Dans sa lettre de démission, M. Koutsyorgas explique que les élections du 18 juin prochain donneront l'occasion au peuple grec de « juger chacun d'entre nous » et rappelle que le Parlement vient de confirmer sa confiance au gouvernement en rejetant la motion de censure déposée par l'opposition conservatrice (le Monde du 15 mars). Dans sa réponse, M. Papandréou exprime sa tristesse de voir un ami de longue date quitter le cabinet mais l'assure qu'il occupera une place de premier plan dans la campagne électorale à venir pour mener le PASOK à la victoire.

M. Koutsyorgas a travaillé au côté de M. Papandréou pendant vingt-cinq ans. Depuis l'arrivée au

pouvoir en 1981 du PASOK (Mouvement socialiste panhellénique), dont il fut l'un des fondateurs, il a dirigé divers ministères importants, dont ceux de l'intérieur et de la justice. Il dut abandonner ce dernier portefeuille en novembre 1988, lorsque le scandale Koskotas commença à prendre de l'ampleur. — (Corresp.)

Irlande du Nord

Dix-huit policiers « blâmés » pour la mort de six personnes au cours d'une opération antiterroriste

La commission de discipline de la police d'Irlande du Nord a distribué, mardi 14 mars, dix-huit blâmes et un avertissement aux policiers de la Royal Ulster Constabulary (RUC) qui avaient été mis en cause pour la mort de six personnes tuées au cours d'une opération antiterroriste.

L'affaire remonte à 1982. Les six hommes, soupçonnés d'être des membres de l'IRA, avaient été tués après un attentat qui avait coûté la vie à trois policiers. Les membres de la RUC ont été accusés de les avoir abattus de sang froid alors qu'ils étaient désarmés. Une première enquête avait été ouverte à l'époque. Quatre des policiers avaient été jugés et acquittés. Une nouvelle enquête confiée à l'un des chefs de la police de Manchester, M. John Stalker, avait été étouffée en 1988.

Dans un livre retentissant, M. Stalker a accusé en 1987 les autorités d'avoir systématiquement entravé ses recherches. Mais l'attor-

ney général de Grande-Bretagne avait refusé « au nom de l'intérêt national » d'autoriser de nouvelles poursuites. Sa décision avait déclenché début 1988 une crise entre Londres et Dublin, conduisant le secrétaire à l'Irlande du Nord à ordonner cette fois une enquête disciplinaire interne.

Par ailleurs, un supplétif de l'armée britannique a été assassiné mardi 14 mars à Dungannon, en Irlande du Nord, par un commando d'hommes armés. La victime était membre du régiment de défense de l'Ulster (UDR), une des unités les plus fréquentes de l'IRA.

Algérie

Grève à la raffinerie d'Arzew

Un mouvement de grève est observé partiellement depuis lundi 13 mars par les travailleurs de la raffinerie de la Sonatrach d'Arzew (ouest de l'Algérie), qui emploie quelque 1 600 personnes, a rapporté, mardi 14 mars, le quotidien El Messa.

Ce mouvement est le deuxième enregistré dans la raffinerie depuis cinq mois. Il est lié aux décisions controversées de la commission désignée lors du premier arrêt de travail, en novembre dernier, pour préparer des élections après la dissolution de l'ancienne section syndicale.

Première conséquence de cette grève, les stations-service de la ville de Mostaganem, non loin d'Arzew, n'ont pas été ravitaillées et la circulation automobile s'est trouvée réduite en raison d'une perturbation dans la distribution de carburant. — (AFP.)

Roumanie

Arrestation d'un diplomate accusé d'espionnage

Bucarest (AFP). — M. Mircea Raceanu, haut fonctionnaire du ministère roumain des affaires étrangères, a été arrêté et accusé d'espionnage au profit d'une puissance étrangère, a annoncé un communiqué diffusé mardi 14 mars par l'agence Agerpress.

M. Mircea Raceanu serait le fils de Ion Raceanu, l'un des six signataires de la lettre ouverte critiquant le président Nicolae Ceausescu parvenue à l'Ouest la semaine dernière (le Monde daté 12-13 mars). Il a été en poste à Washington dans les années 70 et a travaillé avant son arrestation — intervenue fin janvier, selon des sources diplomatiques à Bucarest — dans la section américaine du ministère des affaires étrangères roumain.

M. Raceanu s'est rendu à plusieurs reprises aux États-Unis, notamment à l'automne dernier.

Selon un communiqué d'Agerpress, M. Raceanu a été arrêté en « flagrant délit » et « s'est livré aux activités d'espionnage depuis 1974 au profit d'une puissance étrangère », qui n'est pas identifiée dans le texte officiel.

M. Raceanu est accusé d'une « intense activité de trahison ». Le communiqué précise que l'enquête se poursuit pour « déterminer l'ampleur de cette affaire d'espionnage et de trahison ». En Roumanie, la peine de mort est prévue pour des crimes graves de haute trahison, rappelle-t-on. — (AFP.)

3^e GRANDE BRADERIE BUREAUTIQUE D'OCCASION

MARCHE DE L'OCCASION
RANK XEROX

3^e ANNÉE
DE VICTOIRE
SUR LES PRIX

LA BATAILLE DES PRIX
SE GAGNE
A AUSTERLITZ!

Exceptionnel! Pour la 3^e année, Rank Xerox Diffusion organise la Grande Braderie de la Bureautique d'Occasion: l'occasion ou jamais de vous équiper à des prix toujours plus séduisants:

- copieurs Xerox à partir de 4150F HT*
- machines à écrire électronique Xerox à partir de 1800F HT*
- micro-ordinateurs à partir de 2900F HT*

Mieux encore: sur une sélection de super occasions, Rank Xerox Diffusion vous fait bénéficier d'un reconditionnement total et des 5 garanties!

Venez vite 30, Quai d'Austerlitz - 75013 PARIS.

du 15 au 19 mars 1989

ATTENTION STOCK LIMITE!

هكذا من الأصل

Enquête

LA COLOMBIE EN PROIE A L'INSTABILITÉ

La politique ou la poursuite de la guerre par d'autres moyens

Ouze guerres civiles en à peine plus d'un siècle et demi d'indépendance : la Colombie a la réputation, justifiée, d'être l'un des pays les plus agités d'Amérique latine. La récente montée en puissance des trafiquants de cocaïne qui se sont liés à des groupes paramilitaires d'extrême droite, la persistance depuis trois décennies de guérillas paysannes sur de larges fractions du territoire, la multiplication depuis le milieu des années 80 des crimes politiques : en dépit d'une situation économique encourageante, tout concourt à l'insécurité des citoyens pour le présent et l'avenir.

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

« Ce pays n'a pas d'avenir », répètent à satiété les Colombiens. « Ce pays est destiné à se consolider vers l'an 2000 comme troisième puissance de l'Amérique latine », assurent sans hésiter nombre d'observateurs étrangers. Qui croire ? Alors que la situation économique globale est en Colombie depuis trois ans la meilleure du sous-continent (le Monde du 14 mars), ce que le citoyen perçoit, c'est l'absence de solution prévisible à la guerre politico-sociale non déclarée et à la grave insécurité dans laquelle il est plongé (le Monde du 8 mars).

« Lorsqu'on veut rencontrer des espèces animales en voie d'extinction, on visite les îles voisines des Galapagos ; lorsqu'on veut voir un système politique qui soit une survivance du siècle passé, c'est chez nous qu'il faut venir », nous déclare plaisamment M. Leal Buitrago, directeur de l'Institut d'études politiques de l'Université nationale de Bogotá. Ce qui est en cause, c'est, bien sûr, le fameux « bipartisme » local : l'alternance au pouvoir, depuis un siècle et demi, de deux formations, la conservatrice et la libérale.

Que le système soit en crise, tout le démontre, et d'abord cette incapacité de l'Etat à faire face à ce devoir minimum : assurer le droit à la vie des citoyens. Et pourtant, nul en Colombie ne parierait à peso sur une hypothèse qui, partout ailleurs en Amérique latine, serait presque naturelle : le coup d'Etat militaire. « La Colombie est, dans ses élites et dans son peuple, l'un des pays les plus antimilitaristes du monde »,

explique le sociologue Eduardo Pizarro. « Les forces armées n'ont jamais eu aucun prestige et la classe politique s'est toujours arrangée pour ne leur accorder que le minimum de moyens », renchérit un observateur français de longue date.

Pourquoi, malgré la faillite de l'establishment politique national, les libéraux et les conservateurs qui le présentent continuent-ils de jouir de réels soutiens ? Un autre sociologue, M. Fernando Reyes, répond : « La conformation géographique, très montagneuse, de la Colombie et le type de peuplement compartimenté qu'elle a déterminé au cours des siècles ont fait que le pays ne s'est jamais perçu comme nation. Comme partout en Amérique latine, on a vu se former deux pôles : l'un représentant la tradition, défenseur donc, en particulier, de l'Eglise ; les conservateurs, et l'autre représentant le mouvement, donc violemment anticlérical : les libéraux ».

En cette affaire, les affinités de famille ont souvent compté davantage que les clivages d'intérêts, même s'il est vrai que certains groupes sociaux se sont affiliés plus clairement. Les chefs de l'une et de l'autre formation ont été de grands propriétaires fonciers levant des armées privées sur leurs terres et auprès des paysans de leur région chaque fois que grondait la « révolution » contre un président adverse. Les grandes querelles du dix-neuvième siècle (libre-échange, fédéralisme, outre, bien entendu, la question religieuse) se sont ainsi réglées par des guerres où les positions de principe ont admis bien des

accommodements, avec telle tendance du camp opposé, pour acquiescer à la victoire.

Ces affrontements désastreux ont, pourtant, régulièrement fait émerger des « hommes forts », capables de contrôler leur parti : ce qui a toujours évité l'éclosion définitive tant du libéralisme que du conservatisme. Aussi, les deux grandes formations sont-elles, peu à peu, devenues, cas à peu près unique en Amérique latine, le symbole même de la nation par-delà ses bigarrures régionales, — mais une nation schizophrène, dont une moitié est toujours prête à se dresser contre l'autre. Onze guerres civiles n'ont-elles pas fait rage en quelque cent cinquante ans, « organisant » les alternances au pouvoir comme si la politique n'était, en Colombie, que la poursuite de la guerre par d'autres moyens ? Les deux derniers conflits, ce siècle-ci, ont provoqué la mort de près d'un demi-million de personnes.

Le monopole

La « violence », fruit (de 1948 à 1953) d'un retour en force électoral des conservateurs après trois lustres de libéralisme, a représenté un tel paroxysme que les deux adversaires ont dû conclure, en 1957, un pacte dit de « front national » en vue d'alterner au pouvoir de façon harmonieuse pour les seize années à venir. Et si, depuis 1974, la présidence est à nouveau soumise à compétition, le vainqueur est, constitutionnellement, obligé de consentir au vaincu une « participation adéquate et équitable » au gouvernement et dans l'administration. Ce n'est qu'en 1986 qu'un élu — M. Virgilio Barco (libéral), toujours en fonctions — a décidé de former une équipe monocolor.

Mais, durant vingt-huit années, l'Etat avait été littéralement occupé par les deux forces traditionnelles. A ce jeu de la cohabitation forcée, les anciens ennemis sont devenus à peu près indiscernables. En réalité, l'un et l'autre sont des syndicats de « barons » régionaux, régnant par le clientélisme et nullement immunisés contre la corruption. Tendus vers la présen-

tation, et les périphéries misérables des grandes villes. Des crédits considérables ont été décaissés pour relancer une réforme agraire paralysée, pour commencer d'éradiquer la « pauvreté absolue » dans les bidonvilles, et ouvrir des routes, des dispensaires, des écoles, etc.

Risque de fascisation

Plus gravement encore, cette monopolisation du pouvoir (1) a convaincu une frange de la population — paysans pauvres, étudiants et diplômés en mal de débouchés — que seule la lutte armée permettrait d'obtenir voix au chapitre. Ainsi, depuis les

de la nécessaire « combinaison de toutes les formes de lutte ».

Un tournant pourrait avoir été pris avec l'assassinat, le 18 janvier, de douze juges, policiers et fonctionnaires de justice qui enquêtaient sur de précédents massacres commis dans la zone du Magdalena moyen. L'insolente assurance des criminels semble avoir accéléré une prise de conscience du risque de fascisation de la Colombie. L'influent quotidien *El Tiempo*, spécialiste d'éditorialisme fort ambigu, a lui-même admis qu'il y avait désormais « deux dangers pour l'Etat et la démocratie » : non plus seulement la guérilla, mais aussi le paramilitarisme. Une bande de « sicaires » (tueurs) présumés



émergentes qui ont éclaté à Bogotá le 9 avril après l'assassinat du populaire leader libéral Gaitan, la Colombie n'a-t-elle plus guère connu que la guerre civile, entrecoupée de trêves.

Une nouvelle fois, en 1988, une déescalade s'est amorcée. Cette fois, c'est le mouvement de guérilla M-19 qui a décidé de suspendre les hostilités. Il a entrepris de répondre positivement à la « proposition de paix » formulée le 17 septembre par le président Barco. Quatre rencontres ont déjà eu lieu depuis le début de 1989, soit dans les montagnes du Tolima, au centre sud-ouest du pays, soit à Mexico, entre les chefs du mouvement, MM. Carlos Pizarro ou Wolf Navarro, et le délégué de M. Barco, M. Rafael Pardo. A leur tour, les FARC, communistes, ont, une nouvelle fois, décrété une trêve le 28 février. Les autres groupes rebelles — auxquels le M-19 est en principe lié au sein d'une « Coordination nationale des guérillas » — surveillent de près cette évolution — de façon très hostile pour l'ELN, de filiation castriste, et fort soucieuse pour l'EPL, d'origine maoïste.

Estimant que son prédécesseur, M. Betancur, avait péché par idéalisme, M. Barco a paré sa présidence vers la « création de conditions objectives pouvant favoriser la paix », nous explique son conseiller M. Pardo. En clair : couper l'herbe sous les pieds de la guérilla en portant, enfin, les bienfaits de l'Etat là où il a toujours été absent : d'immenses zones rurales à peu près vides d'hommes mais désormais en voie de coloni-

teur à l'élection présidentielle, M. Alvaro Gomez, est venu soudain démentir, par l'ampleur des réactions suscitées, que l'espérance de paix demeurait trop vive dans le pays pour ne pas faire l'objet d'une démarche spécifique. Aussi l'actuel chef de l'Etat a-t-il finalement formulé, à son tour, un « plan de paix ».

Le M-19, pour sa part, semble décidé à jouer le jeu de la réintégration dans la vie politique. L'Union patriotique (UP, extrême gauche, née en 1985 de la précédente « grande trêve ») n'ayant pas su, à ce jour, se démarquer suffisamment du PC, « il reste une place pour une gauche qui se voudrait socialiste et démocratique », indique M. Pizarro. Le M-19 peut ambitionner tenir ce rôle si, du moins, les groupes paramilitaires d'extrême droite veulent bien s'abstenir de tuer ses dirigeants, comme ceux de l'UP.

Or, dans le très sombre panorama national, quelques indices suggèrent que le gouvernement a enfin pris conscience que son attitude envers les « paramilitaires » serait une pierre de touche de sa crédibilité. Longtemps, dans les sphères du pouvoir, on a propagé ou laissé propager l'idée que ces groupes (encore dits « de justice privée ») n'étaient après tout qu'une réponse inévitable, et peut-être même saine, du corps social au phénomène de la guérilla — et ce alors même que leurs cibles exclusives étaient des militants politiques ou syndicaux, jamais des insurgés. On mettait volontiers en avant pour justifier cette confusion le fait que l'UP, le PC et les FARC sont liés comme en fait foi le mot d'ordre communiste

viennent d'être arrêtés ; l'UP a dénoncé la participation à ses méfaits de trois lieutenants en fonctions dans la zone cruciale du Magdalena moyen, noms à l'appui.

Un nouveau chef de la police vient d'être nommé qui, à la différence de son prédécesseur, le général Medina, — récemment accusé par l'hebdomadaire américain *Time* d'avoir eu des liens avec le « cartel de Medellín » — paraît décidé à ne plus freiner les enquêtes en cours sur les récents massacres. La justice, à son tour, a paru retrouver un peu d'allant : le procès des assassins de l'ex-chef de l'UP, Jaime Pardo Leal, a commencé, et plusieurs officiers ont été inculpés pour « complicité » ou « couverture ». Lorsque, le 11 novembre, un groupe paramilitaire a tué quarante-quatre habitants de la petite ville de Segovia, une commune « coupable » d'avoir voté à gauche aux précédentes municipales.

Nul ne se berce d'illusions. Les Colombiens de bonne volonté sont très préoccupés des interférences sur la scène nationale des « narco-trafiquants », fournisseurs d'argent, d'armes et d'hommes à l'extrême droite. A la vérité, le pire est même considéré comme probable. Raison de plus pour être attentif à la plus modeste éclaircie.

(1) En réalité, cette situation a été massivement ratifiée par le peuple en 1957. Mais ce référendum constitutionnel, qui mettait fin à « la violence », a aussi prévu que... les référendums constitutionnels seraient désormais interdits. C'est là un des éléments du blocage institutionnel. M. Barco a proposé sur ce point une réforme dont l'approbation définitive par le Parlement n'est pas assurée.

Une guérilla aux troubles ressources...

BOGOTÁ
de notre envoyé spécial

La guérilla en Colombie c'est aujourd'hui, selon des sources relativement concordantes, environ 15 000 combattants. Ils se réclament d'une demi-douzaine de mouvements opérant sur un quart du territoire. « Ces groupes sont implantés dans toutes les zones de forts conflits agraires », nous explique, carte en main, M. Alejandro Reyes, sociologue ; ce sont aussi et presque toujours des régions où l'Etat est quasiment absent : la guérilla y joue donc, entre autres, un rôle de substitution.

Les mouvements rebelles en Colombie ne manquent pas de moyens. Leur source de revenus la plus habituelle est la vacance (littéralement : le vaccin), un « impôt » prélevé sur les têtes de bétail des *ganaderos*, et le *boleto* (avis de paiement) envoyé aux commerçants. Les enlèvements, suivis de demande de rançon, de propriétaires terriens ou de cadres d'entreprise sont également d'un bon rapport. Mais ces ressources tendent à se tarir avec la constitution, en réponse, de milices patronales et autres « escadrons de la mort ».

Chaque groupe a ses activités complémentaires propres. Ainsi les FARC sont-elles aujourd'hui ouvertement accusées d'être le « troisième cartel » de la drogue — après ceux de Medellín et de Cali. Très proches du PC, elles comptent la moitié des effectifs de la guérilla (1). Leur leader, M. Manuel Marulanda, dit « Tirofijo » (le Tir-précis), est le plus vieux guérillero du continent : il a été actif dans les guérillas libérales de la dernière guerre civile (1948-1953), avant d'être converti au marxisme.

Un ex-ambassadeur des Etats-Unis, M. Lewis Tarnes, avait en 1983 forgé le vocable explicite de « narco-guérilla ». En son temps, le propos avait été jugé « macabre » ; et il allait

se révéler pour le moins hypocrite, compte tenu de ce que le scandale « frangata » allait révéler des activités de certains services américains (2).

Aujourd'hui pourtant, la « FARC-connection » est le secret de Polichinelle de la Colombie. « Oui, il y a des relations entre la guérilla et le trafic de narcotiques : celle qui unit le percepteur au contribuable », nous déclare M. Alberto Rojas, sénateur communiste — en semi-dissidence. De fait, les FARC prélèvent très officiellement leur dîme (la gramaje) sur la production de feuilles de coca par les petits paysans de l'Amazonie.

Selon une récente livraison de l'hebdomadaire libéral *Semana*, les choses iraient désormais plus loin. Certes, la publication cite surtout des « sources d'information militaires », nécessairement suspectes puisque la consigne dans les forces armées est de toujours charger, en cas de doute, la guérilla. Mais l'article (non signé) était écrit par une influente journaliste progressiste.

Il soupçonne l'hypothèse que les FARC soient passées désormais au stade du raffinage et s'intéressent même au transport.

L'estreñon de milliers de guérilleros
L'idéologue des FARC, M. Jacobo Arenas, a déclaré : « Nous faisons une différence entre le cultivateur de coca, qui est un exploité, le platero (celui qui lui fournit l'argent), le commerçant qui recueille la récolte et procède à la première élaboration ou bien vend les feuilles au kilo, et le gros bonnet qui porte le produit au laboratoire ».

Jusqu'à quel stade se porte la « protection » accordée par les FARC, moyennant les 10 % rituels ? Le groupe se défend en faisant observer que ses sympathisants sont assassinés en plus d'un endroit par des « narco-

fascistes » (les groupes de « sicaires » à la solde des trafiquants).

Mais la Colombie est vaste et les situations y varient d'une région à l'autre. M. Rojas peut ainsi s'écrier : « Certains affirment que l'on vit ici une situation révolutionnaire. Je dis moi qu'elle est seulement possible ».

Quelles aient un doigt ou le bras entier dans la drogue, qu'elles en retirent 40 ou 100 millions de dollars (250 à 600 millions de francs), selon les sources, les FARC ont assurément les moyens d'entretenir et d'armer plusieurs milliers de guérilleros indépendamment de la conjoncture nationale — ou même internationale : le retrait de tout appui de l'un ou l'autre membre du camp socialiste est une évolution qui se précise depuis le milieu des années 80.

(1) Hormis les FARC, présentes sur l'essentiel du territoire, dont le pignon des Andes amazoniennes, les principaux mouvements de guérilla de Colombie sont : 1) l'ELN (armée de libération nationale), de filiation castriste (elle est née en 1965) ; elle a recruté parmi ses membres célèbres Camilo Torres, prêtre, mort dans un maquis en février 1966, devenu un symbole en Amérique latine du catholicisme engagé ; son chef actuel est d'ailleurs un ex-curé, un Espagnol du nom de Pérez ; elle opère le long de l'océan Pacifique, le pôle de Cano-Limon à la frontière du Venezuela, à Covenas, sur la côte pacifique ; l'ELN fait périodiquement sauter cette installation afin d'obtenir des compensations qu'elle lui verse des subsides ; 2) l'EPL (armée populaire de libération), d'inspiration maoïste, née en 1967 à l'université de Medellín, est particulièrement active dans la région boursière de l'Uraba et dans tout le département d'Antioquia, dont Medellín est le chef-lieu.

(2) Avec l'argent retiré de ventes d'armes clandestines à Tijuana, le colonel Oliver North et quelques amis avaient, selon les accusations de la justice américaine, acheté de la drogue en Colombie et, avec le produit de la vente, équipé les « contras » nicaraguayens contre la volonté du Congrès.

هكذا من الأصل

Enquête

ET A L'INSÉCURITÉ

La drogue : bénédiction et pourriture

BOGOTA

de notre envoyé spécial

Le colonel Luis Umberto Pineda s'est bouché les oreilles. Une déflagration fait trembler la terre. A 500 mètres, une épaisse colonne de fumée noire s'élève dans le ciel. Elle est alimentée par une gerbe de flammes qui dépasse le sommet des grands arbres. Les hommes du service colombien de lutte contre le trafic de drogue viennent de dynamiter trois réservoirs contenant des dizaines de milliers de litres d'éther, d'acétone et d'acide sulfurique, composants nécessaires au raffinage de la cocaïne.

Deux douzaines d'explosions dans les environs ont précédé celle-ci, les trois jours écoulés : la fin d'autant de laboratoires découverts dans cette région de collines aux limites du Magdalena moyen et du département d'Antioquia - dont la capitale est Medellín, sanctuaire des principaux « parrains » mondiaux de la drogue. Les policiers de l'« anti-narco-trafic » feront sauter le même après-midi la belle « finca » (ferme) Los Naranjos, la plus moderne des « cuisines » (laboratoires) du secteur : couverte de tuiles, telle une paisible demeure champêtre, pourvue d'eau courante malgré son isolement, elle a été choisie en effet comme PC avancé de l'opération « Primavera », la première grande offensive de 1989 contre un site de production de « blanc ».

Les quelque trente-cinq policiers, pistolet-mitrailleur au poing et grenade à la ceinture, qui procédaient au démantèlement n'ont eu qu'à s'installer dans les chaillots des ouvriers-raffineurs ! En revanche, la douzaine de fours à micro-ondes installés en batterie dans la « cuisine » n'ont pas servi à réchauffer leur tambouille ; leur fonction était de sécher plus rapidement la « poudre » ! Ils étaient alimentés par un groupe électrogène, qui l'on fera également sauter. Puis l'équipe repartira (quarante minutes environ à bord d'un hélicoptère armé d'une mitrailleuse) jusqu'à Puerto-Salgar, une base aérienne le long du fleuve Magdalena.

« C'est le meilleur boulot qu'on ait fait dans ce pays depuis

Tranquilandia », jubile devant nous un fonctionnaire du DEA américain, l'administration chargée de la lutte contre la drogue. « Tranquilandia », c'était en 1984 : la première gigantesque opération à succès contre des laboratoires de raffinage et des pistes aériennes destinées à l'exportation de la cocaïne - le tout situé dans les savanes du Yari (département du Caquetá) dans le Sud-Est amazonien.

La réplique des « narcos »

Dans la période 1975-1984, qui avait été celle du « boom » de la marijuana, le pays avait plutôt considéré comme une bénédiction les bénéfices qu'il pouvait en tirer. C'était aussi l'époque où l'opinion observait avec sympathie l'ascension des « capos » (parrains). On ne voyait guère malice aux dépenses « sociales » consenties par le clan des Ochoa en faveur des quartiers misérables de Medellín, ou aux incursions d'un Carlos Lehder ou d'un Pablo Escobar dans la politique. La confusion des esprits était telle, alors, qu'on vit même un ancien président de la République, M. Alfonso Lopez Michelsen, ainsi que le procureur, M. Jimenez Gomez, rencontrer à Panama deux grands trafiquants colombiens afin d'évoquer avec eux l'éventualité d'un rapatriement de leurs capitaux contre une amnistie.

Mais ce début de 1984 était aussi le moment choisi par certaines autorités de Bogota - conscientes de l'impact sur le pays de cinq ans à peine de trafic de la cocaïne - pour déclarer la guerre. C'est alors qu'est condamné Tranquilandia. Confiant dans le climat national de laisser-faire, les trafiquants avaient commis l'erreur de concentrer le raffinage dans ce couvert amazonien et le principal pôle de raffinage du pays, donc du monde, s'est trouvé démantelé.

La réplique des « narcos » a été foudroyante : un mois et demi plus tard, le 30 avril 1984, le ministre de la Justice Lara Bonilla était assassiné. Le président Belisario Betancour décida de répliquer : sur le cercueil du jeune

ministre, il annonça, outre le rétablissement de l'état de siège, qu'il ferait usage du traité d'extradition signé en 1979 avec les Etats-Unis - un texte qui n'avait jamais encore été utilisé parce que l'opinion y était dans l'ensemble défavorable, y voyant un abandon de souveraineté face aux Nord-Américains.

Les grands chefs de la cocaïne quittèrent un temps la Colombie. C'est d'Espagne, d'Australie et d'ailleurs qu'ils ont organisé leur foudroyante réponse. Leur première cible a été le traité d'extradition : c'était l'arme la plus menaçante en effet car on n'échappe guère à l'engrenage de la justice des Etats-Unis ! Des hommes de main ont donc entrepris de tirer sur les juges les plus actifs : une trentaine seront ainsi assassinés. D'autres devront se réfugier à l'étranger - surtout aux Etats-Unis, puisque ce pays a prévu un budget pour aider les personnalités (journalistes et magistrats notamment) inquiétées par les « narcos ». L'intimidation sera efficace. Lorsque deux des grands « capos » arrêtés en Espagne seront rapatriés pour être jugés en Colombie, il se trouvera un magistrat pour prononcer l'absolution.

Plus seulement le problème des autres

Plus sérieusement encore, à la fin de 1986, la Cour suprême a mis en cause la constitutionnalité même du traité d'extradition. Que faire, dès lors, si un grand chef « tombait » ? Cela peut arriver : à l'automne 1987, M. José Luis Ochoa a bien été arrêté... pour une infraction commise par son chauffeur. Il a été relâché peu après par un juge depuis lors relevé de ses fonctions. M. Piazas Alcidi, ministre de la justice, nous annonce avoir enfin obtenu le feu vert pour la « construction d'une prison-modèle ».

L'Etat colombien semble bien décidé à ne pas baisser les bras. Mais les pouvoirs publics entendent aussi proportionner leur effort à leurs possibilités concrètes... et aux aides qu'on leur donnera, aux Etats-Unis notamment, pour s'aider eux-mêmes. Un renforcement des moyens criminologiques, un doublement de la flotte d'hélicoptères de l'« anti-narco-trafic » (elle passera à douze appareils), une implication accrue des forces armées dans la lutte : telles sont les armes que le pays fourbit. Grâce à l'opération « Primavera », 1989 a commencé sous les meilleurs auspices...

Il était temps ! Car la société dans son ensemble a mis beaucoup de temps à prendre conscience que la cocaïne n'est pas seulement « le problème des autres » - entendons des Nord-Américains et, de façon croissante, des Européens. Les Colombiens avaient, certes, quelques

excuses à leur myopie. Car les revenus de la drogue, pour être sans doute moins consistants qu'on ne le dit parfois (1), n'en présentent pas moins un énorme avantage : ils se diffusent profondément dans la société. La culture de la coca, par exemple, a procuré à des dizaines de milliers de familles paysannes des revenus sans commune mesure avec ce que leur rapportait le cacao, ou le tabac - parfois leur unique source de rentrées monétaires dans le système d'autosubsistance où ils vivent souvent.

S'il est vrai, par ailleurs, comme on l'entend dire, que les tiers seulement des gains des mafieux est rapatrié, ce milliard de dollars s'investit volontiers dans des secteurs, telle la construction, où il crée de nombreux emplois. L'un des circuits principaux du rapatriement des « narco-dollars », en outre, est une contrebande multiforme (en provenance du Venezuela, de Panama, etc.) qui provoque la baisse des prix, rendant la vie quotidienne plutôt bon marché. Enfin le trafic est une usine à rêves pour d'innombrables jeunes gens bien décidés à sortir de la misère, à l'instar des actuels « capos » qui, eux aussi, ont commencé petit.

Mais, par-delà ces « avantages », le pays commence à percevoir que la drogue est aussi une pourriture. Sa jeunesse a commencé à consommer le « basuco » (un sous-produit de la cocaïne, déléter mais bon marché, apparu au redoutable « crack ») et l'image de la Colombie est devenue détestable : « Hormis le passeport libanais, je crois qu'il n'y en a pas de pire que le nôtre pour attirer les avances aux aéroports », nous assure un conseiller appelé à voyager beaucoup.

Surtout, le poids économique acquis par les gros trafiquants est

tel qu'il leur permet de jouer un rôle de plus en plus important dans le pays. N'ont-ils pas, ainsi, acheté d'immenses domaines dans le Magdalena moyen et les « llanos » (plains orientales) : 1 million d'hectares en cinq ans, selon l'hebdomadaire libéral *Semana* ? L'Etat est bafoué par-delà toute préoccupation morale. Ces achats n'ont-ils pas été effectués dans des zones où, précisément, il entendait porter réforme agraire, compte tenu de la pression sociale qu'y exerce une masse de petits colons de fraîche date ?

« Le Mexicain »

Ces domaines qu'ils ont rachetés à bas prix à des propriétaires excédés de la pression de la guérilla, les « narcos » les utilisent désormais comme base pour toutes sortes d'activités illégales. Un rapport confidentiel de la police criminelle (DAS) a, ainsi, récemment dénoncé la création de quatre « écoles de sicaires » dans de telles fermes autour de Puerto-Boyaca : leurs « élèves », une fois formés, mènent de sanglantes expéditions contre les petits paysans et journaliers en révolte contre les patrons des grands domaines bananiers de la côte caribéenne.

C'est un véritable foyer d'infection qui a été ainsi créé dans le Magdalena moyen. Le ministre de la justice n'hésite pas à le qualifier devant nous de « nid nazi-fasciste ». Fourvoyeurs d'une partie des moyens financiers dont dispose cette « réserve stratégique de tueurs » (une centaine de véhicules, dont plusieurs petits avions), les « narcos » peuvent également compter sur une sorte d'infrastructure territoriale, fournie par les éleveurs du Magdalena moyen réunis en une association active d'extrême droite, l'ACDEGAM.

Ils bénéficient également de complicités politiques : le maire de Puerto-Boyaca, M. Luis Rubio, libéral, n'est-il pas actuellement « dans la nature », recherché par la justice pour sa participation aux activités de ces paramilitaires ? Son prédécesseur, Pablo Guarín (jadis proche du PC, resourcé, semble-t-il, par les forces armées), avait été le premier politicien, en 1983, à faire l'apologie de ces groupes. La guérilla l'a abattu fin 1987, quelques semaines après l'assassinat du chef de l'Union patriotique, Jaime Pardo Leal.

On retrouve dans toutes ces troubles affaires M. Gonzalo Rodriguez Gacha, dit « le Mexicain », autre « tête » présumée du « cartel de Medellín ». Une particularité de sa biographie est d'avoir été, à ses débuts, le chef des groupes de choc de l'un des deux « rois » colombiens des émeutes : Gilberto Molina, lui-même mentionné dans le rapport de la DAS. Or Molina a été assassiné le 27 février en compagnie de seize de ses gardes du corps, par un commando d'une cinquantaine d'hommes.

La question aujourd'hui posée est : ces tueurs n'étaient-ils pas la soldate d'un « parrain » ? En ce cas, on assisterait à une fameuse escalade dans la guerre entre les clans de truands colombiens qui a déjà fait deux cents morts.

(1) Les Etats-Unis les évaluent à 300 millions de dollars par an. La France à 800 millions au minimum. Les chiffres de 2 milliards, voire 4, fréquemment lancés paraissent peu vraisemblables. A moins de prendre en compte les « narco-dollars » qui se sont investis hors de Colombie. A moins, encore, de considérer que la mafia colombienne est maîtresse du commerce de détail de la cocaïne aux Etats-Unis (bien plus lucratif que le transport en gros). Ce qui est bien loin d'être encore le cas.

Enquête de Jean-Pierre CLERC

L'EUROPE SUR PARIS-LONDRES

POURQUOI NE PAS PAYER MOINS CHER ?



BUSINESS CLASS AIR EUROPE, 995 F* PAS PAR HASARD !

Une petite d'avion ultra-moderne pour desservir Londres Gatwick (le centre de Londres est à 1/2 heure par train direct). C'est plus pratique ! Un service à bord exceptionnel : breakfast anglais, service bar gratuit... selon d'Affaires aux aéroports, la classe affaires Air Europe est la plus confortable des avions européens.

PARIS CHARLES DE GAULLE				LONDRES GATWICK			
AE 39	07 h 25	lundi au vendredi	AE 40	07 h 25	lundi au vendredi	AE 41	10 h 00
AE 42	11 h 10	lundi au vendredi	AE 43	11 h 10	lundi au vendredi	AE 44	15 h 00
AE 45	17 h 30	lundi au vendredi	AE 46	17 h 30	lundi au vendredi	AE 47	19 h 30
AE 48	21 h 30	lundi au vendredi	AE 49	21 h 30	lundi au vendredi	AE 50	23 h 30

Consultez votre agence de voyages ou téléphonez au : (1) 49.27.91.00.

air europe

L'OUVREMENT DE L'EUROPE

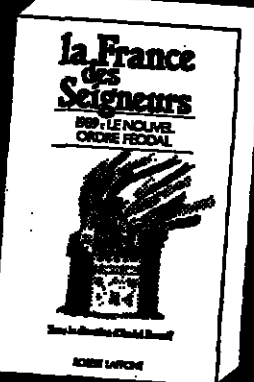
Air Europe : 45, rue de Richelieu 75001 PARIS

La France des Seigneurs

Sous la direction d'André Bercoff

Portraits de la centaine d'élus qui se partagent désormais la France

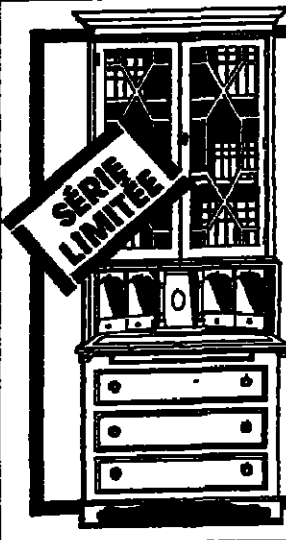
ROBERT LAFFONT
des livres ouverts sur la vie



LES ÉLITES SONT-ELLES BARRISTES OU CHIRAQUIENNES ?

RÉPONSE PAGE 46 DU LIVRE
SOFRES, L'ÉTAT DE L'OPINION 1989
ÉDITIONS DU SEUIL

OFFREZ-VOUS UN MARWAY



Chez l'artisan ébéniste, la « marque » n'est pas seulement un signe d'identification. Elle est avant tout le signe du soin particulier qu'il apporte à façonner un meuble de qualité. MARWAY le spécialiste du meuble anglais, vous garantit ce label d'excellence dans une série limitée, spécialement conçue à votre intention, marquée d'un certificat d'origine. Chaque exemplaire de ce scribon « Regency » est numéroté, signé.

Selon votre préférence, il peut être réalisé en if ou en ocellot, intérieur rotatif et son écriboire, gainé de cuir en vachette anglaise, 16 coloris au choix, sera trappé d'un monogramme à vos initiales, doré à l'or fin. Livré avec les produits d'entretien MARWAY, pour le bois et le cuir, il vous est proposé au prix spécial de

9800 F

Ce scribon exclusif est uniquement vendu dans les magasins MARWAY

A Paris : 10, 28, 28 bis, rue Richelieu.
Tél : 42.98.23.33.
11, rue du Bac.
Tél : 42.61.22.28.

MARWAY

En province : Aix-en-Provence - Coen
Chamilly - Dijon - Lyon
Marseille - Rouen
St-Etienne - Toulouse

Afrique

SÉNÉGAL

M^r Wade et la stratégie du recours

En exil volontaire à l'étranger pendant sept mois, M^r Abdoulaye Wade, chef du Parti démocratique sénégalais et principal rival de M. Abou Diouf, s'est longtemps fait désirer par ses partisans, dont certains commencent à se demander si leur turbulent leader n'allait pas finir par se faire oublier. Il les a amplement rassurés à cet égard depuis son retour, le 7 mars. La folle semaine commencée ce jour-là par un accueil triomphal à l'aéroport de Dakar a culminé mardi 14 mars avec des rebondissements en série.

Celui que l'hébdomadaire du PDS appelle de façon volontairement ambiguë « le président » se dit persuadé que les résultats officiels de l'élection de février 1988, pourtant contrôlés par la Cour suprême, ont été truqués. Pour en faire la preuve, il avait invité ses fidèles à mener un accueil très particulier au chef de l'Etat à son retour de Tripoli, dernière étape d'une tournée à l'étranger. Il s'agissait de se rassembler « pacifiquement » à l'aéroport et sur la route conduisant au palais présidentiel, de façon que M. Diouf puisse prendre conscience des capacités de mobilisation du PDS.

« Il ne sait pas combien nous sommes, dix, vingt, mille ou deux millions, avait dit l'avocat lors de

son premier meeting. Il est possible qu'il soit mal informé. Alors nous allons faire en sorte qu'il voie de ses propres yeux ce que nous représentons réellement (...). Il faut que mardi soir toutes les radios du monde en parlent ».

Tout rassemblement ayant été interdit par les autorités, la journée de mardi commençait dans un climat très lourd. Allait-on assister à la réédition des troubles de l'an dernier ? Premier coup de théâtre, M^r Wade convoque les journalistes pour annoncer l'annulation du mot d'ordre de manifestation parce que des propositions du pouvoir viennent de lui être faites : une place importante lui est proposée dans un nouveau gouvernement par M. Jean Collin, ministre d'Etat et homme de confiance du président Diouf. Il s'agit d'un cabinet « de transition » avant la dissolution de l'Assemblée nationale, autrement dit l'idée fixe de M^r Wade l'aurait emporté, une nouvelle élection présidentielle serait organisée.

« Première nouvelle », fait savoir M. Collin peu avant que M. Diouf effectue un retour sans incident en raison de la démobilité du PSD. Le chef de l'Etat dément à son tour. M^r Wade convoque une seconde conférence de presse, mais une nou-

velle défection l'attend. Celui qu'il avait présenté comme l'émisnaire du pouvoir ne confirme pas ses dires. Il s'agit de M. Ahmed Khalifa Niass, militant islamiste surnommé « l'ayatollah de Kaolack », apparemment rallié au régime, après une période contestataire, et directeur d'un institut agricole financé par des pays arabes.

Selon ce que M^r Wade laissait entendre il y a quelques semaines, ce personnage haut en couleur a bel et bien servi d'intermédiaire au cours de négociations restées sans issue. L'avocat a-t-il pris ses désirs pour des réalités et l'y a-t-on aidé par des propos à double sens ? Malgré quelques incidents signalés mardi soir à Dakar, l'opposant était présenté comme le grand perdant de la journée. Dès son retour, le président Diouf a paru fermer la porte au compromis en développant le thème : « Pas de liberté pour les ennemis de la liberté ».

Meis, malgré les apparences, il y a une cohérence dans le comportement de M^r Wade : s'il veut apparaître un jour comme le recours, il trouve son intérêt dans tout ce qui contribue au durcissement de la situation.

JEAN DE LA GUÉRIÈRE.

ANGOLA : tortures, exécutions, disparitions

Jonas Savimbi dirigerait l'UNITA d'une main de fer

JOHANNESBURG
de notre correspondant

Jonas Savimbi, président de l'UNITA, le mouvement rebelle angolais, aurait ordonné la torture et le meurtre de dissidents ou de rivaux politiques, selon plusieurs témoins. Ces accusations sont rapportées par la quatrième chaîne de la télévision britannique, le *Sunday Telegraph* et le *New York Times*. Ces accusations préoccupent le département d'Etat américain dont le porte-parole, M. Charles Redman, s'est déclaré « inquiet » tout en affirmant qu'il lui était impossible de confirmer ces allégations.

Celles-ci ont émergé à la suite de la détention et des mauvais traitements qui auraient été infligés à Pedro « Tito » Chingunji, membre du bureau politique et secrétaire aux affaires étrangères. Son neveu Diabo Chingunji a affirmé que des membres de sa famille avaient été tués au cours des dernières années sur ordre de Savimbi, ce dernier estimant qu'ils représentaient une menace politique. Les parents de « Tito » Chingunji, notamment, auraient été battus à mort. Amnesty International a précisé, selon des informations de bonne source, que le couple avait été frappé à coups de pied avant d'être écorché par un camion.

Son frère, Kafundanga, premier chef d'état-major militaire de l'UNITA, aurait été empoisonné en 1974 tandis que des filles de « Tito » Chingunji, Shika, aurait été

exécutée pour sorcellerie. Un procédé qui, au dire des dissidents, est utilisé pour se débarrasser de ceux qui sont considérés comme des rivaux. Amnesty International dénonce les noms d'au moins douze « sorcières » brûlées en public en 1983, y compris l'épouse d'un ancien ministre de l'Intérieur.

Un dissident du mouvement, Sousa Jamba, s'est déclaré au *Sunday Telegraph* de Londres qu'il était lui-même pendant plusieurs années « dans l'intérêt de la lutte contre les Cubains et les Soviétiques », mais qu'il était temps de rompre le silence afin d'éviter « que d'autres ne meurent ». Selon plusieurs sources concordantes, de nombreux hauts responsables de l'UNITA ont « disparu » au cours des dernières années, parmi lesquels Jorge Sangumba, secrétaire aux affaires étrangères de 1969 à 1978, dont on n'a plus entendu parler depuis juillet 1986. Même chose pour Antonio Vakulakuta « volatilisé » à la même époque, tandis que l'ancien représentant de l'UNITA à Lisbonne, Fernando Wilson dos Santos, qui avait critiqué le culte de la personnalité qu'entretenait Jonas Savimbi, serait actuellement emprisonné.

La jeune garde

S'entourant pour sa protection personnelle de membres de sa famille, considérés comme les seuls sûrs, se méfiant des cadres qui n'appartiennent pas à son ethnie, les Ovimbundus, le leader de l'UNITA est obsédé par sa sécurité et son pouvoir. Les critiques sont difficilement

acceptées et interprétées généralement comme une menace. Jonas Savimbi impose une poigne de fer à travers des structures très hiérarchisées dont il contrôle tous les rouages. Les voix discordantes, notamment celles de « la jeune garde », fatiguée de la guerre et de l'allégeance à l'Afrique du Sud, ne sont pas tolérées.

C'est, cependant, la première fois que des accusations de tortures et de meurtres d'opposants sont formulées à cette échelle contre le général Savimbi. Dans un communiqué diffusé à Lisbonne, le mouvement a démenti ces allégations, les qualifiant de « propagande ». Un journaliste britannique, Fred Bridgland, auteur d'une biographie de Jonas Savimbi et sympathisant de l'organisation, a estimé que ces violations des droits de l'homme étaient « vraisemblablement exactes ».

MICHEL BOLE-RICHARD.

● M. Savimbi propose de libérer cent prisonniers. — Le président du mouvement rebelle, l'Union nationale pour l'indépendance totale de l'Angola (UNITA), M. Jonas Savimbi, a proposé, lundi 13 mars, deux mesures visant à favoriser le retour à la paix en Angola : une initiative pour permettre la réouverture de la ligne de chemin de fer de Benguela et la libération de cent prisonniers de guerre. Il a indiqué que des délégations de haut rang se rendraient bientôt en Afrique, en Europe et aux Etats-Unis pour présenter ces propositions. — (AFP.)

Graves revers d'Addis-Abeba en Erythrée et au Tigré

Deux guépriers en Ethiopie

(Suite de la première page.)

Il faut remonter à l'invasion italienne pour trouver un antécédent semblable. La route reliant Addis-Abeba et le port d'Assab, vital pour atteindre par la mer le port érythréen de Massawa, est sous la menace constante d'une nouvelle attaque. La défense de Gondar, quatrième ville du pays, devient chaque jour plus problématique.

Or les deux Fronts ne cachent pas qu'ils veulent resserrer encore leur étreinte sur le régime central, quitte à poursuivre leur offensive au-delà de leur région d'origine, ce qu'ils n'avaient jamais fait jusque-là. Forts de leur avancée et de leur potentiel, ils ne visent désormais rien moins que la chute du régime d'Addis-Abeba ou la satisfaction de leurs revendications essentielles.

Le dogme de l'unité

Ainsi, la négociation que le FPLÉ propose n'a, au fond, qu'un seul objet : régler les modalités de l'accession de l'Erythrée à l'indépendance, un but dont il n'a pas dévié d'un iota depuis sa fondation voilà vingt ans, y compris quand il était au plus bas. Il ajoute que toute négociation devra être publique et associer une tierce partie.

Non seulement Addis-Abeba n'accepte pas ces deux dernières conditions, mais encore moins l'objectif premier du Front parce qu'il signifie l'effondrement du dogme de l'unité de l'Ethiopie. Aucun de ses acteurs dirigeants ne l'accepterait. Et, selon les observateurs les plus avisés, il n'est même pas probable qu'un autre pouvoir de quelque bord qu'il soit pourrait se maintenir à Addis-Abeba s'il abandonnait ce dogme qui fonde toute l'histoire « éthiopique » ou imaginaire de l'Ethiopie. Si le faisait, il opérerait pas un changement de cap politique mais déclencherait une révolution culturelle dont personne ne peut prédire où elle mènerait ce pays multinationnel.

Quant au FPLT, sa revendication d'une autonomie du Tigré a progressivement fait place à celle du pouvoir dans le pays tout entier, même si elle n'est pas clairement énoncée. Sur un fond caché de rivalité séculaire entre Tigréens et Amharas, ce Front estime avoir acquis la force et la légitimité, y compris idéologique, pour avancer cette exigence. On imagine la réaction d'Addis-Abeba. Il faut noter que le FPLT affiche une ligne politique ultra-maoïste qui le place même à la gauche des Albanais. Les rarissimes Occidentaux plus ou moins informés de ses pratiques

y décèlent des ferment de politisme.

En face, Addis-Abeba affiche un calme étonnant, dont le symbole pourrait être le départ du président Mengistu pour une tournée en Asie. Les officiels y admettent les revers, mais en ajoutant qu'ils sont passagers. On y évoque l'année 1977, quand le pouvoir central attaqué au sud par la Somalie, au nord par les Fronts érythréens et en proie à une « révolution blanche » dans les bastions de l'Abyssinie avait retourné en sa faveur la situation militaire. Il est vrai que l'URSS avait alors volé à son secours. Aujourd'hui, elle ne paraît fournir aux troupes éthiopiennes que de quoi maintenir en état leur matériel et les approvisionner en munitions. Elle souhaite évidemment se retirer de ce guépier mais tout aussi visiblement ne sait comment y parvenir.

Et, en fin de compte, si Addis-Abeba semble décidé à continuer malgré tout dans la voie empruntée depuis plus de dix ans pour venir à bout de la « question des nationalités », c'est aussi qu'il n'a à ses yeux d'autres possibilités que de s'y tenir à n'importe quel prix. Dans ce contexte, l'avenir de l'Ethiopie est surmonté d'un gigantesque point d'interrogation.

RENÉ DAMIEN.

Asie

CHINE : la loi martiale à Lhassa

Pékin s'inquiète des réactions étrangères à la répression au Tibet

PÉKIN
de notre correspondant

La réaction de panique des forces de sécurité chinoises à Lhassa face à un mouvement indépendantiste en cours de radicalisation, mais dont les éléments actifs étaient encore largement minoritaires, aura réussi ce que Pékin était parvenu à éviter en quatre décennies de présence sur le Toit du monde : un début d'internationalisation diplomatique du problème tibétain.

Après le Congrès américain, qui était « monté au créneau » en 1987 pour critiquer la politique tibétaine de la Chine, l'Europe occidentale semble en passe d'exprimer sa préoccupation. Depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale dans la capitale tibétaine, Londres a approché ses partenaires européens en vue d'une prise de position collective exhortant Pékin à la modération et au dialogue avec le dalaï-lama.

D'autre part, le ministre chinois des affaires étrangères a convoqué séparément, à la fin de la semaine dernière, les ambassadeurs des Douze pour demander — en termes à peine voilés — que leurs gouvernements fassent pression sur le Parlement européen afin qu'il renonce à un projet de motion déplorant l'action de la police chinoise à Lhassa. L'adoption de cette motion, se sont entendus dire en substance les diplomates européens, serait inopportune, voire fâcheuse.

C'est la première fois que la question tibétaine entre en jeu dans les rapports entre la CEE et la Chine, et cette démarche, qu'on s'accorde de sources européennes à juger pour le moins maladroite, témoigne de la vive inquiétude de Pékin. Au cours des mêmes audiences, les ambassadeurs européens ont reçu un texte réitérant la position chinoise sur la souveraineté de Pékin au Tibet, dont on leur a précisé que le gouvernement de la République populaire n'entendait pas le rendre public. Cette demi-mesure vise sans doute à éviter de donner au texte les apparences d'un Livre blanc ou d'un mémorandum à caractère diplomatique, ce qui ne ferait qu'aggraver les choses.

Les assurances fournies par Pékin depuis l'entrée en vigueur de la loi martiale à Lhassa sur un retour progressif au calme risquent de ne pas être suffisantes pour empêcher Les Douze d'exprimer leur désapprobation. Les témoignages parvenus à l'étranger sur les trois journées d'émotions suscitées par les réactions des autorités tibétaines ont ouvert le feu sur la foule sans guère prendre de précautions pour tenter de limiter les dégâts. Au contraire, les récits des voyageurs étrangers expulsés du Tibet tendent à accentuer la ténacité des réactions des autorités tibétaines, qui ont ouvert le feu sur la foule sans guère prendre de précautions pour tenter de limiter les dégâts. Au contraire, les récits des voyageurs étrangers expulsés du Tibet tendent à accentuer la ténacité des réactions des autorités tibétaines, qui ont ouvert le feu sur la foule sans guère prendre de précautions pour tenter de limiter les dégâts.

Le fait que, plus d'une semaine après les événements, la loi martiale n'ait pas encore été levée dément en outre les informations émanant de Pékin sur le retour au calme. Le porte-parole du gouvernement chinois, M. Yuan Mu, a reconnu par sa part, mardi 14 mars, ne pas être en mesure d'annoncer une levée prochaine de cette loi martiale, laquelle on ne peut s'empêcher de voir s'inscrire avec l'échec du régime, même si une sorte d'état d'exception a régné dans les faits au Tibet depuis l'entrée des forces de Pékin à Lhassa il y a près de quarante ans. Déjà, en temps normal, les pouvoirs discrétionnaires de la police chinoise y étaient bien plus étendus encore que dans le reste du pays, ce qui n'est pas peu dire.

Nervosité à Hongkong

Ce constat d'échec est particulièrement inquiétant au moment où la Chine se prépare le premier meeting du Conseil de sécurité des Nations unies à occuper un siège de vice-président de la commission des droits de l'homme à Genève (le Monde du 7 février). Les Chinois

● CORÉE DU SUD : découverte d'un charnier près de Séoul. — Les dépouilles de plus de cinquante personnes non identifiées ont été mises à jour mardi 14 mars dans un cimetière à Paegu, au nord de Séoul, a annoncé la radio nationale. Une commission parlementaire enquête actuellement sur la répression du soulèvement populaire de Kwangju, en 1980, qui avait officiellement fait deux cents morts. Selon l'opposition, le bilan a été beaucoup plus lourd et l'armée est soupçonnée d'avoir enterré secrètement les corps des victimes. — (Reuters.)

s'y étaient fait filer dans l'intention de bloquer, ou du moins d'éduquer, toute mise en cause de leur politique au Tibet.

Pékin se trouve également dans une position inconfortable sur un autre « front » diplomatique, où l'on retrouve la Grande-Bretagne : celui de Hongkong. La presse, encore assez libre, de la colonie britannique publie quotidiennement des lettres de lecteurs dressant un parallèle inquiet entre le sort réservé aux Tibétains et celui que Pékin promet aux Hongkongais après la rétrocession en 1997. Ce parallèle peut être jugé fallacieux compte tenu des enjeux économiques et diplomatiques qui accompagneront l'entrée en vigueur du slogan de M. Deng Xiaoping, « un pays, deux systèmes ». Il s'agit de faire passer l'indicateur de la nervosité croissante de l'opinion à Hongkong, au fur et à mesure que la date fatidique se rapproche.

« Si « un pays, deux systèmes » veut dire que la police peut tirer à l'AK-47 sur des manifestants, je dis : non, merci, un système suffit », ironisait, après les dernières émeutes de Lhassa, un informaticien de Hongkong qui, comme bien d'autres, ne parvenait pas à s'expliquer que les forces anti-émeutes chinoises soient équipées d'armes de guerre.

Le fiasco de Pékin au Tibet n'a pas l'air, pourtant, d'avoir convaincu les autorités d'ouvrir d'urgence le dialogue avec le dalaï-lama, même si la position de ce dernier se trouve renforcée par les dernières violences et par la disparition récente du panache-lama. M. Yuan Mu a laissé la porte ouverte à ces négociations au cours de sa conférence de presse de mercredi, la première des réunions mensuelles destinées à renforcer la « transparence ». Mais il n'a pas voulu reconnaître explicitement que le « dieu-roi » exilé ait fait avec son plan assimilant le statut du Tibet à celui de Hongkong — une concession permettant l'ouverture prochaine de ces pourparlers (le Monde du 14 mars). M. Yuan Mu s'est également refusé à fournir la moindre précision sur le nombre des arrestations.

Signe du profond embarras de la direction chinoise, enfin, aucune personnalité de premier plan ne

s'était exprimée publiquement sur le sujet une dizaine de jours après la sanglante émeute. Si aucune divergence de fond n'est apparue au sein du régime sur la question de la souveraineté chinoise au Tibet et le refus d'une quelconque autodétermination de la « région autonome », on tient pour certain que ce problème, maintenant plus que jamais, sert de pomme de discorde entre les différents clans. Le désarroi des uns fait les affaires des autres dans cet affrontement permanent — vieux d'un bon siècle — entre partisans de l'ouverture maximale de la Chine au monde extérieur et tenants d'un conservatisme sino-centrique bon teint.

Ce débat secret sur le Tibet n'engendre pas de passion au sein de la population, rares étant les Chinois qui ne cèdent pas au sentiment, ancré comme la foi du charbonnier, de supériorité de la race Han sur les peuplades « barbares » qui l'entourent. Cependant, le constat d'échec commence à faire son chemin au sein de ce ferment d'opposition politique qui voit le jour avec le regain de contestation intellectuelle, comme le prouvent certaines déclarations de dissidents suscités par la presse étrangère. Quarante ans après avoir été annexé par Pékin dans l'indifférence quasi générale, le « royaume des neiges » est devenu une épine majeure dans le talon du Parti communiste chinois.

FRANCIS DERON.

● RECTIFICATIF. — A la suite de la publication, sur la foi d'une dépêche d'agence, dans le Monde du 15 mars, d'une information faisant état d'un accord entre MM. Bernard Kouchner, secrétaire d'Etat à l'action humanitaire, et Javier Perez de Cuellar, secrétaire général des Nations unies, sur l'envoi au Tibet d'observateurs de l'ONU, nous avons reçu de leur part des démentis catégoriques. Tous deux affirment ne pas avoir évoqué ce sujet au cours de leur rencontre le 13 mars à Paris. M. Kouchner avait toutefois, dans un communiqué rendu public le même jour, préconisé l'envoi au Tibet d'observateurs neutres « afin de répondre aux inquiétudes qui s'expriment dans le monde face à ces événements ».

INDE : dix-sept morts et cinquante blessés

La rébellion méconnue des Bodos dans l'Etat d'Assam

NEW-DELHI
de notre correspondant

C'est une rébellion méconnue, dont les maquisards se cachent dans les jungles de l'Assam, l'un des Etats du nord-est de l'Union indienne, partie du territoire interdit, pour l'essentiel, aux étrangers et coincée entre la Chine, la Birmanie et le Bangladesh. Les Bodos, groupe ethnique tibéto-birman, éparpillés en Assam et dans le nord de la Birmanie et du Bangladesh, ont, eux aussi, leur paradis mythique, le Bodoland, et leur mouvement de lutte, l'Union des étudiants bodos (ABSU).

Mardi 14 mars, des bombes ont explosé dans une grosse bourgade de l'Assam. Le bilan est d'au moins dix-sept morts et plus de cinquante blessés. Ces attentats font suite à un mouvement d'agitation lancé en février et dont le bilan était de trente-deux morts et de plus de quarante blessés. New-Delhi avait dépêché sur place huit bataillons de police supplémentaires. L'ABSU, pour sa part, prétend qu'au moins trente de ses partisans ont été tués par les forces de l'ordre.

Le mouvement des extrémistes bodos a pris une tournure séparatiste et violente depuis deux ans. Le 2 mars 1987, des manifestations de masse ont été déclenchées dans les régions dominées par les Bodos (1). En décembre 1985, le gouvernement local du Congrès-I a été remplacé par une coalition d'opposition dirigée par le Parti du peuple de l'Assam (AGP). New-Delhi encourage les autorités locales à négocier, et les séparatistes bodos à abandonner leur revendication d'un Etat autonome, au profit d'un conseil de district, à l'image de celui qui a été créé il y a peu pour les partisans du Gourkhaland, dans l'Etat voisin du Bengale.

Cette politique régionaliste du gouvernement de M. Gandhi, qui consiste à multiplier les accords locaux pour mettre fin aux revendications séparatistes qui enflamment, peu ou prou, tout le Nord-Est de l'Inde, explique largement la question du Bodoland. Les rebelles mizos, au Mizoram, gourkhas au Bengale, ceux du TNV au Tripura ayant eu gain de cause, pourquoi pas les Bodos en Assam ? D'autant que,

dans chaque cas, les revendications sont semblables : les Bodos, minorité tribale, dénoncent le « chauri chauri » et la domination de la majorité assamaise (2), la perte de leur « identité culturelle et linguistique ».

La situation risque de s'envenimer dans les semaines à venir puisque l'ABSU menace de lancer un nouveau mouvement d'agitation à partir du 27 mars. En un sens, cette tactique jusqu'au-boutiste des Bodos est fondée : n'est-ce pas parce que les collines de Darjeeling ont été mises à feu et à sang que les revendications des Gourkhas ont été reconnues ?

LAURENT ZECCHINI.

(1) Le groupe ethnique et linguistique des Bodos représente 1 300 000 personnes. Il est subdivisé en plusieurs fractions et les Bodos proprement dits sont environ 450 000.

(2) L'Assam compte environ 20 millions d'habitants, dont 57 % parlent l'assamais. Les Assamais de souche constituent entre 50 % et 55 % de la population. Ayant longtemps servi de lieu de passage, la vallée du Brahmapoutre accueille notamment des bengalis hindous, des musulmans originaires du Bangladesh et des Népalais. Depuis 1979, cet Etat connaît une agitation violente entretenue par les nationalistes assamais qui demandent l'expulsion des « étrangers ».

● INDOCHINE : plus d'assistance humanitaire pour les réfugiés. S'alignant sur Hongkong, les Etats de l'ASEAN (Association des nations de l'Asie du Sud-Est, Brunei, Indonésie, Malaisie, Philippines, Singapour et Thaïlande) ont décidé d'établir une distinction entre les réfugiés politiques et ceux qui fuient les pays d'Indochine pour des raisons économiques. Les premiers bénéficieront d'un statut temporaire en attendant leur départ pour un pays d'accueil définitif. Les seconds seront regroupés en vue d'un rapatriement. Cette sélection, avec le concours éventuel du HCR (Haut commissariat pour les réfugiés des Nations unies), commencera en juin, après la conférence sur les réfugiés sous l'égide de l'ONU prévue à Genève. Hongkong avait pris une mesure identique l'an dernier. — (UPI.)

50 من الأصل

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Quelques bavures

La discipline prévaut dans chaque camp. Après le dépôt des listes pour le second tour, mardi 14 mars à minuit, les bavures apparaissent aussi peu nombreuses à droite qu'à gauche.

Dans leur grande majorité, les chefs de file locaux du RPR et de l'UDF respectent les consignes de leurs États-majors. D'une part, ils appliquent scrupuleusement la règle du désistement en faveur de la liste de droite la mieux placée ; d'autre part, ils ne cèdent pas au chantage de M. Jean-Marie Le Pen et s'abstiennent de tout accord avec le Front national, montrant par là qu'ils ont surmonté leur complexe à l'égard de l'épouvantail de l'extrême droite.

Symétriquement, à gauche, l'automatisme a joué. Ce qui semblait si difficile avant le premier tour redonne à l'empire sur les ressentiments, socialistes et communistes retrouvant facilement les réflexes de l'union.

Dans les grandes villes, les exceptions restent limitées. A Nantes-la-Jolie (Yvelines), le porte-drapeau de l'UDF a cédé aux sirènes lepénistes en leur faisant une place sur sa liste, seul espoir pour lui de ravir la mairie au PS. Ce réfractaire a aussitôt été sanctionné par le président de son parti, M. Pierre Méhaignerie, qui lui a

retiré l'investiture du CDS. L'alliance conclue avec le Front national, à Béziers (Hérault), par le maire RPR sortant, M. Georges Fontès, ancien secrétaire d'État de M. Jacques Chirac, est d'une autre nature : le champion local du FN, M. Yves Unterreiner appartenait déjà à l'équipe municipale sortante qu'il ne fait donc que rejoindre avec l'un de ses colistiers. Il n'est pas certain toutefois que cet accord, contesté, par la droite modérée, suffise à empêcher le PS de prendre la mairie de Béziers, perdue en 1983 par le PC.

S'ajoutant à ces violations des consignes nationales quelques bavures, procédant de rivalités locales. La droite se présente éclatée au second tour notamment à Aix-en-Provence, où la situation vaudoise peut profiter au PS et Melun (Seine-et-Marne), où le maire sortant RPR, devenu de treize voix, refuse de s'effacer devant le candidat officiellement investi par le RPR et l'UDF, de dont peut aussi dire par la gauche unie. En revanche, la désunion de la droite à Cambrai, à Valenciennes (Nord), à Anglet (Pyrénées-Atlantiques), à Vichy (Allier) ou encore à Cannes

(Alpes-Maritimes), pour ne citer que quelques exemples, ne fait pas le jeu de la gauche.

Cette dernière n'échappe pas à ces coups de canif. Les deux bavures les plus spectaculaires se situent à Sarcelles (Val-d'Oise), où les communistes s'acharnent, en se maintenant contre les socialistes arrivés devant eux au premier tour, ce qui favorise d'autant plus la liste de droite que le FN a fait à celle-ci la fleur de se retirer, et à Noisy-le-Grand où se retrouve le même cas de figure. Le cas de Blois, avec le refus du PC de soutenir M. Jack Lang, relève plutôt d'un simple mouvement d'humeur sans conséquence pour le ministre de la culture.

Il est clair surtout que les résultats du 19 mars s'annoncent fort incertains, en raison non seulement du maintien du FN partout ou presque où il était en position de le faire, mais aussi du comportement sélectif des écologistes, qui se sont déterminés en fonction de considérations purement locales. Il en résulte quelques « quadrilatères » dans les grandes villes. Tel est en particulier le cas des deux capitales alsaciennes, Strasbourg et Mulhouse.

Un scrutin chassant l'autre, les écologistes ont en tout cas ravi au Front national la vedette sur la scène politique. Tout le monde leur fait la cour. M. Pierre Mauroy leur a promis des « initiatives » et des « actions importantes », car, bien entendu, « on ne peut pas sacrifier l'environnement ni la qualité de la vie ». M. Jacques Chirac s'est déclaré « très attentif » à leurs « messages ». Le secrétaire général du RPR, M. Alain Juppé, s'est adapté tout aussi vite au vote vert en nommant sur le champ un « M. Environnement » en la personne du maire réélu de Douai, M. Jacques Vernier. Ce qui lui a valu une réplique ironique de M^{me} Solange Fernex, porte-parole des Verts : « Mieux vaut tard que jamais, mais un Vernier ne peut remplacer un Vert ». Quant au secrétaire d'État à l'environnement, M. Edouard Lalonde, il a estimé que « les bons Verts sont les Verts ouverts ». Sous-entendu : « Ouverts au PS ».

Reste à savoir si la variété du choix qui sera ainsi offert aux électeurs dans nombre de communes constituera un attrait suffisant pour convaincre les abstentionnistes du 12 mars.

ANNE CHAUSSEBOURG
et ALAIN ROLLAT.

Les soutiers de la marée verte

La marée verte n'a pas submergé la France de manière uniforme. D'obscurs candidats se présentant pour la première fois ont « fait des cartons », comme à Rixheim (Bas-Rhin) avec 27,8 % des voix ou Croux (Essonne), avec 25,3 %. Des chefs de file nationaux planifiaient avec des scores modestes, comme Guy Marinot à Nice (6,6 %) ou Christian Brodhag à Saint-Etienne (6,9 %). Même l'ancien candidat à la présidence de la République, Antoine Waechter, doit se contenter d'un honnête 12,5 % dans une Alsace traditionnellement influencée par les Grünen d'Allemagne et de Suisse.

Parmi les ténors du parti vert, seuls Yves Cochet à Rennes et Didier Anger dans la Manche ont obtenu une véritable percée : le premier a plus que doublé son score de 1983 (de 6,1 % à 13,9 %), et le second est passé de 16 % à 30 % dans sa commune des Fieux (trois mille deux cents habitants). Yves Cochet et Didier Anger avaient milité pour des accords avec la gauche, ce qui leur avait valu d'être mis en minorité au sein des Verts, ralliés à la ligne fondamentaliste d'Antoine Waechter (ni droite ni gauche). Mais, surtout, cette marginalisation les a obligés à se concentrer sur le terrain local, qui pré-

voit toujours lors d'élections municipales. Les autres Verts, occupés par leurs tâches nationales, ont quelque peu délaissé leur commune, d'où la modeste relative de leurs scores.

La nouveauté dans ce scrutin, c'est la montée en puissance des Verts en Bretagne, où le combat écologique paraissait oublié depuis l'abandon du projet de centrale nucléaire à Plogoff (Finistère). Mais un autre fleau a surgi dans les années 80 : la pollution par les nitrates. Le lisier de porc et de volaille, qui s'accumule dans les élevages en batterie, gagne subrepticement la nappe phréatique, où il est rejoint par les engrais azotés généralement épandus dans les champs. Résultat : des communes privées d'eau potable dans le Finistère et des sources d'eau minérale abandonnées dans le Morbihan.

Lorsque les eaux polluées se jettent dans la mer, on assiste à des phénomènes d'eutrophie du milieu marin par prolifération d'algues. Ainsi, après les grandes marées noires des années 70, voici que la Bretagne est victime des algues vertes sur le littoral et des fermettes de puits dans l'intérieur.

Si l'on ajoute la tempête d'octobre 1987, on comprend que la

conscience écologique, ou du moins le sentiment d'une menace sur l'environnement, pèse d'un poids très lourd dans la Bretagne d'aujourd'hui. Cultivateurs, éleveurs, ostréiculteurs, hôteliers et nouveaux résidents ayant choisi la Bretagne pour se retirer, tous sont inquiets. Et beaucoup franchissent désormais le pas du vote écologiste.

D'où les bons résultats des listes vertes en Bretagne : 14,5 % à Saint-Brieuc, dont la baie est une des plus polluées d'Europe ; 14,4 % à Quimper, où le même candidat n'obtient que 5,6 % en 1983 ; 13,5 % à Vannes, où le même candidat n'obtient que 7,7 % en 1983 ; à Lorient, un nouveau venu obtient du premier coup 15,1 %.

Dans la communauté urbaine de Cherbourg, où la tradition anticléricaliste est toujours vivace à cause de la Hague, de Flamanville et du port de Cherbourg, les résultats s'échelonnent de 10,2 % à 21,2 % (Equeurdreville). A Tourlaville, où échouaient toutes les ordures ménagères de la communauté urbaine jusqu'à tout récemment, le score vert de 17,9 % porte trois fois au conseil.

Partout ailleurs, les succès des écologistes sont ponctuels, motivés seulement par un combat local. A Istres (Bouches-du-Rhône) — près de Mar-

seille — où les Verts planifiaient à 3 %, la liste verte obtient 18,7 %, en signe de protestation contre un projet de stockage de matières nucléaires. Au Puy-en-Velay (Haute-Loire), fief de la droite conservatrice, un éducateur sportif, Martin Arnaud, qui se présente pour la première fois, rassemble 17,3 % des voix sur un programme simple : non au projet de barrage de Serre de la Fare, qui doit noyer 14 kilomètres d'une splendide vallée au profit de « ceux d'en bas », les habitants du val de Loire. Si le candidat écologiste de Croux (Essonne) a fait un si beau score, c'est parce que les bulldozers, là aussi, veulent ouvrir une carrière aux dépens d'un bois.

L'implantation du futur Disneyland en Seine-et-Marne a suscité des vocations vertes : les écologistes, avec 19,4 % des voix, obtiennent trois élus au conseil de Champs-sur-Marne, cependant que leurs collègues de Noidan attendent leurs sièges au deuxième tour avec déjà 15,7 % des voix. Si les « écoles » font leur apparition à Limoges (11,1 %) ou à Uzès (9,3 %), c'est à cause des mines d'uranium. A Vincennes (10,4 %), c'est pour dire non au projet de stade olympique dans le bois ; à Issy-les-Moulineaux (7,7 %),

c'est un refus de l'usine d'incinération ; à Gap (7,8 %), on proteste contre une autoroute.

Certains scores atypiques s'expliquent aussi par l'attachement au terroir dans des régions qui se sentent abandonnées. A Folx (14,6 %) ou à Orthez (16,6 %) pour une liste occitane soutenue par les Verts, on s'oppose aussi au « pouvoir colonial » qui accapare les richesses du gaz de Lacq ou aménage au profit des habitants des plaines.

Restent enfin les candidats à forte implantation, qui « labourent » leur terroir depuis des années et sont devenus des figures locales, comme Michel Moreau, qui obtient 21,1 % des voix à Meylan (Isère) ou encore Etienne Tété, qui décroche 13,7 % des suffrages à Cahors, dans la banlieue de Lyon.

La marée verte peut être régionale, comme en Bretagne ou en Alsace, mais elle est le plus souvent liée à un problème local. On peut cependant observer que, si les écologistes avaient eu des candidats partout, la marée serait beaucoup plus forte, et donc le jeu politique traditionnel encore plus perturbé. Pour Vincent Richet, député général du Comité législatif d'information écologiste (COLINE), « le vote écologi-

que ne signifie pas, comme on le dit parfois, un refus de la classe politique traditionnelle, mais une préoccupation beaucoup plus profonde, comme en témoigne le succès de films comme l'Ours, Gorilles dans la brume ou le Grand Bleu ».

On n'y avait pas prêté assez attention : le Grand Bleu annonçait la marée verte.

ROGER CANS.

COMMENT
LES FRANÇAIS
VOIENT-ILS
LES JUIFS ?

REPONSE PAGE 205 DU LIVRE
SOPHIE L'ETAT DE L'OPINION 1989
EDITIONS DU SEUIL

BSN, C'EST TOUT CE QUE J'AIME.

Danone, Gervais, Panzani, Amora, Médina, Pie Qui Chante, Liebig, La, L'Alsacienne, Kronenbourg, Kauterbrun, Evian, Badoit, Pommery, Lanson... Tout ce que j'aime, c'est BSN.

C'est BSN, premier groupe alimentaire français, qui rassemble plus de cent marques parmi les plus prestigieuses dans le monde.

Avec elles, BSN, présent dans la vie de chacun, dans tous les pays, tout au long de la journée, vous soutient « de l'aube jusqu'au bout de la nuit ».

Premier producteur européen de bouteilles de verre, BSN est devenu, en vingt ans, le premier fabricant mondial de produits laitiers frais et d'eaux minérales, le deuxième en Europe pour la bière et les plats alimentaires, le troisième dans le monde pour les biscuits et le champagne.

Aujourd'hui, BSN a atteint la dimension internationale, emploie 42 000 personnes et réalise un chiffre d'affaires de plus de 42 milliards de francs. BSN, c'est tout ce que j'aime.

BSN GROUPE
PREMIER GROUPE ALIMENTAIRE FRANÇAIS

BSN A DIVISE SON TITRE PAR 10. VOUS AUSSI, DEVEZ-EN ACTIONNAIRE DE BSN

rébellion méconnue des Bodos dans l'Etat d'Assam

Une rébellion méconnue des Bodos dans l'Etat d'Assam. Les Bodos, une communauté autochtone, ont déclenché une rébellion contre le gouvernement indien. Ils réclament l'autonomie pour leur région, le Jaintia. La rébellion a commencé en 1986 et s'est intensifiée depuis. Les Bodos ont attaqué des installations gouvernementales et des villages. Le gouvernement indien a envoyé des troupes pour réprimer la rébellion. Des centaines de personnes ont été tuées et des milliers de déplacées. La rébellion a causé de graves dommages à l'économie et à la société de la région. Les Bodos demandent une reconnaissance officielle de leur statut de peuple autochtone et une autonomie réelle.

(Publicité)

PAGE D'OR

LECLERC

Agence CLM/BBDO
Directeur Artistique : Bruno LEMOULT
Concepteur Rédacteur : Serge FICHARD

PAGE D'ARGENT

VOLKSWAGEN

Agence DDB
Directeur Artistique : Anne de MAUPEOU
Concepteur Rédacteur : Eric GALLMARD

RATP 4X4

Agence ECOM ET PARTENAIRE
Directeur de Création : Saï SEKIGUCHI
Directeur Artistique : Olivier VOUKTCHEVITCH
Concepteurs Rédacteurs : Arnaud LARILLE-Henri WEINSTEIN

KOOKAI

Agence CLM/BBDO
Directeur Artistique : Bruno LEMOULT
Concepteur Rédacteur : Pascal MANNY

7 DE CONTE

Agence DMB ET B
Directeur Artistique : Patrick JEAN-BAPTISTE
Concepteur Rédacteur : Alain MEYER

HEINEKEN

Agence PUBLICIS
Directeur Artistique : Christine RYF
Concepteur Rédacteur : Philippe MARIE-SAINTÉ

J & B

Agence DOLCI DIRE GROUPE
Directeur de Création : Philippe ROYER
Directeur Artistique : Jérôme DUPIN
Concepteur Rédacteur : Hervé LEITNER

CHANTAL THOMAS

Agence DUPUY SAATCHI & SAATCHI
Directeurs de Création : Benoît DEVARREUX-Pascal LE BARAZER
Directeur Artistique : Thierry MEUNIER
Concepteur Rédacteur : Christophe TROUVE-DUGENY

AIR FRANCE

Agence HDM
Directeur de Création : Thierry COLIGNON
Directeurs Artistiques : Serge BRUDERER-Gilles CONTE
Concepteur Rédacteur : Thierry COLIGNON

RHONE-POULENC

Agence HDM
Directeur de Création : Alain MOUNIER
Concepteur Rédacteur : Alain GODARD

Si le lait premier âge
n'est vendu qu'en pharmacie,
c'est parce que c'est un médicament,
de même que tous les bébés
naissent dans les choux,
d'ailleurs.



E. LECLERC

Palmarès De La Presse Quotidienne. Leclerc Gagne La Page d'Or.

La presse quotidienne, c'est chaque jour 9 millions de journaux et plus de 25 millions de lecteurs. La presse quotidienne, c'est chaque année plus de 5 000 annonces publicitaires.

Pour mettre en avant le rôle spécifique de la presse quotidienne dans la publicité, Quot & Co, Groupement pour la promotion de la presse

quotidienne française, a créé ce Palmarès. Le jury composé de 2 400 personnes : journalistes, chefs d'entreprise, publicitaires, créateurs, lycéens, a rendu son verdict sur les annonces parues en 1988.

La Page d'Or a été décernée à l'annonce Leclerc, réalisée par Bruno Lemoult et

Serge Fichard de l'agence CLM/BBDO, qui ont gagné un billet pour le tour du monde. 9 Pages d'Argent ont également été attribuées.

Rendez-vous l'an prochain pour le Palmarès 89!

Palmarès Quot & Co,

127, avenue Charles de Gaulle,
92200 Neuilly-sur-Seine.

QUOT & CO
Groupement pour la promotion de la presse quotidienne

هكذا من الأصل

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Le PCF met en danger la possible victoire des socialistes à Sarcelles et à Noisy-le-Grand

Dans l'immense majorité des cas, les listes présentées par le PS et celles présentées par le PCF ont fusionné, quand cela était possible, dans des listes de plus de vingt mille habitants. Ces règles générales, deux accords qui apparaissent « inexplicables » et « parfaitement incompréhensibles » pour les socialistes. Il s'agit des communes de Sarcelles (Val-d'Oise) et de Noisy-le-Grand (Seine-Saint-Denis), deux villes passées par le PCF lors des précédentes élections, mais qui, à la suite d'annulation par fraude électorale, et passées à droite.

A Sarcelles, la liste du PS, conduite par M. Dominique Strauss-Kahn, président de la commission des finances de l'Assemblée nationale, a devancé de six points celle du PCF conduite par M^{me} Marie-Claude Beaudouin, sénateur du Val-d'Oise : 26,78 % contre 20,64 %.

M. Strauss-Kahn a proposé à ses partenaires une application arithmétique du résultat pour la fusion des listes qui donnait dix-neuf places au PS et quinze au PCF, le premier adjoint étant socialiste et le PCF disposant de six postes au bureau municipal contre sept au PS.

Selon le candidat socialiste qui pense, après coup, que le PCF préfère sa « ligne » à la « ligne » du PS, les communistes ont marqué peu d'empressement à conduire la négociation et ont jugé que ces propositions n'étaient « pas acceptables ». Il semble, cependant, que la décision de maintenir la liste de MM. Beaudouin n'aurait pas fait « un usage abusif » de la majorité du PCF de Sarcelles. Le cas aurait été évoqué au téléphone par MM. Pierre Mauroy et Georges Marchais. Dirigée pendant dix-huit ans par les communistes, Sarcelles a toujours bénéficié durant cette période d'un déstachement du PS, qui occupait une position minoritaire, et, sur dernières élections législatives, le PS n'a obtenu que la moitié du profit de M. Struvenne.

A Noisy-le-Grand, les socialistes se trouvent face au même problème. L'écart entre le PS et le PCF est plus important encore : 24,19 % contre 12,53 %. Là aussi la liste communiste conduite par

M. Emmanuel Goutman - le mari de M^{me} Marie-Thérèse Goutman, ancien maire battu après une invalidation pour fraude - se maintient face à celle de M. Salomon (PS). Dans les deux cas, ce maintien - surtout à Serrolles - favorise le maire sortant, d'autant que dans la commune du Val-d'Oise le Front national, qui pouvait rester en lice (10,67 %) au second tour, s'est retiré de la compétition, sans négociation, officiellement, avec M. Lamontagne. (RPR).

Calculs originaux !

A Paris, les listes du PCF ont fusionné avec celles du PS dans les arrondissements où un second tour est nécessaire, ce qui donne trois places éligibles au PCF : M^{me} Gisèle Moreau dans le 13^e, M. Paul Laurent dans le 19^e, qui figure sur la même liste que M. Henri Fiszbin, et M. Henri Malberg dans le 20^e. A Paris, les communistes ne devaient fusionner avec les socialistes conduite par M. Jack Lang, car elle a obtenu moins de 5 % des suffrages au premier tour, le PCF s'abstient de donner une consigne de vote pour le second tour. Agn. MM. J. n.

Strauss-Khan et Salomon, socialistes dûment estampillés, le PCF fait du soutien et du désistement à la carte.

Un dernier cas de figure coïncide se présente à Orly (Val-de-Marne). Là, M. Girard, candidat communiste, ne peut pas voter. Il est donc allé voter sous le nom de M. Viens, exalta du PCF, arrivé en tête au premier tour avec près de 48 % des voix, avait proposé à M. Alain Girard, candidat communiste, une liste soutenant officiellement le candidat communiste. Mais ne comprenant aucun socialiste, de fusionner les deux listes, le Parti communiste a décidé de maintenir la liste de M. Girard, qui avait obtenu 48 % des voix au premier tour. Considérant que près de 16 % des voix de M. Viens venaient de la droite (comparaison faite sur le scrutin de 1983), le PCF a estimé que la liste de M. Girard n'avait pas le même score dans l'électorat communiste et il a crié l'inscription de dix-sept candidats, c'est-à-dire la moitié de la liste, qui avaient été élus par M. Viens avant le premier tour. L'*Humanité* du mercredi 15 mars 1983. M. Viens responsable de la présence de deux listes de gauche au second tour, ce dernier ayant qualifié d'« inacceptable » les originaux calculés.

« S'ils te mordent, mords-les ! ». Paraphrasant la devise de la ville de Mornaix, M. Jean-Marie Le Pen, président du Front national, a conseillé aux électeurs du mouvement d'extrême droite, mardi 15 mars à Paris, de se montrer intransigeants à l'égard des têtes de liste de droite qui auraient refusé de voter pour eux, quand ils se présenteront aux termes de la loi, avec le FN pour le second tour des élections municipales, dimanche 19 mars. « Ils vous méprisent, méprisez-les », a dit M. Le Pen, en soulignant : « Les alliances que j'ai préconisées au RPR et à l'UDF ont été repoussées et les électeurs du Front national

En clair, le dirigeant d'extrême droite appelle son électorat à ne pas voter pour les candidats de la droite parlementaire dans l'hypothèse, la plus répandue, d'absence d'accord de fusion avec les listes de son mouvement. Sous réserve d'inventaire exhaustif, Béziers et Mantes-la-Jolie sont les seuls cas de fusion avec la droite dans les villes de plus de vingt mille habitants.

M. Le Pen lui-même se maintient dans le vingtième arrondissement de Paris, après le refus de M. Didier Bariani (UDF-rad.) de faire liste

Les consignes de M. Le Pen :
«S'ils vous méprisent, méprisez-les!»

commune avec le FN, provoquant ainsi une triangulaire avec M. Michel Charzat (PS). Le FN reste également en course dans trois autres arrondissements de la capitale, dans tous les secteurs de Marseille et dans quatre arrondissements de Lyon. Au total, ce parti se maintient dans plus de cinquante villes de plus de vingt mille habitants.

Les départements où il sera le plus présent sont les Alpes-Maritimes, les Bouches-du-Rhône, le Nord, le Rhône, le Var, le Vaucluse. En région parisienne, le Front national se maintient dans huit com-

munes de Seine-Saint-Denis et huit communes du Val-d'Oise

Le président du Front national s'est élevé contre la présentation faite par la presse des résultats du 12 mars, qui mettaient en évidence l'émergence des Verts, que M. Le Pen a accusé d'être des « pasteques, vertes à l'extérieur, et rouge, ou plutôt rose bonbon, à l'intérieur ». Visiblement irrité par la place donnée aux écologistes, il a souligné que le seul vrai événement de ce scrutin, selon lui, était « les résultats remarquables » de son mouvement.

Q. B.

I'Organiseur II

Tout. Dans votre poche.

- ☒ Répertoire électronique
- ☒ Agenda
- ☒ Horloge-calendrier
- ☒ Calculatrice
- ☒ Programmable
- ☒ Et si facile d'emploi!

En vente dans les magasins
Fnac, Dunez, la Règle à Calcul,
et dans d'autres points de vente.

Un produit Importateur
PSION **Aware**
Tél. : 45.23.21.12

à 1174 F TTC (990 HT)*, l'Organiseur II est pour vous!

[illegible]

Rectificatifs

● A Bourg-en-Bresse (Ain), il y a eu 13903 votants (au lieu de 13 963), le taux d'abstention s'élevant ainsi à 37,01 % (et non 36,74 %). En outre, cette municipalité fait partie des trois communes dont le ballottage est favorable à la gauche, contrairement à ce que nous précisions dans le commentaire du département.

● A Chevilly-Larnue (Val-de-Marne), la composition politique du nouveau conseil municipal est la suivante : 13 PC, 10 PS, 2 MRG, 5 div. g., 3 RPR.

● **A. Epinay-sur-Seine** (Seine-Saint-Denis), la composition politique du nouveau conseil municipal est la suivante : 10 PC, 23 PS, 1 MRG, 2 div. g., 2 UDF, 3 RPR, 4 FN.

● **A Montbéliard (Doubs),** M. Michel Mercadier, premier secrétaire de la fédération départementale du PS, nous demande de préciser que contrairement à ce qu'indiquait *le Monde* du 14 mars, ce ne sont pas les instances fédérales qui ont décidé de faire conduire la liste socialiste par M. Guy Béche, député (battu au premier tour), et éviqué M. André Lang, maire sortant, mais les militants de la section locale (ce que nous avions indiqué dans un article publié le 24 décembre 1983).

● A Redon (Ille-et-Vilaine), M. Alain Madelin, secrétaire général du Parti républicain, était candidat, contrairement à ce que nous indiquions dans le commentaire

général du département. Figurant en neuvième position sur la liste d'union UDF-RPR conduite par M. René Roustean (div. d.), il n'a pas été élu au conseil municipal, sa liste n'ayant obtenu que six sièges.

● A Saint-Florent (Cher), une coquille a déformé l'étiquette politique de M^{me} Jeannine Gourier, maire sortant, qui est MRC (Mouvement des renouveaux communistes) et non MRC.

● **A Saint-Michel-sur-Orge** (Essonne), le conseil municipal élu au premier tour est composé de 11 ex. g., 2 PSU, 5 PC, 10 PS, 1 maj. p., 1 UDF, 1 UDR-diss., 1 RPR, 1 div. d. et 1 ext. d. En outre, M. Jean-Loup Englander est reconstruc-teur et non régionaliste.

**Pan Am U.S. Super Price
New York
2690 FF***

Ne laissez pas passer cette super chance

Pan Am U.S. Super Price[®] est un véritable événement. Une nouvelle fois Pan Am vous propose d'excellentes occasions pour partir aux États-Unis. Pan Am U.S. Super Price[®] est une offre spéciale qui s'étend jusqu'au 30 septembre 89, et qui vous permet de séjourner de 7 à 30 jours en territoire américain. Petit détail important, le nombre de places offerts à cet tarif est limité, ainsi réservez vos places dès aujourd'hui! Demain, il sera peut-être trop tard, alors contactez au plus tôt votre Agent de Voyages ou Pan Am à (1) 42 66 45 45, l'Amérique: de si belles prix, cela ne se voit pas tous les jours.

PAID IN FULL BY DEPOSIT OF PAIRS FEES:	DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS	10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS	10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS	10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS BY DEPOSIT 10 PAIRS
Boston	2990	2990	3590	3990
New York	2990	2990	3590	3990
Providence	2990	2990	3590	3990
Hartford	3100	3400	4000	4300
Baltimore	3100	3400	4000	4300
Washington	3100	3400	4000	4300
Albany	3420	3720	4320	4620
Buffalo	3420	3720	4320	4620
Cleveland	3420	3720	4320	4620
Charlotte	3420	3720	4320	4620
Cincinnati	3420	3720	4320	4620
Detroit	3420	3720	4320	4620
Philadelphia	3420	3720	4320	4620
Pittsburgh	3420	3720	4320	4620

For all/route au départ de Paris en Classe Economique. Emission et règlement du billet dans les 24 heures qui suivent la réservation et au plus tard 7 jours avant le départ. Offre soumise à l'approbation gouvernementale.

N°1 sur l'Atlantique.

PAN AM

PORT IN ET DE DÉPART DE PARIS VERS	HORAIRE % HAVRE ET DP 10 AOUT 20 MIN DP	DU 77 MARS AU 9 AVRIL DP	DU 20 JUILLET AU 16 AOÛT 30 SEPT. DP	DU JULIEN AU 15 AOÛT - DP
Raleigh/Durham	3420	3720	4320	4620
Rochester	3480	3780	4380	4680
Syracuse	3480	3780	4380	4680
Nashville	3660	3960	4560	4860
Chicago	3660	3960	4560	4860
Indianapolis	3660	3960	4560	4860
Honolulu	3660	3960	4560	4860
Atlanta	3850	4150	4750	5050
Jacksonville	3850	4150	4750	5050
Miami	3850	4150	4750	5050
Orlando	3850	4150	4750	5050
Tampa	3850	4150	4750	5050
Denver	3985	4285	4855	5155
Kansas City	3985	4285	4855	5155
Austin	3985	4285	4855	5155
Dallas/Ft. Worth	3985	4285	4855	5155
Houston	3985	4285	4855	5155
Minneapolis/St Paul	3985	4285	4855	5155
New Orleans	3985	4285	4855	5155
San Antonio	3985	4285	4855	5155
Salt Lake City	3985	4285	4855	5155
Los Angeles	4450	4750	5350	5650
San Diego	4450	4750	5350	5650
San Francisco	4450	4750	5350	5650
Santa Ana	4450	4750	5350	5650
Honolulu	5580	5580	6180	6480

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

Van Gogh dans l'arène d'Arles

ARLES
de notre envoyé spécial

Juste un siècle après son arrivée en Arles, Vincent Van Gogh vient d'entrer en politique. Bien sûr, cet engagement est indirect. Le peintre des iris n'a pas officiellement fait connaître ses préférences électorales. Faute de sujets de controverse plus substantiels, il se trouve pourtant au centre du combat que se livrent le maire sortant, M. Jean-Pierre Camoin (RPR), et le socialiste Michel Vauzelle, ancien porte-parole de l'Elysée.

Un combat tout en nuances d'ailleurs. Nul n'aurait l'inconscience de s'opposer à la « vanoghmanie » galvanisante qui s'est emparée d'Arles à l'occasion de ce centenaire. Des hectares d'iris, des pyramides de coquelicots, des cages entières de cartes postales, de catalogues et de biographies : ce n'est pas une ville, c'est un marché aux fleurs : les affiches électorales des candidats s'en trouvent presque détrempées. Quant à la médiathèque toute neuve, fierté de la municipalité sortante — on y trouve, entre autres, une bibliothèque, une vidéothèque, un embryon d'université — elle a été baptisée Espace Van Gogh.

Dieu
en personne

Pour M. Vauzelle, c'est à la fois trop de Van Gogh et pas assez. Trop, car la construction de la médiathèque, dépense-t-il, s'est faite au détriment d'autres investissements, notamment dans les quartiers périphériques. Mais pas assez : l'exposition organisée pour célébrer le centenaire lui paraît bien maigrelette : « une vingtaine de toiles en tout et pour tout. Si des Japonais se déplaçaient tout exprès pour venir la voir, ils risqueraient fort d'être déçus du voyage ».

Ah ! si on lui avait donné à lui, Michel Vauzelle, la possibilité d'organiser cette exposition ! Quelle sonnette de ministre n'eût-il pas tirée ! Quel sponsor potentiel n'eût-il pas harcelé ! Après de quels musées étrangers n'eût-il pas fait usage de son entourage ! Car il a des relations M. Vauzelle, et il le fait savoir depuis douze ans qu'il est venu en Arles tisser sa toile autour de l'hôtel de ville. S'il existe encore un Arlésien qui ignore que l'aide de camp du Bon Dieu guigne l'honneur de se dévouer pour sa

ville, c'est vraiment que le mistral l'a rendu sourd.

« Il m'a même traité de petit maire de canton », s'indigne M. Camoin. Enquête faite, l'insulte fut proférée de manière plus enrobée, mais M. Camoin n'en tient pas moins à lever son honneur. « Tout

le maire. La jour dit, M. Mitterrand, dans la salle des fêtes de la mairie, tombe nez à nez avec... une maquette de la fameuse médiathèque devant laquelle il s'arrête, assez longuement pour que le photographe de M. Camoin ait le temps d'immortaliser le regard pré-

alors que je le demande pour ma part depuis six ans, je ne lui adresse jamais plus la parole, car cela voudrait dire qu'il nous a délibérément fait priver de cet arrêt pendant tout ce temps-là ».

Pour l'heure, les deux candidats se livrent à l'activité essentielle des fins de campagne : le démenti des fausses rumeurs. M. Camoin dément ainsi avoir l'intention de privatiser le ramassage des ordures, comme quelques plaisants tentent de le faire accroire en passant des coups de fil alarmistes aux services municipaux. Quant à M. Vauzelle, il dément vouloir supprimer les « contrats bleus » qui procurent des petits boulots à de jeunes Arlésiens, comme l'assurait effrontément un tract de M. Camoin.

La politique
et les sentiments

Pour le reste, tout est désespérément normal en Arles. Bien que M. Camoin (43,63 % au premier tour) n'ait pas levé le petit doigt dans sa direction — « Je tiens à pouvoir continuer à me regarder dans une glace », explique le maire, — le candidat du Front national, Francis Agostini (6,72 % au premier tour), appelle la mort dans l'âme à voter pour lui. Quant au communiste Jacques Perrot, ancien maire de 1971 à 1983, et devenu au premier tour par Michel Vauzelle (23,38 % contre 26 %), il a certes ressenti un petit pincement au cœur d'avoir été distancé, en dépit des prévisions des renseignements généraux, mais « il ne faut pas mélanger la politique et les sentiments ».

Finalement, les communistes ont consenti à faire l'union pour le second tour mardi à 17 h 30 — soit avec quelques minutes de retard sur l'horaire initialement prévu. Avant de conclure, pris d'une inspiration subite, ils ont demandé si par hasard Michel Vauzelle ne pouvait pas intervenir en haut lieu pour résoudre l'épineux cas de Bagles (Gironde), où le journaliste Noël Maréchal refusait de se retirer devant le maire communiste arrivé en tête. L'ancien porte-parole a levé les yeux au ciel. Si proche que l'on soit du Bon Dieu, il faut parfois savoir reconnaître ses limites.

DANIEL SCHNEIDERMAN.



maire de canton que je sois, j'ai tout de même pris le train pour aller jusqu'à Bruxelles. Evidemment, je me suis un peu perdu dans les couloirs, mais je suis revenu avec une subvention de 30 millions pour notre institut de recherches archéologiques ».

« Tout maire de canton » qu'il soit peut-être, M. Camoin a également réussi un coup de maître en parvenant à récupérer à son profit une visite en Arles de... Dieu en personne. C'était à l'automne dernier, et il n'est pas interdit de penser que Michel Vauzelle fut à l'origine de l'idée de réunir en Arles un sommet franco-italien, rassemblant M. Mitterrand et De Mita, le président du conseil transalpin.

Mais M. Camoin vaillait. Il prend son plus beau sourire et suggère d'abord à l'Elysée de recevoir le chef de l'Etat à la médiathèque. Refus de la présidence. Qu'à cela ne tienne, la cérémonie aura lieu à

sidieriel et approbateur posé sur l'œuvre municipale. La photo fera la une du mensuel de la mairie, assortie de cette phrase tombée de l'auguste bouche à l'adresse de son hôte : « Vous êtes dans la bonne voie ». Depuis lors, M. Camoin ne tarit plus d'éloges à l'égard du chef de l'Etat. Et tant pis pour M. Vauzelle.

L'ancien porte-parole se console en faisant venir, cette fois pour lui tout seul, Lionel Jospin, qui évoque le projet lointain de création en Arles d'une technopole, ou en promettant de lutter pour obtenir l'arrêt dans la ville de certains TGV, « mais sans aller jusqu'à m'occuper sur les voies » précisément.

« S'il faut venir le Silicon Valley, je veux bien être battu », ironise M. Camoin, que les promesses farfelues de son challenger amusent beaucoup moins : « S'il faut effectivement arrêter le TGV ici,

Metz : le dur retour sur terre
de Jean-Marie RauschMETZ
de notre envoyée spéciale

La campagne de l'entre-deux-tours à Metz pourrait se résumer en deux images. Tout d'abord, un aréopage de sympathisants de M. Jean-Marie Rausch, au sage profil de dames patrouilles, s'affairaient soudainement dans la grande salle du centre culturel de Belles-Œuvres (où le ministre et maire allait, le soir même, tenir une réunion publique), pour retirer de la documentation électorale « rouschiste » le petit journal le *Chardon*, dûment estampillé PS et édité spécialement pour les municipales. Explication recueillie auprès d'une de ces dames : « Vous comprenez, la liste c'est « Metz unie », alors, un journal socialiste, ça peut effrayer. A la veille du second tour, il faut être raisonnable... ».

Autre image : une heure plus tôt, dans cette même journée du mardi 14 mars, au Club de la presse de Metz : deux hommes, ennemis jurés d'hier ou encore du matin même, assis l'un à côté de l'autre. M. Denis Jacquat, député (PR) et actuel conseiller délégué aux affaires sociales à la mairie, qui a obtenu 25,38 % des voix dimanche, et M. Jean-Louis Masson, député (RPR), son adversaire à droite dans le premier tour (13,6 % des suffrages), annonçant leur décision de s'unir pour le second tour contre Jean-Marie Rausch. Bien sûr, dans les journaux du matin, Denis Jacquat avait traité le candidat RPR de « caractère psychopathe ». L'autre l'avait renvoyé à son « incompetence ». Mais, bon, si le cœur manqué, c'est la raison qui a dicté l'union.

A Metz, on est donc devenu raisonnable. Il fallait bien cela depuis que les résultats électoraux du dimanche 12 mars avaient invalidé

les prévisions les plus cartésiennes : le maire sortant, statue du Commandeur, certifié indébouçable, plaignant soudain à 41,19 % des suffrages exprimés.

Un « avertissement »

Abattu, Jean-Marie Rausch, par son médiocre score au premier tour ? Non, tout juste « surpris ». Il en faudrait sans doute plus pour ébranler cette montagne de certitudes qu'est le maire de Metz, président de la région Lorraine et ministre du Commerce extérieur, symbole de l'ouverture dans le gouvernement. Rocard. Pourtant, même les plus pessimistes des sondages n'auraient osé envisager un tel résultat. De la simple « formalité » annoncée, le premier tour est devenu un « avertissement », concède-t-il.

La campagne de ces quelques jours à venir, ce sera donc la sienne, et la sienne seule. Avec un slogan unique : « Mon parti, c'est Metz ». Dans l'hôtel de ville régnait, depuis lundi, une rare effervescence. On imprimait, on pliait, on colle, on cachette, on envoyait par milliers des tracts à l'effigie du candidat-maire. Cette fébrilité rompt avec la vague condescendance affichée il y a peu à l'égard de ceux qui « s'agitent en réunions publiques ou en quadrillage de quartiers ». M. Rausch lui-même abandonne ses projections sur ordinateurs — qui n'avaient pas projeté ce qu'il voulait pour aller prendre directement le pouls de ses concitoyens. Il leur parle un peu moins de Benazir Bhutto ou de la veste en tweed de Rajiv Gandhi, et un peu plus des transports en commun, du logement social ou des « motos-crottes ».

A ceux qui lui reprochent son entrée au gouvernement — et qui l'ont sans aucun doute sanctionné sur ce point dimanche, — il répond

que, s'il l'a fait, « c'était dans le plus pur intérêt de Metz », parce que « c'était nécessaire pour la ville ». Et il décline avec conviction tout ce que son fauteuil ministériel a apporté à la cité : une école franco-allemande de commerce, le « meilleur contrat de plan Etat-région jamais signé », les 15 000 mètres carrés universitaires sur la technopole, les investissements des multinationales. « Vous savez, les industriels discutent plus facilement avec un ministre » — et il assène l'argument fatal pour les Messins : « Vous avez vu tout ce que M. Rocard a obtenu pour sa ville de Nancy quand il était ministre ? ».

L'ouverture
sabotée ?

La politique, dans tout cela, c'est une autre affaire : le grand dessein de l'ouverture, on verra plus tard. Mais le maire a tout de même demandé à ses partenaires socialistes de mobiliser leur électorat pour le second tour. Eux aussi ont été « sanctionnés » : la liste « Gauche saturement » a réuni dimanche 8,14 % des suffrages, tandis que 4,5 % sont allés au candidat communiste. Mais attention, point trop n'en faut. Jean-Marie Rausch a demandé aux socialistes de ne pas attaquer la droite. Quant au point et à la rose, moins on les verra, mieux on se portera.

Si le premier secrétaire fédéral du PS en Moselle, M. Jean-Pierre Masseret, en troisième position sur la liste de M. Rausch, participe aux réunions de quartier, c'est en silence. Il demandera tout de même à l'ancien ministre, M. Jean-Louis Masson, figure de la gauche en Moselle et adversaire légendaire de M. Jean-Marie Rausch, de lancer un appel aux militants socialistes pour accomplir, dimanche 19 mars, un « effort républicain » en soutenant la liste

d'union avec le maire sortant. Le premier secrétaire fédéral n'ira guère plus loin. Il n'a sans doute pas envie, ce qui déclenche au sein du parti les foudres de trois camarades : MM. René Leucart, Patrick Gerber et M^{me} Maryvonne Petit, qui l'accusent de vouloir « saborder l'ouverture ». Mais, en plus, M. Masseret affirme ne faire « que ce que les amis de M. Rausch [lui] demandent, et ils ne [lui] demandent pas beaucoup ».

Quant au « bon docteur Jacquat », après deux jours de grâce liés à son score inattendu du premier tour, qui lui assure la direction de l'opposition à Metz, il a bientôt dû se rendre à l'évidence : un accord avec Jean-Louis Masson était nécessaire pour le second tour. Ce dernier, qui réclamait un tiers des places, ne dissimulait pas mardi soir son mécontentement. Mais l'enfant terrible du RPR mosellan, lâché par les instances nationales de son parti dans cette négociation, n'était guère en position de force : « On s'est sacrifié pour l'union, se contentait-il de répéter, et on ne le regrette pas ». Toujours est-il qu'aucun meeting commun n'est prévu : les sacrifices ont tout de même leurs limites.

Devant l'annonce de cette union, M. Jean-Marie Rausch a en tout cas trouvé matière à argutie électorale. Raillant dès mardi « la soudaine entente de deux personnes qui se haïssent et qui sont incapables de diriger la ville ensemble », M. Rausch a sèchement ajouté qu'une ville « a besoin d'équipe soudée, unie, partageant les valeurs, en fusion totale ». Les candidats socialistes, venus nombreux assister à la réunion publique, n'ont pas bronché. Tout de même, il est à Metz des arguments électoraux dont il ne faudrait « raisonnablement » pas trop abuser.

PASCALE ROBERT-DIARD.

Dreux : FN qui rit,
PS qui pleureDREUX
de notre envoyé spécial

Marie-France Stirbois sourit. Comme elle sourit tout le temps, ce détail pourrait passer inaperçu. Mais il y a plus : dans le petit monde politique dreuxois, depuis dimanche soir, la veuve de celui qui fut le numéro deux du Front national est la seule à sourire. On la comprend. En pulvérisant le score de Jean-Pierre Stirbois lors du « troisième tour » des précédentes élections municipales (septembre 1983), en approchant même la prestation électorale de Jean-Marie Le Pen au premier tour de l'élection présidentielle, Marie-France Stirbois et le FN, avec leurs 22,22 % de suffrages, font très fort et laissent... sans voix les autres protagonistes de la partie.

Donc elle sourit de plus belle et dit que oui, oui, très vite, pour cette éphémère dernière semaine de campagne — car elle se maintient, bien sûr, au second tour — elle a, dès le lundi, fait confectionner et distribuer un tract. « Oh, [sourire] un truc un peu simpliste, pour les plateaux » [là où cohabitent difficilement, au nord et au sud de la ville, de très fortes concentrations de populations étrangères et les plus défavorisées des familles françaises]. « Simpliste, simpliste... corrige aussitôt l'un de ses colistiers, on l'a aussi et même d'abord distribué dans le centre-ville ».

Au recto, on y voit une photo — les manifestants parisiens anti-Rushdie prosternés à proximité de la statue de la République : « Désormais, Khomèini est dans nos murs... Ses « Jours de Dieu » descendent dans nos rues... Ils montrent les vrais dangers de l'immigration musulmane ».

Au verso, des dessins pédagogiques : M^{me} Dupont se déguise en fatma pour aller prétendre avec succès à l'aide sociale ; un négillon se réjouit : « La mairie m'a donné une place de ramasseur de mégots auxiliaire », etc.

Mon tout est le cra électoral de Dreux, « curée mars 89 » : une parfaite sérénité dans les rues, un calme provincial qui font douter d'y avoir vu parfois, il y a cinq ans et demi, un CRS tous les 10 mètres dans certains quartiers et les mêmes mots, les mêmes thèmes, le même malaise ressortis comme une foule de diables de la boîte électorale de Pandore.

Même M. le maire, Jean Hieaux, fort d'un 34 % un peu faiblard, en a été surpris et peiné. Tout petit déjà, il venait sans le savoir dans son futur bureau de maire boire des tasses de chocolat. C'était alors le salon d'une dame noble qui récompensait ainsi les premiers prix de catéchisme.

Arithmétique
à tout va

Dreux n'en est plus là, Jean Hieaux non plus, mais cela ne l'empêche pas d'avoir de l'attachement pour ce bureau. Et pour se convaincre complètement qu'il va y rester, il s'abandonne, comme tout le monde, à Dreux depuis quelques jours, aux pédales rassurantes de l'arithmétique électorale : la majorité relative, au second tour, suffira à lui donner la majorité au conseil municipal ; l'essentiel est pour lui d'avoir devancé au premier tour de près de douze points la liste officielle PC-PS de Maurice Ravanne, et ainsi de suite.

Il reste que la forte affirmation d'avant le 12 mars, maintenant malgré l'offre de Marie-France Stirbois : pas d'alliance avec le FN, ouvre devant Jean Hieaux une perspective qui pourrait lui compliquer la vie : plusieurs conseillers municipaux FN d'opposition qui auront à cœur de lui faire payer sa « trahison ».

Ce ne pas refaire alliance fut « trahir », tout comme l'oubli du concours de circonstances auquel Jean Hieaux doit très indirectement son fauteuil de maire : le contentieux juridique qui aboutit, il y a six ans, à l'annulation des élections municipales gagnées de quelques

La gauche
éclatée

Marie-France Stirbois sourit ; Jean Hieaux rit jaune tout en espérant se rattraper aux branches du second tour. Et il est vrai qu'il en a vu d'autres. Mais les moins bien lotis, côté rigolade, à Dreux, sont incontestablement à gauche. Le bord des larmes, chez quelques-uns, n'est pas loin. La gauche socialiste a voté en éclats à l'occasion du scrutin municipal et accouche dans la douleur d'une hypothétique recomposition.

Conséquence : quatre listes vont se disputer, le 19 mars, les suffrages de moins de seize mille électeurs : l'union de la droite, le FN, la liste PS-PC de Maurice Ravanne et la liste Autrement de Jacques Duval, qui regroupe derrière ce socialiste dissident d'autres PS exilés, le MRG, le CDS et des non-inscrits.

L'arithmétique simpliste avec laquelle se rassure, lui aussi, en début de semaine, le socialiste officiel Maurice Ravanne : « Puisque 34 % des Dreuxois ont voté pour Hieaux, 66 % sont contre lui et doivent voter pour moi », a encore plus de plomb dans l'ailé depuis que la liste Duval a décidé, après quarante-huit heures d'affaires et de réflexions, de relancer, au dernier moment, un pari resté en suspens après le premier tour.

Un siège
de député

2220 voix pour la liste Ravanne, 1870 voix pour la liste Autrement : le PS dreuxais a espéré jusqu'au bout dans un retrait — les plus optimistes rêvaient de désistement — d'Autrement, et placé le reste de ses fantasmes dans une autre addition miraculeuse : 22,68 % (PS-PC) + 19,10 % (Autrement) = 41,78 % (soit 7 points de plus que le maire sortant).

Maurice Ravanne, principal de collège de son état, devra retravailler ses opérations de base et ses recettes tactiques. Après une vigoureuse campagne social-socialiste et un apparent succès : le PS officiel allié au PC devançait la liste d'ouverture, la mécanique électorale traditionnelle s'est enrayée.

A Dreux, comme en tant d'endroits, il est vrai. Ici, cependant, se déploient maintenant ouvertement deux enjeux précis.

Le premier est le devenir du PS local. Jacques Duval : « Il n'y aura plus jamais de gauche unie à Dreux tant que Françoise Gaspard sera là ou tirera les ficelles ». Maurice Ravanne : « Je ne peux admettre ces accusations de sectarisme adressées à Françoise Gaspard que nous respectons. J'ai, du reste, tenu à ce qu'elle préside mon comité de soutien ».

Devenir du PS, consistance ou vanité d'une perspective locale d'ouverture, facilitée par le vieux fonds électoral radical-socialiste de Dreux, encouragée de près (Georges Lemoine à Chartres) ou de loin (Michel Rocard à l'hôtel Matignon) : tout oppose l'ancien maire et député de Dreux, Françoise Gaspard, et l'ancien cafetier, Jacques Duval.

Deuxième enjeu, en filigrane : des élections sénatoriales auront lieu en septembre : Martial Taugourdeau, député RPR de la deuxième circonscription d'Eure-et-Loir (qui englobe Dreux), pourrait faire mouvement vers le Palais du Luxembourg. Chacun pense déjà à la bataille à mener pour tenter de récupérer son siège de député.

Bien entendu, lorsqu'elle évoque cette perspective, Marie-France Stirbois sourit. Enfin, on n'aurait garde de l'oublier, Dreux, toujours, sans autre bruit pour le moment que celui des bulletins glissés dans l'urne, a mal à Dreux.

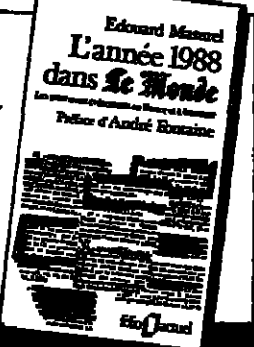
MICHEL KAJMAN.

Un outil de
travail précieux

La chronologie détaillée des principaux événements de l'année 1988.

Le Monde

EN VENTE EN LIBRAIRIE



سكزا من الأصل

(Publicité)

LETTRÉ AUX INVESTISSEURS INFORMATIQUES

ENTREPRISES JE VOUS AIME.

"La France est le premier marché européen pour l'informatique. Cette constatation n'est flatteuse qu'en apparence. Elle signifie en réalité que notre pays est l'un de ceux qui ont accumulé le plus de retard dans l'équipement de leurs entreprises.

L'effort d'investissement nécessaire est donc considérable. Pour rester dans la compétition, les entreprises françaises sont bien obligées de dépenser plus que leurs homologues allemandes, américaines ou anglaises. Encore faudrait-il qu'elles dépensent mieux.

Or précisément: comment espérer combler son retard quand, avec le dollar informatique à dix francs, le même investissement vous coûte 40% de plus?

La réponse est dans l'Europe. Par une stratégie mondiale délibérément axée sur l'Europe, quelques rares constructeurs sont aujourd'hui capables de proposer des matériels très compétitifs. Amstrad se place au tout premier rang de ceux-là. A performance et fiabilité égales ou supérieures, nos nouvelles générations d'ordinateurs



Prix de la femme d'affaires de l'année

PC-2000 sont 25 à 30% moins chères que les modèles américains équivalents. Ils couvrent tous les besoins en micro-informatique de l'entreprise, depuis le poste bureautique jusqu'aux stations Unix conçues autour du micro-processeur le plus puissant du monde. Ils bénéficient d'un service professionnel à l'échelle nationale.

En 1989, les entreprises françaises dépenseront 15 milliards de francs en micro-informatique, dont près des deux tiers pour le seul matériel.

Celles qui réussiront sont celles qui ont compris que la compétitivité commence par des investissements performants, techniquement mais aussi économiquement. Celles-là, oui, nous les aimons, ne serait-ce que parce qu'on ne fait de bonnes affaires qu'avec ceux qui savent compter."

Marion VANNIER
Président Directeur Général
d'AMSTRAD FRANCE

Politique

La préparation du deuxième tour des élections municipales

M. Rocard chahuté par des enseignants à Paris

M. Michel Rocard a commencé, mardi 14 mars, par le vingtième arrondissement de Paris, Avignon, puis Béziers, le périple qu'il va effectuer dans la semaine pour soutenir les candidats socialistes en lice pour le second tour des élections municipales.

Le premier ministre a une fois de plus rencontré des enseignants en colère sur son chemin de campagne électorale à Paris. M. Rocard était venu soutenir M. Michel Chazart, tête de liste PS dans le vingtième arrondissement, où il affronte en triangulaire M. Didier Bariani, maire sortant (UDF-radical), et M. Jean-Marie Le Pen. Tout avait bien commencé dans une rue commerçante, la rue des Pyrénées : essaim compact d'amis autour de lui, bousculade de sympathisants : le chef du gouvernement s'excusait même auprès de passants malmenés par la cohorte. Ce n'était pas tout à fait le style Chirac, ce qui, en pareille circonstance, dispose d'un service d'ordre du genre cordon sanitaire.

Puis une douzaine d'instituteurs et de professeurs militants de la Ligue communiste révolutionnaire en tête, ont fait un vacarme commode en hurlant : « Retrait du plan Jospin ». Ils précisaient tout de même qu'ils voteraient peut-être socialiste dimanche ou bien iraient se promener, et reprénaient en chœur : « Bariani, Le Pen dehors. Augmentez nos salaires ».

M. Rocard était attristé : « Et dire qu'on a décidé pour l'éducation le plus gros effort budgétaire jamais fait... ». M. Chazart, consterné, tentait d'expliquer à son

camarade premier ministre que « le vingtième est un arrondissement animé... ». Dans la pâtisserie où M. Rocard était entré au début de la tournée, la patronne lui avait offert un gâteau aux fruits de la passion. Il n'en demandait pas tant.

Créer
sur fonds publics

A Avignon, où il est allé ensuite soutenir les candidats du Vaucluse, et notamment M. Guy Ravier, tête de liste socialiste à Avignon, M. Rocard a rendu hommage aux maires socialistes d'Angers (M. Jean Monnier n'est plus membre du PS mais reste un ami de M. Mitterrand et Rocard), Saint-Ouen-l'Aumône, en Montpellier, cités en bonne place dans des enquêtes de presse sur le classement des villes françaises pour affirmer : « La philosophie, la vision du monde au nom de laquelle on agit, n'est pas neutre quand on se trouve sur le terrain et que l'on a des choses à faire (...). Au-delà même des qualités des hommes, ces villes administrées (...) par des socialistes ouverts, modernes, dynamiques, créateurs mais intervenant (...) dans le sens efficace du terme, ont fait rendre à la volonté commune des administrés et aux deniers publics tout ce qu'ils pouvaient rendre ».

Le premier ministre a rappelé que « le principal drame de notre pays demeure le chômage » et que pour le traiter « il ne faut pas excompter voir les très grandes entreprises, qui sont en compétition sur les marchés mondiaux, créer beaucoup d'emplois, au contraire, il faut qu'elles gagnent constamment en

productivité ». Les créations d'emplois sont donc, a précisé M. Rocard, « le fait des petites et moyennes entreprises » et la « vision libérale des choses » ne peut conduire, selon M. Rocard, qui a pris l'exemple d'Avignon, qu'à « une situation de stagnation ». « Il faut, a souligné le premier ministre, mettre des outils collectifs au service de tous les créateurs d'entreprise. Créer sur fonds publics, cela se fait partout maintenant, la loi le permet ».

« Il nous faut, a ajouté M. Rocard, pour affronter les immenses défis auxquels nous allons faire face (...), une convergence d'efforts entre la majorité nationale que vous avez élue (...) et les élus locaux ».

C.V. et J.-L.A.

Une première approche technique dans le regroupement des scrutins

Dimanche, les électeurs n'auront à glisser qu'un seul bulletin dans l'urne. Il pourrait bien en être autrement dans six ans, lors du renouvellement des conseils municipaux. L'inflation des « dimanches électoraux » (dix entre le 24 avril 1988, premier tour de la présidentielle, et le 18 juin 1989, tour unique des européennes) a fait naître, de divers côtés, l'idée d'un regroupement de certaines élections. M. Valéry Giscard d'Estaing, pour l'UDF, comme M. Michel Girard, député RPR, ont chacun déposé une proposition de loi en ce sens. M. Pierre Joxe lui-même avait lancé le débat au mois d'août et surtout en septembre, lorsqu'il

avait constaté l'importance de l'absentéisme aux cantonales.

Pour nourrir la réflexion, le ministre de l'intérieur avait confié une mission d'étude à l'inspection générale de l'administration. Le résultat de celle-ci constitue l'essentiel d'un document de quarante-cinq pages qu'il a envoyé aux présidents du Sénat, de l'Assemblée nationale, de tous les groupes politiques des deux chambres du Parlement et à ceux de leur commission des lois. Dans sa lettre d'accompagnement, M. Joxe souligne que ce rapport « n'exprime rien en point de vue officiel et a pour seul objet d'inciter juristes et praticiens à la réflexion ». Il ajoute

que « ce document n'est pas confidentiel », d'autant que « toutes les réactions et éventuelles propositions alternatives ou complémentaires seront les bienvenues, dans la mesure où [il] souhaite vivement parvenir, dans cette affaire, à un dispositif susceptible de recueillir l'accord du plus grand nombre ».

Cette étude du ministère de l'intérieur, pourtant, ne peut guère aider à la réflexion des hommes politiques, tant elle privilégie les aspects techniques et administratifs du dossier. Ses auteurs sont surtout préoccupés par l'allègement des tâches des services préfectoraux et par les conditions du recensement des votes au ministère, alors que celui-ci n'est en rien indispensable à la promulgation des résultats. Ainsi ils envisagent l'alignement du mode de scrutin municipal des petites communes sur celui des communes de plus de 3 500 habitants, sans voir les aspects politiques de cette réforme.

L'envoi à tous les électeurs de la propagande officielle de chaque candidat, garantie d'un accès minimum de tous à la publicité, est bien vite qualifiée par ce rapport d'« archaïque », en même temps qu'il étudie les moyens de la supprimer, tant la charge de travail de l'administration serait lourde en cas de regroupement d'élections.

Les a priori politiques sont donc nombreux. Ainsi un éventuel regroupement de l'une ou l'autre des élections locales avec les européennes est écarté rapidement, au motif qu'il n'est pas possible de raccourcir le mandat traditionnel de six ans des conseillers municipaux, généraux ou régionaux. De même, les auteurs de cette étude affirment que tout le monde est d'accord pour supprimer le renouvellement par moitié des assemblées départementales. Or il n'en est rien, puisque, par exemple, les deux propositions de loi de la droite excluent formellement cette modification.

Les arrière-pensées
socialistes

« Les contraintes techniques ou matérielles permettant de déboucher sur un regroupement des élections municipales, cantonales et régionales » sont susceptibles d'être levées sans difficultés excessives, constate pourtant cette étude. C'est donc la proposition qui est faite. Mais comme il n'est pas possible de réduire le mandat des conseillers en place, une telle réforme ne pourra prendre effet que progressivement, à partir de 1995.

Un consensus peut tout de même se faire sur une telle modification des habitudes françaises. Mais derrière, nombreux sont ceux, au PS, qui rêvent d'une modification du mode d'élection des conseillers généraux. Ainsi le groupe de travail mis en place par M. Louis Mermaz, président du groupe socialiste à l'Assemblée, et présidé par M. Thibault Marchand, a retenu l'idée de la proportionnelle. Mais à quel niveau ? Départemental : les élus seraient bien loin des électeurs. Dans les circonscriptions législatives actuelles avec un élu pour dix mille habitants, cela donnerait 229 conseillers généraux dans le Nord ! Dans les arrondissements, ce sont des structures proches des cantons actuels, et elles correspondent bien souvent à des actions intercommunales. Cette solution a donc, pour l'instant, la préférence des membres du groupe de travail, mais le dossier doit être débattu par l'ensemble des députés socialistes, dont le président souhaite que tout cela se traduise par le dépôt de propositions de loi, alors que M. Joxe privilégie une initiative gouvernementale. Prudent M. Marchand envisage le dépôt rapide d'une proposition sur le regroupement des élections et la poursuite de l'étude sur le mode de scrutin. Car, si le premier dossier peut n'être que technique, le second est entièrement politique.

THÉRIER BRÉHER.

SEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde
DES LIVRES

La droite divisée à Aix-en-Provence

Le coup de l'horloge

AIX-EN-PROVENCE
de notre correspondant régional

La droite UDF-RPR à Aix-en-Provence s'est placée par sa faute dans une situation romanesque qui devrait, sauf miracle, lui coûter la mairie. Au terme de deux jours de négociations acharnées, un accord de fusion était bien intervenu mardi 14 mars, en fin de soirée, entre la liste conduite par le maire (UDF) sortant de la ville, M. Jean-Pierre de Peretti della Rocca, et celle dirigée par l'un de ses adjoints RPR, M. Jean-Pierre Bouvet, qu'elle avait devancée au premier tour de dix-sept voix (9 032 voix contre 9 015, soit au total, à elles deux, 39,62 % des suffrages exprimés).

Mais cet accord n'a servi à rien puisque la nouvelle liste d'union n'a pas été déposée dans les délais légaux à la sous-préfecture d'Aix-en-Provence. Au contraire, à la suite d'un extravagant concours de circonstances, ce sont les listes séparées des deux candidats de droite qui seront à nouveau opposées au second tour. Le candidat du Front national, M. Philippe Milliau (15,04 %), ayant décidé pour sa part de se maintenir, le candidat socialiste, M. Jean-François Picheral (30,49 %), devrait donc logiquement l'emporter dimanche soir dans une quadrangulaire qui est pour lui pain béni.

Les discussions entre M. de Peretti et M. Bouvet avaient commencé lundi dans un climat de méfiance réciproque. Sur la base des résultats du premier tour, M. Bouvet réclamait la parité des candidats en position éligible, ainsi que le poste de premier adjoint. Mais M. de Peretti souhaitait conserver la majorité dans le nouveau conseil et en-

geait donc d'avoir trente candidats en position éligible, sur les 55 postes de conseillers municipaux à renouveler. Parallèlement des contacts très poussés du côté de M. de Peretti - avaient lieu entre les deux listes de droite et celle du FN en vue d'une éventuelle fusion des trois listes.

Une liste déposée
à titre conservatoire

De palabres en palabres, on arrivait en définitive, à l'arraché, mardi vers 22 h 30, à un accord pour la constitution d'une liste d'union de la droite comprenant 14 candidats de la liste de M. Bouvet - qui renonçait au poste de premier adjoint - sur 39 en position éligible, et 16 sur les 43 premiers. M. Bouvet avait toutefois déposé sa propre liste à titre conservatoire vers 21 h 15, en se réservant la possibilité d'un retrait avant minuit. Or il se révéla un peu plus tard que des erreurs de positionnement des candidats avaient été commises par les services de la mairie dans la frappe dactylographiée de la nouvelle liste. On remit donc l'ouvrage sur le métier. Mais l'heure tournait, M. de Peretti se rendait seul à la sous-préfecture en éclaircir. A 23 h 57, ne voyant rien venir, il prit la décision de déposer sa liste à l'identique du premier tour. Ses colistiers et le mandataire de la liste de M. Bouvet arrivaient, eux, avec les documents rectifiés, à minuit passé de deux minutes. Les portes de la sous-préfecture étaient irrémédiablement fermées et la liste d'union ne pouvait donc pas être déposée.

La seule solution restant à la droite pour empêcher malgré tout la conquête de la mairie par M. Picheral était que soit M. de Peretti soit M. Bouvet se fasse hara-kiri en ne remettant pas les bulletins de vote et profession de foi de l'une ou l'autre de leurs listes à la préfecture avant le délai légal.

GUY PORTE.

(Publicité)

CHAQUE MERCREDI
DANS LE DATÉ JEU
LA SÉLECTION IMMOBILIÈRE
du MondeC'est + de choix d'affaires
en vente et en locationC'est une exclusivité
du Monde

« La Sélection des Institutions »

SITUATIONS TRIANGULAIRES

● Bègles (Gironde) : la droite laisse le champ libre à Noël Mamère. — La droite a décidé de laisser le champ libre à Noël Mamère à Bègles. Le journaliste d'Équipes majoritaires présidentielles, affilié, le 13 mars, le maire sortant communiste, M. Bernard Morla. Noël Mamère avait entraîné avec lui la quasi-totalité de la section socialiste de Bègles, dissoute depuis. M. Morla, qui bénéficie, par sa part, du soutien officiel du PS (lequel compte quinze représentants sur cette liste) est arrivé, le 12 mars, en tête avec 42,74 % des voix, devançant M. Mamère (38,8 %). Les communistes estimant que M. Morla n'est pas « une vieille ouïe », ont décidé de se retirer. Le PC a été, et obtenu, de la fédération socialiste un communiqué de « dévouement aux socialistes dissidents béglois ». — (Corresp.)

● Besançon (Doubs) : maintien des Verts. — Trois listes s'affrontent au second tour puisque les Verts, forts de leurs 12,89 % de suffrages obtenus au premier tour, ont décidé de se maintenir. Cette triangulaire fragilise la position du maire socialiste sortant, M. Robert Schwint, député, dont la liste a rassemblé 38,91 % des voix. Trois représentants du gouvernement ont ainsi prévu, cette semaine, de venir soutenir M. Schwint : MM. Michel Durafour, Jean-Michel Baylet et Michel Rocard, dans la venue est annoncée pour vendredi. A droite, M. René Mers, qui conduisait la liste du Front national, a appelé ses électeurs à s'abstenir. M. Raymond Tournier (RPR), chef de file de l'union de la droite, ayant refusé de fusionner sa liste avec celle du FN (crédité, le 12 mars, de 9,93 %).

● Cholet (Maine-et-Loire) : maintien des Verts. — Les Verts, qui ont rassemblé 13,49 % des voix au premier tour, ont refusé tout contact avec leurs adversaires de droite comme de gauche et ont décidé de se maintenir dimanche

prochain. Ils affronteront ainsi la liste d'union de la droite conduite par M. Maurice Ligot (UDF), maire sortant (crédité de 47,15 % des voix), et celle du Parti socialiste, emmenée par M. Enrie Coutolleu (29,11 % des voix). Le Parti communiste comme le Front national n'ont, jusqu'à présent, donné aucune consigne de vote.

● Lamoignon (Haute-Vienne) : les Verts trahissent l'effort commun gauche-droite. — La liste des Verts, conduite par M. Brigitte Lafont, qui avait obtenu, au premier tour, 11,12 % des voix, a décidé de se maintenir. Elle affrontera la liste d'union UDF-RPR conduite par M. Michel Bernard (RPR) et la liste d'union de la gauche conduite par M. Louis Longuepue (PS), sénateur et maire sortant, dont la mise en ballottage avait créé la surprise.

● Lons-le-Saunier (Jura) : maintien des Verts et consigne d'abstention donnée par le Front national. — Victoires, dimanche, de la primaire qui opposait au député socialiste, M. Alain Brune, M. Henri Auger, maire communiste sortant, conduisant, au second tour, une liste d'union de la gauche constituée de quatorze membres de son équipe et de treize de celle de M. Brune. Toutefois, cette liste est fragilisée par le maintien de la liste des écologistes, qui avait rassemblé 10,91 % des voix au premier tour. A droite, la liste d'union conduite par M. Jacques Péron (RPR), créditée de 40,01 % des voix, ne bénéficie pas du soutien du Front national, dont les représentants avaient obtenu 8,01 % des voix. Le FN vient, en effet, d'appeler ses électeurs à s'abstenir.

● Montauban (Tarn-et-Garonne) : comme au premier tour. — Les trois listes (celle de droite, de l'union de la gauche conduite par le maire sortant, M. Pierre Goldberg (PCI), et de la Nouvelle Gauche) se maintiennent. M. Goldberg (49,30 % au premier tour) a refusé de faire une place aux candidats de la Nouvelle Gauche qui, derrière M. Jacky Rouzet, ont

créé la surprise en recueillant 12,55 % des voix. M. Rouzet, adjoint sortant aux affaires culturelles et artisan du développement de la ville dans ce secteur, a choisi de maintenir sa candidature « pour que soit représenté un courant qui équivaut au cinquième de la gauche montaubanaise ». — (Corresp.)

● Saumur (Maine-et-Loire) : les socialistes dissidents persistent. — La tentative de conciliation entre M. Jacques Perceux, qui conduit une liste de la majorité présidentielle, et M. Claude Gouzy, qui mène une liste socialiste dissidente, a échoué, en dépit du rappel à l'ordre lancé à ce dernier par la fédération départementale du PS. Le maintien de la liste de M. Gouzy, qui avait obtenu 15,69 % des voix, aux côtés de celle de M. Perceux, créditée de 25,29 %, devrait profiter à M. Jean-Paul Hugot (RPR), dont la liste d'union de la droite avait rassemblé 48,38 % des voix.

● Toulon (Var) : maintien du Front national. — A la tête d'une liste d'union UDF-RPR, M. François Trucy (UDF-RPR), maire sortant de Toulon, affrontera au second tour non seulement une liste d'union de la gauche conduite par M. Odette Casanova (PS), mais aussi celle du Front national menée par M. Jean-Marie Le Chevallier. M. Trucy a en effet refusé, mardi 14 mars, les propositions de fusion du directeur de cabinet de M. Le Pen, dont la liste a rassemblé 20,32 % des voix.

● Vichy (Allier) : duel à droite. — En dépit de son cuisant échec au premier tour, M. Jacques Lacarré (UDF-PR-ds.), maire de Vichy depuis vingt-deux ans, a choisi de maintenir sa candidature. En recueillant 27 % des voix, M. Lacarré, qui faisait équipe avec M. Bertrand Chuzel (UDF-CDS), fils de M. Jean Chuzel, sénateur communiste de l'Allier, accuse un retard de plus de dix-sept points sur M. Claude Mollet, qui conduit une liste d'union UDF-RPR. — (Corresp.)

La Réunion : Le PCR en marge de la légalité

SAINT-DENIS
de notre correspondant

Gagner du temps. C'est l'objectif prioritaire du Parti communiste réunionnais (PCR) au lendemain du premier tour des élections dans deux communes où il est en sérieuse difficulté, Sainte-Suzanne et Saint-Pierre.

A Sainte-Suzanne, le maire sortant, M. Lucien Langenier, n'avait pas le droit de présenter de liste aux élections le 12 mars, par défaut d'une pibée au moment du dépôt de sa candidature à la préfecture de Saint-Denis. S'estimant victime d'une mauvaise interprétation de la loi, le maire communiste a quand même appelé ses partisans à voter.

Des urnes il est sorti, dimanche, un candidat élu légalement, M. Axel Boucher (div. dr.), avec 3 200 voix, soit 100 % des suffrages exprimés puisque une seule liste était officiellement en compétition. Mais les partisans de M. Langenier ont quand même voté pour lui et le maire sortant a obtenu 3 600 voix. Le soir même du premier tour, fort de cette expression populaire, le premier adjoint de Sainte-Suzanne a proclamé M. Langenier élu. Le préfet de La Réunion a immédiatement introduit un recours contre cette proclamation au tribunal administratif de Saint-Denis. C'est exactement ce que souhaitait M. Langenier qui espère contester les résultats du scrutin devant le Conseil d'Etat en cas de confirmation de l'élection de M. Boucher par le tribunal administratif.

Dans les rangs du PCR, on menace de faire réagir la rue dans le cas où les autorités locales voudraient faire entrer M. Boucher à la mairie de Sainte-Suzanne où il est pourtant bien élu.

Autoproclamation

A Saint-Pierre, le maire sortant, M. Elie Hosrau, député PCR, s'est également proclamé élu alors que les votes exprimés par les électeurs le mettaient en position de ballottage difficile face à M. André Maurice Pihouée, candidat du RPR. Tard dans la soirée de dimanche, présentant la non-conformité des bulletins de vote de deux listes mineures qui avaient rassemblé près de 1 400 voix, M. Hosrau a unilatéralement considéré ces suffrages comme nuls et il a annoncé sa victoire puisqu'il devançait M. Pihouée d'une poignée de 33 voix. Les bulletins de vote contestés avaient obtenu pourtant l'aval de la commission de contrôle.

La décision de M. Hosrau suscite de vifs commentaires à droite et le député barbare, M. André Thien-Ah-Koon, a décidé de saisir la présidence de la République de cette « atteinte inadmissible à la démocratie ». Les manœuvres opérées par le PCR tant à Sainte-Suzanne qu'à Saint-Pierre visent, en fait, à protéger le puissant syndicat intercommunal qu'il gère depuis 1983 et qui est déjà mis à mal avec la perte de la mairie de Saint-Leu où le doyen du parti a été battu. Ce syndicat intercommunal regroupait avant le premier tour six maires communistes.

ALIX DJOUX.

le journal mensuel
de documentation politique
après-demainFondé par la Ligue
des droits de l'homme
(non vendu dans les kiosques)

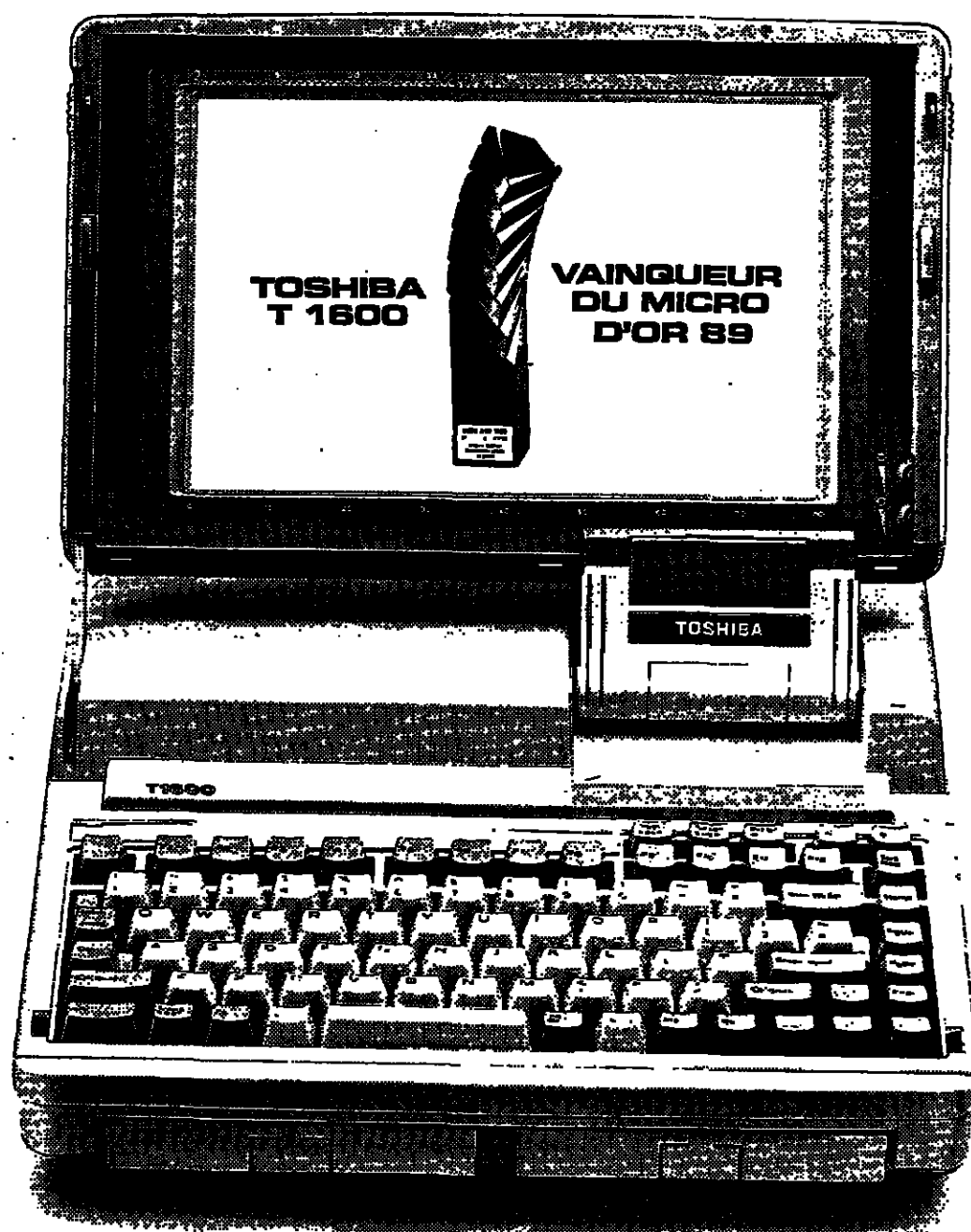
offre un dossier complet sur :

LA QUESTION
SOCIALEAvec notamment
des articles de :J.-M. GAILLARD, R. KOUCHNER, J. DRAVY,
J.-L. GUILLARD, R. VIELLEARD, P. MACLOUFEnvoyer 80 F (télécopie à 2 F ou chèque)
à APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-
Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le
dossier demandé ou 160 F pour l'abonnement
annuel (60 % d'économie), qui
donne droit à l'envoi gratuit de ce
numéro.

50 من الأمل

TOSHIBA REMPORTE LE MICRO D'OR 1989

CATEGORIE PORTABLES ET PORTATIFS



En couronnant le plus complet et le plus séduisant des micros portatifs autonomes, le jury du Micro d'Or consacre le leadership de Toshiba sur le marché des portables.









Toshiba est aujourd'hui le N° 1 mondial des micro-ordinateurs portables.

Leader et initiateur du marché, Toshiba, qui ne fabrique que des micros portables, a toujours professé que "la micro serait portable ou ne serait pas."

Aujourd'hui Toshiba propose une gamme de 8 micros portables - la plus vaste gamme au monde.

Elle va du T 1000, le fameux Papman, le plus petit portatif autonome avec lecteur de disquette intégré, jusqu'au T 5200, le plus puissant portable du monde, plus puissant que la plupart des micros de bureau traditionnels.

En passant par le T 1600 qui vient d'être couronné "Micro d'Or 1989", catégorie portables et portatifs.

							
T 1000	T1200FB	T1200HB	T 1600	T 3100e	T 3200	T 5100	T 5200
80C88 1 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 2,9 kg.	80C86 2 x 720 Ko LCD CGA Autonome. 4,7 kg.	80C86 20 Mo LCD CGA Autonome. 5,2 kg.	80C286 20 Mo LCD EGA Autonome. 5,2 kg.	80286 20 Mo Plasma CGA 6 kg.	80286 40 Mo Plasma EGA 8,5 kg.	80386 40 Mo Plasma EGA 6,8 kg.	80386 40 ou 100 Mo Plasma VGA 8,5 kg.

L'Empreinte de Demain
TOSHIBA

TOSHIBA SYSTEMES (FRANCE) S.A.
DIVISION INFORMATIQUE
7, RUE AMPERE - B.P. 131 - 92804 PUTEAUX CEDEX

Société

MÉDECINE

En transplantant des cellules fœtales

Une équipe lyonnaise a réalisé la première greffe « in utero »

Une greffe *in utero* a été effectuée (le 30 juin dernier), pour la première fois au monde, à l'Hôtel-Dieu de Lyon (l'information n'a été connue que le 14 mars). Réalisée par les équipes des professeurs Jean-Louis Touraine et Daniel Raudrant sur un fœtus de vingt-huit semaines atteint du syndrome des lymphocytes dénudés, cette transplantation de cellules fœtales pourrait permettre la guérison d'une maladie jusqu'à présent très difficile à traiter.

Le syndrome des lymphocytes dénudés est une pathologie décrite pour la première fois en 1974 par le professeur Jean-Louis Touraine (hôpital Edouard-Herriot, Lyon). A ce jour, soixante cas de ce syndrome ont été notifiés à l'Organisation mondiale de la santé. Il se caractérise par un déficit immunitaire mortel, dû à l'absence, à la surface des lymphocytes, d'antigènes HLA. Les nouveau-nés atteints ont, de ce fait, dans leur sang, des lymphocytes non fonctionnels, en quelque sorte aveugles, incapables de reconnaître un agent étranger agresseur. La seule solution est de placer ces nouveau-nés dans une bulle, afin de leur éviter

d'entrer en contact avec le moindre agent infectieux. Pour traiter cette maladie, génétiquement transmise, les médecins peuvent théoriquement soit injecter des cellules fœtales juste après la naissance, en espérant ainsi combler le déficit immunitaire ; soit effectuer une greffe *in utero* de ces cellules, mais cette technique n'avait jamais, jusqu'à présent, été tentée.

La mère du bébé sur laquelle cette greffe a été réalisée, avait déjà eu un premier enfant, qui n'avait pas survécu à ce syndrome des lymphocytes dénudés. La sœur, grâce à un examen prénatal, enclenché d'un deuxième enfant, lui aussi atteint, le professeur Touraine proposa à cette femme ou de provoquer une interruption thérapeutique de la grossesse ; ou de traiter l'enfant après la naissance, ou, encore, de tenter une greffe *in utero*. Après quinze jours de réflexion, la mère opta pour cette troisième solution.

La transplantation a eu lieu le 30 juin 1988, alors que le fœtus avait vingt-huit semaines. Elle a consisté en l'injection, sous contrôle échographique, dans le sang du cordon ombilical de 7 millilitres, contenant seize millions de cellules fœtales extraites du foie et du thymus de deux fœtus morts à l'âge de sept et huit semaines (1).

Le bébé, qui se prénomme David, est né à terme, et, depuis sa naissance en août, vit dans une bulle. Son déficit immunitaire se corrige progressivement. « A la lumière d'expériences faites sur des animaux de laboratoire », explique le professeur Touraine, il est vraisemblable que les cellules greffées sont passées dans la rate, le foie et, surtout, dans la moelle osseuse de David. Ainsi peut-on imaginer qu'à terme son système immunitaire va redevenir tout à fait normal.

Ancien problème d'éthique

N'aurait-il pas été préférable d'attendre la naissance pour procéder à une telle greffe ? C'est pendant la période de vie fœtale, explique le professeur Touraine, que les cellules étrangères sont le mieux acceptées et risquent le moins d'être rejetées. En outre, le déficit immunitaire dont est atteint David est d'autant plus difficile à traiter qu'il laisse subsister un peu d'immunité, suffisante pour provoquer une réaction de rejet des cellules transplantées après la naissance.

Aujourd'hui, David va bien, et, si tout se passe comme prévu, il pourra quitter sa bulle dans quelques mois. Sur le plan éthique, la transplantation réalisée à Lyon ne devrait guère

poser de problème. Dans un avis daté de décembre 1986, portant sur « les prélèvements de tissus d'embryons et de fœtus humains morts, à des fins thérapeutiques, diagnostiques et scientifiques », le Comité national d'éthique avait estimé, en effet, que « l'utilisation des tissus embryonnaires ou fœtaux dans un but thérapeutique devait avoir un caractère exceptionnel, justifié, en l'état actuel des connaissances, à la fois par la rareté des maladies traitées, l'absence de toute autre thérapeutique également efficace et l'absence de tout autre moyen de diagnostic précoce ». Il s'agit, confie-t-on au Comité d'éthique, d'un problème purement scientifique et non pas moral. Et ce, d'autant plus que cette transplantation ne mettrait pas en danger la vie de la mère.

FRANCK NOUCHI.

(1) Les détails de cette greffe devraient être publiés dans un prochain numéro de l'hebdomadaire médical britannique *The Lancet*.

Alors que le conflit hospitalier s'étend

Un accord a été conclu entre les internes et le ministère de la santé

Un accord est intervenu dans la nuit du 14 au 15 mars entre le ministre de la santé, M. Claude Evin, et l'intersyndicat national des internes des hôpitaux. A la suite de cet accord, qui concerne la rémunération et l'organisation des gardes, les conditions de validation des DES (diplômes d'études spéciales) de médecine, le post-internat, et le versement de l'indemnité de sujétion spéciale pendant les congés de maladie et de maternité, les représentants des internes se sont engagés à cesser leur mouvement de grève prévu les 15 et 16 mars.

En ce qui concerne les gardes, l'accord prévoit une majoration tarifaire de 30 % (le tarif des gardes des internes de première et deuxième année passera de 247 à 340 francs et pour les internes de troisième et quatrième années de 309 à 402 francs). Pour ce qui est du post-internat, cent postes d'assistants spécialistes vont être créés. Enfin, à propos des conditions de validation des diplômes d'études spéciales de médecine, l'accord fixe de nouvelles modalités de soutenance du mémoire de fin d'études, qui s'appliqueront à partir du semestre débutant en mai prochain.

Pour autant, M. Evin n'en a pas fini avec les conflits sociaux dans les hôpitaux. Les chefs de cliniques-assistants et maîtres de conférences des C.H.U. font grève comme prévu les 15 et 16 mars pour une revalorisation de leur carrière, ainsi que les infirmières anesthésistes, en grève, elles, depuis la semaine dernière.

D'autre part, la fédération CFE-CGC de la santé et le Syndicat national des cadres hospitaliers (SNCH) ont déposé un préavis commun de grève illimitée à partir du 21 mars. De son côté, la C.G.T. appelle à la grève et à ses prolongements nécessaires le 23 mars pour « débattre les moyens de défendre et de rénover le service public hospitalier ». La coordination des infirmières, pour la première fois depuis la grève de l'automne dernier, a déposé elle aussi un préavis de grève nationale pour le 23 mars. Enfin, la fédération CFDT santé-sociaux et la fédération FO des services publics et de santé appellent à une grève de vingt-quatre heures le 21 mars, dans les hôpitaux, pour protester contre les « lenteurs » dans la mise en application des textes.

Un entretien avec M. Braun, ministre délégué aux personnes âgées

(Suite de la première page.)

Il faut que les retraités et handicapés aient hébergés le soient en toute sécurité, qu'ils bénéficient d'une hygiène et de soins convenables, qu'il n'y ait pas de captation d'héritage. Inversement, il faut que la famille d'accueil ait les qualités appropriées et que la présence de l'hôte ne perturbe pas l'harmonie familiale.

— Que prévoit le projet de loi ?

— Il prévoit pour l'essentiel que les familles d'accueil devront recevoir l'agrément du président du conseil général, que l'accueillant et l'accueilli signeront un contrat précisant les droits et les devoirs de chacun, que l'accueillant aura un statut social et fiscal original, qu'il aura droit à des indemnités, mais qu'il s'exposera à des sanctions pénales en cas de manquement. Il est nécessaire que de telles dispositions soient adoptées par le Parlement. Mais je souhaite par ailleurs que les familles naturelles qui gardent et soignent leurs anciens à la maison soient également soutenues.

— Quelles autres solutions intermédiaires entre le chez soi et l'hospice pourraient être généralisées ?

— Les petites unités de vie : c'est possible en province et même à Paris, par exemple dans de grands appartements. On pouvait y loger une dizaine de personnes âgées avec une maîtresse de maison et l'intervention de service de soins. Des communautés de ce type fonctionnent déjà par exemple dans le XIII^e arrondissement de Paris et à Metz. On en compte actuellement une vingtaine en France.

— Autre problème pratique : comment aider les ménages qui occupent de leurs vieux parents mais qui veulent tout de même partir en congé ? En ouvrant des places pour l'accueil temporaire dans les établissements. Mon principe, c'est de répondre aux besoins des gens et non d'obliger les gens à s'adapter aux structures existantes. Quels sont ces besoins ? Rompre l'isolement, vivre en sécurité, être respecté, recevoir des soins.

La démence sénile

— L'insénile est une des plaies du moyen et du grand âge. M. Lionel Jospin proposait récemment d'utiliser des retraités dans les écoles. Qu'en pensez-vous ?

— Je propose que les retraités accomplissent des tâches d'utilité sociale, n'entrant pas dans l'économie marchande, et qu'ils soient rémunérés par une indemnité. Un exemple : les enfants malades qui ont des difficultés scolaires légères. Il faut du temps et de la patience pour s'en occuper. Pourquoi les grands-mères ou les grands-pères qui ont été enseignants ne s'occuperaient-ils pas de ces jeunes enfants ? Cette idée a été mise en œuvre par certaines associations. N'opposons pas jeunesse et vieillesse.

— La maladie d'Alzheimer, c'est-à-dire la démence sénile, est la hantise de biens des familles, car

elle est incurable. Or on n'a pas l'impression que la recherche médicale s'y intéresse vraiment.

— Il est exact que dans le domaine de la gériatrie la France est en retard. La maladie d'Alzheimer, qui atteint deux cent cinquante mille à trois cent mille Français, c'est-à-dire beaucoup plus de gens que le sida, n'intéresse pas les médias. En dépit des efforts importants de recherche conduits tant en France qu'à l'étranger sur la démence sénile, personne ne sait encore la guérir.

— Que faire ? Développer la gériatrie en France, continuer les recherches et, en attendant, prendre en charge les malades d'Alzheimer. Si l'on veut retarder la démence sénile, il ne faut surtout pas laisser les gens âgés dans l'isolement. Je crois aussi beaucoup à la prévention. Mais elle commence souvent bien avant qu'on ne soit une personne âgée. Il y a là un vaste champ à explorer. L'ostéoporose, par exemple, qui provoque les fractures du col du fémur peut être partiellement évitée par un régime alimentaire adapté. L'INSERM travaille sur ce sujet.

— La maladie d'Alzheimer ne figure pas dans les trente affections remboursées par la Sécurité sociale en longue maladie. Comment corriger cette anomalie ?

— Ceux qui ont cotisé toute leur vie aux assurances sociales se trouvent effectivement exclus quand arrive la maladie du grand âge. Le problème, en effet, n'est pas celui de la prise en charge à 100 % des « soins » : la plupart des malades d'Alzheimer sont dispensés de ticket modérateur. Mais reste la prise en charge des aides qui ne sont pas des soins.

— Il faut imaginer autre chose. C'est un choix de société, donc politique. Je fais étudier un fonds national de la dépendance ou du grand âge qui pourrait prendre en charge des dépenses, qui ne sont pas des soins *stricto sensu*. Je présenterai un projet au gouvernement avant la fin de 1989.

— Vous avez annoncé la modernisation de cinquante mille lits d'hospice. Mais le financement dépend à 70 % d'autres partenaires que l'Etat. Serait-ce une promesse de Gascon ?

— Les vingt-deux régions acceptent de s'engager, dans le cadre des contrats de plan, à compléter le financement d'Etat. C'est une affaire très bien engagée.

— Les différences de remboursement selon qu'une personne âgée se trouve dans un établissement sanitaire ou dans un établissement de soins constituent un des scandales de notre système. Quand et comment comptez-vous y mettre fin ?

— J'espère y mettre fin avant la fin de cette année. J'ai chargé M^{me} Laroque, inspectrice générale des affaires sociales, de faire un rapport. Elle remettra ses conclusions au début de l'été. Ensuite, nous prendrons des décisions. Alors que les personnes âgées souhaitent vivre et mourir chez elles, on les oblige, au

gré de leur état de santé à un véritable parcours du combattant, allant du domicile au foyer résidentiel, puis à la maison de retraite spécialisée, pour finir à l'hôpital, en service de long séjour.

— Pour remédier à cette situation, il faut concentrer nos efforts sur les maisons de retraite médicalisées et changer le statut des services de long séjour. La médicalisation des maisons de retraite est souvent insuffisante, et son développement trop restrictif. Il faudra desserrer ce carcan.

D'autre part, il faut remédier à la diversité des statuts juridiques et de systèmes de tarifications qui créent des inégalités criantes. Je ne suis pas loin de penser qu'il faut suppri-

mer les départements, de coordonner leurs actions ?

— Il faut en effet un plan gériatrique dans chaque département et une structure pour en surveiller l'application. Mais cela dépend des conseils généraux.

— Parions maintenant de l'âge de départ à la retraite. Pour le déterminer, doit-on se fonder uniquement sur la nature du métier et les conditions de travail ?

— Ce n'est pas une bonne approche. L'insuffisance d'un service essentiellement dans les années 70 à permettre de partir plus tôt en retraite. Quant à la pénibilité, dont j'entends parler depuis trente ans, elle ne donne pas davantage de résultats. Chaque corporation dira que son métier est pénible. On connaît mal les effets du travail sur le vieillissement. Je crois que c'est une affaire individuelle, mais je souhaite davantage d'études sur ce point. Il faudrait aussi que la médecine du travail soit moins isolée de la gériatrie et que, de façon générale, on s'attache à prévenir le vieillissement.

— On s'attend pour les années à venir à de graves difficultés pour le système des retraites. Pour assurer l'équilibre des régimes, on parle de retarder l'âge de cessation d'activité. Est-ce une bonne idée ?

— Pour moi, il n'y a pas d'âge de la retraite. Il faut supprimer cette guillotine qui, sous prétexte de vieillissement, évince le travailleur, au bout de trente-sept années et demie de cotisation. Et il convient, au contraire, d'imaginer un système progressif. Ensuite, chacun devrait avoir un revenu minimum garanti par la solidarité nationale et une retraite calculée sur le montant des cotisations effectivement versées. Cette idée fait son chemin au gouvernement comme dans les organisations syndicales.

— Il faut cesser d'utiliser la vieillesse et la retraite comme un régulateur social. La mise en retraite ou en préretraite a été largement utilisée pour dégraisser les entreprises, au frais du système de protection sociale. Résultat : à cinquante ans, on considère un travailleur comme « vieux ». On pense qu'il n'est plus capable d'adaptation et de mobilité. Cela reste à prouver. Il faudrait examiner cela au cas par cas, en fonction des technologies. Un ouvrier professionnel perdrait-il ses capacités parce qu'il n'a plus la même force physique ? Il a acquis d'autres capacités. Je suis convaincu qu'un travailleur âgé et expérimenté est aussi productif qu'un jeune sortant de l'école.

— En outre, quand on voit combien il faut faire partir de salariés pour embaucher une jeune, on peut s'interroger sur le coût d'une telle politique pour la collectivité. Je veux sensibiliser les chefs d'entreprise, les salariés, eux-mêmes et leurs syndicats, à cet aspect. Il faut aboutir à un nouveau contrat social entre les générations.

Propos recueillis par MARC AMBROISE-RENDU et GUY HERZLICH.



« Un contrat social entre les générations »

M. Mitterrand a rendu visite aux mères d'enfants franco-algériens en grève de la faim à Orly

M. François Mitterrand s'est rendu à l'improviste, mardi 14 mars en fin d'après-midi, auprès des quatre mères qui observent à l'aéroport d'Orly une grève de la faim pour protester contre la lenteur des procédures d'application de la convention franco-algérienne sur les enfants de couples bi-nationaux.

« Le président Chadli m'a assuré que les procédures seraient autant que possible accélérées », a expliqué le chef de l'Etat en rendant compte de ses entretiens de la semaine dernière à Alger. « Vous pouvez compter sur ma bonne foi », m'a dit le président Chadli.

M. Mitterrand, qui était accompagné de M^{me} Georgina Duflo, conseillère à l'Elysée pour les affaires sociales et chargée de suivre ce dossier, a discuté avec chacune des mères. « Je suis venu vous dire que je ne vous laisse pas tomber, je crois que vous retrouverez vos enfants », leur a-t-il déclaré.

Les quatre femmes, M^{me} Arnette Tromeur et Marie-Thérèse Alcantara, en grève de la faim depuis deux semaines, M^{me} Margaret Ward, ressortissante britannique et M^{me} Jocelyne Bony dont le cas a été résolu mais qui fait grève depuis une semaine par solidarité, ont été touchées et surprises par la démarche personnelle du président de la République. Elles entendent toutefois continuer leur mouvement jusqu'à l'obtention d'autres garanties, et demandent que soit fixée de façon ferme la date de rencontre du groupe d'experts franco-algériens dont la création a été promise à plusieurs reprises depuis le voyage de M^{me} Duflo en Algérie en janvier dernier. Ces experts devront examiner les dysfonctionnements de l'application de la convention. Au préalable, les mères demandent à rencontrer les différents responsables techniques chargés des dossiers au ministère des affaires étrangères et à la justice.

DÉFENSE

Deuxième tir expérimental du missile nucléaire Hadès

Le deuxième tir expérimental d'un missile nucléaire préstratégique Hadès a eu lieu le 8 mars depuis le centre d'essais de Biscarosse (Landes). Le premier lancement (sans, naturellement, sa charge explosive) en direction de l'Atlantique avait eu lieu le 22 novembre 1988 sur le même site. Le Hadès, qui devrait avoir une portée de l'ordre de 480 kilomètres, est destiné, en principe, à remplacer le missile Pluton à partir de 1992.

Initialement prévu pour le 28 février, ce deuxième tir expérimental a finalement eu lieu six jours après la visite, le 2 mars, à l'armée de terre, au camp de Canjuers (Var), du premier ministre, le Michel Rocard avait, à cette occasion, laissé entendre que le programme Hadès n'était pas un sujet tabou dans les réflexions en cours sur la révision de la loi de programmation militaire qui sera présentée en juin prochain au Parlement.

Quelques jours après, le 7 mars, le ministre de la défense, M. Jean-Pierre Chevènement, avait indiqué, pour sa part, que le programme Hadès se déroulait selon les prévisions, que les premiers essais (au cours desquels il a atteint 200 kilomètres) étaient concluants, et que le calendrier serait respecté. Ce programme est estimé à 15 milliards de francs, dont la moitié est déjà dépensée.

● Incident à bord de *Discovery*. — Un des réservoirs d'hydrogène de la navette spatiale *Discovery* ne fonctionne pas correctement et donne des indications de pressions aberrantes. Le réservoir alimente les piles à combustible qui fournissent l'électricité de la station. La NASA a envisagé d'écourter la mission mais, après analyse, on estime que le risque de devoir en venir à bout pratiquement nul. L'équipage a diminué l'éclairage de la navette pour économiser l'électricité. — (Reuters)

ÉDUCATION

L'enveloppe des revalorisations ne sera pas augmentée

Rencontres, discussions et tractations tous azimuts se poursuivent entre le ministère de l'Éducation et les syndicats pour tenter de faire avancer le dossier de la revalorisation du métier d'enseignant. Après les ultimes propositions du ministère aux universitaires, entérinées mardi 14 mars lors d'une réunion interministérielle et qui seront soumises jeudi 6 mars à 18 heures à la signature des syndicats, il semble que le dossier progresse également pour les enseignants du secondaire et du primaire.

Les multiples scénarios envisagés se situent de toute façon dans le cadre de l'enveloppe de revalorisation annoncée depuis des semaines (11 milliards de francs sur cinq ans). Une nouvelle tentative de M. Lionel Jospin, mardi 14 mars, pour gonfler un peu cette enveloppe financière s'est heurtée à un refus sans ambiguïté des ministres de l'économie et du budget.

Chacun semble cependant désireux d'avancer. Les délais techniques imposent de boucler les dossiers d'ici à la fin mars si l'on veut appliquer dès la rentrée prochaine des mesures de revalorisation. D'autre part, ni le ministère ni les syndicats d'enseignants n'ont intérêt à laisser le temps à la « coordination » naissante de cristalliser le mécontentement persistant des enseignants. Un petit millier d'entre eux ont manifesté le 14 mars à Paris et des grèves sporadiques ont démarré dans un certain nombre d'écoles et quelques collèges.

● RECTIFICATION. — Une erreur de frappe nous a fait écrire le Monde du 15 mars que la « chère classe » pour les maîtres de conférences de l'enseignement supérieur serait ouverte à 89 % des enseignants de ce corps. Il fallait lire 8 %.

هكذا من الأصل

**Jeudi 23 mars 1989 à 18 heures
ouverture à Paris de**

**AMELIOBRACHOT
PIECE UNIQUE**

un espace pour l'art contemporain

avec un travail de

DANIEL BUREN 1989/1966

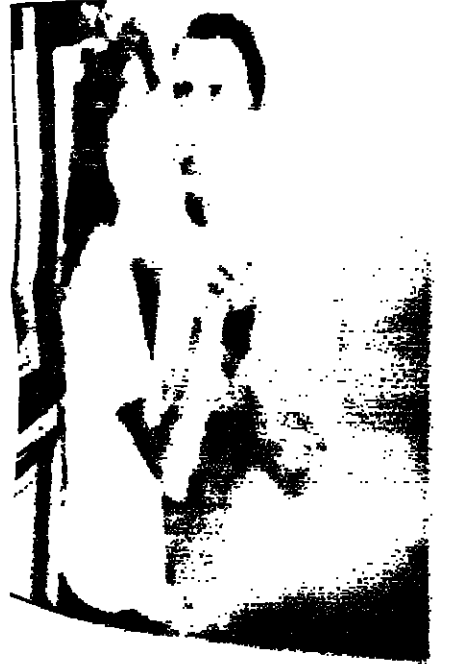
75006 Paris 4, rue Jacques Callot tél. 43265458 fax 46340398

Photo-espaces : Les Couloirs / Sculptures : Buren / Installation : Buren /

هكذا من الأصل

ARTS

Oscar



ARTS ET SPECTACLES

« Rain Man », un film de Barry Levinson

Oscar ! oscar ! oscar !

Dans le rôle d'un « autiste savant », Dustin Hoffman est remarquable. Sa prestation ne peut que susciter une unanimité pâmée. Et le film ?

L'apparait à l'écran. A la fois tendu et mou. Les épaules coulantes, la démarche précautionneuse et mécanique. Il apparaît à l'écran, le regard opaque, et aussitôt, au-dessus de sa tête, une couronne d'ampoules invisibles se met à clignoter :

« Oscar ! Oscar ! Oscar ! ». Malgré la concurrence, Dustin Hoffman ne devrait pas, en toute justice, échapper prochainement à l'offrande méritée de la statuette sacrée. C'est vrai, dans le rôle d'un handicapé mental, *Rain Man* (déformation de son prénom Raymond), il ne peut susciter qu'une unanimité pâmée, et n'a qu'à se pencher à peine pour ramasser des pelotées d'épithètes superlatives : bouleversant, magistral, sublime, génial... Mais le film qui sert de support à sa prestation bouleversante, magistrale... est-il à la hauteur ?

Raymond Babbitt, la quarantaine floue, est pensionnaire d'une institution spécialisée. Il y vit plutôt tranquille ayant balisé son existence de rituels protecteurs et immuables. Raymond est un autiste surdoué, un « idiot savant ». Il parle, peu, à une autonomie très relative. Mais il possède une mémoire phénoménale et des dons inexploités pour le calcul mental.

Raymond a un frère, plus jeune, Charlie (le joli Tom Cruise). Si lui est un idiot, Charlie serait plutôt un crétin, arriviste et agité. Muflé avec les dames, la charmante Valéria Golino est empêtrée dans une pâle magouille d'import-export de Lamborghini.

Les deux frères « que tout sépare » vont se retrouver, parce que papa est mort, ne laissant qu'une vieille Buick au cadet, et sa fortune à un mystérieux légataire domicilié dans un asile psychiatrique...

Dans l'intention vorace de récupérer son héritage, Charlie va kidnapper Raymond, et tous deux vont prendre la route. La vieille Buick roulera de Cincinnati à Los Angeles, en passant par Las Vegas, et véhiculera longuement une parabole édifiante sur « la différence », sur la primauté du « faible » apparent sur le « fort » affirmé, sur les bienfaits de la fraternité, qu'elle soit génétique ou élective. A la fin du voyage, photographiés brillamment avec les

stridences colorées d'un vidéoclip, Raymond et Charlie se sépareront, mais auront fait, on le devine, un sacré chemin l'un vers l'autre...

Efficacité : le mot est lâché. *Rain Man* est un film efficace, et Barry Levinson est un homme efficace, qui ne cesse de prouver son efficacité. Le scénariste de Mel Brooks, depuis qu'il est passé à la mise en scène en 1982, n'a-t-il pas déjà donné le *Meilleur* (avec Robert Redford) et le tonitruant *Good Morning Vietnam* l'année dernière ? Il ne faudrait d'ailleurs pas oublier, plus discret, provincial, et couronné évidemment d'un moindre succès, son intéressant *Tin Men*, sur le petit monde des « tôleurs » de Baltimore, en 1987... Des scènes efficaces — et réussies — *Rain Man* en regorge donc. Ainsi lorsque découvrant — tardivement — tout le parti qu'il peut tirer de la mémoire « anormale » de Raymond, Charlie le pose devant une table de black jack où il fait merveille, attendrissant robot gagnant, semant la panique chez les croupiers.

Où bien lorsque dans un enseigneur obligamment bloqué, Raymond reçoit sa première leçon de baiser, de la bouche de la petite amie de son frère, et répond avec une percutante lucidité à la question : « Comment trouves-tu ça ? ». « Mouillé ». Raymond, Raymond... C'est-à-dire Dustin, Dustin. C'est avéré, qu'il soit « lauréat » ou travesti, vagabond boiteux ou commis voyageur, baignard ou autiste, il est bien le plus magnifique acteur de composition du moment. Le travail qu'il opère sur un rôle n'est d'ailleurs jamais invisible, et cependant incroyablement crédible. Une fois encore, embusqué en sentinelle derrière son personnage, Dustin Hoffman impose donc son impériale présence.

Mais malgré tout, malgré lui, qui arracherait des larmes à une pierre et malgré les sourires angéliques et carnassiers de Tom Cruise, *Rain Man* n'en demeure pas moins un *road movie* de plus, un beau piège à médailles assez lourd et moralisateur.

DANIELE HEYMANN.



Les modèles de Dustin Hoffman

DUSTIN HOFFMAN trouve souvent son inspiration dans la vie. Lenny Bruce a existé. Carl Bernstein, du *Washington Post* (les *Hommes du président*) existe, Hoffman l'a rencontré. Pour d'autres il a observé son entourage immédiat : le Ratso de *Macadam Cowboy* ressemble au concierge de l'immeuble qu'il habitait à l'époque. Le *Leur* est un démarquage de son frère Ronald, le commis voyageur une transposition de son père et la Dorothy de *Tootsie* une variation sur sa mère...

Le choc initial de son *Rain man*, lui a été donné par une émission sur des autistes savants. Un aéroplane de médecins fait écouter à un jeune homme, Lesley Lemke, un fragment de *Solitude* de Debussy, qu'il n'a jamais entendu. Deux minutes plus tard, le jeune homme reproduit le thème à la perfection.

« C'est à cause de lui que j'ai demandé à mon agent de trouver un sujet sur les retardés

savants. Puis j'ai commencé à me pencher sur l'autisme. »

Outre Lesley Lemke, Dustin Hoffman aura trois modèles, dont Joe Sullivan, vingt-sept ans, employé dans une bibliothèque publique. Et « Kim » (il souhaite rester anonyme), champion des chiffres et des listes. C'est lui qui a inspiré le scénario original. Aujourd'hui, il établit les salaires de quatre-vingt-quatre employés, comptabilisant de mémoire primes, déductions, avances et heures supplémentaires.

Selon Hoffman, cependant, « Peter » est le plus important : « Nous étions en rapport constant pendant le tournage. Tom Cruise et moi allions faire du bowling ensemble, et avec son frère qui est tout à fait normal. Une ancienne star locale de football. Il nous avait prévenus : « Vous passerez par toutes sortes de phases. » J'avoue qu'à le voir grandir de façon... différente, j'en ai-je vais à le détester. Puis, une forme de rapport s'établit. »

H. B.

Les performances de l'« idiot savant »

D E toutes les pathologies mentales graves, l'autisme est sans aucun doute celle qui fascine le plus. L'incommunicabilité totale dont souffrent les jeunes malades, qui apparaissent comme murés dans une solitude intérieure que rien ne semble pouvoir rompre, le mystère qui perdure quant aux origines de cette maladie et les polémiques que suscitent au sein du milieu psychiatrique les traitements souvent inefficaces mis en œuvre sont autant d'éléments qui confèrent à l'autisme une place toute particulière dans la galaxie des affections neuropsychiatriques.

Identifiée et décrite pour la première fois il y a près d'un demi-siècle, cette maladie constitue — plus par ses implications théoriques et pratiques que par sa fréquence (au maximum un cas pour deux mille enfants) — le problème majeur de la psychiatrie de l'enfant et, au-delà, de la démarche psychiatrie dans son ensemble.

Deux écoles s'affrontent souvent de manière très vive à propos de cette affection. Les théories psychanalytiques ou psychologiques qui postulent que les troubles observés sont la conséquence d'un problème relationnel, et une « approche scientifique » (développée surtout aux États-Unis et dans les pays anglo-saxons), qui observe les symptômes plus qu'elle ne les interprète, et qui considère que l'autisme est la traduction d'un trouble d'origine organique. Or on n'évoque pas l'une ou l'autre de ces approches sans déclencher de vives polémiques

au sein du milieu professionnel comme chez les parents d'enfants malades (1).

C'est dans ce contexte qu'est diffusé le film de Dustin Hoffman qui, contrairement à ce qui est généralement annoncé, n'est pas à proprement parler un film sur l'autisme en général, mais sur une catégorie bien particulière et peu fréquente d'autistes ou de syndromes autistiques. « *Rain Man* met en scène ce que les psychiatres désignent « autisme de haut niveau », ou encore « idiot savant », explique le professeur Dominique Sauvage, pédopsychiatre et spécialiste de l'autisme. « C'est, je pense, un film fort utile pour la compréhension de cette maladie si l'on n'oublie pas qu'il s'agit de cas tout à fait exceptionnels. » L'erreur serait pour les familles concernées de supposer que tout enfant diagnostiqué autiste est capable des performances hors du commun montrées dans le film.

Décor pour la première fois en 1887, l'« idiot savant » est un syndrome extrêmement rare, et qui concerne les personnes souffrant de troubles mentaux, intellectuels et relationnels très graves, capables néanmoins d'accomplir des performances intellectuelles remarquables eu égard à leur handicap, voire tout à fait prodigieuses pour un être humain.

On observe ainsi des sujets ayant un quotient intellectuel très limité (inférieur le plus souvent à 40) doués de capacité de mémorisation, visuelle ou numérique, hors du commun. Depuis un siècle les psychiatres sont fas-

cines par les « idiots savants » et décrivent régulièrement les cas de malades calculateurs arithmétiques (capables d'effectuer des opérations très complexes de calcul mental), ou calculateurs de calendrier (trouvant en peu de secondes le jour de la semaine d'une date remontant à plusieurs siècles). D'autres « idiots savants » ont l'oreille absolue ou peuvent réussir des performances musicales (improvisation ou reproduction immédiate de morceaux complexes entendus une seule fois) que ne pourraient accomplir des musiciens professionnels.

De récents travaux laissent penser que les « idiots savants » souffriraient de troubles concernant l'hémisphère cérébral gauche ; ces troubles seraient la conséquence d'anomalies (génétiques ou non) survenues avant la naissance et ayant entraîné une migration de cellules nerveuses vers l'hémisphère droit, ainsi qu'une dominance de celui-ci. Pour les psychiatres, l'espoir de pouvoir répondre un jour aux troublantes questions soulevées par les « idiots savants » réside aujourd'hui dans l'utilisation de nouvelles techniques (tomographie par caméra à positrons notamment), permettant d'étudier dans l'intimité, non plus seulement les structures, mais aussi les fonctions du cerveau humain.

JEAN-YVES NAU.

(1) La revue psychiatrique *Synapse* (datée de décembre 1988) consacre un dossier à la polémique concernant l'autisme, évoquant dans ces colonnes en 1985 et 1988.

UNE HISTOIRE DE VENT



JORIS IVENS & MARCELINE LORIDAN

CINÉMA

Le 11^e Festival de Ouagadougou

Toutes les images de l'Afrique

Le Festival panafricain du cinéma de Ouagadougou c'est, tous les deux ans, « la » rencontre qui permet de faire le point de la production du continent. Du 25 février au 4 mars, le FESPACO a fêté son 20^e anniversaire, avec davantage de films, d'une qualité artistique et technique bien plus affirmée, mais le problème des débouchés reste entier.

CETTE onzième édition du Festival avait pour thème « Cinéma et développement économique ». L'indispensable dimension culturelle, la place privilégiée que le cinéma doit occuper dans toute politique de développement ont été proclamées haut et fort. Mais la question qui réapparaissait incessamment, dans tous les débats, est celle du marché.

En Afrique même, on ne peut envisager d'évolution sans la volonté et la participation des États. La Fédération panafricaine des cinéastes (FEPACI) réclame depuis des années une action commune en matière de distribution et de soutien à la production. Malgré tous ses efforts, elle n'a pas obtenu de résultats concluants. Aujourd'hui, alors que certains réalisateurs, soucieux d'exprimer l'identité de leurs cultures ou l'urgence des problèmes de leurs sociétés, continuent à s'adresser en priorité au même public africain, d'autres se tournent vers le reste du monde pour tenter de sortir de l'impasse économique.

Une révélation : Flora Gomes

Pour la première fois, le Grand Prix a été attribué à un film anglophone, *Heritage Africa*, du Ghanéen Kwah Ansah, déjà lauréat pour son premier long métrage en 1981. Le film raconte la transformation de Kwesi Atta Bosomefi en Quincy Arthur Bosomefi et son adhésion totale au modèle du colonisateur britannique — au point qu'il devient le premier *District Commissioner* indigène — puis sa redécouverte des valeurs de ses ancêtres. Un récit très bien mené, très bien filmé, mais d'une construction assez conventionnelle, « hollywoodienne » en somme : progression événementielle de l'action avec retours en arrière.



Bya Gomes et Tams Eugenio Almada dans « Morta Nega » de Flora Gomes.

La vraie révélation c'est *Morta Nega*, de Flora Gomes, premier long métrage de fiction jamais réalisé en Guinée-Bissau, qui a obtenu le Prix Oumarou-Ganda et le Prix de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT). Pour rejoindre son mari qu'elle n'a pas vu depuis des années, Diminga se joint à une colonne de civils qui monte au front livrer des armes aux combattants. Sur cette trame — les derniers sursauts de la guerre de libération et les premiers temps de l'indépendance — se greffent des scènes familiales, intimes, où le réalisateur témoigne d'un ton très personnel, plein de fraîcheur et d'émotion.

Une vision non héroïque de l'histoire qui montre la participation naturelle des femmes à la lutte, la douleur des séparations et des deuils, les moments de plaisir aussi malgré tout, et l'atmosphère un peu étrange en cette période difficile du retour à la paix dans un pays dévasté et touché par la sécheresse : « La fin d'une longue nuit et le début d'une autre chose ». Bya Gomes, rayonnante Diminga, a reçu une mention spéciale du jury pour son interprétation.

Autre temps fort et Prix du meilleur scénario, *Zan Boko*, le film du Burkinabé Gaston

Kabore, sur la disparition d'un village, absorbé, dévoré par une grande ville en pleine expansion. Un paysan et sa famille sont chassés de leur terre par un riche citadin qui veut agrandir sa propriété et la doter d'une piscine. Un journaliste est témoin et décide de poser le problème en direct au cours d'un débat télévisé. Son émission est interrompue, « pour une raison technique indépendante de notre volonté », dira le speaker. Voilà le sujet apparent, l'anecdote. Mais la force du film tient au regard sur la confrontation de deux mondes, au choc entre deux espaces — la ville et la campagne, — deux cultures.

Gaston Kabore ne montre pas les effets du drame. On ne voit pas Tinga quitter sa concession. Ce n'est pas la peine. On sait que le paysan est battu d'avance, vaincu par la ville et sa violence. Ce qui est montré c'est — face à la « culture nouvelle », fondée sur les rapports hiérarchiques et le pouvoir de l'argent — la vision du monde des ruraux, leur mode de vie, la qualité des relations humaines. Peu de paroles mais un engagement vrai dans le moindre mot, le moindre geste, et le lien profond avec la nature.

Yaaba, d'Idrissa Ouedraogo, l'autre enfant du pays, a reçu le

Prix spécial du jury et le Prix du public. Le film raconte l'histoire d'un jeune garçon pour une vieille femme rejetée de tous parce qu'on l'accuse de sorcellerie. Encore le monde rural mais le propos est plus mince. Il se veut simple chronique villageoise. Une carte postale magnifiquement photographiée. Chaque plan est une réussite esthétique. *Yaaba* offre au spectateur l'image idyllique d'une Afrique dégagée de toute contingence matérielle.

Un réalisateur et son public

A l'opposé, dans *Finzan*, le Malien Cheick Oumar Sissoko, arrivé peu avant la fin du Festival, traite avec réalisme de la condition féminine en milieu rural et des problèmes liés à la tradition. Tel qu'on l'a vu à Ouaga, *Finzan* réunit les éléments d'un beau film mais le parti pris didactique donne un côté un peu pesant au discours, comme si le réalisateur ne faisait pas confiance à ses images, pourtant parlantes. Certains festivaliers ont reproché à l'auteur de montrer un travail à peine terminé et non étalonné, mais Sissoko tenait absolument à cette rencontre avec le public ouagalais. Il avait besoin de vérifier

que son propos était bien reçu. Les spectateurs ouagalais lui ont donné une réponse positive. Il va donc s'atteler au montage d'une version « allégée » destinée à un public occidental.

La distance entre *Yaaba* et *Finzan* montre la difficulté rencontrée par les cinéastes africains, qui doivent répondre à toutes les attentes de leur public. En première place vient l'affirmation d'une identité culturelle spécifique. *Zan Boko* relève de cette préoccupation ainsi que *Yelen* de Souleymane Cissé, présenté hors compétition parce que déjà primé à Cannes. *La Geste de Sékou* du Malien Mambaye Coulibaly (Grand Prix du court métrage et Prix de l'Institut culturel africain) appartient aussi à cette catégorie. C'est un film d'animation qui fait revivre à des marionnettes — inspirées de la tradition bambara — un épisode de l'épopée du royaume de Sékou telle que l'ont transmise les griots.

La réappropriation de l'histoire, longtemps monopolisée par le colonisateur, est également une source d'inspiration importante : *Camp de Thiarope* d'Ousmane Sembène et *Thierno Faly Sow* (primé à Venise et présenté hors compétition, ce film a cependant reçu le Prix de l'Institut des peuples noirs) ; *Tabataba* du Malgache Raymond Rajonariavelo (*Le Monde* du 28 février) ; *Malatsine* du Nigérien Sule Umar.

D'autres réalisateurs répondent au besoin de décrire la société et d'aborder la question du développement. Souvent leurs films sont des cris, comme *Finzan* de Cheick Oumar Sissoko. Dans *Bouka*, Gnanon M'Bala (Côte-d'Ivoire) parle de la condition de la femme et de l'enfant. Jean-Marie Teno (Cameroun) aborde le problème de l'eau dans *Bikissi Water Blues*. Avec *Les Dix Commandements de l'enfant*, Kiki Touné (Côte-d'Ivoire) fait des propositions pour prévenir les accidents domestiques, responsables de nombreuses morts d'enfants en milieu urbain.

A l'inverse il existe des auteurs pour qui le cinéma représente la part du rêve, de l'image idéalisée (Idrissa Ouedraogo avec *Yaaba*) ou la détente (Sijiri Bakaba : *Les Guérisseurs* ; Ngangura Mweze et Benoît Lamy : *La vie est belle*). Il faut enfin citer Henri Duparc, réalisateur d'une comédie (rue) commerciale sur la polygamie, *Bal Poussiére*, qui vient de remporter le Prix du Festival du film

d'humour de Chamrousse (*Le Monde* daté 12-13 mars).

Bien sûr une telle classification est un peu artificielle mais elle montre la diversité du cinéma africain et l'importance d'un festival qui, une fois tous les deux ans, offre au public une occasion unique de recevoir toutes ces images, et aux cinéastes la possibilité de confronter leurs œuvres.

On regrette d'autant plus les carences de l'organisation à ce 11^e FESPACO. A l'exception de Philippe Sawadogo, secrétaire général permanent, l'équipe de la précédente édition du festival, en février 1987, a été remplacée. Un Comité national pour l'organisation du FESPACO s'est constitué en octobre dernier. Cela n'a nullement empêché une belle pagaille dans la programmation, communiquée tardivement et parfois modifiée en dernière heure (1).

La course aux films

Une nouvelle salle de 1 065 places a été inaugurée. Sans que cela ait été dit expressément, elle semblait devoir présenter les films en compétition. Mais le souci premier de son promoteur — un privé — a été de vendre des entrées payantes. Un bon nombre des 1 000 festivaliers ont donc été refoulés à chaque séance ainsi que quelques membres du jury. Pour ces derniers, il a fallu réquisitionner la salle du marché du film. C'était la seule qui programrait des films le matin. Aucune des quatre autres salles couvertes n'a fait de projections dans la matinée ou l'après-midi avant 13 h 30, heure à laquelle commençait une course effrénée et souvent vouée à l'échec pour voir les trois films de la soirée. L'une des salles a fonctionné pendant toute la durée du festival avec un projecteur perpétuellement en panne (une projection de *Camp de Thiarope* a duré quatre heures !).

Dans ces conditions comment voir et apprécier les films ? Une partie des festivaliers y a renoncé et s'est mise en vacances, provoquant le désespoir ou la colère de certains réalisateurs, désolés qu'on en arrive là dans ce pays qui, depuis vingt ans, s'efforce de promouvoir le travail des cinéastes. Leur fédération a rappelé que sans eux le FESPACO n'existerait pas.

THÉRÈSE-MARIE DEFFONTAINES.

(1) Les organisateurs ont rejeté la responsabilité de cet état de fait sur les cinéastes, trop nombreux à fournir leurs copies en retard.

BIBLIOTHÈQUE NATIONALE
58, rue de Richelieu, 75002 PARIS - 47 03 81 10
POLITIQUE ET POLEMIQUE
la caricature française et la révolution (1789-1799)

GALERIE MANSART, tous les jours
de 10 h à 18 h du 15 mars au 30 avril
«le rire est une arme»

Loïc Foraud
PEINTURES



Jusqu'au 25 mars 1989

GALLERY URBAN
22 avenue Malignon, Paris.

GALERIE LOUISE LEIRIS
47, r. de Monceau, 75008 PARIS
Tél. : 45 63 28 85 et 37 14
Télécopieur : 45 63 76 13

PICASSO
Peintures et Dessins
1932-1972
1^{er} mars - 15 avril

LE PANTHÉON
LES FRÈRES
MOZART

Un film de Suzanne OSTEN.
«Attendez-vous à voir du vrai cinéma» - *Le Monde*.
«Un All That's Jazz» lyrique réglé par une élite de Bergman - *Libération*.

GALERIE ROBIN-LEDOUZE
2, avenue Malignon, 75008 PARIS - (1) 42 89 26 83

DORINE SOFFER
Sculptures
JUSQU'AU 10 AVRIL

AIR INTER présente
**LES PAYSAGES
DANS L'ART
CONTEMPORAIN**
du 7 au 26 mars 1989 - 13 h - 19 h
Ecole Nationale Supérieure des Beaux-Arts
11, quai Malaquais - Paris VI

GALERIE KATIA GRANOFF

JEAN COUTY - LES CATHÉDRALES
15 MARS - 15 AVRIL 1989
Vernissage le 15 mars à 18 h
92, faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e. 42 65 24 41

GALERIE DENISE RENÉ
196, bd Saint-Germain - Paris 7^e - Tél. : 42 22 77 57

HEURTAUX
ŒUVRES 1933-1982

La Française Moulin Rouge
BAL DU MOULIN ROUGE
Formidable
LA REVUE DU CENTENAIRE
20 h : dîner dansant, champagne et revue : 530 F
20 h et 01 h : champagne et revue : 365 F
PRIX NETS - TOUT COMPRIS
MONTMARTRE - PLACE BLANCHE
Tél. : 42 23 02 00
Télécopie : (1) 42 23 02 00

هكذا من الأصل

Malevitch au Stedelijk Museum d'Amsterdam

Au-delà du carré noir

En ajoutant les Malevitch des musées soviétiques aux Malevitch du Stedelijk Museum d'Amsterdam, on peut faire une grande exposition, mieux, la rétrospective la plus complète jamais organisée de l'œuvre du peintre du Carré noir sur fond blanc.

CENT trois peintures, plus de quatre-vingts dessins, des objets, des documents : jamais on n'a vu l'œuvre de Malevitch pareillement déployée. Pour cela, il fallait plus que le concours des musées soviétiques : qu'ils y soient vraiment intéressés. Or les Soviétiques de la glasnost s'intéressent manifestement à Malevitch. Et voici que l'artiste, mis à l'index pour n'avoir pas suivi le bon chemin, dont les œuvres ont été tant bien que mal conservées dans des réserves et montrées aux Occidentaux sans grand jour, au Musée russe de Leningrad et à la galerie Tretyakov de Moscou (1), les deux institutions qui se le partagent. L'exposition est organisée avec le concours du Stedelijk Museum d'Amsterdam, dont la collection de Malevitch est un des fleurons (voir encadré). Le catalogue est le même. Il laisse largement la parole aux historiens d'art soviétiques, dont le discours sur la modernité, s'il n'est pas tout à fait au point, a beaucoup changé. De leur côté, diplomates, les Néerlandais s'y sont faits discrets.

L'œuvre entier révélé

Les collections se complètent parfaitement. Les Soviétiques ont en effet le début de l'œuvre et la fin, mais aussi beaucoup de choses à la périphérie du centre : le suprématisme, qui est le point fort du Stedelijk. Et cette fois il ne manque rien. C'est tout le parcours, depuis les tableaux impressionnistes de 1903-1904 jusqu'aux derniers portraits de 1933-1934 (né à Kiev en 1878, le peintre est mort en 1935 à Leningrad), que l'on peut suivre enfin.

C'est l'œuvre entière, dont on ne connaissait à la rigueur que le radicalisme avant-gardiste des années 1915-1920, qui se révèle dans tous ses états, dans toutes ses dimensions, en retrouvant au peintre, au novateur, à l'inventeur d'une nouvelle abstraction, au théoricien, au fonctionnaire, à l'enseignant, au polémiste. A l'homme enfin, qui l'on connaît si mal, et à la logique complexe de son évolution. Celle-ci pose quantité de questions. On la savait problématique, mais peut-être pas à ce point. Problème des sources en amont du suprématisme, problème du contexte sociopolitique en aval. Problème de datation de certains tableaux supposés de la fin, mais qu'on ne sait pas où mettre tant ils sont analogues à certains de ceux des débuts, comme si Malevitch s'était ingénié à brouiller les pistes pour montrer qu'il était toujours le même à travers ses différents costumes.

L'exposition d'Amsterdam est remarquablement faite, il faut le souligner, tout en reconnaissant

qu'avec un matériel pareil il n'était pas très difficile de la réussir. Mais enfin, il y a des manières d'articuler les espaces et d'accrocher qui peuvent être nuisibles. Là, tout est bien, sauf peut-être cette salle au milieu de laquelle trône, sous une vitrine immense, la théorie suprématiste, tout de même un peu trop sacralisée. Le parcours, en soi passionnant, est très bien organisé. Strictement chronologique, il sait ménager ses effets de mise en scène pour préparer la montée du fameux Carré noir sur fond blanc de 1915 — dont il faut dire à l'occasion que, en fort pitoyable état, il n'est pas là et que c'est une réplique tardive par Malevitch lui-même qui le remplace, dans une loge spéciale où il est accroché haut, au-dessus de la tête, comme une icône dans son abside. Rien de cela n'est gratuit. La mise en scène est pleinement justifiée par la présence de documents, de dessins de costumes et d'esquisses pour la pièce *La Victoire sur le soleil*, une œuvre-manifeste d'avant-garde à la manière futuriste, qui scandalisa le tout Saint-Petersbourg, en 1913, et qui contenait déjà le Carré noir comme élément de subversion d'un spectacle dirigé contre la culture dominante : le soleil.

Quant à la suspension du Carré dans les hautes sphères, Malevitch l'a toujours voulu ainsi. C'est le principe de son œuvre. On peut d'ailleurs le voir, sur une photographie, accroché au-dessus du lit de mort de l'artiste, entre son autoportrait de 1934 et le portrait de sa femme, en donateurs de la Renaissance. Deux œuvres qui, comme bien d'autres des dernières années, ont de quoi nous plonger dans un abîme de perplexité.

De Malevitch, en Europe, on ne connaît à peu près rien que la période du suprématisme (et un peu ce qui le précède, un peu ce qui le suit), qui a fait l'objet de nombre d'études et d'approches serrées de spécialistes slavistes ayant beaucoup travaillé sur les écrits théoriques de l'artiste. Ce qui a certainement contribué au détachement de l'œuvre de tous

contingence terrestre. Elle s'y prête, bien évidemment, mais on n'est pas fâché de pouvoir constater par soi-même les opérations de dématérialisation, de désincorporation ou de réincarnation des formes dans l'espace des tableaux, dont on peut interroger la matière et la lumière à l'infini, au moins jusqu'à la cinquième dimension. La chair des tableaux, leur texture, est la base de tout. Aussi beaucoup de bêtises ont-elles été dites naguère à leur propos. Simplement parce qu'on ne les connaissait que par des reproductions incapables de restituer la vibration des formes, leur décollage du fond ou leur mouvement d'inscription dans le fond, rendus par un traitement en touches très actives, et non pas en aplats. Ces formes ne sont d'ailleurs jamais tout à fait régulières, cela ne se voit pas non plus forcément à la reproduction. La croix, le cercle et le carré noir, la trinité des signes vus de Leningrad et de Moscou, en sont un exemple particulièrement intéressant, car, avec les baguettes de bois des cadres qui ont joué, ce ne sont plus seulement les figures qui jouent avec le fond, mais aussi les tableaux avec le mur.

Un philosophe rêveur

Cette histoire de texture et de déstabilisation des formes a commencé très tôt à travers les étapes rapides de discussion et d'assimilation des courants picturaux nouveaux depuis l'impressionnisme, que le peintre a pu aborder par le biais des collections de Tchoukhine et Morozov, presque simultanément, après avoir placé d'emblée son projet pictural hors du champ naturaliste. Un de ses premiers tableaux connus, *La Fleuriste* (1903), nous le signale : la robe est déjà un grand aplat de rouge, alors que le reste est traité en touches impressionnistes ; quant au visage, nettement partagé en deux, il est bien plus que l'ombre portée du chapeau sur les joues. La luminosité des paysages de cette période, où les couleurs sont blanches, dans les verts, les roses et les bleus, contribue à créer un climat étrangement

irréel. Un peu plus tard (1906-1907), un petit tableau traité à la manière divisionniste produit un effet dynamique, presque autant que *la Fillette courant sur un balcon* de Balla. En 1908, trois baigneuses aux couleurs de Cézanne sont trois Grâces maniéristes dans des corps ectoplasmiques. En 1910, les deux sœurs qui s'embrassent le pas sont jumelles. Si tout Malevitch n'est pas déjà là, on est saisi de voir un à un se mettre en place les signes et les thèmes de son œuvre à venir.

L'étape du néo-primitivisme, où l'expressionnisme et le fauvisme se rejoignent pour scander le mouvement des figures de paysans — le baigneur à la silhouette d'un danseur de Matisse passé au rouge de la *Brücke* — est capitale. On est en 1911. L'année suivante, Malevitch s'y prendra autrement, en contenant les formes dans des cylindres aux couleurs métalliques qui font penser à Léger, mais il semble établi qu'il ne connaissait pas ce dernier et que ce travail de la couleur sur les volumes découle directement de Cézanne. Après quoi, c'est le cubisme synthétique qui passe à la casserole : une vache réalistement dessinée s'inscrit sur un violon, lui-même inscrit sur un carré blanc. Quant au portrait de l'ami Kliun, c'est un heaume de fer découpé à la scie qui révèle autour de l'œil des points de diamant. Il est emblématique, et surréaliste avant la lettre. Avec *l'Anglais à Moscou* les objets volent dans l'espace, mais dans la *Dame à la colonne d'effiches*, ce sont deux plans, un rose et un beige, qui y sont suspendus et font surface.

Tout est dans tout et inversement chez Malevitch. Le carré dans les images, les images dans le carré, le fond dans la surface, la surface dans le fond, le fragment dans l'indivision, l'unité dans la multiplicité. En 1915, le Carré rouge sur fond blanc porte aussi le titre de *Peinture réaliste d'une paysanne en deux dimensions*.

Il faudra s'en souvenir dans les derniers moments de l'œuvre, une fois passées les phases « constructives » consécutives à la révolution de 1917, qui donnent des objets et des modèles d'architectures — les *Architectures*, embouteillages compliqués de cubes qui font penser à des stations spatiales ou à des cathédrales. Malevitch, dont l'œuvre se déroule sous le sceau de la voyance d'un monde caché révélé, dont le suprématisme relève d'une quête de spiritualité ou d'un projet philosophique doublé d'un projet scientifique, persiste dans ses idées, et dans son idée de l'artiste, dont le rôle est bien plus d'ouvrir les voies, de théoriser, d'émettre des idées, que de fabriquer. Ce qui ne pouvait pas ne pas nuire à sa carrière de révolutionnaire travaillant à l'édification d'un monde nouveau, dans un contexte où commençaient à dominer les conceptions utilitariste et fonctionnaliste de la création artistique.

Tant que l'enseignement voudra bien de ce « philosophe rêveur », il pourra théoriser sur les couleurs et sur les formes — ce que l'on faisait aussi au Bauhaus



Kazimir Malevitch, Leningrad, 1925.

et en Hollande autour du Stijl. — travailler à l'élaboration d'une science de l'art et à la mise en perspective de son histoire. L'histoire de l'art ou sa propre histoire ? Il faut consulter les plans qu'il avait préparés pour son exposition de 1927 à Berlin. Elles sont significatives de ses grands pôles d'intérêt, de Cézanne aux icônes. On y voit par exemple comment il situe le cubisme : c'est une exposition d'objets et un violon ; le futurisme : c'est une ville en construction et des engins de guerre ; le suprématisme : une vue aérienne sur des champs.

Un suprématisme teinté d'aliénation

Et Malevitch, qu'on n'écouterait plus tellement, de réinvestir dans la peinture, de la ramener sur terre, en choisissant les champs, se souvenant probablement de ceux de son enfance à la campagne, son père travaillant dans une entreprise sucrière. De 1927 à 1933, il reprend le thème des paysans qu'il traitait au début des années 10. Après, il ne donnera plus que des portraits, les uns tendant vers un style réaliste, les autres vers un style néo-renaissant, pratiquant dans les deux cas l'amalgame d'éléments abstraits, et multipliant les signes, qui restent à interpréter. Les signes de moins en moins, sur lesquels il ne s'est pas expliqué.

Que penser de ces dernières années, qu'on ne peut absolument pas gommer, que l'on serait tenté de rejeter parce qu'on manque de critères pour les juger ? S'il s'agit bien d'un retour à des thèmes passés et à la figuration, peut-on parler de retour en arrière, de démission, de dégradation ? S'agit-il d'un fléchissement devant les mots d'ordre et les avancées du réalisme jusqu'à ce que celui-ci devienne une obligation, après 1932 ? Ou d'une forte

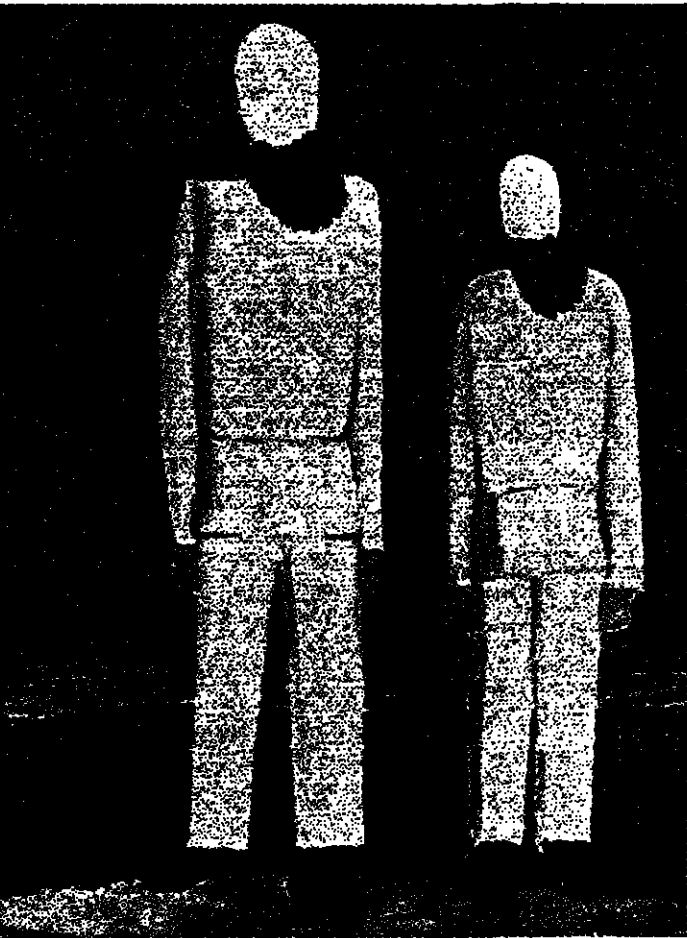
résistance à cette obligation, qui fournit au peintre l'occasion de nouvelles réflexions et de nouvelles expériences suprématistes à travers les figures prenant plus ou moins corps, ayant plus ou moins de consistance, plus ou moins de présence ? Il n'y a pas un tableau d'après 1927 qui ne nous saisisse par sa dose de mystère, de l'image des paysans, ressemblant très fort aux acteurs costumés de la *Victoire sur le soleil* et assimilables à des figures de jeux de cartes, à l'autoportrait en costume de la Renaissance. S'il s'agit bien d'un nouveau suprématisme, si l'on peut y retrouver sous d'autres formes les mêmes signes et symboles, des images de trinité aux maisons qui sont des carrés rouges (image de la femme), ce suprématisme-là donne des signes d'aliénation : depuis les bras coupés jusqu'aux visages, des visages coupés en deux, musées, dépersonnalisés, traités comme une bonie, comme un ovale ou comme une tête couverte d'une cagoule dans la *Barbe éventuellement s'écaille*.

Si tous ces cas de figures « monumentales » sur fond de bandes de couleurs saturées donnent beaucoup à penser à l'homme Malevitch, à sa solitude, à son désir de s'inscrire dans l'histoire de l'art, et dans l'histoire, faite de pouvoir envisager un avenir de l'art sous le sceau du suprématisme, ils invitent aussi à considérer la tenue de la peinture. A ce propos les Hollandais ont bien joué, qui ont placé dans les parages des *Compositions* de Mondrian strictement ordonnées — avec lesquelles elles entrent en connivence, c'est à n'en pas douter.

GENEVIÈVE BREERETTE.

(1) Le Monde du 10 janvier 1989.

* Kazimir Malevitch (1878-1935). Stedelijk Museum, Amsterdam. Jusqu'au 29 mai.



Deux figures masculines, 1928-1932.

Tribulations d'une collection

Le Stedelijk Museum d'Amsterdam doit sa collection de vingt-huit peintures et sept gouaches de Malevitch à W. Sandberg, qui a été le premier grand patron du musée. Celui-ci a réussi, en 1956, à acheter en Allemagne les œuvres que le peintre avait sorties d'Union soviétique en 1927, pour une exposition à Varsovie et à Berlin. Il était reparti en les laissant sur place, espérant qu'elles iraient dans d'autres villes. L'architecte Hugo Haring, un des organisateurs de l'exposition berlinoise, en eut la charge,

et c'est chez lui que W. Sandberg les a trouvées.

Mais entre-temps la collection avait circulé, et quelque peu déformée. Elle avait été mise en dépôt et exposée au Musée de Hanovre, puis dérobée au regard des nazis. Alfred Barr, le créateur du Musée d'art moderne de New-York, l'y avait cependant découverte, en 1935, lorsqu'il rebattait pour son exposition « Cubisme et art abstrait ». Il avait négocié le passage d'un choix d'œuvres aux Etats-Unis, et en avait profité pour en acheter quelques-unes pour le

musée, qui traversaient l'Atlantique roulées dans son parapluie. Il n'était pas question de les laisser retourner dans l'Allemagne hitlérienne où elles risquaient d'être détruites.

Surveillée par les autorités nazies, Alexander Dornier, le conservateur du Musée de Hanovre, ne savait plus que faire de l'ensemble très conséquent qui lui restait. Il la rendit à Hugo Haring, qui se réfugia dans sa ville natale de Biberach, en 1943, avec son précieux dépôt. C'est celui-ci qui fut acheté en 1956 par le Stedelijk Museum. G. B.

AUBERVILLIERS GROUPE TSE

UNE FAMILLE UNIQUE, DROLE, EMOUVANTE...

FAMILLE D'ARTISTES

Une comédie avec chansons de Kado KOSTZER et Alfredo ARIAS au rythme de la musique argentine d'Astor PIAZZOLLA

Mise en scène Alfredo ARIAS

LA DERNIERE CREATION DU GROUPE TSE!

THEATRE DE LA COMMUNE

2, rue Edouard Poisson 93300 AUBERVILLIERS

Location 483467 67 et FNAC

13 57 12 11

21 février-18 mars

Alice

de Nathalie Schmidt très librement inspiré de Lewis Carroll

THEATRE DE LA BASTILLE

Alpha France

que

GALERIE KATIA CRANOFF

LES CATHEDRALES

15 MARS

Vernissage le 16 mars

HEURTAUX

QUATRE 1912

MOULIN ROUGE

FORMIDABLE

1912

DES FRANÇAISES

Claire LACOMBE
Berty ALBRECHT
de Michèle FABIEN
sur une idée originale
de Laurence FEVRIER
MISE EN SCÈNE
LAURENCE FEVRIER
Jusqu'au 29 Mars 1989
C.A.C. LES GEMEAUX
49, av. G.-Clemenceau
92330 SCEAUX
46 61 36 67



THEATRE
DE GENNEVILLIERS
CENTRE DRAMATIQUE
NATIONAL
DIRECTION
BERNARD SOBEL
TELEPHONE 47 93 26 30

CRIMES

EXEMPLAIRES

DE MAX AUB
REALISATION
ROBERT GIRONES

LE

TABLEAU

DE VICTOR SLAVINE
SPECTACLE DE
JEAN-FRANÇOIS LAPALUS
ET
ALAIN RIMOUX

UNE SEULE SOIRÉE, DEUX
SPECTACLES D'UNE HEURE
DU 7 MARS AU 9 AVRIL

EXPOSITIONS

Centre Georges Pompidou

Place Georges-Pompidou (42-77-12-33).
T.L.J. de 10 h à 22 h, sam. dim.
et fêtes de 10 h à 22 h.

ACCROCHAGE DES COLLEC-

TIONS D'ART CONTEMPORAIN DU
MUSEE. Espace Nanson. Galeries
contemporaines. Entrée : 16 F. Jusqu'au
9 avril.

ERIK GUNAR SPILUND. Centre
d'information Cci. Entrée libre. Jusqu'au
17 avril.

HERBERT BUCKEL. Corps et espaces.
Fresque graphique, 1915-1931. Salle d'art
graphique, 4 étage. Entrée : 22 F. Jusqu'au
23 avril.

DE MATISSE A AUJOURD'HUI.
3 et 4 étages. Entrée : 22 F. Jusqu'au
31 décembre.

KINOPAPIER. Papiers sculptés,
papiers marqués de Christian Burt
Eisner. Atelier des enfants. Entrée libre.
Jusqu'au 15 avril.

SUR LE PASSAGE DE QUELQUES
PERSONNES. A travers une scène
compte temps, Simultanéisme 1957-1972.
Galeries contemporaines. Entrée : 16 F.
Jusqu'au 9 avril.

LE SYMBOLE FRANCE - JAPON.
Un symposium de la communication. Centre
d'information Cci. Entrée libre.
Jusqu'au 27 mars.

JEAN TINGUELY. 1954 - 1987.
Grande galerie - 3 étages. Entrée : 30 F.
Jusqu'au 27 mars.

MARGUERITE YOURCENAR. Le
dossier voyage, photographies de Carles
Freix. Galerie de la B.P.I. Entrée libre.
Jusqu'au 3 avril.

Musée d'Orsay
1, rue de la Harpe (40-49-48-14). Mer.
ven. sam. dim. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé
le dimanche.

L'APRÈS-MIDI D'UN FAUNE :
MALLARMÉ, DEBUSSY, NINISKY.
Exposition-décor. Entrée : 23 F. (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE CARPEAUX.
Exposition-décor. Entrée : 23 F. (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

LA DANSE DE JOSEPH BERNARD.
Exposition-décor. Entrée : 23 F. (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 22 mai.

DESSINS DE FONT-AVEN. Entrée :
23 F. (billet d'accès au musée). Jusqu'au
21 mai.

FAUL-EMILE MOT : VOYAGE
A TARTI ET AUX ILES MARQUÉES.

Reproduction-décor. Entrée : 23 F. (billet

d'accès au musée). Jusqu'au 23 avril.

UNE ICONE RÉPUBLICAINE. ROU-
GET DE L'ISLE CHANTE LA MAR-
SEILLAISE. Tableau de P. 1849.
Exposition-décor. Entrée : 23 F. (billet
d'accès au musée). Jusqu'au 7 mai.

Musée d'Art moderne

de la Ville de Paris
12, av. de New York (47-23-41-37). T.L.J.
de 10 h à 18 h 30, mar. jusqu'à
20 h 30.

LA VACHE DANS L'IMAGINAIRE
DE KRAGULY. Musée des Enfants.
Entrée : 15 F. Jusqu'au 30 mars.

Grand Palais

Av. W.-Churchill, pl. Clemenceau, av. Col-
Eliott.

GAUGUIN. Galeries nationales (42-89-
54-10). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Ferme-
ture des salons tous les jours à 19 h, mar. à
21 h. Nocturne mar. jusqu'à 22 h. Entrée :
35 F. Jusqu'au 24 avril.

MOI ET LES AUTRES. PORTRAITS
DE JACQUES-HENRI LARTIGUE.
(42-86-37-11). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 12 F. Jusqu'au 15 mai.

LA RÉVOLUTION FRANÇAISE ET
L'EUROPE. Galeries nationales (42-89-
54-10). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Nocturne
mar. jusqu'à 22 h. Entrée : 32 F. De
19 mars au 26 juin.

SALON DE MAL T.L.J. de 11 h à 19 h.
Entrée : 20 F. Jusqu'au 30 mars.

Cité des sciences

et de l'industrie
30, av. Carnot-Carlier (46-43-13-13).
Mar. ven. sam. dim. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 21 h 45, dim. de 9 h à 18 h. Fermé
le dimanche.

L'IMAGE CALCULÉE. Espace Claude
Bernard. Entrée : 30 F. (Cité Psa. donat
accès à toute la cité). Jusqu'au 27 août.

L'INVENTION DU TEMPS. Entrée :
30 F. (Cité Psa. donat accès à toute la
cité). Jusqu'au 27 août.

Musées

LES ACQUISITIONS PHOTOGRA-
PHIQUES DU FONDS NATIONAL
D'ART CONTEMPORAIN. Palais de
Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-
46-48). Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juin.

DE TEMPS EN TEMPS. Photogra-
phies de Martine Franck. Palais de Tokyo,
13, av. du Président-Wilson (47-23-46-48).
T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 12 F.
(entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-
1893). Musée d'Art, 85, rue du Cherche-
Midi (42-22-22-22). T.L.J. de 10 h à 18 h,
mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 17 F.
(10 F. dim.). Jusqu'au 20 mars.

LE MAURITIUS. La mémoire en-
gagée. Musée de la Marine, palais de Chaillot,
place du Trocadéro (42-22-22-22). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Du
17 mars au 11 septembre.

MODÈS ET RÉVOLUTIONS. L'ave-
nement de la mode et du costume de 1789 à
1989. Musée de la Mode et du Costume,
Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie
(47-20-85-23). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

LE MUSEE DU MUSEE. REVOLU-
TIONNAIRE. La mémoire du ciel de la
plaque photographique aux techniques
spatiales. Palais de la Découverte, belon
de la salle 5, av. Franklin Roosevelt (42-22-
16-65). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 3 septembre.

NAISSANCE DE LA SOUVERA-
INETÉ NATIONALE. Archives nationales,
hôtel de Rohan, 37, rue de Valenciennes
(42-77-11-30). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 12 F. (dim. 6 F.). Jusqu'au 30 avril.

L'OEIL DE LA LETTRE. Les supports
de la lettre et de la typographie. Palais de
Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-
46-48). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée :
25 F. (compréhension l'ensemble des
expositions). Jusqu'au 27 mars.

L'ORDRE DE MALTE ET LA
FRANCE. Musée national de la Mémoire
d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel
de Sully, 2, rue de la Harpe (45-25-
16-16). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 mars.

CLAUDE FERRAULT (1613-1689)
OU LA COURTOISE D'UN CLASSI-
QUE. Celine vénéral, 63, rue de Valenciennes
(42-77-11-30). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 avril.

TREZORS D'ORFÈVRE GALLO-
ROMAINS. Musée du Luxembourg,
19, rue de Valenciennes (43-34-25-95). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 25 F. sam. : 16 F. Jusqu'au
25 avril.

UN VILLAGE AU TEMPS DE
CELALEMAINE. Musée national des
arts et traditions populaires, 6, av. de
Malesherbes (40-67-90-00). T.L.J. de 10 h
à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 14 F.
dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de
photographies de sports, sportifs et specta-
teurs. Palais de Tokyo, 13, av. du
Président-Wilson (47-23-46-48). T.L.J. de
10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. (compré-
hension l'ensemble des expositions). Jusqu'au
17 avril.

Centres culturels

AMSTERDAM ART. Curie Thomas
Hervé (1888 - 1964) quand le monde
était différent. 121, rue de Lille (47-
05-45-59). T.L.J. de 10 h à 18 h. Du
15 mars au 15 mai.

HENRI CARTIER-BRESSON. Des-
cend, 1966-1989. Ecole nationale supé-
rieure des beaux-arts, chapelle des Petits
Augustins - 14, rue Bonaparte
(42-86-37-11). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au
17 mars.

CENT-CINQUANTENNAIRE D'UN
GRAND COLLECTIONNEUR. Mon-
sieur Coppeny aux champs et à la ville.
Rue des Arts, 101, rue Rambuteau (42-
34-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au
14 mai.

GASTON CHAÏSSAC. Fondation
Monsieur Coppeny, 34, av. de New York (47-
23-46-48). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Du
15 mars au 6 mai.

L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES.

Insolite du monde arabe, salle d'actualité
23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.L.J.
de 10 h à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au
2 avril.

FEDERICO FELLINI, TONINO

GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Des-
cend, Institut culturel italien à Paris, hôtel
de Galliffet, 50, rue de Valenciennes (42-22-
12-78). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée :
15 F. (dim. : 8 F.). Jusqu'au 21 mai.

ARTS IMPRIMERIE. AFFICHES.

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis
(42-46-13-09). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 avril.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVO-

LUTION. Intégration dans les collections
du Musée national des Techniques. Musée
national des Techniques, 270, rue Saint-
Martin (40-27-25-75). T.L.J. de 10 h à 18 h,
mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 10 F. (jeu-
ni le dim.). Jusqu'au 31 août.

AU-DELA DES HASARDS. André
Lévy-Gauthier, ethnologue et photogra-
phe. Musée de l'Homme, palais de Chaillot,
place du Trocadéro (45-33-70-60). T.L.J. de
10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée :
25 F. (billet donnant accès à la
visite au musée). Expo. seule : 20 F.
Jusqu'au 1^{er} septembre.

LE BICENTENAIRE A LA MON-
NAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie,
11, quai Conti (40-46-56-56). T.L.J. de 10 h
à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 18 F.
(dim. T.L.J. : 10 F.). Jusqu'au 15 mai.

CACERES. Photographes 1987 - 1988.
Musée des Arts décoratifs, galerie d'acces-
sibilité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 mai.

COSTUMES HISTORIQUES
RUSSES 1780 - 1914. De la collection du
musée de l'Érudition de Leningrad. Musée
Jacques-André, 158, bd Haussmann
(42-89-04-91). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai.

COUP DE VOYAGE OU L'ART À LA
LEITRE. Cent artistes et écritures.
Musée de la Poste, galerie du Monnaie,
34, bd de Valenciennes (43-20-15-30). T.L.J. de
10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25
mars.

DANTAN JEUNE. CARICATU-
RES ET PORTRAITS SCULPTÉS
DE L'ÉPOQUE ROMANTIQUE. Maison de
Baudouin, 47, rue Raymond (40-24-51-48).
T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juin.

DE TEMPS EN TEMPS. Photogra-
phies de Martine Franck. Palais de Tokyo,
13, av. du Président-Wilson (47-23-46-48).
T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 12 F.
(entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-
1893). Musée d'Art, 85, rue du Cherche-
Midi (42-22-22-22). T.L.J. de 10 h à 18 h,
mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 17 F.
(10 F. dim.). Jusqu'au 20 mars.

LE MAURITIUS. La mémoire en-
gagée. Musée de la Marine, palais de Chaillot,
place du Trocadéro (42-22-22-22). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Du
17 mars au 11 septembre.

MODÈS ET RÉVOLUTIONS. L'ave-
nement de la mode et du costume de 1789 à
1989. Musée de la Mode et du Costume,
Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie
(47-20-85-23). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

LE MUSEE DU MUSEE. REVOLU-
TIONNAIRE. La mémoire du ciel de la
plaque photographique aux techniques
spatiales. Palais de la Découverte, belon
de la salle 5, av. Franklin Roosevelt (42-22-
16-65). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 3 septembre.

NAISSANCE DE LA SOUVERA-
INETÉ NATIONALE. Archives nationales,
hôtel de Rohan, 37, rue de Valenciennes
(42-77-11-30). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 12 F. (dim. 6 F.). Jusqu'au 30 avril.

L'OEIL DE LA LETTRE. Les supports
de la lettre et de la typographie. Palais de
Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-
46-48). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée :
25 F. (compréhension l'ensemble des
expositions). Jusqu'au 27 mars.

L'ORDRE DE MALTE ET LA
FRANCE. Musée national de la Mémoire
d'Honneur et des ordres de chevalerie, hôtel
de Sully, 2, rue de la Harpe (45-25-
16-16). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 19 mars.

CLAUDE FERRAULT (1613-1689)
OU LA COURTOISE D'UN CLASSI-
QUE. Celine vénéral, 63, rue de Valenciennes
(42-77-11-30). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 30 avril.

TREZORS D'ORFÈVRE GALLO-
ROMAINS. Musée du Luxembourg,
19, rue de Valenciennes (43-34-25-95). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 25 F. sam. : 16 F. Jusqu'au
25 avril.

UN VILLAGE AU TEMPS DE
CELALEMAINE. Musée national des
arts et traditions populaires, 6, av. de
Malesherbes (40-67-90-00). T.L.J. de 10 h
à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 14 F.
dim. : 9 F. Jusqu'au 30 avril.

VISIONS DU SPORT. Cent ans de
photographies de sports, sportifs et specta-
teurs. Palais de Tokyo, 13, av. du
Président-Wilson (47-23-46-48). T.L.J. de
10 h à 18 h 30. Entrée : 25 F. (compré-
hension l'ensemble des expositions). Jusqu'au
17 avril.

Centres culturels

AMSTERDAM ART. Curie Thomas
Hervé (1888 - 1964) quand le monde
était différent. 121, rue de Lille (47-
05-45-59). T.L.J. de 10 h à 18 h. Du
15 mars au 15 mai.

HENRI CARTIER-BRESSON. Des-
cend, 1966-1989. Ecole nationale supé-
rieure des beaux-arts, chapelle des Petits
Augustins - 14, rue Bonaparte
(42-86-37-11). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au
17 mars.

CENT-CINQUANTENNAIRE D'UN
GRAND COLLECTIONNEUR. Mon-
sieur Coppeny aux champs et à la ville.
Rue des Arts, 101, rue Rambuteau (42-
34-50). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 20 F. Jusqu'au
14 mai.

GASTON CHAÏSSAC. Fondation
Monsieur Coppeny, 34, av. de New York (47-
23-46-48). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Du
15 mars au 6 mai.

L'EGYPTE DES PHOTOGRAPHES.

Insolite du monde arabe, salle d'actualité
23, quai Saint-Bernard (40-51-38-38). T.L.J.
de 10 h à 18 h 30. Entrée libre. Jusqu'au
2 avril.

FEDERICO FELLINI, TONINO

GUERRA, FLAVIO NICCOLINI. Des-
cend, Institut culturel italien à Paris, hôtel
de Galliffet, 50, rue de Valenciennes (42-22-
12-78). T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée :
15 F. (dim. : 8 F.). Jusqu'au 21 mai.

ARTS IMPRIMERIE. AFFICHES.

Musée de la publicité, 18, rue de Paradis
(42-46-13-09). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 18 F. Jusqu'au 24 avril.

LES ARTS ET MÉTIERS EN RÉVO-

LUTION. Intégration dans les collections
du Musée national des Techniques. Musée
national des Techniques, 270, rue Saint-
Martin (40-27-25-75). T.L.J. de 10 h à 18 h,
mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 10 F. (jeu-
ni le dim.). Jusqu'au 31 août.

AU-DELA DES HASARDS. André
Lévy-Gauthier, ethnologue et photogra-
phe. Musée de l'Homme, palais de Chaillot,
place du Trocadéro (45-33-70-60). T.L.J. de
10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée :
25 F. (billet donnant accès à la
visite au musée). Expo. seule : 20 F.
Jusqu'au 1^{er} septembre.

LE BICENTENAIRE A LA MON-
NAIE DE PARIS. Hôtel de la Monnaie,
11, quai Conti (40-46-56-56). T.L.J. de 10 h
à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 18 F.
(dim. T.L.J. : 10 F.). Jusqu'au 15 mai.

CACERES. Photographes 1987 - 1988.
Musée des Arts décoratifs, galerie d'acces-
sibilité, 107, rue de Rivoli (42-60-32-14). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 20 F. Jusqu'au 21 mai.

COSTUMES HISTORIQUES
RUSSES 1780 - 1914. De la collection du
musée de l'Érudition de Leningrad. Musée
Jacques-André, 158, bd Haussmann
(42-89-04-91). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 35 F. Jusqu'au 31 mai.

COUP DE VOYAGE OU L'ART À LA
LEITRE. Cent artistes et écritures.
Musée de la Poste, galerie du Monnaie,
34, bd de Valenciennes (43-20-15-30). T.L.J. de
10 h à 18 h. Entrée : 10 F. Jusqu'au 25
mars.

DANTAN JEUNE. CARICATU-
RES ET PORTRAITS SCULPTÉS
DE L'ÉPOQUE ROMANTIQUE. Maison de
Baudouin, 47, rue Raymond (40-24-51-48).
T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30.
Entrée : 15 F. Jusqu'au 10 juin.

DE TEMPS EN TEMPS. Photogra-
phies de Martine Franck. Palais de Tokyo,
13, av. du Président-Wilson (47-23-46-48).
T.L.J. de 10 h à 18 h 30. Entrée : 12 F.
(entrée du musée). Jusqu'au 27 mars.

JULES-ELIE DELAUNAY (1828-
1893). Musée d'Art, 85, rue du Cherche-
Midi (42-22-22-22). T.L.J. de 10 h à 18 h,
mar. de 10 h à 19 h 30. Entrée : 17 F.
(10 F. dim.). Jusqu'au 20 mars.

LE MAURITIUS. La mémoire en-
gagée. Musée de la Marine, palais de Chaillot,
place du Trocadéro (42-22-22-22). T.L.J.
de 10 h à 18 h, mar. de 10 h à 19 h 30. Du
17 mars au 11 septembre.

MODÈS ET RÉVOLUTIONS. L'ave-
nement de la mode et du costume de 1789 à
1989. Musée de la Mode et du Costume,
Palais Galliera, 10, av. Pierre-I-de-Serbie
(47-20-85-23). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 25 F. Jusqu'au 7 mai.

LE MUSEE DU MUSEE. REVOLU-
TIONNAIRE. La mémoire du ciel de la
plaque photographique aux techniques
spatiales. Palais de la Découverte, belon
de la salle 5, av. Franklin Roosevelt (42-22-
16-65). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar. de 10 h
à 19 h 30. Entrée : 15 F. Jusqu'au 3 septembre.

NAISSANCE DE LA SOUVERA-
INETÉ NATIONALE. Archives nationales,
hôtel de Rohan, 37, rue de Valenciennes
(42-77-11-30). T.L.J. de 10 h à 18 h, mar.
de 10 h à 19 h 30. Entrée : 12 F. (dim. 6 F.). Jusqu'au 30 avril.

L'OEIL DE LA LETTRE. Les supports
de la lettre et de la typographie. Palais de
Tokyo, 13, av. du Président-Wilson (47-23-
46-48

MUSIQUE

Opéra

ATHÉNÉE - LOUIS - JOUVET (47-42-67-27). « Les Amants magnifiques », J. Molière, 8 avril, 20 h 30, ven., jén., sam., 19 h, mar. Comédie-vallée de Moïzès et Lully. Mises en scène Jean-Luc Paffes. Chor. Christine Bayle. Avec C. Jacquemard, A. Siqueland, G. Roumizun, M. Vasseur, J.-L. Gouin.

PENICHE OPÉRA (42-45-18-20). « Nuits et les Conditions ambuleuses », jusqu'au 16 avril, 21 h, jen., ven., sam.; 17 h, dim. On « se lève en révolution ». Mises en scène Michel Bénézet. Répertoire : Darius Milhaud, Denise Leclercq, Musique de Patricio, Delavay et Deverlaine. Avec A. Bardet, C. Dane (opéra), P. Danalis, F. Buisson, Y. Vittori, M. Versare (chorus).

THÉÂTRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-26-37). « Guillaume Tell », jusqu'au 31 mars, 19 h, ven., sam.; 17 h, dim. Opéra en quatre actes. Musique de Rossini. Livret de VJF de Joy, H.F.B. Mises en scène François Lévy Piczi. Dir. Mus. Pierre Olivi. Chor. F. Vilinski. Orchestre national de France. Chœurs et ballet de l'Opéra de Nice. Avec J. Van Dam, J.-P. Courtis, J. Wells.

Opérette

ELDORADO (42-49-60-27). « Rêve de Viennese », 14 h 30, mar., jen., sam., dim.; 20 h 30, sam. Opérette viennoise en deux actes de Francis Lopez. Avec Marie-Françoise Lenoir (Mamie), J. Simon. F. Linel, J. Andrieux, A. Boulme, M. Mayeux. Chor. Martine Borzeaux, avec des Ballets tziganes. Grand orchestre de Eldorado, dir. Guy Metz.

Comédie musicale

MARENGO (45-08-95-57). Starmen, jusqu'à fin mai, 21 h, mer., jeu., ven., sam.; 19 h, dim. Opérette viennoise en deux actes. Mises en scène de Michael Berger et Luc Plamondon. Livret L. Plamondon. Musique M. Berger, avec Christine Sola, Catherine Feltus, Juliette Veronèse, Louis Groch, Richard Grogg, Wenz, Claude Moureau, Renaud Hanon, Sabrina Loy.

PALAIS DES SPORTS (42-28-40-90). Holiday en lice, jusqu'au 30 avril, 14 h, mar.; 15 h, mer.; 17 h 30, sam.; 20 h 30, ven., mar.; 21 h, sam.: « Le Tour du monde en quarante jours » de Jules Verne. Avec Daniel Beaufort, Jean-Pierre Laroche, René

Danse

ARCA. ASSOCIATION RECHERCHE CORPORALE ARTISTIQUE (42-43-44). Compagnie de Paris. Salle de la papeterie. Jusqu'à h 20, h 30, j'en., « Les Yeux ouverts ». Chor. Sylvie Tortu.

CENTRE GEORGES-POMPIDOU (42-43-44-45-47). GRUPO, jusqu'à 24 mars, h 19, j-en., « L'Esprit du monde », recherche chorégraphique de l'Opéra de Paris. « Filice », chor. Claude Brumachon ; « Cin, ronge, pait et passe », chor. Florence Leclercq ; « Passage de l'harcé blanc », chor. Stéphane Aubin. Grande salle, premier sous-sol.

CENTRE MANDAPA (45-89-01-60). Ensemble Mandapa, h 20 h 30, ven., sam.; avec Kati Eugener (ney), Danos et musiciens sanses.

• Zhang Xiao Zheng, h 20 h, mar.; Chor Shui-Chen (pipa), Danos et musiciens de la Chine mandarine.

DEUXIÈME THÉÂTRE (42-36-47-47). Compagnie Koboko Ono Bim, h 20 h 30, mer., jeu., ven., sam.; 16 h, dim. (décro.); « La Famille du peintre », chor. Catherine Contout, avec E. Sloy-C. Berges, C. Contout; V. Favard, P. Vernay, Première partie : Marie-Laure Dumas.

• Bright's Assouline, jusqu'à 16 mars, h 20 h 30, mar.; « Fuyages », chor. R. Assouline, avec C. Gérard, C. Didier, J. Cayrolle. Première partie : le Théâtre Nadjia.

OPÉRA DE PARIS, Palais Garnier (47-42-53-71). « La Belle au bois dormant », 14 h 30, dimanche; 20 h 30, mar.; 19 h 30, ven., 17 h, dim. Ballet en deux actes d'après le conte de Perrault, musique de Tchaïkovski, chor. et mise en scène Rodion Nouriziev dir. Jean Pierre Foumellier, Vallo Pina, J. F. Clère, I. Gofira, C. Jude, L. Hilaire, 3 h 30.

THÉÂTRE DE LA BASILLIÈRE (42-57-42-14). Catherine Divryra, 21 h, ven., sam., 17 h, dim. Ballet en deux actes de R. Ayat Faridgen, T. Bao, B. Monser, R. Quaglia.

THÉÂTRE DU BEL AIR (45-77-60-64). Marcossine Vouss, jusqu'à 23 mars,

20 h 30, mm., dm., chm., mar.: « Danse évolutions », chor. M. Vancan.

Musico-Hall

BOUFFES PARISIENS (42-96-60-24).
Les lundis du rire, 20 h 30, m.: Jaco-Marie Maddaloni, les Sardoules, Serge Rieunier, Fabien Kasher, Marina Roudine, Gaudin : God Marini, parrainés par Tom Novembre.

CAFÉ DE LA DANSE (45-08-57-22).
Jeux de la tribu, 20 h, mcr., jca.: Voix parlées, chorégraphies, choristes.
« Je ne suis pas un homme », mcr., jca.: White Bird, jusqu'en 22 mm., 20 h, mcr.: avec Taloré Elias, Miguel Horcine. Première partie : Jacinta.

CAVEAU DES GUEULETTES (43-54-34-57).
« Je ne suis pas un homme », 21 h, mcr., jca.: ven., sam., lun., mar.: Chomons à la carte tous les soirs.

DEJAZET-TLP (42-74-20-50). Les Caracoles fous, 21 h, mcr., jca.: ven., sam., lun., mar.: Les Caracoles de la chanson française du Caire - Revue musicale en quatre actes.

L'ESPACE EUROPÉEN (42-68-10-86).
Tom Gaidoun, jusqu'en 15 avril, 20 h 30, ven., sam., mar.

ESPACE LASER 3 (48-74-36-31). Stéphane Varlégué, André Allouvinis, 20 h 15, mcr.: 1979, poèmes ou lyriques.

MOVIES (42-74-14-22). Georgia, jusqu'en 25 avril, 19 h 30, jca.: ven., sam.: J.-P. Rémy (n.), J.-L. Guilhem (basse). « Une vie ».

OLYMPIA (42-61-82-25). Véronique Sanson, jusqu'en 26 mars, 20 h 30, mar., jca.: ven., sam.: 16 h 30, mar.

SENIER DES HAÏLLES (42-36-57-27). Ravel Campuz, Nicolas Nettoreu, Nicolas Vassal, jusqu'en 8 avril, 18 h 30, mar., jca.: ven., sam., mar.

THÉÂTRE DU JARDIN (41-47-77-86). Banc d'essai des jeunes talents, 20 h 30, mar.: Concerts d'ensembles vocaux.
« Les Grims ». Deuxième partie : Alain Leprieux.

TOURTOUR (48-57-82-48). Meison Lendowski, jusqu'en 1^{er} avril, 22 h 15, mcr., jca.: ven., sam., mar.

Comédie musicale

MARKING (45-08-35-977). *Sarmiento, Jean* (né vers 21 mars 1938, rue van-sant, mar.; 16 h. dim.; Opéra rock en deux actes). Mise en scène de Michael Berger et Luc Plamondon. Livret L. Plamondon. Musique M. Berger, avec Marjorie Sarmiento, L. Plamondon, J. Plamondon, Groulx, Richard Groulx, Wozniak, Claude Moutreux, Renald Gagnon, Sabrina Roy.

PALAIS DES SPECTACLES (42-28-40-00). *Holiday on Ice, jusqu'au 30 avril*, 14 h 15, samedi, dim.; 15 h, mar.; 17 h, 17 h 30, ven.; 19 h, sam.; 20 h, dim.; 21 h, mar.; 22 h, ven.; 23 h, sam.; « Le Tour du monde en quatre-vingt jours », d'après Jules Verne, mise en scène Jérôme Savary, chr. David Baker.

THÉÂTRE DE PARIS (42-89-09-30). *Carte, jusqu'en 1990*, 20 h 30, mar.-jeu., ven., sam., mar.; 15 h, mar.; 14 h, dim.; 17 h 30, dim.; d'après T.S. Eliot, mise en scène et chr. Gillian Lynne, dir. musical Peter Moritz, musique de Andrew Lloyd Webber.

**Nonreuve, dir. mons. Patrick Foucaillier,
Vello Pêlan, avec F. Clere, I. Gœdlin,
C. Judo, L. Hilaire, 3 h 30.**
**THÉÂTRE DE LA BASTILLE (43-57-
42-14).** Catherine Deneuve, 21 h, ven-
sam. ; 17 h, dim. : « Fragment », avec
L. Ayra Perdiges, T. Bac, R. Montre,
R. Quaglio.
MARQUAIS DU BEL AIR (45-77-60-64).
MARCUSIA VOSSAN, jusqu'au 23 mars,

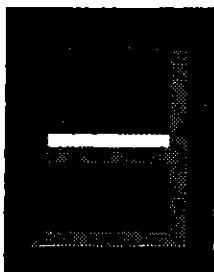
Vendredi. Jaquequin 8 avril, 18 h 30, mer.,
jou. ven., 8 avr., mer.

THEATRE DU JARDIN (47-67-77-86).
Banc d'essai des jeunes talents, 20 h 30,
mer. : Concours d'ensembles vocaux.
Chantal Grima. Deuxième partie :
Alain Lepaux.

TOURNEFOL (46-47-82-48). Mireux Lan-
douard, jaquequin 1^{er} avril, 22 h 15, mer.,
jou. ven., 8 avr., mer.

1^{er} COLLOQUE SUR L'HISTOIRE DU MECENAT de l'Antiquité au XXI^e siècle

sous la présidence de Marcel BOITEUX
avec André CHASTEL, Membre de l'Institut
Georges DUBY, de l'Académie Française
Pierre GRIMAL, Membre de l'Institut
Jean HAMBURGER, de l'Académie Française
Michel SERRES, Philosophe
et
Régine DEFORGES, Jean DORST, Jean-Pierre LABRO et Jacques RIGAUD
Débats dirigés par Jean-Marie CAHADA
à partir de 14 heures
au
Palais de Tokyo
23, avenue du Président Wilson
75016 PARIS




FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE

FONDATION ELECTRICITE DE FRANCE.

Inscriptions et invitations à retirer: au secrétariat du Colloque
33, avenue Mac-Mahon - 75017 PARIS - Tél.: (1) 42.67.71.40

8 NOMINATIONS AUX OSCARS
MEILLEUR FILM • MEILLEUR RÉALISATEUR : BARRY LEVINSON • MEILLEUR ACTEUR : DUSTIN HOFFMAN
D U S T I N H O F F M A N T O M C R U I S E



UN FILM DE BARRY LEVINSON

RAIN MAN

UNITED ARTISTS PRÉSENTE
UNE PRODUCTION CLIPSE PICTURES COMPANY

MUSIQUE DE HANS ZIMMER · CHEF DÉCORATEUR IDA RANDOM

DIRECTEUR DE LA PHOTOGRAPHIE JOHN SEALE, A.C.S. - CO-PRODUCTEUR GERALD R. MOORE
PRODUCTEURS EXÉCUTIFS PETER GUBER ET JON PETERS - HISTOIRE DE BARRY MORROW
SCÉNARIO DE RONALD BASS ET BARRY MORROW - PRODUIT PAR MARK JOHNSON

COOPÉRATIVE DE RÉALISATEURS : BARRY LEVINSON, MICHAEL W. PROFFER, MARK JOHNSON
RÉALISÉ PAR BARRY LEVINSON
UN FILM UNITED ARTISTS DISTRIBUÉ PAR UNITED INTERNATIONAL PICTURES

© 2010 THE AUTHOR
JOURNAL COMPILATION © 2010 BLACKWELL PUBLISHING LTD

[illegible]

Concerts

[illegible][illegible]

SALLE FRANÇOIS-POUILLEZ (169).
Le Concerto en Mi-majeur de Beethoven,
Boscher, 20 h 30, mar., ven., Sopranos.
Mise en scène Albert Nussin dir. Jean-
Dominique Patry. Divertissement baroque.
Œuvres de Caldara, Gluck. Tâche-
point. Téléphone : 45-78-11-07.

SALLE GAVEAU (P) (45-93-05-07).
Ensemble orchestral de Paris, 20 h 30, je.
Dir. Armin Jordan, Paul Bonifai
(cello), Œuvres de Theklaeman, Mozart,
Haydn, Tchaïkovski, 20 h 30, mar.
Christine Meyer (piano). Œuvres de
Cordeselli, Brahms, Smetana, Paganini.
Franz Liszt « Elsie Kunze », 20 h 30, ven.
Dir. Georges Tournier, 20 h 30, mar.
Villa-Lobos. Dans le cadre du VIF, Festival
International de la guitare.
« Concerto Pastoral », 17 h 45, dim. Dir.
Georges Tournier, 20 h 30, mar.
Berlioz, Beethoven... — Miguel Proenza,
20 h 30, lin. Piano. Œuvres de Mozart,
Brahms, Villa-Lobos... — Quatuor de
Mozart, 20 h 30, mar. Œuvres de
Mozart, Geršwin, Naxos, Baroque.

SALLE FLEYEL (F) (45-63-88-73).
Orchestre et chorale Paul Bonifai, 20 h, mar.
« Les Chœurs de l'Opéra de Paris ».
« Burlesque » de Carl Orff... — Concerts
Lamoureux, 15 heures, jeu. Frédéric
Lagarde (piano). Œuvres de Chopin,
Schubert, Liszt, 20 h 30, mar.
Boulez, 20 h 30, ven. Piano. Œuvres de
Mozart, Schumann, Chopin, Poulenc... —
Concerts Lamoureux, 17 h 45, dim. Dir.
Jos Maria, P. Dwyson, O. Clavier,
V. Koffman. Œuvres de Beethoven,
Tchaïkovski... — Marcio Andradé, Orchestre
Paul Kuntz, 20 h 30, lin. Trip.
Œuvres de Mozart, Hummel, Tann.
Renaud, 20 h 30, mar. Orchestre de
Paris, 20 h 30, mar. Dir. Theodore Gusch-
bach, Raphael Ort (viol.) Œuvres de
Kodaly, Bruma, Schubert.

SAC STURDI (H) (45-73-74-47). Agnès
Barnaud, 20 h 30, mar. Œuvres de
Chopin, 20 h 30, mar. Œuvres de
Œuvres de Corbin, Bach, Rameau,
Scurati.

TEMPLE SAINT-JEAN (P). Opéra
de Montmartre, 20 h 30, lin. Dir. Jean-
Michel Allard. Œuvres de Monverdi,
Le Jeune.

THÉÂTRE GREVIN (P) (42-46-84-87).
Colette Allio-Lugay, Marine Roche,
20 h 30, lin. Soprano, claviers, cello.
« L'opéra de la Bastille ». Mise en scène
à la Vanille des dix-septième et dix-huitième
siècles.

THÉÂTRE DU JARDIN (D) (46-67-
57-86). Hélène Darmon, Natalie Lenoir,
Nathalie Lenoir (cél.), Jacques Lenoir (violin),
piano, violon. Œuvres de Beethoven,
Brahms, Faure.

THÉÂTRE RENAUD-BARRAULT (F)
(42-56-08-00). Jean-Pierre Collard,
Jean-Pierre Collard, 20 h 30, lin. Piano.
Œuvres de Mozart, Brahms.

THÉÂTRE DE LA VILLE (A) (42-74-
22-77). Abdel Aziz El Mabarak.
Jusqu'en 25 mars, 20 h 30, lin. Musique

TOUITOURT (O) (48-87-42-98). Paul
Le Pennoy, Guy Paris, Jusqu'en 1er avril.
19 h, mar., jeu., ven., sam. Accordée.
Œuvres de Bach, Purcell, Weyl.
Rock

AU GRAND REZ (00-00-00-00). Stray
cats, 20 h 30, jeu. Lucio Dalla, 20 h 30,

[illegible][illegible]

les députés

**nouvelle
formule
largement
illustrée
12 pages**

Bibliothèque musicale Gustav Mahler.
M. Rubini / Engewand.

Théâtre Arthur Honegger.
Chœur des Krutts Niederrhein.

Cinéma, opéra, concerts classiques, rock, jazz, variétés, théâtre, danse, music-hall, expositions, design, architecture, modes... En France comme à l'étranger, les journalistes du *Monde* explorent en permanence l'actualité culturelle. La nouvelle formule du supplément « Arts et Spectacles » permet au lecteur de mieux faire ses choix devant cette abondance d'événements.

Six pages de cinéma : la critique de tous les films de la semaine, un choix d'enquêtes, d'interviews, de reportages, de portraits. Et dans chaque rubrique, renouvelée et étoffée, une sélection commentée, des conseils pratiques, tous les renseignements utiles à l'organisation de sa semaine et à la location de ses places.

Le Monde

22 h 45, ven. Avec Freddy Meyer. Pick-up, 22 h 45, sam.

CACAPAC FLEU (43-38-30-20). Wotf-pack, 23 h, jeu.

CAFÉ DE LA GARE (42-78-52-51). Marc Drouin, jusqu'à fin avril, 20 h à 15, mer., jeu., ven., sam., mar., : « Vis à vis » vin, grand vin, cordon rouge, 21 h, mer., jeu., samedi et Marc Drouin, avec Dolbie Stéfano, les Echabotes, les Beaux Blonds, 22 h, mer., jeu., ven., sam., mar.

CHATEAU DES LOMBARDS (43-57-24-24). Rock française, 17 h, dim. : Rock'n'roll et mambo.

LA CIGALE (42-23-38-00). Tosti Childs, 22 h, lun., mer.

CITY ROCK (43-58-53-09). The Box, 22 h 30, mer. Avec Freddy Meyer.

ELYSEE-MONTMARTE. Legendary Pink Dots, 20 h, jeu. D. Johns, 20 h, ven. Billy Cobham, 20 h, lun. Rock around the Clocks, 19 h, mer. Transpik rock des grandes écoles.

EXCALIBUR (48-04-74-22). Blanc nage, 21 h 30, ven. Des Lézards, 23 h, ven. Les Knap, 21 h, mer. Afro rock. Concert surprise, 23 h, mar.

GIBUS (47-00-78-83). Soirée Bat Movement, 20 h, mer. Le Chat d'Égypte, 21 h, mer. Filles, 22 h, mer. Les Femmes Metal Nights, 22 h, mer. : avec Transpik.

LOCOMOTIVE (42-57-37-37). Jiveous Quartet, 1 h, jeu. Suisse. The Venns Fly Trip, 1 h, ven. Angloteers. The Pollies, 1 h, sam. France.

PALACE (42-46-10-87). French Kiss, 23 h, mer. Avec Armand Blavencin (styliste). Dirty Dancing, 23 h 30, dim.

REX CLUB (42-36-83-98). Les Appréh's à Toul, 21 h, mer. Les Appréh's à Toul (peintures). O. Dougoud, R. Sampaio, Charlot Trenon, Amazonas et Fah, 22 h, ven.

SENTIER DES HALLES (42-36-37-47). Charlie Bad Gouse, 22 h 30, lun. Dans le cadre des lundis du rock au Sentier des Halles. Leslie, jusqu'à 27 avril, 21 h, lun. Dans le cadre des lundis du rock au Sentier des Halles.

THE HOLLYWOOD SAVOY (42-36-16-73). Transcontinental Cowboys, 22 h, jeu. Les Box, 23 h, lun. : avec Freddy Meyer.

UTOPIA JAZZ CLUB (42-23-79-66). Sharon Brown, 22 h, jeu. Wolfpack, 1 h, ven.

Jazz

ARIACO (45-35-43-10). Virginia Montoro, 22 h, mer., jeu., ven., sam., dim., avec les Saxons, 22 h, mer., jeu., ven., sam., dim.

AU MÉTRO (47-34-21-24). Tony and the Bbs, 22 h 45, jeu.

BAISER SALÉ (42-33-37-71). Bruce Johnson, 23 h, mer., jeu., ven., sam., dim. (concert). Funk. Poco El Lobo, 23 h, lun. Minnie, jusqu'à fin 26 mars, 22 h, mer. J.-M. Jafet (basse), P. Adjadj (batt.), D. Bencharou (perc.), K. Rust (batt.), E. Goubert (clav.).

BOIS DE FORÊT (40-26-50-96). Michel Serfaty (saxophone), (saxophone), (Piano), Jack Grogg (clav.). Jeff Gardner, jusqu'à 23 mars, 22 h, lun., mer. Pline, Max Boudi (guit.).

LES ÉTOILES (45-48-81-84). Glenn Ferris, 22 h, mer. : avec les Saxons (desdiers). (Trio), S. Belmondo (trp). O. Hutman (p.), L. Trussardi (cbp). P. Combelles (bass.). Gregg Hunter (piano-chant), 21 h, dim. Max Boudi, Hervé Meschinier (sax.), jusqu'à 25 mars, 22 h 45, lun. O. Hutman (p.), L. Trussardi (cbp), P. Combelles

[illegible]

20 à 45,5, cent.

MASSE, CENTRE PAUL GAILLARD. (69-20-57-04) Les Nègrasses vertes, 21 h 30, ven. **CLAUDE MONTEUR.**

MONTREUIL, SALLE DES FÊTES. (43-66-66-00) Yves Robert Quartet, John McLaughlin Trio, 20 h 30, mer. Dans le cadre du Festival bluesien blues. Téléphone location : 43-83-66-00.

NOGENT-SUR-MARNE, PAVILLON BALTARD. (43-04-08-00) Gilbert Bécand, 21 h, sam.

ORLÉANS, SALLE LOUIS-ARAGON. (92-93-33-66) Caillat, Masmine Goutz, 20 h 30, sam.

LE PRÉ-SAINT-GÉRAVAIS.

GRAND S. (43-91-10-77) Michel Gendreau, Claude Laroche, Patrick Shoyden, 20 h 30, ven. Tulsa, Paris, plus. Denis van Helden, Ellen Wise, 20 h 30, sam. Calixt. Sylvain Kamap, Jean-Marie Mado, 20 h 30, ven. **LE RAINCY, ESPACE JARDIN ANGLAIS.** (43-81-24-15) Festival de chansons françaises, 20 h 30, ven. **SAINT-GERMAIN, CLUB DE LA L'AYAU.** (60-29-38-35) Marie-Ange Martel, 20 h 30, ven. Grin, Eric Breton (guit.), Van Goyen (clab), Mario Buzonfoss (batt.).

SAINT-DENIS, L'ECRAN KRONOS Quartet. 20 h 30, mer. Dans le cadre du Festival bluesien blues. Téléphone location : 43-85-66-00. John Lurie, Chorus Bakanos, 20 h 30, lun. Dans le cadre du Festival bluesien blues. Téléphone location : 43-86-66-00.

SAINT-DENIS, THEATRE GÉRARD PHILIPPE MICHAEL Nymas Band. 20 h 30, mar. Dans le cadre du Festival bluesien blues. Téléphone location : 43-85-66-00.

CEAUX, LES GEMEAUX. (46-61-36-67) Aldo Romanos, 22 h 30, ven. Bail, 43-Andréa (p), P. Fresu (trpp), F. Di Cinti (guit.).

SEVRAN C.A.B.L. (43-85-30-17) Serge Uye-Rupe, 20 h 30, ven. **RUZY-EN-BRIE, CENTRE CULTUREL.** (45-90-25-12) X Trio, 21 h, mar.

RENNY-LES-ONDES, CENTRE CULTUREL ARAGON. (60-63-70-50) Chris Bay, Steve Swallow, 21 h, jeu. Paris, Isaac. Dans le cadre du Festival bluesien blues. Téléphone location : 43-85-66-00.

VILLEJUVIN, THÉÂTRE ROMAIN ROLLAND. (47-26-15-02) Malivoi, 20 h 30, ven.

18 et 19 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 heures à 19 heures
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX
FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BLOUX
HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)
18, avenue de Suffren, PARIS 16^e

de Nam

18 et 19 MARS
EXPOSITION INTERNATIONALE
De 10 heures à 19 heures
VENTE - ÉCHANGE

MINÉRAUX

FOSSILES
PIERRES PRÉCIEUSES - BIJOUX

HOTEL PARIS-HILTON
(au pied de la Tour Eiffel)

18, avenue de Suffren, 84 000 BORDEAUX

Le Monde CAMPUS

Les députés

Les étudiants vont désigner, entre le 20 et le 23 mars, leurs délégués aux Centres régionaux des œuvres universitaires. Pour les élus, ce mandat peut être une excellente préparation à l'exercice de la démocratie.

A quoi servent les CROUS ? A rien, semblent régulièrement répondre les étudiants lorsqu'ils sont invités à élire leurs représentants aux conseils d'administration des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires, comme ce sera le cas la semaine prochaine. Le taux de participation aux élections oscille en effet, depuis longtemps, autour de 10%, et l'on a atteint une sorte de record lors du dernier scrutin d'avril 1987, puisqu'un peu plus de 5% seulement des étudiants avaient jugé utile de se déplacer.

Cette indifférence ou cette désaffection sont d'autant plus paradoxales que les vingt-huit CROUS ont pour mission, depuis leur création en 1955, d'améliorer les conditions de vie et de travail des étudiants. A ce titre, ils gèrent deux des principaux services d'aide sociale aux étudiants (en dehors des bourses) : les restaurants et les cités universitaires. C'est-à-dire le logis et le couvert à grande échelle : avec un budget global de 2,8 milliards de francs, les CROUS logent plus de 110 000 étudiants (en cités universitaires ou, depuis quelques années, dans des formules HLM) et ont servi, en 1988, plus de 70 millions de repas, ce qui en fait la troisième entreprise française de restauration collective.

Sans parler des aides financières (prêts ou dons) accordées par le Fonds de solidarité étudiante aux étudiants momentanément en difficulté (12 millions de francs en 1987). Ou encore de l'accueil de 13 000 étudiants étrangers, boursiers du gouvernement français ou de leur pays d'origine, de la répartition des crédits des bourses européennes des programmes Erasmus (le Monde du 2 mars), de la gestion de l'Office du tourisme universitaire ou des activités culturelles. Ainsi le CNOUS, le Centre national qui chapeaute les CROUS, a lancé, à l'automne dernier, le programme « culture action » qui permet d'aider financièrement des projets culturels présentés par des étudiants et sélectionnés par un jury. Au total, les CROUS constituent un réseau d'aide sociale implanté dans toutes les villes universitaires et animé par près de 12 000 personnes (administratifs et ouvriers).

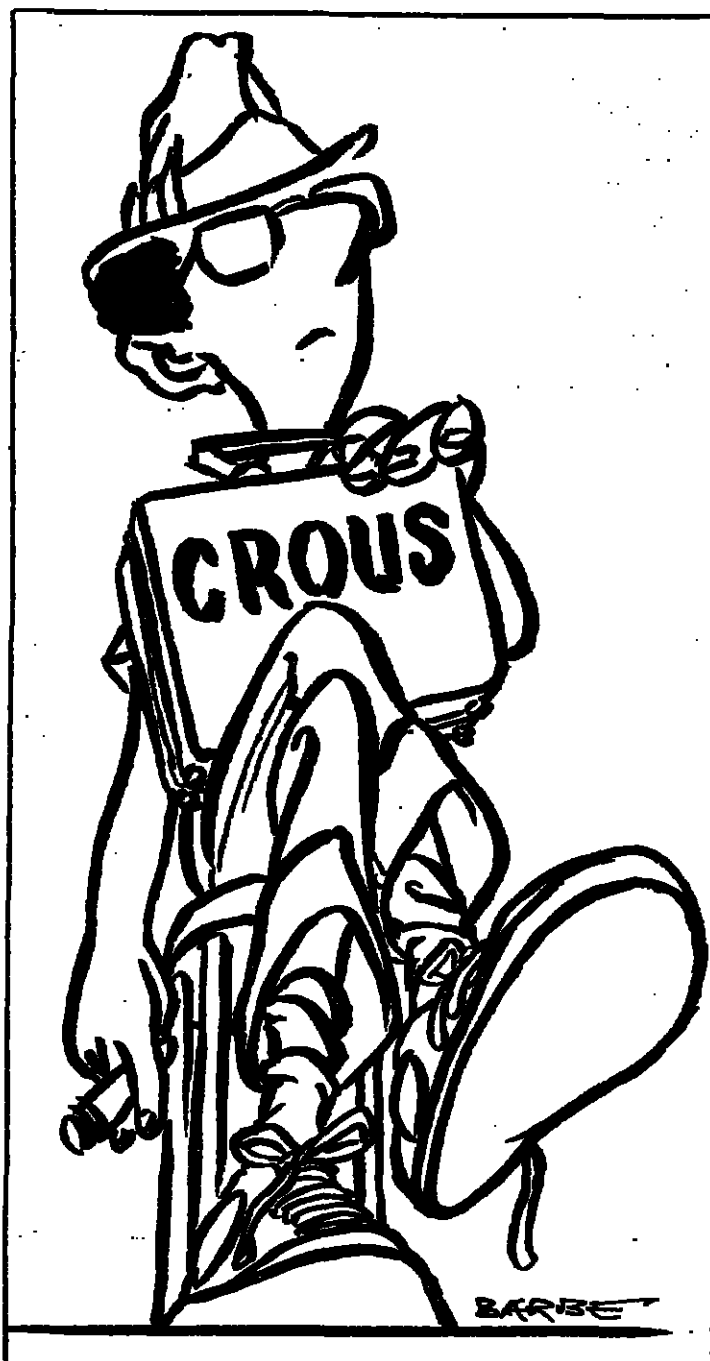
Or les étudiants sont associés directement à la gestion de cet

ensemble, puisque leurs représentants siègent aussi bien aux conseils d'administration des centres régionaux que dans celui du centre national. Certes, une réforme de 1987 a mis fin à la parité dont ils bénéficiaient dans ces instances : l'on ne compte plus dans les CA des CROUS que 7 élus étudiants sur 24 membres. Mais ils restent, avec les représentants de l'administration, le groupe d'administrateurs le plus nombreux et peuvent jouer un rôle actif dans des décisions qui touchent la vie quotidienne de bon nombre d'étudiants.

Le souhaitable et le possible

Au premier abord, il est vrai que les élus étudiants semblent plutôt faire de la figuration dans les conseils. Comme le dit Erwan Ledoré, étudiant à Nanterre et élu du CELF (étudiants libéraux) au CROUS de Versailles, « on est des utilisateurs du système, pas des administrateurs à plein temps. Et les trois ou quatre séances annuelles du conseil sont souvent très techniques ou très administratives. Quand on n'a jamais mis le nez dans un budget complexe ou dans le texte d'une convention d'agrément d'une cafétéria, c'est plutôt ardu ». D'autant, ajoute Michel Houdu, qui siège depuis un an, pour le CELF également, au CROUS de Paris, que « notre marge de manœuvre est très limitée car les budgets sont réduits d'une année sur l'autre à 50% ». Un sentiment partagé par Jean-Christophe Chedotal, élu (UNEF-SE) au CROUS de Rennes : « On reçoit tous les documents quinze jours avant les conseils mais il n'est pas facile de discerner les enjeux politiques derrière les chiffres. Et puis on est minoritaires dans les conseils ; du coup on a souvent l'impression que l'administration mène la politique du fait accompli ».

Cette sensation d'être un peu des faire-valoir, ajoutée à la charge de travail « relativement lourde » que peut représenter la participation à la gestion des CROUS, explique que bon nombre d'élus étudiants décrochent rapidement. A Rennes, trois élus sur sept ont siégé jusqu'au bout de leur mandat. A Toulouse, M. Gaillard, le directeur du



CROUS, admet que les étudiants ne sont « pas tellement assidus » mais cela lui semble difficilement évitable : « En quelques années, les CROUS se sont énormément adaptés, ont fait un très gros effort pour améliorer leur productivité, leur gestion et leurs prestations. Cela demande une analyse économique de plus en plus poussée et les étudiants ont évidemment tendance à se précipiter davantage du souhaitable que du possible ». Mais surtout, les directeurs de CROUS soulignent volontiers le handicap que constitue le caractère très transitoire et éphémère du passage des administrateurs étudiants. Quand on est là pour un an ou deux, il n'est pas facile de s'impliquer vraiment.

Nombreux cependant sont ceux qui mordent à l'hameçon. « Les

dossiers ça ne me rebute pas », proclame avec appétit Laurent Doucet, qui siège au conseil de la vie étudiante de l'université du Mirail, à Toulouse, et se présente cette année, pour l'UNEF-ID aux élections au CROUS. « Plonger dans un dossier technique, c'est la condition pour être réellement partie prenante dans la vie de la fac. Au départ j'avais d'abord une motivation idéologique : changer l'université et changer la société. Mais le syndicalisme étudiant est sorti du gauchisme. Il est plus réaliste, il veut avoir prise sur des dossiers concrets ».

Apprendre à négocier

La participation à un conseil, d'université ou de CROUS, lui apparaît en outre comme une « formation complémentaire sans égale » : apprendre à gérer, négocier et animer, tisser un réseau de relations, mieux comprendre l'environnement et les enjeux économiques et sociaux, autant d'atouts qui viendront s'ajouter au diplôme, un peu à la manière des étudiants qui lancent, depuis quelques années des « juniors entreprises ». Jean-Christophe Chedotal, à Rennes, tire un peu le même bilan de son expérience : « Mon passage au CROUS aura été une bonne école de formation. Le manque d'argent pour l'aide sociale aux étudiants, le désengagement de l'Etat, les suppressions de postes, j'ai mieux compris tout ça sur le terrain. D'autre part, je participe à une troupe de théâtre professionnelle. Au CROUS j'ai appris à faire un dossier ou un bilan, à discuter et négocier avec des personnalités. Ça m'aide beaucoup pour la troupe ».

Plus modestement, beaucoup d'élus étudiants voient d'abord dans leur participation au CROUS, un moyen de relayer auprès de l'administration les revendications, et les attentes du milieu étudiant. « C'est au CROUS qu'on peut soulever des problèmes qui nous touchent directement », souligne Guillaume Hoibian, élu (UNEF-SE) à Versailles. « Sur l'académie,

des étudiants

il y a eu cette année 14 000 demandes de chambres en cité universitaire pour 4 000 places. Cela fait 10 000 laissés-pour-compte. Le CROUS développe de nouvelles formules de logement par des conventions avec les HLM, mais 1 000 F par mois pour un studio, au lieu de 500 F pour une chambre en cité, ça renforce la ségrégation sociale ».

Et Olivier Ray, élu en 1987 au CROUS de Grenoble (UNEF-ID) et qui se présente cette année à Paris, souligne que « pour les étudiants, ce n'est pas tellement le fait de siéger au conseil qui est intéressant. Mais plutôt la participation aux différentes commissions du CROUS qui planchent sur des dossiers précis » comme le logement, la restauration, les commissions d'attribution d'aides aux étudiants. « C'est là que se prépare le travail et que l'on peut avoir prise sur les orientations ».

Retrouver

un dynamisme nouveau

Et s'ils ont souvent le sentiment, au début de leur mandat, d'être traités un peu à la légère, de façon paternaliste, par les responsables des CROUS, les élus étudiants découvrent vite, s'ils s'impliquent réellement, qu'ils constituent le seul véritable pouvoir en dehors de l'administration. « Leur présence est positive, reconnaît volontiers le directeur de Toulouse, M. Gaillard. Le fait de les avoir au conseil nous oblige à compter avec eux, à tenir compte de leurs réactions, et du coût de nos propositions et de nos prestations. C'est un garde-fou qui nous permet de rester en permanence à l'écoute de notre clientèle ». Un constat que dresse également M. Albert Prévost, directeur du CNOUS, à Paris : « La présence des étudiants est l'originalité et la force des CROUS. Nous avons besoin de leur relais ».

Surtout si, comme semble le souhaiter le gouvernement actuel, les CROUS doivent retrouver à l'avenir un dynamisme nouveau après des années d'indifférence des pouvoirs publics, de vaches maigres et d'atonie. Car c'est bien le problème et il ne faut pas chercher ailleurs la cause de l'indifférence électorale des étudiants. Pour Isabelle Martin, élue UNEF-ID au CNOUS, « les œuvres universitaires sont restées pendant trop longtemps sur leur

schéma d'origine, qui remonte aux années 50-60 : un milieu étudiant homogène, pas encore trop nombreux, appuyé sur un syndicat, l'UNEF, qui a regroupé jusqu'à la moitié des étudiants français. Dans ces conditions une certaine forme de cogestion était possible. Or, faute de moyens notamment, les CROUS ont mal pris la mesure de l'explosion universitaire des vingt dernières années, de l'éclatement du syndicalisme étudiant, de l'émergence de nouveaux besoins (logement en ville, restauration plus diversifiée). Du coup, ils ne touchent plus qu'une petite minorité d'étudiants : 10 % seulement sont logés en cité U et à peine plus du quart utilisent régulièrement les services des resto U.

La seule solution pour dépasser ce décalage sociologique, estime Laurent Doucet, à Toulouse, c'est évidemment de renforcer et de rénover ce qui existe déjà mais surtout de « passer de la notion d'œuvres », avec son petit côté charitable et ringard, à la notion globale de vie étudiante : de la notion d'aide sociale à celle de droits étudiants ». Bref, d'élargir et de diversifier le champ d'intervention des CROUS. Un discours que ne récuseraient ni le directeur du CNOUS, ni le ministre de l'Éducation. Outre des augmentations budgétaires très sensibles cette année, ce dernier se montre en effet particulièrement attentif aux conditions de vie étudiante : création récente d'un observatoire national, projet de création d'une sous-direction de la vie étudiante au ministère, proposition d'un système de formation des élus étudiants dans le cadre du projet de loi d'orientation en préparation, mise à l'étude d'une relance rapide et importante de la construction de logements étudiants — en partenariat notamment avec les collectivités locales —, enfin recherche de mécanismes nouveaux de financement des études.

C'est la première fois depuis des années qu'une réflexion globale semble engagée sur ce terrain. Mais une réflexion sans doute trop récente pour modifier, dans quelques jours, les habitudes électorales des étudiants et leur faire prendre conscience des enjeux des élections aux CROUS. Comme le dit un élu étudiant, « on ne passe pas aussi facilement de la soupe populaire au fast-food et du foyer mixte au Club Med... ». Beau programme pour ses successeurs !

GÉRARD COURTOIS.

La bonne auberge de Nancy

Le CROUS de Nancy-Metz avait une image dégradée. En moins de trois ans, le nouveau directeur en a fait une affaire qui marche, à la grande joie des utilisateurs.

UN studio neuf, plein sud, avec vue sur un golf de dix-huit trous pour 680 F par mois tout compris : le rêve, non ? C'est une réalité déjà sortie de terre. Élégant bâtiment blanc et gris, une résidence universitaire de 266 logements et son restaurant pourront accueillir, dès la rentrée prochaine, les étudiants de technologie de Metz 2000. Cet équipement ultramoderne sera le fleuron du CROUS de Lorraine. Mais pas son unique objet de fierté. L'ensemble du patrimoine immobilier mis à la disposition des 32 000 étudiants nanciens et des 12 000 messins a en effet connu une véritable métamorphose.

En moins de trois ans, le restaurant universitaire du Saulcy à

Metz, six des sept restaurants de Nancy ainsi que bon nombre de résidences universitaires ont fait peau neuve. Ce n'était pas du luxe. Quand il a pris son poste de directeur de CROUS à Nancy en 1986, Yves Dakman a constaté que « la mauvaise image des CROUS était justifiée ». Comme dans la plupart des régions de France, les bâtiments construits par l'Etat n'avaient pas connu un seul coup de pioche en vingt ans. Cités et restos U avaient manqué de peinture, les toits passés, les fenêtres à courant d'air dans les chambres, décors marron-gris et odeurs de graisse dans les salles à manger. Sans parler des installations de chauffage, d'eau et d'électricité, vacillantes.

Aujourd'hui, le restaurant de Monbois accueille les étudiants de la fac de lettres dans une grande salle claire, meublée de moderne italien, dont le plafond en pointe de diamant est comme soutenu par une pyramide transparente où coule une fontaine d'eau fraîche. La redécouverte architecturale de ces bâtiments construits dans les années 60 a été menée par deux architectes débutants, David Grandjean et Maxime Camara, qui ont trouvé là un terrain d'expérimentation très large. Le restaurant du cours Léopold, en centre-ville, a été repensé en pastels et couleurs primaires. Celui de Seaurupt est d'un design plus rock : les tables blanches se reflètent dans un plafond-miroir noir. Sur le campus de Vandœuvre, les différentes salles ont pris les teintes et les éclairages des saisons.

JEAN-JACQUES BOZONNET.

(Lire la suite page 30.)

ESC LYON

Ecole Supérieure de Commerce de Lyon

Diplômés du 2^e cycle (maîtrise, diplôme d'ingénieur, IEP, licence ou équivalent), vous pouvez, sur concours, être admis à l'ESC Lyon en 2^e année.

- Date limite de dépôt de dossier : 16 mai 1989.
- Epreuves écrites : 17 juin 1989.
- Epreuves orales : 1, 4 et 5 septembre 1989.

Conditions spéciales pour les sportifs de haut niveau.

Information et dossier de candidature auprès de :
Pascal VERCRUYSSEN / Service Admissions de l'ESC Lyon
BP 174
69132 ECLEVAUX CEDEX
Tél. 72 20 25 25.

Groupe ESC Lyon
LYON GRADUATE SCHOOL OF BUSINESS

Les étudiants du Mirail à la loupe

« L'idée de l'observatoire des étudiants est née d'une nécessité, souligne d'emblée Gérard Vaysses, vice-président de l'université toulousaine du Mirail. L'image de l'université « usine à diplômés » colait au Mirail comme à beaucoup d'universités françaises. Il était vital pour nous de corriger cette mauvaise image et de commencer par vérifier si elle était fondée. » Et le président de l'université, M. Georges Bertrand, ajoute : « On ne savait pas d'où venaient les étudiants, ce qu'ils faisaient, où ils allaient. »

C'est pour remédier à cette « méconnaissance phénoménale » de la réalité étudiante que s'est créé au Mirail, il y a trois ans, un observatoire des étudiants. L'objectif n° 1, est d'analyser finement l'articulation entre la formation et l'insertion professionnelle ; de mieux comprendre les itinéraires des étudiants, leurs trajectoires et l'adéquation entre leurs projets et leur entrée dans la vie active.

Deux enseignants de l'université, Jean Ferrasse et Michel Bataille, ont donc monté un laboratoire (le centre d'observation scientifique des études, des formations et des débouchés) pour mettre en place une méthodologie souple et une batterie d'indicateurs pertinents. Un panel fiable de population étudiante de l'université leur permet d'étudier chaque année les flux des « sortants » de l'université, mais également ceux des « restants » et des « entrants ».

Recherche

ou pilotage ?

Outre les modalités d'insertion professionnelle, ce système permet d'observer l'évolution dans la durée des projets professionnels des étudiants en cours d'études (1). Et les deux enseignants du Mirail, assistés d'une chercheuse permanente et d'un petit groupe de thésards, envisagent d'élargir leur champ d'observation : l'an prochain, ils commenceront à animer les séminaires professionnels de l'environnement et les représentations que les employeurs ont des étudiants.

A moyen terme, ils réfléchissent à une enquête sur la réussite professionnelle des diplômés du Mirail en réinterrogeant les étudiants quatre ans après leur entrée dans la vie active. Comme le note Jean Ferrasse, « cela nous permettrait en outre de savoir comment ils évoluent, a posteriori, leur formation ».

Mais tout cela prendra du temps. Après plus de deux ans

de fonctionnement, l'observatoire toulousain se trouve confronté à une série de questions délicates. S'il veut pousser jusqu'à son terme l'observation dans la durée des trajectoires des étudiants du Mirail, il devra traiter des échantillons de plus en plus complexes. Ce qui suppose des moyens croissants, dont il ne dispose pas. Mais surtout l'observatoire suscite l'implication de l'université qui est, elle, à la recherche d'outils de pilotage à court terme. « La qualité scientifique du travail de l'observatoire est essentielle et nous espérons pouvoir « prêter » notre modèle à d'autres universités », souligne M. Georges Bertrand.

Ne plus travailler

en aveugle

« Mais nous avons aussi besoin d'instruments opérationnels d'aide à la décision pour réorganiser nos filières, mieux adapter nos cursus aux attentes des étudiants et aux besoins des entreprises, voire pour améliorer l'animation du campus et la vie des étudiants », ajoute-t-il. C'est pourquoi, au-delà du travail scientifique de M. Ferrasse et Bataille, l'observatoire fait appel à d'autres universitaires du Mirail — économistes, psychologues, sociologues... — pour analyser d'autres aspects de la vie de l'université, comme son impact économique dans la région ou son image auprès des nouveaux étudiants.

« Notre recherche devrait déboucher sur des résultats très concrets, mais à long terme. On ne peut pas mélanger observation scientifique et aide à la décision immédiate », note avec quelque vivacité Jean Ferrasse. « Il serait dommage que le système d'observation se referme sur lui-même. C'est à court terme que nous avons besoin d'évaluations qui nous permettent de ne plus travailler en aveugle », répond Georges Bertrand.

Les étudiants comme objet de recherche ou comme usagers, ici et maintenant, de l'Université ? Cette contradiction soulevée par l'observatoire de Toulouse est d'autant plus instructive qu'elle risque d'apparaître un peu dans les mêmes termes à l'Observatoire national de la vie étudiante que vient de créer le ministère de l'éducation.

G. C.

(1) Les premiers résultats de ces enquêtes ont été publiés dans deux rapports aux Presses de l'université de Toulouse — Le Mirail, 56, rue du Taur, 31069 Toulouse Cedex.

Les imprésarios des BDE

Les bureaux des élèves sont les grands animateurs des grandes écoles. A la fois organisateurs des menus plaisirs et ambassadeurs auprès de la direction et de l'environnement.

LES bureaux des élèves cherchent leur voie. Réunis à l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, samedi 4 mars, les responsables des « BDE » de quinze écoles de commerce ont réfléchi ensemble à la place de ces associations et à leurs perspectives d'avenir. Phénomène caractéristique des grandes écoles, les bureaux des élèves constituent un pilier de la vie étudiante. Leurs membres, élus par l'ensemble des élèves, ont une mission d'animation et de coordination, qui se limite parfois à l'organisation de rencontres purement festives. L'évolution des écoles de commerce et leur importance croissante dans le paysage universitaire incitent toutefois certains étudiants à élargir le rôle des BDE dans la vie interne des établissements et leurs relations avec l'extérieur.

Installé au cœur de l'école, le BDE est avant tout l'artisan d'un esprit de corps. Ses membres sont des maîtres de cérémonie chronométrés, rompus à l'art d'organiser des soirées, des week-ends d'intégration pour les bacheliers, ou des fêtes d'adieu pour ceux qui partent. Cette activité, jugée prioritaire par certains, n'est pas suffisante pour ceux qui veulent transformer les BDE en véritable courroie de transmission entre les élèves et leur environnement.

En relation étroite avec les étudiants, les BDE cherchent à coordonner la vie associative intense qui règne dans les grandes écoles, pour que les projets du club mis-

se ne se télescopent pas avec ceux du club théâtre, ou que les ambitions du club loisir n'empêchent pas sur celles de l'association sportive. Les membres des BDE tentent de concilier les différents intérêts, particuliers, tout en proposant des activités susceptibles d'intéresser tout le monde. Cette tâche est parfois réduite, lorsque les différentes associations se montrent sourcilieuses sur le chapitre de leur autonomie. Ailleurs, elle peut aller jusqu'à une véritable entreprise de contrôle et d'intronisation. « A l'Ecole supérieure de commerce de Paris, explique un étudiant, aucune association ne peut se créer sans l'accord du BDE. »

Les BDE transmettent, informent l'ensemble des élèves, par voie d'affichage ou grâce à un journal interne, sur les activités parascolaires ou le fonctionnement de l'école. Ceux qui désirent véritablement participer à la vie de leur école font office de relais entre les élèves et l'administration. Leur mission consiste alors à plaider la cause de certains étudiants en difficulté ou, plus généralement, à être associés aux réflexions sur l'évolution de leur établissement. A l'ESCAE de Grenoble, par exemple, des membres du BDE siègent dans un « comité de concertation » et peuvent intervenir dans les modifications du cursus pédagogique.

M. Hubert Bonal, directeur de l'Ecole supérieure de commerce de Dijon, estime que cette prise

de responsabilité conduit à un réel partenariat entre les étudiants et l'administration. « Nos écoles sont dans une période de mutation. Les BDE doivent en prendre conscience et y être associés, souligne-t-il. Ils ont la possibilité de s'exprimer et de consulter les élèves sur certains points : l'augmentation des frais de scolarité ou le renouvellement des programmes. » Cette ligne de conduite n'est pas toujours facile à tenir, car les élèves sont là pour trois ans seulement, alors que la stratégie d'une école se définit à beaucoup plus long terme. Pourtant, M. Bonal a décidé d'associer les élèves à l'élaboration d'un « projet d'entreprise » baptisé ESC 95, qui a pour but de fédérer les différentes composantes de l'école, en définissant des valeurs communes.

Des relations

de confiance

Cet investissement suppose de la part des responsables de BDE pas mal de charisme personnel et d'énergie pour mener de front des études et des activités parascolaires. Ces qualités doivent, selon M. Bonal, se doubler d'une dimension sociale. « Les présidents de BDE doivent faciliter les études de leurs camarades et prendre en charge les problèmes collectifs. Ils doivent veiller à résoudre, ou du moins à déceler, les cas de déprime ou les emules de santé qui peuvent rencontrer certains étudiants. Ils peuvent ainsi aider ceux qui se trouvent dans des situations financières difficiles, en essayant de leur trouver des appartements moins chers ou en plaçant leur cause auprès des banques. »

A ces fonctions internes s'ajoute la nécessité de représenter l'école à l'extérieur. Avant même d'être élus, les listes d'étudiants qui souhaitent accéder au BDE se démènent pour trouver des sponsors susceptibles de financer des « campagnes électorales » souvent coûteuses. Cet électoralisme dispendieux pose des problèmes d'éthique, mais aussi d'image. « Il arrive, surtout dans les villes de taille moyenne, que les élèves sollicitent tellement les commerçants et les entreprises qu'ils se grillent et ne contribuent pas à la bonne réputation de l'école », observe une étudiante. Pour éviter que le label de l'école ne soit utilisé à tort et à travers, le BDE de l'ESCP a décidé de s'adresser directement aux entreprises. « Une lettre mensuelle, destinée aux 2 000 plus grandes entreprises françaises, explique notre vision du partenariat », affirme Charles Tonlorenzi, président de l'ESCP.

La vitalité d'un BDE dépend, en grande partie, des relations de confiance qui s'instaurent avec l'administration. « Celle-ci, toutefois, ne doit pas récupérer la vie associative de l'école », souligne M. Bonal. Des rapports équilibrés peuvent permettre aux élèves de prendre en charge leurs problèmes, tout en soulageant l'administration qui n'intervient qu'en cas d'écarts manifestes ou de conflits.

Cette convivialité bien comprise est cependant limitée par un phénomène qui semble se généraliser : marqué par l'individualisme, les élèves des grandes écoles ne reconnaissent pas toujours la légitimité de leurs élus et s'impliquent difficilement dans des projets collectifs.

RAPHAËLE REROLLE.

La bonne auberge de Nancy

(Suite de la page 29.)

Néons fluorescents, plantes vertes, claustraux de bois ou métalliques, ont considérablement modifié l'ambiance des restaurants, des brasseries et des cafétérias. Les chiffres de fréquentation ont aussi augmenté et, constate Yves Dalmau, « la simple modification de l'esthétique a provoqué le retour en force des filles ». Pour l'occasion, les étudiants ont dû changer une pratique ancestrale qui consistait à avaler en vitesse le plat chaud avant le hors-d'œuvre : les nouvelles chaînes des selfs proposent des assiettes chaudes, et des fours à micro-ondes sont disséminés dans les salles. En coulisse, les cuisines ont été modernisées et, sur les présentoirs réfrigérés, les plats sont appétissants.

De bons

plats goûteux

L'argent mis dans les pots de peinture n'est pas sorti des assiettes. « Au contraire, je suis un passionné de nutrition », déclare Yves Dalmau. Il a d'ailleurs passé avec l'INSERM une convention pour étudier le comportement alimentaire de l'étudiant et l'informer par un étiquetage particulier de la valeur nutritive de chaque plat. Mais le « manger mieux » préconisé par Yves Dalmau ne se limite pas à la diététique. Il souhaite faire disparaître progressivement les plats industriels dits « légèrement typés » (euphémisme pour désigner les saveurs mi-salées mi-sucrées de la génération ketchup), au profit d'une cuisine plus traditionnelle. « Les jeunes sont à nouveau demandeurs de bons plats goûteux, mais il y a une perte de technicité dans ce domaine. » C'est pourquoi il a lancé un lourd programme de formation de tout le personnel du CROUS, plus particulièrement des équipes de cuisine.

Comment Yves Dalmau s'y est-il pris pour mener de front tous ces investissements, alors que le prix du ticket-repas est bloqué depuis longtemps à moins de 10 F et que les subventions de l'Etat ont diminué de 25 % ces quatre dernières années ? Economiste de formation, il a appris le pragmatisme à la CFDT, dont il a été longtemps un permanent au niveau national. Il gère avec des

calculs simples : « Si vous faites gagner 20 % de productivité à un effectif de 500 personnes, dit-il, c'est l'équivalent de cent emplois, soit 12 millions de francs dégagés en fin d'exercice. »

La recette est tellement élémentaire qu'on se demande pourquoi elle n'a pas été appliquée plus tôt. « Parce que, dans les CROUS, il n'y avait pas de logique d'entreprise », réplique Yves Dalmau. Exemple : « En cité U, on faisait du service quatre étoiles dans des taudis ; une armée de femmes de ménage allait jusqu'à faire le lit des étudiants et — sous prétexte que ça ne coûtait pas plus cher — à vider leur poubelle. » Montre en main, le directeur est allé vider quelques poubelles : « Il faut deux minutes et demi. Si vous multipliez par six mille chambres, cela représente huit emplois annuels. Avec cet argent, on peut rénover 400 chambres par an. » A Nancy, les étudiants font eux-mêmes leur lit, mais ils ont des doubles vitrages...

La rationalisation de la gestion est passée par la mise en autonomie des différents services. Chaque unité, restaurant ou résidence, est maître de sa gestion et conserve ses bénéfices. Cette philosophie s'applique au service d'entretien, qui a réalisé la quasi-totalité des rénovations. A la tête de son « pool » d'une vingtaine d'ouvriers, Robert Morel, représentant syndical par ailleurs, travaille « comme un chef de PME ».

Comme

un chef d'entreprise

Il est en situation de concurrence totale, les responsables de restaurants et de résidences étant libres de faire appel à une entreprise extérieure, si ses conditions sont meilleures. « Les rares marchés que j'ai perdus, dit-il, c'est pour des raisons de disponibilité. » Imbattables sur le rapport qualité-prix, Robert Morel et son « pool » sont en effet très demandés. Et les urgences nombreuses.

Le même souci de rationalisation des coûts a guidé, il y a trois ans, la restructuration du centre de fabrication du CROUS qui regroupe à Vandœuvre les

activités de boulangerie, de pâtisserie et de boulangerie pour l'ensemble des restaurants. Naguère en dérive financière, il est devenu, selon son responsable, Denis Lambert, « un outil que beaucoup de CROUS nous envient ». Le CROUS fait non seulement sa viande et son pain, mais aussi son beurre, en diversifiant ses produits et ses clients à travers une activité de traiteur. On trouve ainsi, dans toutes les cafétérias de cités U, des plats cuisinés en barquette qui remportent, paraît-il, un vrai succès. « Nous allons au devant de l'étudiant pour lui porter ce qu'il ne vient pas chercher au restau U », résume M. Lambert.

Pour introduire cette « logique d'entreprise », Yves Dalmau a dû bousculer quelques habitudes.

Tout d'abord, « restaurer une règle d'or complètement oubliée de la fonction publique : la fonction l'emporte sur le grade ». Au CROUS de Nancy-Metz, plus aucun avancement ne se fait à l'ancienneté et des critères redoutablement sélectifs président aux recrutements de personnel. Vous avez dit « mérite » ? « Les directeurs de CROUS ne doivent pas se considérer comme des agents extérieurs de l'Etat, mais comme des chefs d'entreprise qui doivent mobiliser tout le monde pour dégager des résultats », estime Yves Dalmau. En Lorraine, la mutation s'est faite sans drame. Rien de tel sans doute qu'un patron au lourd passé de syndicaliste pour faire passer ce genre de message.

J.-J. BOZONNET.

UNIVERSITY OF HARTFORD IN PARIS

LE DUTY ET LES PROFESSIONNELS DE L'UNIVERSITÉ DE HARTFORD
VOUS PROPOSENT A PARIS UN MBA 100 % AMÉRICAIN

MASTER IN BUSINESS ADMINISTRATION
Un environnement international.
Un programme intensif de 11 mois.
Septembre-Mai à Paris, Juin-Août sur le Campus de l'Université de Hartford situé entre New York et Boston.

Admission :
Étudiants diplômés Grandes Ecoles ou 2^e cycle Universitaire.
15, (M) av. de la Grande Armée 75116 Paris - Tél. (1) 45.00.98.28.

MOI, JE SAIS OU JE VAIS

ESIG L'ÉCOLE

PARIS BORDEAUX LILLE LYON MARSEILLE NANTES ORLÉANS RENNES TOULOUSE

1^{er} CYCLE

1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
ITS Information de Gestion
ITS Information Industrielle
ITS Information
ITS Informatique
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
ITS Action Commerciale
ITS Formation Vente
ITS Commerce International
ITS Communication
ITS Publicité
3. DÉPARTEMENT GESTION
ITS Comptabilité Gestion
ITS Gestion

2^e CYCLE

1. DÉPARTEMENT INFORMATIQUE
ITS Information Appliquée : CESA
OPTIMIS : Réseau, Base de données, Intelligence d'entreprise
ITS Information Industrielle : DESIT
OPTIMIS : Automatique, Système, Gestion
2. DÉPARTEMENT COMMERCIAL
ITS European Management : CESA
ITS Marketing International : CESA
ITS Marketing International : CESA
ITS Communication : CESA
OPTIMIS : Gestion d'entreprise, Europe Communication
3. DÉPARTEMENT GESTION
ITS

ESIG-PARIS : 28, rue des Fossés Bergues, 75005 Paris - Tél. (1) 42.76.20.21, 42.76.20.22, 42.76.20.23, 42.76.20.24, 42.76.20.25, 42.76.20.26, 42.76.20.27, 42.76.20.28, 42.76.20.29, 42.76.20.30, 42.76.20.31, 42.76.20.32, 42.76.20.33, 42.76.20.34, 42.76.20.35, 42.76.20.36, 42.76.20.37, 42.76.20.38, 42.76.20.39, 42.76.20.40, 42.76.20.41, 42.76.20.42, 42.76.20.43, 42.76.20.44, 42.76.20.45, 42.76.20.46, 42.76.20.47, 42.76.20.48, 42.76.20.49, 42.76.20.50, 42.76.20.51, 42.76.20.52, 42.76.20.53, 42.76.20.54, 42.76.20.55, 42.76.20.56, 42.76.20.57, 42.76.20.58, 42.76.20.59, 42.76.20.60, 42.76.20.61, 42.76.20.62, 42.76.20.63, 42.76.20.64, 42.76.20.65, 42.76.20.66, 42.76.20.67, 42.76.20.68, 42.76.20.69, 42.76.20.70, 42.76.20.71, 42.76.20.72, 42.76.20.73, 42.76.20.74, 42.76.20.75, 42.76.20.76, 42.76.20.77, 42.76.20.78, 42.76.20.79, 42.76.20.80, 42.76.20.81, 42.76.20.82, 42.76.20.83, 42.76.20.84, 42.76.20.85, 42.76.20.86, 42.76.20.87, 42.76.20.88, 42.76.20.89, 42.76.20.90, 42.76.20.91, 42.76.20.92, 42.76.20.93, 42.76.20.94, 42.76.20.95, 42.76.20.96, 42.76.20.97, 42.76.20.98, 42.76.20.99, 42.76.20.100.

MAÎTRE SPÉCIALISÉ EN MANAGEMENT INTERNATIONAL DES RESSOURCES HUMAINES

Maître accrédité par la Conférence des Grandes Ecoles, réalisé par Sup de Co Marseille (Groupe EIA), en collaboration avec son réseau de partenaires européens, américains, asiatiques et I.A.N.D.C.P.

Informations et inscriptions :
Didier Cazal
SUP DE CO MARSEILLE
Tél. 91 41 01 60

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE

Le Monde CAMPUS

LA RUBRIQUE DES ÉTUDIANTS

l'actualité sociale, culturelle et pratique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

هكذا من الأصل

08 des BDE

Le mouvement étudiant allemand a été rebaptisé par ses promoteurs Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue, une génération d'étudiants peu accoutumés à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le parti des Verts et par les sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionnelles comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

Des réformes

de l'enseignement

Cet enseignement, qui a été rebaptisé par ses promoteurs Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue, une génération d'étudiants peu accoutumés à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le parti des Verts et par les sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionnelles comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

ge de Nancy

Le mouvement étudiant allemand a été rebaptisé par ses promoteurs Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue, une génération d'étudiants peu accoutumés à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le parti des Verts et par les sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionnelles comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

Le mouvement étudiant allemand a été rebaptisé par ses promoteurs Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue, une génération d'étudiants peu accoutumés à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le parti des Verts et par les sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionnelles comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

MANAGEMENT INTERNATIONAL
DES RESSOURCES HUMAINES

Le Monde
CAMPUS

LA BIBLIOTHEQUE DES ETUDIANTS

L'actualité sociale
culturelle
politique

TOUS LES JOURS DANS LE MONDE

Turbulences allemandes

Le calme est revenu dans les universités ouest-allemandes depuis décembre 1988 par une vague de grèves de protestation contre la surcharge des amphithéâtres, le manque de logements dans certaines villes universitaires comme Fribourg ou Bonn. La contestation avait pris une tournure violente en janvier à Berlin-Ouest, où des affrontements avaient mis aux prises la police, protégeant des étudiants non grévistes venus passer leurs examens de fin de semestre, et les piquets de grève postés devant l'université libre de Berlin-Ouest.

Si le mouvement étudiant de cet hiver, baptisé par ses promoteurs Unimut (courage et/ou colère de la fac), a pu mobiliser, pendant une période relativement longue, une génération d'étudiants peu accoutumés à la contestation systématique, il n'a jamais débouché, comme ce fut le cas en 1968, sur une remise en cause systématique du fonctionnement de l'université ouest-allemande. Les seules revendications dépassant des objectifs purement corporatistes concernaient des thèmes féministes. L'Université ne faisait en cela que suivre le mouvement général de la société ouest-allemande, qui accorde à cette thématique une grande importance : les quotas de femmes aux postes de direction ont été adoptés par le parti des Verts et par les sociaux-démocrates, et la revendication du pouvoir par les femmes touche même des formations politiques plus traditionnelles comme les libéraux et les chrétiens-démocrates.

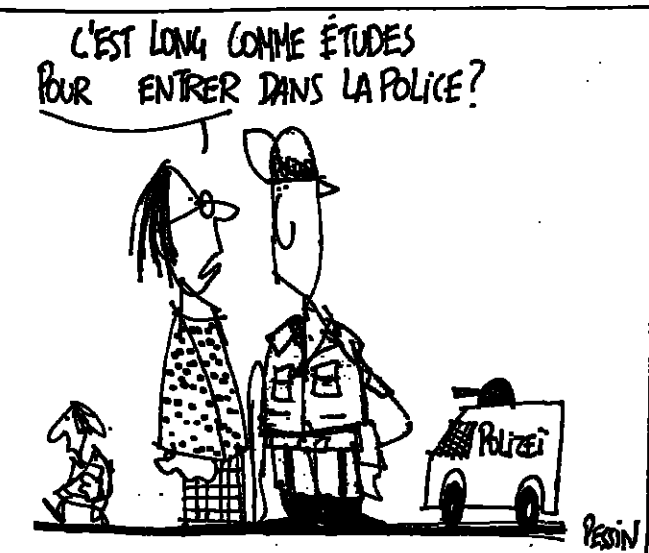
Le fait que le mouvement de cet hiver soit porté des étudiants en gestion des entreprises peut expliquer que ce mouvement n'ait pas répondu à l'attente des vétérans de 1968, qui avaient cru y voir une renaissance de cette remise en cause globale du système social dont ils ont une certaine nostalgie.

Le gouvernement a néanmoins pris très au sérieux les turbulences universitaires. Il est en

train de mettre au point un programme d'urgence d'investissement de trois ans, visant à améliorer les conditions d'études des quelque 1,5 million d'étudiants de RFA. Les projections se fondant sur l'analyse des données démographiques ne se sont pas révélées exactes : l'arrivée des « classes creuses » à l'âge universitaire n'a pas fait baisser le nombre d'étudiants. La proportion des étudiants de l'Abitur (baccalauréat) entamant des études supérieures est en croi-

Le chancelier Kohl est décidé à faire de la réduction de la durée des études universitaires un thème majeur de sa campagne pour les élections au Bundestag de 1990, estimant que cette habitude nuit à la compétitivité de l'économie ouest-allemande : elle réduit en effet la couche active de la population, qui doit également prendre en charge un nombre croissant de retraités. Le thème est porteur.

Pour l'instant, les négociations sont épuisées entre le ministère

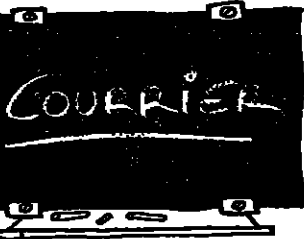


sante progression, et les bacheliers ayant acquis une formation professionnelle à l'issue de l'enseignement secondaire sont plus nombreux qu'on ne le prévoyait à venir ensuite à l'Université.

Il s'ajoute à cela un phénomène typiquement allemand : l'allongement de la durée des études. La moyenne de la durée des études dans les universités est actuellement de douze semestres, et notablement plus élevée que dans les autres pays européens.

Le ministère de l'éducation et de la science, dirigé par M. Jürgen Möllemann (libéral), et les régions, dotées de larges compétences dans le domaine universitaire, pour décider de la répartition du plan d'urgence, dont le montant doit s'élever à 2,6 milliards de deutschmarks. Cet argent devrait être consacré à la construction de nouveaux locaux universitaires, à la création de postes d'encadrement des étudiants et à l'accroissement du nombre et du montant des bourses.

LUC ROSENZWEIG.



Une société et une réforme peu démocratiques

Je m'étonne de vos étonnements et de ceux que vous prêtez à M. Jospin dans votre article intitulé « L'Europe des collèges n'existe pas » dans le Monde Campus du 16 février. En effet, pourquoi voulez-vous que tous les pays d'Europe soient arrivés à une sorte de consensus concernant ce que vous nommez tantôt « collège », tantôt « école moyenne » ? Je pense que vous êtes malgré vous inconsciemment animé par une volonté centralisatrice et impérialiste. En effet, si l'Europe des collèges existait, si un même système éducatif s'était imposé de Stockholm à Naples et de Dublin à Athènes, cela serait bien commode, et M. Jospin ne tergiverait pas. Il trancherait rapidement et souverainement, et l'affaire serait dans le sac. Si M. Jospin a changé plusieurs fois d'avis sur cette question, c'est probablement que sa doctrine n'est pas encore fixée.

Par contre, je m'étonne que vous ne vous étonniez point du fait que M. Jospin prépare sa réforme dans le plus grand secret en réunissant des grandes commissions d'experts hautement titrés et gradés. Il me semble que c'est là une erreur capitale. Je pense en effet qu'une réforme d'une telle ampleur (il n'y en a pas eu de telle depuis 1945) devrait concerner tout un chacun. Ce que M. Jospin ne voit pas, ou plutôt ne veut pas voir, c'est qu'on ne peut réformer de fond en comble le système éducatif sans toucher à l'ensemble de l'édifice social.

Lorsque vous énumérez les divers systèmes éducatifs de l'Europe occidentale, vous montrez justement la diversité de ces systèmes, mais vous n'en développez point les causes. Or ces causes sont lumineuses : c'est que les systèmes éducatifs ne font que refléter les systèmes politiques des

divers types de société. A cet égard, il faudrait oser dire que si l'on jugeait la France d'après son système pédagogique, on devrait sans hésiter dire que la France est certainement la moins démocratique de toutes les démocraties occidentales. La plupart des démocraties occidentales que vous citez — Pays-Bas, Danemark... — ont mis des siècles pour réaliser leurs systèmes éducatifs, et, au Danemark par exemple, ce système est en perpétuelle évolution. Mais l'énorme différence avec la démocratie française, c'est que dans ces pays l'éducation et l'enseignement ne sont pas l'affaire de l'Etat seul, du ministre seul, des seules commissions d'experts, même hautement qualifiés. Dans ces pays, l'éducation est l'affaire de tous, et prioritairement l'affaire des enfants et des parents.

C'est pourquoi je pense que la manie du secret de la réunion de commissions restreintes augure mal d'une réforme qui devrait se faire au grand jour. Et surtout cette réforme devrait émaner de la base, c'est-à-dire des utilisateurs de l'école. Il est quand même aberrant de penser qu'une telle réforme sera faite en dehors des instituteurs et des professeurs. Nous avons l'habitude en France de tout promulguer par des décrets, des lois qui émanent de l'Etat, du gouvernement. Certes, cela ira beaucoup plus vite. Je comprends la hâte de MM. Rocard et Jospin, qui veulent en finir au plus vite, au plus tôt, mais je pense qu'en matière éducative il faut se hâter avec lenteur, il faut savoir perdre du temps pour en gagner. Mais cette réforme-là — qui serait hautement démocratique — nous ne la ferons pas. Nous aurons simplement bouleversé les bourses, les services, etc., nous n'aurons point changé les mentalités, ce qui aurait été essentiel.

M. DECRIEM FRANKSEN,
professeur formateur
à l'Ecole normale d'Avignon.

Pas de licence pour les instituteurs

L'ENSEIGNEMENT primaire est si fondamental que toute réforme de la formation des maîtres doit être mûrement réfléchie. Nos instituteurs doivent être à la fois bien formés et bien payés. Mais ces conditions impératives

n'entraînent pas qu'il faille leur donner la même formation qu'aux professeurs licenciés des collèges. Les premiers ont besoin d'une formation pluridisciplinaire ; les seconds d'une formation monodisciplinaire.

Or des revendications syndicales, suivies de déclarations officielles, tendent à accréditer l'idée qu'une licence, d'ailleurs quelconque, nous donnera de meilleurs instituteurs. Cette exigence est artificielle et suicidaire. A coup sûr, elle nous donnerait de moins bons instituteurs, et affaiblirait notablement leur recrutement.

La formation actuelle des jeunes maîtres — deux ans d'école normale précédés de deux ans de formation monodisciplinaire à l'Université, le plus souvent non scientifique, — est déjà mal adaptée à leur futur métier, et aura besoin d'être améliorée. Mais l'exigence d'une licence accentuerait encore son caractère monodisciplinaire. On verrait arriver à l'école normale des étudiants dont la plupart, depuis la classe de première, donc depuis cinq à six ans, n'auraient reçu aucune formation scientifique.

Quel serait le profil de ces jeunes maîtres, après trois ans d'université (et plus souvent quatre) suivis de deux ans d'EN ? Certainement pas celui d'un étudiant, qui peut, avec six ans d'études après le bac, accéder à d'autres professions, attrayantes et bien rémunérées ; ni celui d'un étudiant littéraire qui peut dans le même temps préparer, après sa licence, un CAPES et devenir ainsi professeur de collège ou de lycée.

Exiger des instituteurs une licence, c'est aller à contre-courant des efforts de diversification annoncés par le ministre de l'éducation nationale pour utiliser au mieux les goûts et les aptitudes de nos jeunes. Se tourner vers l'enseignement secondaire ceux qui joignent à un goût marqué pour une discipline, littéraire ou scientifique, le désir de le partager avec de jeunes adolescents. Deviennent instituteurs ceux dont les goûts sont moins spécifiques et qu'attire la formation de jeunes enfants.

A ces deux vocations correspondent des besoins différents de formation. Ce serait une grave erreur que de gommer cette différence.

GUSTAVE CHOQUET,
professeur,
membre de l'Académie des sciences.



CONFÉRENCE DES GRANDES ECOLES

JOURNEE MASTERS

jeudi 23 mars

TELECOM - PARIS

46, rue Barrault - PARIS 13^e

9 h - 18 h

INFORMATION SUR LES MASTERS,

des Grandes Ecoles
d'Ingénieurs et de Gestion.
Rencontres avec les responsables
Mastères de chaque Ecole

TABLES RONDES ANIMEES PAR DES DIRIGEANTS D'ENTREPRISE ET DIRECTEURS D'ECOLE

14 h 30 - 15 h 15

Les Mastères,
une deuxième formation

15 h 45 - 16 h 30

L'internationalisation des
Mastères

17 h 00 - 17 h 45

Les entreprises et les Mastères

Pour tous renseignements
3615 Le Monde service Campus
Conférence des Grandes Ecoles
Tél. (1) 43.26.25.57

ENTREE LIBRE

LES INGENIEURS A L'HEURE EUROPEENNE

L'atout
de la diversité

DES le début des années 50, des personnalités françaises et allemandes du monde des ingénieurs se sont rencontrées pour créer ce qui constituait l'atout de la FEANI (Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs). Son objectif principal est de faciliter la compréhension réciproque entre les divers partenaires européens et de travailler au développement de la mobilité des ingénieurs.

En 1958, des responsables de l'enseignement supérieur en France et en Allemagne ont créé un Bureau franco-allemand de liaison entre les grandes écoles françaises d'ingénieurs et les Technischen Hochschulen allemandes (bureau GE-TH). Vers 1968, est proposé pour la première fois un projet de directive européenne relative aux ingénieurs, dans la perspective d'un développement de la mobilité professionnelle des ingénieurs. Ce projet n'a pas encore pu aboutir du fait de la complexité du problème de l'exercice professionnel des ingénieurs en Europe. Enfin, en 1973, est créée la SEFI (Société européenne pour la formation des ingénieurs).

Quarante années environ ont donc été nécessaires pour construire l'Europe des ingénieurs, pour apprendre aux uns et aux autres à se connaître, éliminer les préjugés et commencer à travailler ensemble.

La FEANI a eu le mérite d'oser proposer récemment un modèle compatible européen : le Registre FEANI des ingénieurs et le titre d'ingénieur européen (EUR. ING) qui essaient de trouver un compromis entre les positions très contrastées des divers partenaires. Il s'inspire largement du modèle britannique, dans la mesure où il prévoit un système d'accréditation, reposant sur la formation académique et l'expérience professionnelle.

Nombre de responsables de formations d'ingénieurs constatent cette position de la FEANI.

Pas de modèle

standard

Face au projet FEANI, les responsables de la Communauté européenne s'efforcent de définir ce qui pourrait être une directive pour les ingénieurs. Les architectes disposent d'une directive spécifique et certains ingénieurs (notamment ceux du génie civil dans certains pays à exercice professionnel réglementé) souhaitent obtenir les mêmes dispositions. Mais pour l'instant les ingénieurs des divers pays et les gouvernements ne parviennent pas à s'accorder. En sortant, en juin dernier, la directive générale relative aux professions réglementées, les instances communautaires ont accru la confusion parmi les ingénieurs, puisqu'elle concerne toutes les formations délivrant un diplôme à bac + 3 ou plus. Elle renforce la position britannique d'une formation académique courte et incite à l'allongement des formations en deux ans.

Dans l'état actuel des réflexions sur l'avenir des formations d'ingénieurs en Europe, que peut-on déduire comme grandes tendances ? On voit d'abord apparaître un processus de compréhension mutuelle, qui conduit à refuser toute tentative bureaucratique de fusion (confusion) en un modèle standard, qui ne pourrait qu'être aligné sur le système le moins performant. L'Europe des formations d'ingénieurs ne se fera que dans le respect des diversités et des spécificités. Les réactions négatives contre le projet FEANI ou la sortie d'une directive européenne ingénieurs unificatrice des systèmes sont révélatrices de cette tendance. A contrario, le succès des programmes de mobilité interuniversitaire (ERASMUS notamment) qui visent à tirer le maximum de profit des différences ne peut qu'accentuer cette orientation.

La deuxième grande tendance serait la nécessité d'une qualité de formations différenciées fonctionnellement — mais pas nécessairement hiérarchiquement — et bien articulées entre elles (longues-courtes ; théoriques-pratiques).

Une troisième tendance consiste à définir une sorte de niveau « européen » de formation minimale d'un ingénieur à bac + 4. Dans certains pays, comme les Pays-Bas, des formations longues viennent d'être ramenées à quatre ans. Dans d'autres — la RFA, par exemple — les formations courtes de trois ans et demi devraient prochainement passer à quatre ans.

Le monde des ingénieurs en Europe ressemble à un véritable patchwork. De façon grossière, on peut distinguer

La formation des ingénieurs est profondément liée aux traditions nationales. La France, l'Allemagne et la Grande-Bretagne ont élaboré trois modèles d'inspiration très différente.

LES perspectives d'unification européenne agitent le monde des ingénieurs. Qu'il s'agisse de la proposition de la FEANI (Fédération européenne des associations nationales d'ingénieurs) de créer un titre d'ingénieur européen, des initiatives de Bruxelles réunissant les projets de directives relatives aux professions réglementées, ou des programmes communautaires (ERASMUS, COMETT ou autres), le débat sur la nécessité d'une harmonisation des formations et des professions d'ingénieurs est ouvert. Malheureusement, il reste bien souvent confus du fait de la méconnaissance des spécificités des formations et des professions dans les pays partenaires.

Le monde des ingénieurs en Europe ressemble à un véritable patchwork. De façon grossière, on peut distinguer

L'autre conséquence du principe des écoles françaises d'ingénieurs est leur extrême adaptation aux besoins du monde professionnel. Et leur peu d'intérêt, pour la grande majorité d'entre elles, pour le développement de la recherche (même si aujourd'hui des efforts sont faits dans ce sens). Les collèges allemands des universités techniques reprochent aux écoles françaises d'être trop exclusivement préoccupées par la formation « scolaire » de leurs élèves, mais aussi de ne pas être plus indépendantes des milieux professionnels, administratifs, ou politiques. « Vous n'êtes pas assez Wissenschaft » (scientifiquement orientés), entend-on dire souvent.

L'autre trait dominant du système français, c'est l'absence de contrôle ou d'évaluation sur l'exercice de la profession d'ingénieur. N'importe qui peut

accéder au développement de la science (Wissenschaft) et la profonde intégration de la recherche et de la formation. Le développement d'une formation d'ingénieurs ne se justifie pas par rapport à un besoin de l'Etat ou de l'industrie, mais par la logique de développement autonome de la science. Ce modèle revendique l'autonomie du système de formation par rapport au monde industriel, ce qui explique l'organisation des formations au sein de grands établissements pluridisciplinaires — d'abord Technische Hochschulen, puis Technische Universitäten. Ce modèle classique est aujourd'hui proposé par une quinzaine de très grandes universités (universités techniques — disons polytechniques — pour la plupart). Il délivre de 8 000 à 9 000 ingénieurs par an. Chaque université technique délivre environ 600 diplômes et gère des effectifs tournant autour de 20 000 à 30 000 étudiants.

Les universités techniques allemandes apparaissent comme de grandes machines à faire de la recherche. Leur réputation tient plus à tel institut ou tel professeur connu internationalement qu'à l'institution elle-même. L'idée de hiérarchiser les universités fait généralement sauter les parrains d'outre-Rhin — pour qui d'ailleurs le concept d'école reste particulièrement douloureux.

La formation reste assez fondamentalement axée sur les disciplines techniques de l'ingénieur. Alors que les matières non techniques (économie, droit, sciences humaines, communication, langues...) représentent 15 % à 25 % des programmes des grandes écoles françaises, elles sont quasiment absentes dans les universités techniques allemandes. L'ingénieur allemand reste fondamentalement un ingénieur au sens traditionnel du terme, alors que le diplômé d'une grande école française devient vite un gestionnaire de projet, un organisateur de systèmes techniques et bifurque souvent vers une carrière hors ingénierie.

Une différence importante entre les modèles français et allemand tient à la durée des études. Alors qu'en France on obtient le diplôme à la fin de la licence (troisième année), en Allemagne, l'étudiant prend le temps d'apprendre et de profiter des équipements de l'université technique. S'il est normalement possible de terminer ses études en quatre ans et demi ou cinq ans, la durée moyenne de formation est plutôt de sept ans.

Pour des raisons politiques, mais aussi économiques, les responsables allemands se sont engagés, vers 1969-1970, sur la voie de la dualité des formations d'ingénieurs. En créant les Fachhochschulen (ou plutôt en consolidant un dispositif pré-existant), les autorités allemandes ont souhaité élargir les chances d'accès pour le plus grand nombre à des carrières de professionnels spécialisés — ingénieurs ou autre. Reconnaissant la nécessité pour l'industrie de disposer de cadres intermédiaires pouvant faire tourner l'entreprise, elles ont promu l'idée d'ingénieurs technologiques (Graduierter Ingenieur) formés de façon plus pratique. Aujourd'hui le système des Fachhochschulen est un succès incontesté, même si des rumeurs circulent parfois sur le faible niveau des ingénieurs ainsi formés. Alors que les universités techniques délivrent 8 000 diplômes d'ingénieurs par an, les Fachhochschulen mettent sur le marché 16 000 ingénieurs qui portent

aujourd'hui le même titre de Diplôme-Ingenieur que les ingénieurs issus des universités. Formation courte en trois ans et demi, comprenant un an de stage, la Fachhochschule n'a pas d'équivalent strict en France... sauf à revoir d'un peu plus près le dispositif des IUT.

Le modèle britannique est conçu sur de toutes autres bases. Alors que sur le continent la priorité est accordée à la formation académique, on s'attache, en Grande-Bretagne, à la reconnaissance professionnelle de l'individu ingénieur : les premières formations d'ingénieurs à l'université n'apparaissent qu'au milieu du dix-neuvième siècle — ce qui n'a pas empêché l'Angleterre de disposer de remarquables ingénieurs (Stephenson, Brunel...) et être à l'origine de la grande révolution industrielle du dix-neuvième siècle.

Pour comprendre le modèle britannique, il faut prendre le problème par l'aval. La société britannique attache une importance extrême aux liens qui s'établissent entre individus, dès lors qu'ils défendent les mêmes valeurs. Ainsi pour les ingénieurs, les institutions (Institution of Civil Engineering, Institution of Mechanical Engineering...) jouent un rôle déterminant. Un ingénieur britannique n'est vraiment reconnu que lorsqu'il reçoit son bâton de maréchal de « Chartered Engineer » et qu'il devient membre de l'une de ces institutions.

La plus ancienne d'entre elles, l'Institution of Civil Engineer, fondée en 1818, comprend, à elle seule, plus de 50 000 membres répartis dans plus de cinquante pays. C'est l'un des éditeurs scientifiques et techniques les plus importants dans son domaine en Grande-Bretagne, mais aussi au niveau mondial.

L'expérience

du terrain

L'accès au titre de Chartered Engineer suppose certes une formation académique conduisant au Bachelor of Science ou Bachelor of Engineering, après trois ou quatre années d'études. Mais il nécessite surtout que le jeune diplômé de l'université ait d'abord fait ses preuves pendant deux à trois ans sur le terrain.

L'exercice de la profession d'ingénieur est sévèrement réglementé dans certains domaines et pour certaines activités, ce qui renforce le poids des institutions. La formation académique reste le point faible du modèle britannique, souvent dénoncé par les partenaires européens : formation d'une durée de trois ans (quatre en Écosse) et dans certains programmes anglais combinant l'ingénierie et la gestion, très axée sur la technologie et la pratique professionnelle d'un faible niveau dans les disciplines abstraites, et notamment en mathématiques.

L'une des raisons majeures des difficultés des projets de directive européenne pour les ingénieurs réside dans ce décalage entre le modèle britannique de formation académique courte et pratique et les modèles continentaux traditionnels qui privilégient les études longues et difficiles. Ces trois principaux modèles européens sont fondés mentalement étrangers entre eux et les divergences parfois irréconciliables.

JEAN MICHEL

Professeur à l'école nationale des ponts et chaussées, président du bureau GE-TH (grandes écoles techniques hochschulen).

Les stages de la semaine

Obs. : étude de marché sur implantation centre de naturopathie. Lieu de stage : Côte d'Azur. Hébergement assuré. M. 1253.
Lieu : Les Milles (13). Date : juin. Durée : 3 mois minimum. Profil : bac + 3 ges/mark. Indemnité : à négocier. Obs. : développement de produits de formation, mise en place d'un réseau. M. 1229.

COMMUNICATION

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 4 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : à négocier. Obs. : concevoir et réaliser des outils de formation audiovisuels ou papier. C. 1361.
Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3 art déco. Indemnité : 3 500 F à 4 500 F. Obs. : création de supports graphiques et textuels sur présentation conseil et services ; savoir dessiner ; connaître la PAO (grande entreprise dans secteur des assurances). C. 1358.
Lieu : Genève. Date : mi-mars. Durée : 2x3 mois en contrat à durée déterminée. Profil : bac + 3 CELSA. Indemnité : 100 000 à 125 000 F. Obs. : assistant du directeur de la communication ; mise en place des actions de communication ; 1^{re} expérience dans la communication écrite. C. 1339.
Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : 2 000 F. Obs. : assistant(e) de relations publiques.
Lieu : Puteaux. Date : mai. Durée : 6 mois/1 an. Profil : bac + 3, 4 CELSA. Indemnité : selon convention et compétences. Obs. : assistant(e) communication publicitaire, presse, journaux, anglais soutenu, plein temps. C. 1256.

INFORMATIQUE

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : remboursement

des frais. Obs. : programmeur micro Excel/World 4 dices. Formation assurée. L. 1336.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 2 à 3 mois. Profil : bac + 3, 4. Indemnité : 1 500 F à 3 500 F. Obs. : exploitation micro-ordinateur dans secteur financier. L. 1356.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : à convenir. Obs. : passionné micro : assister utilisateur logiciel et matériel de base Lotus PAO. Tests logiciels (grande entreprise UPC). L. 1352.

Lieu : Courbevoie. Date : mai. Durée : 3 mois. Profil : bac + 2 info/gest. Indemnité : 2 000 F + prime. Obs. : réaliser interface entre la facturation fournisseur et la gestion. L. 1345.

Lieu : Paris. Date : mai. Durée : 2 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : 3 600 F. Obs. : mise en place d'un logiciel de gestion bibliographique. L. 1344.

Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 4 à 6 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : 8 000 à 9 000 F/mois. Obs. : développement logiciel de gestion de linéaire en C. L. 1305.

GESTION/COMPTABILITÉ
Lieu : Courbevoie-la Défense. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4 ges/ica. Indemnité : 4 000 à 5 000 F. Obs. : contrôle de gestion des marques (grande entreprise dans secteur chimie grande consommation). G. 1359.

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 4, 5. Indemnité : 4 000 F. Obs. : travailler sur chantier de comptabilité analytique (grande entreprise dans secteur des assurances). G. 1357.

Lieu : Paris. Date : indéterminée. Durée : 1 mois. Profil : bac + 2. Indemnité : 1 000 F + avantages + commissions. Obs. : pratique logiciels compa/gestion ; travaux, démonstrations, vente. G. 1341.
Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : indéterminée. Profil : bac + 2. Indemnité : à déterminer. Obs. : comptabilité générale + gestion des fournisseurs. G. 1336.
Lieu : Lyon. Date : mi-mars. Durée : indéterminée. Profil : bac + 3 minimum. Indemnité : à convenir. Obs. : mise en place d'un plan de prévention en sécurité du travail (grande entreprise secteur public). G. 1338.
Lieu : Paris. Date : mi-mars. Durée : 6 mois. Profil : bac + 2 sec/info. Indemnité : à définir, possibilité embauche. Obs. : organisation d'un secrétariat avec TTX. S. 1346.

COMMERCIAL

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 3 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : à convenir. Obs. : technico-commercial informatique. M. 1365.
Lieu : Nanterre. Date : mi-mars. Durée : indéterminée embauche. Profil : bac + 2 techniques de com. Indemnité : 8 000 F au départ. Obs. : assistante commerciale anglais exigé. C. 1283.

DIVERS

Lieu : Paris. Date : avril. Durée : 1 mois. Profil : bac + 3. Indemnité : remboursement des frais. Obs. : documentaliste géomaticienne. A. 1364.

Et de nombreuses autres propositions sur Minitel :

3615 JOBSTAGE

ou en appelant le : 47-35-43-43



Radio-télévision

Les programmes complets de radio et de télévision sont publiés chaque semaine dans notre supplément du samedi intitulé « Radio-télévision ». Signification des symboles : P Signifié dans « le Monde radio-télévision » □ Film à visionner □ On peut voir □ Ne pas manquer □ Film à visionner □ Film à visionner

Mercredi 15 mars

TF 1

20.45 Variétés : Sacré soirée. Emission présentée par Jean-Pierre Foucault. Invités : Jackie Sardou, Jeanne Mès, Gérard Lenorman. Variétés : La Crazy Horse, Diane Tell, Vaya con Dios, Isabelle Pervane, une vidéo de Michael Jackson. Coup de cœur : Arnold Schwarzenegger. 22.40 Football. Coupe d'Europe des clubs champions. Match retour : Galatasaray-Monaco (en direct de Cologne). 0.15 Journal et météo. 0.35 Série : Déesse d'histoire. Intrigues : Le grand jeu.

A 2

20.35 Série : Sentiments. Le mur de Berlin. d'Yves Buisson. avec Pierre Malet, Rebecca Pally. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Patrimoine artistique. Championnat du monde : Libre couplet. 23.15 Informations : 24 heures sur la 2. 23.35 Météo. 23.40 Magazine : Figures. De Jacques Chancel. Invité : Mano Deyak. Une passion : le désert.

FR 3

20.35 Théâtre : Monsieur Chasse. Comédie en trois actes de Georges Feytaud, mise en scène d'Yves Figeat, avec Lise Delamar, Paule Noëlle, Jacques Servy, Louis Arbessier. 22.55 Journal. 23.15 Magazine : Océan. Cycle. Glean Gould. 23.40 Météo. 23.45 Informations. 23.50 Météo. 23.55 Informations. 24.00 Météo.

CANAL PLUS

20.00 Football. Coupe d'Europe des clubs champions (match retour). Galatasaray (Turquie)-Monaco (France). 21.50 Série : Padre. 22.35 Flash d'informations. 22.40 Cinéma : Adèle, mon salut ! Film américain de Peter Yates (1973). Avec Robert Mitchum, Peter Boyle, Richard Jordan. 0.20 Cinéma : Plaisir. Film franco-espagnol de Luc Béraud (1980). Avec Patrick Dewaere, Clio Goldsmith, Jeanne Moreau. 1.45 Cinéma : Thérèse Desquerra. Film français de Georges Franju (1962). Avec Emmanuelle Béart, Edith Scob, Philippe Noiret, Sami Frey.

LA 5

20.30 Têlémag. 22.20 Têlémag. 22.30 Têlémag. De John Erman, avec Frédéric Forêt, Chris Collet.

Jeudi 16 mars

TF 1

13.35 Feuilleton : La ligne de chance. 14.30 Têlémag. La terre et le monde. De Jacques Erland, avec Agnès Torrent (débuteur). 15.30 Série : Déesse d'histoire. 15.55 Cinéma : Les 1001 nuits. 16.10 Variétés : La chanson aux chaussons. 16.30 Club Dorothée. Les Snorkles. Docteur Stimp. Les chevaliers du zodiaque. Tu chantes, tu gagnes. Mes tendres amours. 17.50 Série : Les reines de San Francisco. 18.45 Aïe de recherche. 18.50 Feuilleton : Santa-Barbara. 19.20 Jeu : La roue de la fortune. 19.50 Le Météo show. 20.00 Journal. Météo et Tapis vert. 20.40 Têlémag. Un film dans la nuit. De Rod Holcomb, avec Ken Wahl, Jonathan Banks. 22.20 Magazine : La séance de 22 heures. Présenté par Patrick Saurat. Invité : Patrick Chesnais. 22.30 Cinéma : Le Docteur. Film français de Jean-Pierre Melville (1962). Avec Jean-Paul Belmondo, Serge Reggiani, Jean Desailly. 0.20 Journal et météo. 0.30 Spécial sports. Championnat du monde de patinage artistique à Berne : Finale libre hommes.

A 2

13.45 Feuilleton : Jours de gloire. 14.10 Feuilleton : Lili, petit à petit (5^e épisode). 15.10 Magazine : Du côté de chez Fred. Présenté par Frédéric Mitterrand. Les aviateurs. 16.00 Flash d'informations. 16.05 Série : Chapeau melon et bottes de cuir. 16.55 Flash d'informations et météo. 17.00 Magazine : Graffiti. Présenté par Gröncho et Chico. Lady Oscar. Quick et Flop. Gruffeur. La petite merveille. 17.55 Série : Les deux fous du père. 18.45 Jeu : Des chiffres et des lettres. D'Armand Jammot, présenté par Laurent Cabrol. 19.10 Actualités régionales. 19.35 Plateau de rire : L'off story. 20.00 Journal et météo. 20.30 INC. 20.35 Cinéma : Un passionné sur l'écran. Film français de Jacques Demy (1978). Avec Lino Ventura, Nicole Garcia, Claudine Auger. 22.05 Flash d'informations. 22.10 Magazine : Edition spéciale. Présenté par Claude Sérillon. Spécial élections municipales, en direct du Théâtre de la Cité à Marseille. 23.35 Informations : 24 heures sur la 2. Avec le magazine européen Informations 12. 23.55 Météo. 0.00 Magazine : Du côté de chez Fred (rediff.).

FR 3

13.05 Série : Le jeune docteur Kildare. 13.30 Magazine : Regards de femme. 13.57 Flash d'informations : Spécial Bourse. 14.00 Magazine : Dado. De Marina Prioux, présenté par Caroline Tresca. 14.30 Magazine : C'est pas juste. D'Agnes Vincent, présenté par Vincent Perrot, Evelynne Pagès, Agnès Vincent. 15.30 Magazine : Têlémag. Vidéo look. Mon héros préféré : Clément, théâtre, livres. Attraction : Signes extérieurs : Têlémag. 16.00 Cinéma : 2001 : L'espace d'un tour. 16.10 Le jeu de la séduction. Variétés : et à 16.00, le flash d'informations. 17.00 Flash d'informations : Spécial Jennes. De 17.05 à 18.30 Année 3. 17.45 Déesse d'histoire. 17.50 Croc-à-neige. 18.00 La harpe. 17.10 Série : Nell. 17.35 Déesse d'histoire : Signé Car's eyes. 18.00 1789 au jour le jour. 18.05 Magazine : Drevet vend la suite. 18.30 Jeu : Questions pour un champion. 19.00 Le 19-20 de l'information. De 19.10 à 19.30, le journal de la région. 19.58 Déesse d'histoire : Il était une fois la vie. Les horreurs. 20.07 Jeu : La classe. 20.35 Cinéma : Connaissances. Film français de Jean-Charles Tacchella (1975). Avec Marie-France Baurat, Victor Lanoux, Marie-France Pisier, Guy Marchand. 22.15 Journal. 22.35 Magazine : Océan. Spécial Festival du réel : l'anthropologie. 3. Le petit chat est mort, de Gérard Philp. 23.30 Météo. 23.35 Informations. Duo opus 7 de Kodaly par Christophe Henkel, violoncelle, et Gérard Philp, violon. 23.40 Magazine : Espace francophone. Dakar à la veille du sommet de la francophonie : les francophones et la révolution française.

CANAL PLUS

13.30 Cinéma : Birdy. Film américain d'Alan Parker (1984). Avec Matthew Modine, Nicolas Cage, John Hartman. 15.30 Cinéma : Eddie and the Cruisers. Film américain de Martin Davidson (1983). Avec Tom Berenger,

0.00 Journal de nuit. 0.05 Magazine : Nomades (rediff.). 0.30 La demoiselle d'Avignon (rediff.). 1.00 Madame, allez-vous ? (rediff.). 1.30 Boulevard et compagnie (rediff.). 1.50 Têlémag. 2.00 Le guide et la balance (rediff.). 2.10 Vive la vie ! (rediff.). 2.20 Volez, volez (rediff.). 2.30 Feuilleton : Dominique. 4.05 Volez, volez (rediff.). 5.05 Têlémag. 5.10 Volez, volez (rediff.). 5.30 Boulevard et compagnie (rediff.).

M 6

20.35 Têlémag. L'hôpital en flammes. De Rod Amateau, avec Mitchell Ryan, Barbara Parkins. 22.10 Magazine : Libre et change. De Michel Polac. Sur le thème « Trois roses pour Carver. Hommage à Raymond Carver ». Avec François Fabian, Jean Vautier, Laure Adler, Jacques Steinberg. 23.20 Six minutes d'informations. 23.25 Série : L'homme de fer. 0.15 Magazine : Boulevard des clips. 2.00 Magazine : Adventure (rediff.). 2.25 Magazine : Destination santé (rediff.). 3.30 Magazine : Le guide et la balance (rediff.). 3.55 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 4.15 Magazine : Quand la science nous fascine (rediff.). 5.10 Documentaire : S'il te plaît, montre-moi nos histoires. 5.30 Année jour après jour (41^e et 42^e épisodes). 6.00 Météo : Boulevard des clips.

FRANCE-CULTURE

20.30 Tire la langue. Le théâtre de l'opéra. 21.30 Correspondances. Des nouvelles de la Belgique, de la Suisse et du Canada. 22.00 Communiqué des radios publiques de langue française. La nouvelle communale. 22.40 Nuits magiques. Recluses et vagabondes. 2. Odette du Pyrgandem et Djuna Barnes. 0.05 Du jour au lendemain. Avec Alexandre et Le Shargorodsky. 0.50 Météo : Coda. Ventes cassés, voix brisées.

FRANCE-MUSIQUE

20.30 Concert (donné le 6 décembre 1987 à Herne) : œuvres de Sances, Paganini, Mendels, Valentin, Milandzi, Monteverdi, Mazzocchi, par Isabelle Pouletard (soprano), Jill Feldman (soprano), Konrad Junghans (ténor), Andrew Lawrence-King (basse), Erin Handley (basse et violon de chambre). 21.30 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee.

LA 5

13.35 Série : L'inspecteur Derrick. 14.45 Série : Bonanza. 15.45 Série : Capitaine Farill. 16.50 Kamas, l'aventure de Norman Météo. 17.15 Emission. 17.40 Les défilés de la Terre. 18.05 Journal. 18.30 Boulevard et compagnie. 18.50 Journal. 19.00 Série : Deux fous à Miami. 20.00 Journal. 20.30 Têlémag. 20.35 Météo. 21.30 Cinéma : Les 1001 nuits. 21.40 Cinéma : Le film américain de John Russell (1984). Avec Kathleen Turner, Anthony Perkins, John Laughlin. 0.00 Journal de nuit. 0.05 Les Jours et les Nuits de Chas Hys (nuit). 0.25 Capitaine Farill (rediff.). 3.10 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.30 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 18.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 19.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 20.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 21.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 22.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 23.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 0.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 1.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 2.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 3.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 4.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 5.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 6.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 7.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 8.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 9.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 10.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 11.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 12.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 13.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 14.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 15.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 16.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.15 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.35 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy Moore, Bruce Lee. 17.55 Cinéma : Le film américain de Michael King (1982). Avec Bruce Baron, Mandy



CARRIÈRES EUROPÉENNES EN ENTREPRISES.

NRC • HANDELSBLAD • LE SOIR • **Le Monde** • Süddeutsche Zeitung • CORRIERE DELLA SERA • EL PAIS • De Standaard • THE INDEPENDENT

Amsterdam... Auckland... Bahrein... Bangkok... Bombay... Ce
Colombo... Hambourg... Hong kong... Istanbul... Jakarta
Kuala Lumpur... Londres... Los Angeles... Manille
Montréal... New York... Pékin... Riyad... Séoul
Singapour... Sydney... Taipei... Tokyo...

VOTRE EXPERIENCE BANCAIRE INTERNATIONALE VOUS OUVRE LE PLUS VASTE CHAMP D'ACTION DANS LE MONDE

Présente dans 65 pays, forte de 13 000 salariés dont 10 000 à l'étranger, la Banque Indosuez a aujourd'hui le plus beau réseau du monde. Son département international, en plein développement, recherche des cadres commerciaux confirmés.

Vous avez 5 à 7 ans d'expérience bancaire internationale, vous maîtrisez parfaitement les systèmes de financement à court terme et moyen terme, et la mise en place de montages financiers vous est familière. Votre connaissance des marchés extérieurs et votre sens des négociations à haut niveau vous permettent de saisir toutes les opportunités d'affaires pour le développement de notre groupe international.

Bien évidemment, vous parlez couramment le français et l'anglais. Une troisième langue étrangère serait fortement appréciée. Vous êtes basé à Paris, votre mission implique de nombreux déplacements à l'étranger. Votre rémunération sera étroitement liée à vos performances.

Si notre challenge vous passionne, adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + photo), sous la référence DI 02 M à :

Banque Indosuez - Service Recrutement
9, rue Louis Murat - 75371 Paris Cedex 08.



L'annonce paraît simultanément dans Le Soir, De Standaard, Handelsblad, The Independent, Süddeutsche Zeitung, Corriere Della Sera et El País.

BANQUE INDOSUEZ

Tout un monde d'opportunités

Les achats : une vraie stratégie



JEUNES INGÉNIEURS D'AFFAIRES

Notre Direction des Achats gère plus de 50% de la valeur des véhicules. En relation avec nos bureaux d'études et nos usines, vous négociez avec de grands équipementiers internationaux les conditions de prix, qualité, logistique sur des fonctions complètes en mécanique, électronique, équipements intérieurs. Vous êtes systématiquement attentif à de nouvelles sources d'achat.

Ingénieur Grandes Ecoles ou diplômé d'études supérieures universitaires scientifiques avec, si possible, une formation complémentaire à la gestion, vous êtes débutant ou avez une première expérience dans des fonctions d'études : maîtriser l'anglais et/ou l'espagnol est indispensable pour vos contacts et déplacements. Postes basés en proche banlieue parisienne.

Merci d'adresser votre dossier de candidature, sous référence ACHATS, à Philippe Millon - RENAULT - Recrutement Ingénieurs et Cadres - 12, place St-Hilaire - 92109 Boulogne-Billancourt Cedex - France.

RENAULT. LA RAGE DE GAGNER.



Cette annonce paraît dans Le Monde, El País et The Independent.

Ingénieur Electronicien

Installation - maintenance de matériels électroniques pour les Télécommunications

Société Internationale d'Electronique, nous devons notre notoriété à la très grande qualité de nos prestations et de nos produits.

Vous serez responsable de l'installation et de la maintenance d'une gamme complète d'appareils de haute technicité. Votre expertise vous permettra d'occuper un poste clé dans notre entreprise et auprès de notre clientèle.

En effet, votre réussite dans ce poste vous permettra d'accéder rapidement à des fonctions de direction de ce Service.

Ingénieur diplômé en Electronique type IUT, vous avez 3 ou 4 ans d'expérience, une bonne connaissance de l'informatique, des télécommunications. Vous êtes bilingue français-allemand, l'anglais est apprécié.

Poste basé en proche banlieue Parisienne.

Merci d'envoyer CV, photo et prétentions, en précisant la référence 3319 B à notre Conseil.



MEMBRE DE SYNTIC

65, avenue Kléber, 75116 PARIS

Paris-Lille-Lyon-Strasbourg

Le Monde INTERNATIONAL

GROUPES SHRM

Services d'Hôtellerie, de Restauration et de Management
"LA VOLONTÉ AU COEUR DU SERVICE"

SHRM - ANGOLA
Recherche son

Directeur Adjoint

Basé à LUANDA en ANGOLA

Dépendant directement du Directeur de SHRM ANGOLA, il sera responsable de l'animation, du contrôle et du développement d'activités de services :

- distribution type grandes surfaces
- activités d'hôtellerie et de restauration
- services divers

Agé d'environ 35 ans, diplômé d'une Grande Ecole de Commerce ou de Gestion, il a une bonne pratique de la langue Anglaise, et des connaissances en Portugais.

Une expérience minimum de 3 à 5 ans de la direction d'un centre de profits, acquise de préférence dans la distribution type grandes surfaces et dans la restauration type cafétéria ou dans une société de services, sera un atout majeur.

Ce poste doit conduire à moyen terme à la responsabilité d'une Direction de Filiale.

Il est préférable que le candidat soit marié, l'expatriation étant possible en famille. L'éducation des enfants sera assurée à LUANDA.

Avantages classiques à l'expatriation.

Les personnes intéressées par cette recherche peuvent adresser leur lettre de candidature et C.V. sous référence G223 à : GROUPE SHRM - 113 rue de l'Evêché - 13002 MARSEILLE.

COMPAGNIE OPTORG

3000 PERSONNES - C.A. GERE 3 MILLIARDS

- REGROUPE 25 FILIALES DISTRIBUANT EN AFRIQUE ET EN FRANCE DES BIENS D'EQUIPEMENT ET DE CONSOMMATION DURABLE.

LA PLUPART DE CES ENTREPRISES SONT LEADERS SUR LEUR MARCHE.

- DOIT INTEGRER, SOUS DEUX ANS, UN IMPORTANT GROUPE D'ACTIVITES AGRO-ALIMENTAIRES EUROPEENNES ASSURANT A MOYEN TERME UN CHANGEMENT MAJEUR DE DIMENSIONS.

- POINTS FORTS ET CARACTERISTIQUES :

UNE DIVERSITE TECHNOLOGIQUE ET GEOGRAPHIQUE.

LA REPRESENTATION DE FIRMES INDUSTRIELLES RENOMMEES.

SA DYNAMIQUE COMMERCIALE.

SON CAPITAL HUMAIN.

SON ADAPTATION AUX MARCHES ET AUX BESOINS.

- SECTEURS PRIVILEGES :

ENHETS FORESTIERS, AGRICOLES ET DE TRAVAUX PUBLICS

AUTOMOBILES - CYCLES

QUINCAILLERIE ET ACTIVITES DE MENAGE

MATERIEL INDUSTRIEL

INSTALLATION TELEPHONIQUE - MICRO-INFORMATIQUE

COMMERCE GENERAL.

DIRECTEUR DE FILIALE

REJOIGNEZ NOTRE EQUIPE DIRIGEANTE

Manager opérationnel, vous avez déjà exercé avec succès en France ou en Afrique les responsabilités de Directeur de Filiale ou de Direction Générale d'une PME.

Autonome, responsable, excellent commercial, votre expérience et votre formation vous ont permis de devenir performant dans les techniques de gestion de l'entreprise et de direction des hommes.

Homme de terrain vous désirez vous investir en Afrique. Vous recherchez une rémunération motivante comportant un fixe et un intéressement aux résultats de l'entreprise.

Nous vous offrons de rejoindre l'équipe dirigeante de nos filiales et dans la perspective d'une prise de responsabilité de l'une d'entre elles, vous proposons un premier poste en Afrique auprès du directeur général d'une de ces sociétés.

Si ce challenge vous intéresse, merci d'écrire sous réf. A91401MI, à notre Conseil NERVET PONT, 15, rue Cardinet, 75017 Paris.

Le Monde INTERNATIONAL

MAROC

IMPORTANT GROUPE AGRO-ALIMENTAIRE FRANÇAIS
Recherche

Pour le Maroc, l'Algérie, le Maroc du Maroc

UN CHEF DE PRODUCTION

Ingenieur, diplômé d'une école type AGRO, ENSIA, ENSAIA... Vous avez acquis une expérience d'au moins 7 ans dans un contexte industriel, alimentaire et international de préférence.

Directement rattaché au directeur de l'Etablissement vous serez :
LE NUMERO 2 DE L'USINE.

VOTRE MISSION PERMANENTE : la production dans le respect des normes de quantité, de qualité, de délai et de coût.

VOS RESPONSABILITES :

« La logistique des matières premières et des produits finis.

« La fabrication et le conditionnement des produits.

Envoyer nous votre lettre de candidature, C.V., photo et prêt. s/réf. 08.400 à CONTESSA PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra - 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSA

WORLD LEADER
in the "International Trade of Commodities"
located in the Lemanic area is looking for a

DEPUTY TO THE CHIEF FINANCIAL OFFICER

The first assignment of this executive will be to set up and run a computer-based system for the control of our customer and country risks and to negotiate with our banks the sophisticated financial packages our clients need.

Fluent in French and English, the successful candidate has several years of experience in a bank, active in the raw material field, or a trading company.

Please answer under ref. 420 to :
D.A.G. 65, rue de Rivoli 75001 PARIS
who will transmit.

vrije universiteit amsterdam

Le département de linguistique de la Faculté des Lettres de l'Université Libre d'Amsterdam recrute

un maître de conférence

pour l'enseignement et la recherche en linguistique historique du français.

Fonctions:

« recherche dans le domaine de la linguistique historique du français qui s'inscrira dans un des programmes de recherche du département de linguistique » enseignement en linguistique historique du français, au niveau licence et maîtrise de français
« enseignement dans le domaine de l'acquisition du français moderne » tâches d'administration et d'organisation au sein du département de français et de la Faculté des Lettres.

Le (la) candidat(e)

« aura fait preuve de ses aptitudes dans le domaine de l'enseignement et de la recherche en linguistique historique du français - Titre exigé: doctorat ou équivalent » aura une connaissance parfaite du français moderne, parlé et écrit » possèdera des qualités de gestionnaire et aura le sens du dialogue » s'il (si elle) est étranger (ère), s'engagera à acquiescer, dans les deux années suivant sa nomination, une bonne maîtrise du néerlandais et à s'installer dans la région d'Amsterdam.

Salaire: max. fl. hol. 8.201,- par mois.

Les candidatures doivent parvenir, dans les quinze jours suivant la parution de l'annonce, au secrétaire général de la Faculté des Lettres, Bâtiment principal 8a, De Boelelaan 1105, 1081 HV Amsterdam (mentionner dans la lettre et sur l'enveloppe en haut, à gauche la référence 432-9386).

A qualifications égales, l'Université Libre donnera la préférence à une candidate.

Le (la) candidat(e) s'engagera à respecter l'inspiration chrétienne de l'Université Libre.

Association pour l'appui au développement
recherche

pour un contrat minimum de 2 ans :

1 RESPONSABLE DE HAUT NIVEAU

Minimum base + 4

Qualités de gestionnaire et de relations humaines indispensables. Le poste concerne la direction d'un programme important d'actions en milieu scolaire dans un pays d'Afrique.

Une expérience d'expérimentation et de pédagogie sera appréciée.

Envoyez CV + lettre manuscrite sous n° 8228.

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi

vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

CADRE ADMINISTRATIF - 40 ans. Formation gestion comptabilité - Trilingue anglais, allemand, 8 ans expérience technique : organisation, gestion administrative et budgétaire, personnel encadrement et animation, relations extérieures, contacts internationaux - Très motivé par secteur tourisme, échanges linguistiques et culturels.
RECHERCHE : poste basé Paris ou R.P. (Section BCO/MS 1323).

INGENIEUR DIPLOME SCIENCES DES MATERIAUX - 28 ans. Anglais courant + scientifique - Spécialisation inform. industriel (SUPELEC). Connaissance notamment réseaux, XAO traitement image, C/UNIX - 2 ans et demi expérience gdes entreprises (domaines : métallurgie, mécanique, semi-conduct., RDM, traitement de surfaces).
RECHERCHE : tout poste de préf. étude, recherche, développement (Section BCO/MS 1324).

INGENIEUR MECANICIEN - ELECTRICIEN - ESTP - 33 ans, 8 ans expérience : conception, méthodes, production - Esprit de synthèse - Sens de l'organisation et du management - Goût du challenge et du travail en équipe - Disponibilité.
RECHERCHE : situation auprès responsable PMI à forte valeur ajoutée en vue d'optimiser sa productivité. (Section BCO/JCB 1325).

INGENIEUR GENERALISTE - 5 ans expérience méthodes contrôle spatial - Resp. de l'industrialisation entrep. de fabrication grande série pour l'automobile - Certificat européen d'anglais des affaires - Formation niveau II « gestion d'entreprise à la CCI de Rouen » - Dynamique - Esprit de contact - Connaissance la GFAO, la CN, la CAO et l'informatic.
RECHERCHE : Rouen et Eure poste de responsable de production. (Section BCO/DDE 1326).

ANPE

ÉCRIRE OU TÉLÉPHONER :
12, rue Blanche, 75436 PARIS CEDEX 09
Tél. : 42-85-44-40, poste 27.

LA COMMISSION DES COMMUNAUTÉS EUROPÉENNES

signale la candidature ad-
versaire à une autre qui
est gérée dans la publi-
cation de l'annuaire pour le
CHEF D'UNITE (m/f)
réf. A-3 réf. 47/88

publié le 3-5-1988 :

La condition d'admission qui
concerne la formation des
candidats doit être soumise
seule à l'attention de la
publiée dans toutes les autres
versions linguistiques :

« b) posséder un diplôme
universitaire ou une expé-
rience professionnelle du
niveau équivalent ; »

Les personnes intéressées
sont priées d'envoyer leur
candidature avec les pièces
justificatives (au plus tard le 22-3-1989, à
l'adresse suivante :

COMMISSION

DES COMMUNAUTÉS

EUROPÉENNES

Division recrutement

Rue de la Loi, 200

9 - 1040 BRUXELLES

en précisant la réf. 47/88.

RECRUTEMENT FOR

WORK OVERSEAS

PREMIER GULF-INDONESIA

CONTROLS

INSTRUMENTISTS

Experienced in system

MONTEWELL TDC 2000

Contract minimum 1 year

Send CV + photo for interview

BURRO TECH

222, rue St-Jacques

59000 LILLE.

Cherchez des personnes ou

entreprises en rapport avec le

secteur de l'enseignement

pour développer la fonction

de représentant principal de

notre cours d'anglais pour

étrangers en France.

Il s'agit de coordonner

une ou plusieurs personnes

avec les professeurs dans

votre pays.

Cette à : Institut Europe

de Langues, passage de Saint

Jean, 110 1^{er} 08037

BANQUE, Espagne.

représentation

offres

ECOLE DE LANGUES

DE CHAMONIX

recherche AGENTS

pour prospecter

marché européen

et coordonner les

vendeurs techniques.

Tél. : 43-42-12-12

M. Charron-Michaud.

travail

a domicile

Ingenieur diplômé Grande

Bretagne, ancien, traducteur

TECHNIQUE.

42-82-20-36 (rédac.-tra.).

Le Monde CADRES

INGENIEURS COMMERCIAUX

Le leader européen de la communication informatique se situe
en France. Nous vous proposons un catalogue complet de produits innovants.

Autonomie et créativité, vous êtes expérimentés et déboules.

Vous serez responsable d'une cellule de marché dont

vous devrez assurer le succès. Expérience des D.E.M.

distributeurs sans expérience.

Rémunération composée d'un fixe et d'une commission.

Anglais écrit et parlé maîtrisés.

Pour nous rejoindre, adressez votre dossier (CV, lettre

motivée, photo et références) à :

Dider Bouquet

Spider Systems SA

8 rue Chateaux

75116 PARIS

SPIDER SYSTEMS

L'INSTITUT NATIONAL

DU TRAVAIL SOCIAL

PORTO-CHARIÈRES

recrute

UN ATTACHÉ

DE DIRECTION

chargé d'assister le Direc-
teur Général de l'INSTITUT

pour l'ensemble des tâches

d'administration, de rela-
tions avec les partenaires

concernés de l'INSTITUT.

Compétences en Droit

et/ou Administration Econo-
mique et Sociale (niveau 3^e

Cycle universitaire) requises.

Qualité de rédaction

nécessaires.

Bonne connaissance de

l'action sociale et de son

environnement sociétal.

Rémunération selon

Convention Collective Natio-
nale de Travail de 1986

lettre motivée.

Adressez candidature, C.V.

détaillé et copies de

diplômes à :

Monsieur le Directeur

général de l'INSTITUT

1, rue Georges Dumenymer,

92 215.

89008 PORTERS Cedex,

avant le 15 avril 1989.

- Vous aimez le défi quotidien.

- Vous souhaitez évoluer

professionnellement.

- Choisissez un métier passion-
nant et stimulant. Tél. 01

42-82-20-00, P. 102.

INGENIEUR

pour celui de structure par

E. finis. SYMIL, 9, rue

Benoît-Mélon, 92166

Stains Cedex.

INGENIEURS

Grandes écoles ou universi-
taires (bac+4) en thermi-
que, combustion et aérodyna-
mique, débutants

acceptés.

INGENIEUR

A.M.-INSA ou équivalent, 2

à 5 ans expérience en R.E.

Envoyer C.V. à E.S.A.I.R.

125, rue du Po-Poissonnière,

75008 Paris.

COMPTABLE 2^e ÉCL.

Connaissances informatiques

nécessaires. Poste évolua-
toire. D.M.F., M. Polinet,

3, rue de Metz,

75010 Paris, 42-46-00-44.

Jour de réception unique

mm. 18/03, de 9 h à 18 h.

Revue spécialisée

en électronique

Paris, recherche en R.E.

Env. C.V. + photo + prêt.

Boîte sous le n° 0034.

LE MONDE PUBLICITE

5, rue de Montessuy

75007 Paris.

SVT OCCA

recrute pour sa section d'été

DES ANIMATEURS

ADULTES

Se seront la responsabilité

de la programmation et de

l'animation de l'école ou du

village de vacances. Expé-
rience exigée. B.A.F.A. d'obser-
vation. Recrutement par Paris et

Lyon. Envoyer C.V. lettre de

motivation et photo à

OCCA, section adultes,

88, rue d'Amsterdam,

75008 Paris.

secrétaires

QUOTIDIEN

DÉPARTEMENTAL

cherche

SECRÉTAIRE DE

RÉDACTION DÉBUTANT

(Local et informations

généralistes)

Adr. lez. manusc. CV

s/réf. 8225

à La Monde Publicité

5, rue de Montessuy

75007 PARIS.

L'AGENDA

Bijoux

BIJOUX ANCIENS

bagues romantiques

20 %

ACHAT OR

GILLET, 19, rue d'Arcade

75004 Paris, 43-54-00-53

FATIS PLAISIR.

Antiquités

POUR DÉCORATION

ACHÈTE À VOTRE PRIX

MEUBLES, OBJETS ART

EMPIRE

43-87-82-80

62, bd Ménilmore, 9^e

Paris. Paiement comptant.

Tout déplacement gratuit.

Arts

Y. BALIJF

GRAVURES

LA NOUVELLE GRAVURE

42, rue de Solferino, 9^e

Bijoux

ACHAT OR BIJOUX

brillants, pierres précieuses.

RECHERCHE ORÈS

4, Chaussée d'Antin

ÉTOILE, 37, av. V.-Hugo.

Décoration

L'ENTREPOT

DU CANAPÉ

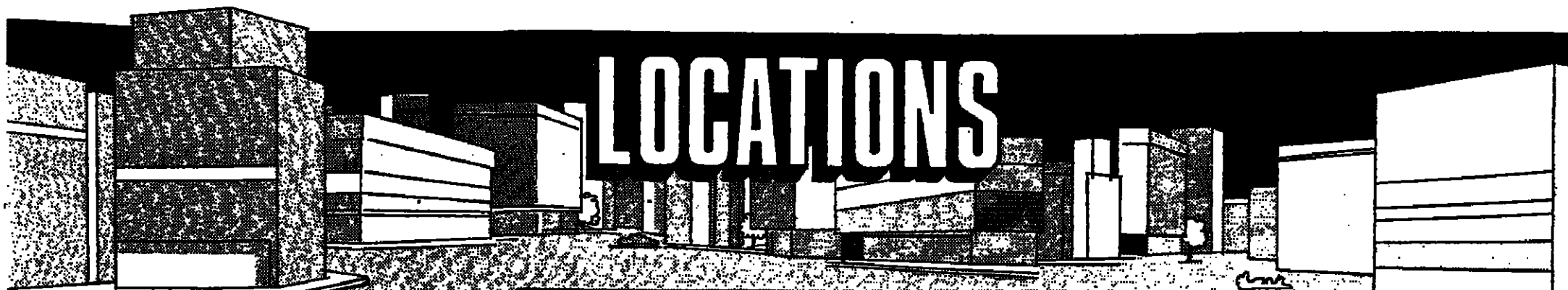
Les 17 et 18 mars vente

exceptionnelle de canapés et

fauteuils. Nombreux

modèles en cuir et tissu. Par

exemple, canapé 3 places



LOCATIONS

LA SÉLECTION DES INSTITUTIONNELS

Compagnies d'Assurances - Sociétés Immobilières - Caisses de Retraites
Ici, le MONDE publie une sélection d'appartements ou de maisons individuelles
appartenant à des propriétaires institutionnels

Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations	Type Surface/étage	Loyer brut + Prov./charges	Parking	Adresse de l'immeuble commercialisateur	Observations
PARIS - 3^e ARRONDISSEMENT					78 - YVELINES				
2/3 Pièces 61 m ² , 5 ^e étage	6 500 720	OUI	8, rue de Hesse SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. électr. Pêche place des Vosges	5 Pièces 119 m ² , 1 ^{er} étage	5 660 1 370	OUI	Versailles Grand Sable 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
PARIS - 4^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 51 m ² , 4 ^e étage	2 650 720	OUI	Versailles Grand Sable 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
2 Pièces 55 m ² , 3 ^e étage	4 950 904	OUI	18, rue Quincampoix SAGGEL 47-42-44-44	Imm. XVII ^e rénové, chauff. collectif	4 Pièces 102 m ² , 2 ^e étage	5 440 1 300	OUI	Versailles Grand Sable 20/22, prom. Mona-Lisa AGF 42-44-00-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.
PARIS - 12^e ARRONDISSEMENT					91 - ESSONNE				
4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	6 870 670	OUI	13, rue de la Lancette LIPE/GAN 43-45-21-51	S./pl. et tél.: jeu., ven., sam., de 11 à 13 h. chauff. indiv. électr.	4 Pièces 76 m ² , 3 ^e étage	3 350 899	OUI	Gif-sur-Yvette Rd. les Grandes-Coudraies GCI 40-16-28-70	Dans parc. Chauff. collectif
PARIS - 13^e ARRONDISSEMENT					3/4 Pièces 97 m ² , 5 ^e étage	2 900 1 100	OUI	Ris-Orangis, La Thuillerie GFI 69-06-21-37	Chauff. collectif Parc, prox. centre commercial
3 Pièces 61 m ² , 4 ^e étage	3 900 898	OUI	12, rue du Moulin-de-la-Pointe SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. ind. gaz. Imm. récent	92 - HAUTS-DE-SEINE				
5 Pièces 105 m ² , 2 ^e étage	10 250 1 000	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél.: lun., 11-13 h. mer., 11-13 h. et 14 h 30-19 h. chauff. indiv. électr.	3 Pièces 66 m ² , 6 ^e étage	4 000 1 202	OUI	Boulogne 95, av. Pierre-Grenier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
4 Pièces 86 m ² , 5 ^e étage	9 300 900	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél.: lun., 11-13 h. mer., 11-13 h. et 14 h 30-19 h. chauff. indiv. électr.	4 Pièces 102 m ² , 4 ^e étage	5 250 1 460	OUI	Bois-Colombes 111/17, rue Gai-Lacour AGF 42-44-00-44	Doble séjour, 2 chbres chauff. ind., balcon Pêche gare, Vis./r.-v.
4 Pièces 113 m ² , 4 ^e étage	11 300 1 100	OUI	13, rue de la Reine-Blanche LIPE/GAN 45-35-75-19	S./pl. et tél.: lun., 11-13 h. mer., 11-13 h. et 14 h 30-19 h. chauff. indiv. électr.	2 Pièces 58 m ² , 4 ^e étage	3 500 766	OUI	Boulogne 3, av. J.-B. Clément SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Bois Boulogne
PARIS - 15^e ARRONDISSEMENT					2 Pièces 50 m ² , 4 ^e étage	2 800 980	OUI	Clichy 9, impasse Barbier SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
4 Pièces 93 m ² , 5 ^e étage	8 720 850	OUI	48, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél.: lun., jeu., ven., sam., 15-19 h. chauff. indiv. électr.	4/5 Pièces 116 m ² , 6 ^e étage	5 800 1 900	OUI	Clichy, 7, rue Foucault SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Imm. récent
3 Pièces 82 m ² , 1 ^{er} étage	6 480 630	OUI	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél.: lun., jeu., ven., sam., 15-19 h. chauff. indiv. électr.	Studio 41 m ² , 1 ^{er} étage	3 000 230	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc, place Charras AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Imm. récent
5 Pièces 130 m ² , 6 ^e étage	13 530 1 320	2	46, rue Cauchy LIPE/GAN 45-57-23-63	S./pl. et tél.: lun., jeu., ven., sam., 15-19 h. chiff. ind. élec., duplex	3 Pièces 89 m ² , 12 ^e étage	4 800 400	OUI	Courbevoie, 2, av. du Parc, place Charras AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. place Charras Vis./r.-v.
PARIS - 16^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 85 m ² , 4 ^e étage	5 650 742	OUI	Courbevoie, 3, place Charras AXA 40-75-59-26	Chauff. individuel, Libre au 31-03-89
Studio 28 m ² , 2 ^e étage	4 200 893	OUI	60/62, av. Henri-Martin GCI 40-16-28-70	Chauff. coll. gaz	5 Pièces 103 m ² , 4 ^e étage	6 650 867	OUI	Courbevoie, 3, place Charras AXA 40-75-59-26	Chauff. collectif
3/4 Pièces 90 m ² , 2 ^e étage	7 500 1 672	OUI	4/6, rue Charles-Dickens SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif M ^{re} Passy M ^{re} Exelmans	2 Pièces 60 m ² , 7 ^e étage	3 250 790	OUI	Levallois 148/150, r. du Pt-Wilson AXA 40-75-59-26	Libre au 31-03-89
2 Pièces 70 m ² , 5 ^e étage	4 900 1 100	OUI	135, av. de Versailles SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. indiv. Imm. ancien Pêche place Wagram	2 Pièces 51 m ² , 2 ^e étage	3 700 600	OUI	Levallois, 60, rue Rivay AXA 40-75-59-26	Chauff. collectif
PARIS - 17^e ARRONDISSEMENT					6 Pièces 224 m ² , 3 ^e étage	28 000 4 280	OUI	Neuilly, 74, rue de Chizy GCI 40-16-28-70	Chauff. collectif
5 Pièces 147 m ² , 5 ^e étage	14 500 670	OUI	7/9, place des Terres AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv. Imm. ancien Pêche place Wagram	2/3 Pièces 86 m ² , 7 ^e étage	7 740 1 382	OUI	Neuilly 39, boulevard du Château SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif, Vue dégagée, soleil
5/6 Pièces 142 m ² , 9 ^e étage	14 900 2 862	OUI	185/187, bd Malesherbes SAGGEL 47-42-44-44	Chauff. collectif Vis./r.-v.	3 Pièces 78 m ² , 14 ^e étage	5 050 1 045	OUI	Puteaux 12, square L.-Blum AGF 42-44-00-44	Vis./r.-v.
PARIS - 19^e ARRONDISSEMENT					4 Pièces 82 m ² , 2 ^e étage	4 850 740	OUI	Puteaux, 1, rue Volta AGF 42-44-00-44	Imm. récent, chauff. indiv.
4 Pièces 88 m ² , 1 ^{er} étage	4 920 1 030	OUI	10, rés. Belleville AGF 42-44-00-44	Chiff. coll. M ^{re} Crimée. Vis./r.-v., 8-12 h. et 14-20 h. Balcon	3 Pièces 72 m ² , 3 ^e étage	5 550 470	OUI	Saint-Cloud 2/6, square Ste-Croix AGF 42-44-00-44	Chauff. indiv., imm. réc., pêche gare et mairie, Vis./r.-v.
2 Pièces 50 m ² , 10 ^e étage	2 900 706	OUI	15, allée des Eiders SGI/CNP 42-41-52-48	Ch. coll. M ^{re} Gambetta, Vis./r.-v.	PROVINCE				
PARIS - 20^e ARRONDISSEMENT					44 - LOIRE-ATLANTIQUE				
2 Pièces 67 m ² , r.-de-c.	3 500 898	OUI	14, rue Lefranc SGI/CNP 47-87-95-43	Chauff. indiv. M ^{re} Pre-Bagnolet. Vis./r.-v.	4 Pièces 95 m ² , 4 ^e étage	5 100 450	OUI	Nantes 68, bd Meunier-de-Querion, LES NOUV. CONSTRUCT.	1 ^{re} occupation, imm. grand stand., tennis, prestations de luxe, terrasse
3 Pièces 79 m ² , 4 ^e étage	4 908 887	OUI	19, rue des Balkans SGI/CNP 43-67-05-36	Vue directe sur parc	6 Pièces 96 m ²	5 400	OUI	Nantes/Oreval LES NOUV. CONSTRUCT. 40-94-98-28	1 ^{re} occupation, maison de haut standing, dans parc centenaire, tennis, terrasse
78 - YVELINES									
5 Pièces 111 m ² , 3 ^e étage	11 600 1 640	OUI	Saint-Germain-en-Laye 1, rue des Arcades GCI 40-16-28-70						

INSTITUTIONNELS
pour paraître
dans cette rubrique,
composer 45-55-91-82,
poste 4324.



SOMMAIRE

■ Le budget britannique est marqué par une pause dans la baisse des impôts et par des dispositions anti-inflationnistes (lire page 43).

■ Dans une conjoncture favorable, tous les groupes industriels nationalisés affichent d'excellents résultats (lire ci-contre).

■ Une circulaire adressée aux préfets précise la procédure de préparation du contrat d'insertion pour le RMI et présente un programme d'action sociale (lire page 44).

■ L'URSS et six pays producteurs indépendants aident l'OPEP à la défense des cours du pétrole (lire page 43).

Sur fond de conjoncture favorable

Les groupes industriels nationalisés affichent d'excellents résultats

« Les nationalisations ont économiquement et financièrement réussi. » Les chiffres de résultats pour 1988 des groupes industriels nationalisés donnent raison au jugement porté par M. Mitterrand dans sa Lettre à tous les Français. Les déficits de 1982 à 1986 sont loin. Même la chimie lourde d'Orkem a triplé son bénéfice, et Renault a atteint 6,5 milliards de francs de profits, une remontée inimaginable il y a trois ans.

Les causes de ces bons résultats sont multiples. Le redressement des entreprises est réel. Les effectifs ont été réduits, les activités déficitaires abandonnées : on peut dire aujourd'hui que la restructuration est achevée. Ce qui ne signifie pas que les effectifs ne seront pas encore réduits chaque année, mais à un rythme redevenu régulier par substitution « normale » de machines aux hommes.

Cela étant, la conjoncture a été dans tous les domaines excellente. Les entreprises privées alignent elles aussi des chiffres mirifiques. Or, pour les firmes assainies, les résultats réagissent souvent comme des multiples de la conjoncture : une fois les coûts fixes amortis, toute demande supplémentaire adressée à des firmes de forte taille comme c'est le cas ici génère presque directement des profits.

Les faibles impôts payés du fait des reports déficitaires ont également favorisé les groupes. Il en est de même des dividendes versés à l'actionnaire public, qui sont restés maigres. L'Etat propriétaire est peu exigeant. A cet égard, il est bien loin de se comporter comme un actionnaire normal, contrairement à ce que veulent faire croire certains défenseurs de l'économie mixte.

Une fois l'assainissement fait. Super-redresseur d'entreprises, l'Etat est-il capable d'assurer leur développement ? Les chiffres du tableau permettent d'en douter.

Avant le renouvellement des PDG en juin prochain, cette question, celle de la privatisation partielle, par mariage mixte de capitaux publics et privés, est plus que jamais à l'ordre du jour.

E. L. B.

Les profits en millions de francs

	1982	1983	1984	1985	1986	1987	1988
	Dotations capital	Résultats	Dotations capital	Résultats	Dotations capital	Résultats	Dotations capital
EN	0 + 3 500	0 + 3 700	0 + 6 500	0 + 5 300	0 + 4 300	870	0 + 4 100
Bell	0 - 1 350	470 - 625	1 170 - 489	900 + 110	1 030 + 271	0 1 620	+ 225
EMC	430 - 950	70 - 159	170	0	230 + 100	0	- 2
ORSEM (ex-ORF)	570 - 800	820 - 2 200	1 050 - 900	450 - 1 000	430 - 2 600	0 2 970	+ 1 000
Pechiney	500 - 2 993	3 520 - 463	2 150 + 546	0 + 732	220 - 451	180	0 + 729
Renault	1 020 - 1 380	1 000 - 1 600	1 900 - 12 500	3 600 - 10 900	5 000 - 5 500	0	0 + 3 700
Rhône-Poulenc	100 - 844	400 + 98	300 + 1 989	0 + 2 312	0 + 2 808	390	0 + 2 360
Thomson	200 - 180	550 - 2 200	1 180 - 21	1 400 + 126	680 + 882	0	500 + 1 063
Usinor-Sacilor (I)	4 500 - 8 341	7 100 - 11 066	7 900 - 15 539	8 800 - 9 233	10 000 - 12 512	0	3 700 - 5 600
Total	7 320 - 13 258	13 430 - 14 515	15 820 - 28 414	14 780 - 12 453	17 360 - 13 604	1 440	11 490 + 7 521

(1) Les chiffres pour la sidérurgie, en particulier pour 1986, sont incertains car une confusion a été créée entre le coût pour l'Etat et l'effet comptable pour l'entreprise.
(2) Les dividendes sont versés une année sur les bénéfices de l'année précédente.
(3) Les dotations en capital de 1988 notées ici sont des engagements de l'Etat à terme. Le coût budgétaire n'a été que de 1 milliard pour Renault et de 1,3 milliard pour Usinor-Sacilor. D'autre part, l'annulation par l'Etat de 12 milliards de dettes de la régie Renault a fait l'objet d'un versement de 3 milliards de francs en 1987 à une société créée pour l'occasion : la Sodova.

Accord entre la BNP et Yves Rocher pour le redressement de Petit-Bateau

Un mois et demi après le début du conflit entre M. Yves Rocher et la BNP sur Petit-Bateau, les deux protagonistes se sont réconciliés autour d'un plan de redressement de l'entreprise. Ils mettent un terme à leur spectaculaire différend qui avait éclaté le 25 janvier au sujet du rôle joué par la BNP, la banque d'affaires de la BNP, lors de la cession de Petit-Bateau à Yves Rocher en février 1988. Le président de la firme de cosmétiques reprochait à son banquier de lui avoir caché la situation réelle de l'entreprise de vêtements pour enfants et de ne pas lui donner les moyens de son redressement. Un bel imbroglio s'ensuivait alors, rythmé par des manifestations de salariés et sept plaintes en justice.

Négocié sous l'égide de M. Jean-François Dehecq, président de Sanofi, filiale d'Elf Aquitaine et actionnaire majoritaire d'Yves Rocher, l'accord présenté le 14 mars envisage un plan de redressement financier de Petit-Bateau qui est en perte depuis 1985 et supporte un endettement de 280 millions de francs. Il prévoit un renforcement des fonds propres de la firme à hauteur de 80 millions de francs par Yves Rocher et la Sanofi, pendant que la BNP, chef de file du pool bancaire, procédera à un aménagement de l'endettement actuel : 200 millions de francs seront accordés en prêt participatif sur dix ans sans intérêt les deux premières années.

Par ailleurs, Petit-Bateau ne paiera que la moitié du taux de base en vigueur et versera un intérêt nettement inférieur au créancier, calculé en fonction de son résultat brut. Un moratoire sur cinq ans est aménagé pour les 80 millions de francs restants.

Toutefois, Yves Rocher reste encore très discret sur son plan industriel. L'apport d'argent frais permettra d'abord des investissements industriels sur le site de Troyes, où Petit-Bateau réalise les trois quarts de sa production. Le groupe entend développer les synergies avec les autres marques textiles, comme Sym ou Françoise Saget. Il pourrait également développer son réseau de vente par correspondance et de magasins franchisés au profit de Petit-Bateau. Parallèlement, des négociations entre la société Caddy-Dubus, spécialisée dans la layette, se poursuivent dans la perspective d'une éventuelle collaboration.

Reste le problème des suppressions d'emploi, certains affirmant que les 233 réductions de poste annoncées la semaine dernière (105 préretraites et 128 licenciements) ne seraient pas suffisantes. Dans cette optique, M. Yves Rocher envisage d'implanter sur la zone industrielle de Troyes une unité chargée de gérer son réseau de vente par correspondance et d'y employer par priorité les salariés de Petit-Bateau qui se verraient licenciés.

Le britannique Thorn-Emi prend 10 % de SGS-Thomson Microelectronics

Le fabricant britannique de composants électroniques, Immos, rejoint, comme prévu, le giron du tandem franco-italien SGS-Thomson Microelectronics, apportant avec lui un produit phare, le « transporter ». En échange, la maison-mère d'Immos, Thorn-Emi, entre dans le capital de SGS-Thomson Microelectronics, à hauteur de 10 %.

Désormais, le capital de l'entreprise sera donc décliné à 10 % par le britannique et à 90 % par une holding, elle-même possédée moitié-moitié par Thomson-CSF et par l'IRI, l'institut pour la reconstruction italienne (actionnaire de SGS). L'intérêt de ce montage est de couper court aux critiques que l'on pourrait faire à Thomson d'abaisser sa participation dans SGS-Thomson Microelectronics en dessous du seuil fatidique de 50 %. La petite cascade de holdings mise en place vise aussi à modifier les structures opérationnelles de SGS-Thomson Microelectronics : son équipe dirigeante ne changera pas et Immos ne siégera pas à son conseil d'administration. Autre subtilité du schéma : il évite toute dépense aux deux actionnaires d'origine.

Industriellement, il présente plusieurs avantages : en premier lieu, il permet à SGS-Thomson Microelectronics, né il y a dix-huit mois de la fusion des filiales des deux groupes spécialisés dans les composants électroniques, de faire passer de plus vers la taille jugée critique dans l'industrie des semi-conducteurs et de se hisser de la quatorzième à la douzième place dans le classement

mondial, avec 1,22 milliard de dollars (7,68 milliards de francs) de chiffre d'affaires en 1988. En Europe, le groupe conforte sa deuxième position derrière le néerlandais Philips. Or, la taille est capitale dans ce métier où il faut réaliser un chiffre d'affaires important pour financer la recherche.

Toujours vu sous l'angle industriel, l'arrivée d'Immos chez SGS-Thomson permet à ce dernier d'élargir son catalogue de produits à des microprocesseurs plus puissants que ceux dont il disposait déjà. C'est Immos qui a sorti de ses laboratoires un produit très réputé dans le monde de la micro-électronique, baptisé « transporter » utilisé pour les applications image et en temps réel, à la fois dans l'informatique, la défense ou les télécommunications. Immos est également présent dans les mémoires statiques (SRAM).

Néanmoins, SGS-Thomson Microelectronics devra conclure une nouvelle alliance s'il veut revenir sur le segment de marché économiquement et technologiquement porteur : les mémoires dynamiques (DRAM). Une seule société européenne est encore présente sur ce marché : l'allemand Siemens.

F. V.

Coup de frein à l'expansion européenne de Sara Lee

AMSTERDAM
de notre correspondant

L'intégration de Van Nille, le numéro deux du marché néerlandais du café, du thé et du tabac, par le leader Douwe Egberts, multinationale de l'agro-alimentaire appartenant au groupe américain Sara Lee, ne pourra pas avoir lieu d'ici au 1^{er} juillet, comme il était prévu. Telle est la conséquence pratique d'une enquête que vient d'ouvrir la Commission européenne. Les autorités de Bruxelles craignent, en effet, que l'opération ne mette le nouveau groupe en position dominante sur le marché européen.

Concurrençant jusqu'à l'annonce, en décembre dernier, du rachat de Van Nille par Douwe Egberts (DE) pour 390 millions de florins (1,2 milliard de francs), les deux sociétés contrôlées ensemble 76 % du marché du café aux Pays-Bas, 56 % du marché en Belgique et 17 % du marché dans la CEE. En France, Sara Lee-DE est présente grâce à sa marque Maison du café : les produits Benetton, Benetton, Catch ou Vapora font aussi partie de sa gamme, de même que le thé Pickwick et le tabac à rouler Drum.

Pour ces deux derniers produits, Van Nille est concurrent de Douwe Egberts, mais la fusion des deux sociétés mettrait entre leurs mains 73 % du marché du thé aux Pays-Bas, et plus de 60 % du marché du tabac à rouler.

L'enquête de la Commission européenne ne porte toutefois que sur l'éventuelle constitution d'un monopole dans le secteur du café au Benelux. Elle a commencé la semaine dernière, et devrait se poursuivre jusqu'à l'été. Dans l'attente des résultats, la direction de Douwe Egberts a fait savoir, mardi 14 mars, que les opérations d'intégration des activités de Van Nille étaient mises en sommeil.

CHRISTIAN CHARTIER.

● United Parcel Service achète dix Boeing 757. — La société de messagerie United Parcel Service (UPS) a commandé dix Boeing-757 dans leur version cargo pour environ 500 millions de dollars, soit 3,1 milliards de francs. Ces avions lui seront livrés en 1991 et 1992. UPS avait déjà acheté vingt Boeing-757 dont quinze sont en service.

La CFDT accuse M. Pellerin de « piller » Olipar

La Fédération générale agro-alimentaire (FGA) CFDT a estimé le 14 mars que M. Christian Pellerin, PDG de l'entreprise immobilière Sari Secri et d'Olipar (ex Olida-Caby), se livrait sur cette dernière à « un pillage systématique d'une entreprise pourtant leader dans son secteur d'activité ».

La FGA CFDT explique que le produit de la cession en mai dernier de trois filiales Olipar (Gorey, Paul Chacun et Comalin) au groupe Saint-Louis, pour 788 millions de francs, n'a pas servi « au redéploiement du groupe dans la perspective du marché européen de 1993 ». 325 millions de francs ont été investis dans une OPE (offre publique d'échange) d'Olipar sur la société immobilière Lucia ; environ 200 millions de francs ont été engloutis dans l'affaire de la Société générale et seulement 210 millions de francs ont été injectés dans la branche agro-alimentaire.

ECHANGES

Les résultats du commerce extérieur inquiètent M. Rocard

En application du plan de soutien aux exportations présenté le 11 janvier en conseil des ministres (le Monde du 12 janvier), M. Michel Rocard a signé le 14 mars une charte nationale de l'exportation. Ce document a pour objectif de valoriser les moyens existants tant sur le territoire français qu'à l'étranger, en matière de promotion des exportations.

Il s'agit, en cinq ans, « d'adopter le dispositif français à l'environnement international ». Cette valorisation doit passer par une meilleure organisation des différents organes de conseil à l'exportation : concrètement, elle doit se traduire par un renforcement du rôle du Centre français du commerce extérieur (CFCE) alors que, à l'étranger, les postes d'expansion économique se concentrent sur l'analyse de la conjoncture et sur des études d'ordre général.

Les signataires de la charte, outre M. Michel Rocard, sont : M. Pierre Bérégovoy, ministre de l'économie, Roger Fauroux, ministre de l'industrie, et Jean-Marie Rausch, ministre du commerce extérieur, les présidents de la Confédération

nationale du patronat français, de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises, de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie (APCCI), de la chambre de commerce et d'industrie de Paris, de l'Union des chambres de commerce et d'industrie française à l'étranger, et du Comité national des conseillers du commerce extérieur de la France. Ils s'engagent à la faire appliquer au préalable dans trois pays tests : Espagne, Grande-Bretagne et RFA.

Ainsi que l'a fait remarquer M. Rocard, le déséquilibre du commerce extérieur français en 1988 (le déficit a atteint 33 milliards de francs) n'a pas de raisons d'améliorer cette année, à cause de la baisse des ventes d'armes, de la hausse des prix de l'énergie, et du plafonnement de l'excédent agro-alimentaire. La charte permet donc d'organiser l'effort d'exportation, en particulier celui des PME-PMI, et de sensibiliser l'opinion à ce qui constitue, selon le premier ministre, « la faiblesse essentielle de notre économie ».

LE PAYS D'OÙ L'ON REVIENT TOUT NEUF



Il y aura le soleil 24 h sur 24. Juste devant vous, l'un des 180 000 lacs de Finlande, ourlé de sable. Et, à perte de vue, tout autour, ce sera la forêt.

Vous serez attentif aux bruits silencieux de l'air, de l'eau, et aux mille murmures des arbres. Vous ne vivrez plus hors de la nature, mais en elle, vous y ressourçant chaque jour davantage.

Au grand Nord, en Laponie, vous aurez le sentiment de posséder le monde à vous tout seul, tellement l'espace y est grand et vierge.

Partout vous serez accueilli comme on sait accueillir en Finlande, avec gentillesse et simplicité. Ce sera une autre vie.

Venez, vous nous arriverez tout usé, vous repartirez tout neuf : allez en Finlande, c'est renaître.

Envoyez-moi vite votre documentation :
Office du Tourisme de Finlande,
13, rue Auber, 75009 Paris.
Tél. : 42.66.40.13
Minitel 36 16 Finlande.

Nom
Adresse

Finlande
naturellement votre

M2



Désormais, le supercarburant vendu par Mobil dans ses stations ne comportera plus que 0,25 g de plomb par litre, avec des performances inchangées. C'est là une première étape dans le sens d'une protection accrue de l'environnement.

Mobil est heureux d'apporter sa contribution à l'amélioration des conditions de vie de tous, et pas seulement aux performances des automobilistes.

Mobil
Avancez avec nous.

هكذا من الأصل

Économie

ÉTRANGER

Le budget britannique pour 1989-1990

Pas de surprise dans la mallette rouge de M. Lawson

LONDRES
de notre correspondant

La mallette rouge et usée de M. Nigel Lawson, que les chanceliers de l'Echiquier britanniques se passent depuis près d'un siècle et demi, ne contenait cette année aucune surprise de taille. Le budget britannique pour 1989-1990 est un appel à la sagesse.

La politique d'austérité adoptée au début de l'été dernier pour enrayer le dérapage de l'inflation à travers plusieurs hausses successives des taux d'intérêt sera poursuivie - aussi longtemps que cela sera nécessaire -, a affirmé d'emblée le chancelier.

Sur le plan fiscal, M. Lawson a fait de timides concessions (2 milliards de livres), malgré l'excellent état des finances publiques. Par

rapport à l'an dernier où les allègements fiscaux avaient été spectaculaires, le budget 1989-1990 - qui entrera en vigueur le 1^{er} avril - est apparu très sobre. M. Lawson aura au moins réussi à rassurer la City, où les cours ont gagné 22 points et où la livre s'est raffermie.

Une marge étroite

D'entrée de jeu, le chancelier de l'Echiquier a dévoilé son plan en révélant que le taux de base de l'impôt sur le revenu ne serait pas modifié (25 %) et que le relèvement de l'abattement à la base suivrait le taux d'inflation de 1988 (6,8 %). Cette prudence de M. Lawson a constitué la seule surprise de la séance à la Chambre des communes. Avant ce grand événement médiati-

que que constitue en Grande-Bretagne la présentation du budget (même si les caméras de télévision ne peuvent encore entrer à Westminster), les spécialistes parlaient sur une réduction à 24 % du taux de base de l'impôt sur le revenu, soit 3 à 4 milliards de livres de réductions fiscales.

La marge de manœuvre de M. Lawson était, il est vrai, assez étroite : le taux d'inflation atteint actuellement 7,5 % et la balance des paiements courants continue d'enregistrer de lourds déficits. Selon M. Lawson, l'inflation devrait encore monter pour atteindre 8 % au cours des prochains mois, puis revenir à 5,5 % au quatrième trimestre de 1989. Le déficit de la balance des paiements courants restera, a-t-il dit, au même niveau en 1990 qu'en 1989, soit 14,5 milliards de livres, malgré un ralentissement de l'acti-

de 25 % sera appliqué jusqu'à un bénéfice de 150 000 livres au lieu de 100 000 livres, le taux de 35 % au-dessus de 750 000 livres au lieu de 500 000 livres).

Favoriser les petits actionnaires

Les avantages déjà accordés aux petits actionnaires sont améliorés pour développer le « capitalisme populaire », cher à M^{rs} Thatcher : les Britanniques pourront acheter jusqu'à 4 800 livres par an d'actions (au lieu de 3 000) sans payer d'impôts sur les dividendes. Parallèlement, les plans d'intéressement des salariés au capital de leur entreprise seront encouragés. Les salariés à faibles revenus, quant à eux, bénéficieront d'une réduction des contributions sociales, et des mesures sont introduites pour les personnes âgées.

En matière d'impôts indirects, les taxes sur le tabac et les cigarettes, déjà élevées, restent inchangées, ainsi que la vignette automobile. Les taxes sur les carburants sont modifiées pour favoriser l'utilisation d'essence sans plomb.

Si la City a été largement rassurée par le budget de M. Lawson, l'opposition et les syndicats ont réagi avec colère. Dès la fin du discours du chancelier de l'Echiquier, M. Neil Kinnock, leader de l'opposition travailliste, s'est exclamé : « Le chancelier n'a rien fait pour réparer les dégâts de son budget de boom de l'an dernier. M. Lawson est en train de devenir Monsieur Inflation et il n'a aucune excuse. »

Dans les rangs travaillistes on ajoute que M. Lawson n'a rien fait

pour corriger le budget « pour les riches » de l'année précédente. « Il s'agit d'un budget des petites mesures », estime pour sa part M. Paddy Ashdown, leader des démocrates.

Les représentants syndicaux ont critiqué le manque d'engagements en matière sociale de la part de M. Lawson, notamment en faveur des plus démunis.

Seuls les producteurs de whisky ont été « très agréablement surpris » par le budget qui, contre toute attente, n'a pas augmenté les taxes sur les alcools. — (Interim.)

Insolites royales

La présentation du nouveau budget britannique a fait apparaître que les versements de l'Etat à la famille royale progressent moins vite que l'inflation. La reine Elizabeth et les dix membres de sa famille proche recevront en effet 6,2 milliards de livres (68 millions de francs environ), soit seulement 4,5 % de plus que l'an dernier, alors que la hausse des prix en Grande-Bretagne atteint 7 % environ à l'heure actuelle. Les versements de l'Etat à la famille royale (dont 4,6 millions de livres à la seule reine) sont principalement consacrés aux dépenses de personnel liées aux activités officielles de la famille royale.

ÉNERGIE

L'URSS et six pays producteurs indépendants aident l'OEPEC

Sept pays producteurs indépendants ont donné à l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OEPEC) l'assurance qu'ils réduiraient leurs exportations au cours du second trimestre, afin de participer à la défense des cours du brut, affirme l'OEPECNA, agence officielle de ce groupe. Au total, les coupes prévues représenteraient près de 300 000 barils/jour, soit 5 % des ventes de ces pays et 2 % environ de celles des treize membres de l'OEPEC.

L'effort le plus important, en volume, sera celui consenti par l'Union soviétique (100 000 barils/jour), suivie par le Mexique (68 600 barils/jour), la Chine (31 800), le Sultanat d'Oman (27 750), l'Egypte (24 000), l'Angola (21 800) et la Malaisie (17 245). En outre, l'OEPEC attend que la province canadienne de l'Alberta et la République du Nord-Yemen annoncent officiellement une réduction de 33 000 et 7 500 barils/jour de leurs exportations, respectivement. Enfin, assure l'OEPECNA, la Colombie et le Yémen-du-Nord devraient annoncer un gel de leurs ventes pendant la même période.

L'initiative de ceux qu'on sur-nomme les NOPEC n'a pas encore eu d'impact sur le marché, sauf un effet d'annonce psychologique. Mais le plupart des observateurs pensent que cet appel, bien que marginal, aidera le cartel à passer la période traditionnellement délicate du second trimestre en maintenant les cours du brut autour de leur niveau actuel (15,5 à 18,5 dollars par baril selon les qualités).

Le chat interdit de crème

ES éditorialistes britanniques peuvent, pour une fois, se féliciter de ne pas avoir été pris par surprise par le chancelier de l'Echiquier, Nigel Lawson. Annoncé comme le plus « assommant » des derniers budgets, le budget l'a, effectivement été. Après avoir joué les apprentis sorciers en accordant, l'an dernier, des allègements fiscaux qui ont encore accentué le boom de la consommation et les pressions inflationnistes, M. Lawson avait toutes les raisons de jouer la plus extrême prudence. Par leurs premières réactions, les milieux financiers lui ont sorti visiblement reconnaissance, et la livre a salué par une pointe à la hausse l'assurance d'une politique de sévère surveillance du crédit.

L'exercice avait, sans aucun doute, un aspect des plus frustrants pour le chancelier de l'Echiquier. Lorsqu'on accumule trois ans d'excédents budgétaires, et qu'on est en mesure d'annoncer un surplus de 14 milliards de livres

(154 milliards de francs) en 1989 comme en 1988, ne pas pouvoir l'utiliser pour tenir les promesses électorales de réduction d'impôts fait penser « au chat interdit de bol de crème », ironisait récemment un analyste britannique.

Au-delà de réactions ponctuelles, il est pourtant un sujet de préoccupation croissante auquel M. Lawson n'a que très partiellement répondu : la nécessité d'encourager l'épargne. Dix ans de « thésaurisme » et de déréglementation débridée du crédit ont abouti à une boulimie d'achats des Britanniques. Vers la fin de l'année dernière, l'épargne des ménages était tombée à un taux, historiquement bas, de 1,3 % des revenus. Dépenser tout de suite, payer plus tard, ce nouveau sport national a abouti à une hausse rapide de l'endettement. Certes, les dépôts bancaires sont passés, entre 1983 et 1988, de 40,8 à 68,4 milliards de livres, mais l'endettement des ménages augmentait dans le même temps de 26,6 à 79,6 milliards de livres.

La marge de manœuvre de M. Lawson étant inexistante en matière de fiscalité directe s'il voulait confirmer sa volonté d'un « assourdissement en douceur » de l'économie, nombreux étaient ceux qui en appelaient à un « budget pour l'épargne ». Les concessions accordées pour promouvoir les plans d'épargne-entreprise, d'assurance-vie ou les fonds de pension leur apparaissent bien minces. La conjoncture des mois à venir constituera le principal enjeu pour M. Lawson, qui doit à la fois éviter une accélération de la surchauffe et une purge brutale par la récession. Mais en affirmant à nouveau que « l'inflation est un mal monétaire. Seule une politique monétaire peut le soigner », le chancelier de l'Echiquier a, involontairement, fait son auto-critique. C'est bien sur ce point que son action des années passées a été la moins crédible.

FRANÇOISE CROUGNEAU.

● Forte dévaluation au Vietnam. — Le dong vietnamien a été dévalué, lundi 13 mars, de 28,57 % par rapport au dollar américain, quatre jours avant une réunion du Fonds monétaire international (FMI) consacré au problème de la dette du Vietnam, a-t-on appris mardi à Hanoi de source bancaire vietnamienne. La nouvelle parité s'établit à 4 500 dongs pour 1 dollar et à 695 dongs pour 1 FF. Il s'agit de la sixième dévaluation du dong depuis octobre 1982. Ces ajustements successifs entrent dans le cadre de la politique monétaire vietnamienne visant à supprimer la différence entre le taux officiel du dong de celui du marché parallèle où la monnaie vietnamienne s'échangeait mardi à 5 300 dongs pour un dollar. La réunion du FMI, le 16 mars à Washington, doit être consacrée au problème du règlement de la dette vietnamienne d'un peu plus de 100 millions de dollars contractés auprès de cet organisme financier international. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Communiqué de l'Ami Financier

PREVOYANCE Ecureuil

SICAV PER

pour la constitution d'une épargne à long terme.
performance 1988 : + 9,95 %
valeur de l'action au 30.12.1988 : 110,51 F.

Le conseil d'administration réuni sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre THIOLON proposera à l'assemblée générale qui aura lieu le 30 mars 1989, de fixer le dividende de l'exercice clos le 30 décembre 1988 à :

EN FRANCS	NET	CRÉDIT D'IMPÔT	BRUT
• Obligations françaises non indexées	6,44	0,25	6,69
• Actions françaises	0,30	0,10	0,40
• Créances négociables	0,45	—	0,45
• Autres revenus	0,26	—	0,26
TOTAL	7,45	0,35	7,80

Sous réserve du vote de l'assemblée générale, ce dividende sera détaché le 7 avril 1989 et mis en paiement le 10 avril 1989.

SICAV gérée par Ecureuil Gestion
filiale des Caisse d'épargne et de prévoyance
et de la Caisse des dépôts et consignations

L'Ami Financier
Caisse d'Epargne Ecureuil

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

Cet avis ne paraît qu'à titre d'information seulement

PECHINEY CORPORATION

US\$1,700,000,000

Multiple Option Facility

Unconditionally and irrevocably guaranteed by



Arranged by: Chase Investment Bank BNP Capital Markets Limited Citicorp Investment Bank Limited Credit Lyonnais

Lead Managed by:

Banque Nationale de Paris
Credit Suisse
Groupe Société Générale
Société Générale - SGAB
Chase Investment Bank
Fuji Bank (Luxembourg) S.A.

Banco di Napoli, Paris Branch
Banque Indosuez
Credit National
Deutsche Bank AG
Midland Bank SA
The Sanwa Bank, Ltd.

NCNB Texas National Bank
Banco Central, S.A. - New York Branch
Bayerische Landesbank Girozentrale
The Mitsubishi Bank, Limited

Banque Française du Commerce Extérieur
The First National Bank of Chicago
EU Schroder Bank & Trust Company
The Yasuda Trust and Banking Company Limited

The Mitsui Bank, Ltd., Paris Branch
Banco di Roma (France) SA
Bank of America NT and SA, Paris Branch
Banque Fédérative du Crédit Mutuel
Banque Varnes et Commerciale de Paris
— Groupe San Paolo
Continental Bank N.A.
Credito Italiano

Mellon Bank N.A.
NMB Bank (France)
The Sunbomo Bank, Limited
Westdeutsche Landesbank Girozentrale
Documentation:
BNP Capital Markets Limited
Facility Agent:
The Chase Manhattan Bank, N.A.

Co-Lead Managed by:

Amsterdam-Rotterdam Bank N.V./Paris Branch
Barclays Bank S.A.
Credit Agricole CNCA-CRIF

Managed by:

Caisse Centrale des Banques Populaires
Hill Samuel Bank Limited
Mitsubishi Trust & Banking Corporation

Co-Managed by:

Banco Bilbao Vizcaya S.A.
Banco Nazionale del Lavoro Succursale de Paris
Bank Leu Ltd, New York Branch
Banque de Neufchâteau, Schlumberger, Mallet
Caisse d'Epargne de l'Etat du Grand-Duché de Luxembourg — Banque de l'Etat
Credit du Nord
Landesbank Rheinland — Pfalz International S.A., Luxembourg
The National Bank of Kuwait (France) S.A.
Nomura Bank International plc
Verins- und Westbank Internationale Societe Anonyme

Book Runner:

Credit Lyonnais
Tender Panel Agent:
Citicorp Investment Bank Limited

February 1989

Économie

SOCIAL

Cent cinquante mille allocations déjà versées

Un nouveau programme d'action sociale pour le revenu minimum d'insertion

Trois cent dix mille demandes de revenu minimum d'insertion ont été déposées, 225 000 ont été transmises aux caisses d'allocation familiale et de mutualité sociale agricole pour paiement, 150 000 allocations ont déjà été versées. Dans une longue circulaire aux préfets publiée au *Journal officiel* du samedi 11 mars, le gouvernement a précisé la procédure de préparation du « contrat d'insertion » et présenté un véritable programme d'action sociale à l'intention des défavorisés, notamment en matière de logement.

Pour être efficace, le « contrat d'insertion » doit correspondre aux possibilités du bénéficiaire. Il doit donc d'abord partir d'un « bilan personnel » mettant en évidence ses acquis et ses atouts. La circulaire invite les techniciens des « cellules d'appui » des commissions locales d'insertion à faire appel à tous les avis (conseillers professionnels, médecins, etc.) et à tous ceux qui connaissent déjà la personne concernée (missions locales pour les jeunes, agences pour l'emploi pour les chômeurs de longue durée, éducation surveillée pour les jeunes relevant de la justice, etc.). Mais elle souhaite que l'on développe dans les

départements des « centres de bilan personnel ou professionnel ». Autre élément important : la durée du contrat. Elle doit correspondre à celle de versement du RMI (trois à douze mois). Mais elle peut être plus longue, avec des étapes permettant un réexamen. Pour les personnes « profondément désorientées » qui ont du mal à « former des projets », on peut retarder la conclusion du contrat afin de permettre de « mûrir un projet » ou bien prévoir « un premier contrat court » pour une reprise de confiance et de réorientation, en préparant un autre pour éviter toute « démobilité ».

Accompagnement social

« Engagement mutuel » entre la collectivité et le bénéficiaire, le contrat concerne aussi la famille, incluse dans le « diagnostic » social, sanitaire et professionnel de départ ; il doit être signé aussi par le conjoint et même par les enfants en âge de s'engager. Il doit être complété par un « accompagnement social » et suivi par un représentant du service social ou de l'association qui l'a préparé.

Cette insertion repose d'abord sur les possibilités de retour à l'emploi. La circulaire invite à utiliser à la fois les différentes formules de

stages, les nouveaux « contrats de retour à l'emploi » (où le gouvernement souhaite qu'un certain pourcentage de places soit accordé aux bénéficiaires du RMI), les « associations intermédiaires », dont la capacité devrait être portée de quinze mille à vingt-cinq mille personnes, les « entreprises d'insertion », qui pourront recevoir une aide de 30 000 F par poste de travail, les « centres d'adaptation à la vie active ».

Activités d'intérêt général

Mais les « activités d'intérêt général » doivent occuper une place importante dans les programmes départementaux d'insertion : le gouvernement souhaite atteindre quarante mille places nouvelles. Ces activités, organisées par les collectivités locales, les organismes publics et privés, sont destinées à ceux qui ne peuvent suivre un stage ou qui, comme les personnes de plus de cinquante ans, « auront de très grandes difficultés à reprendre un emploi », même si elles en sont capables.

Mais derrière l'insertion, c'est une véritable politique d'ensemble pour les plus défavorisés que le gouvernement invite à mettre en œuvre. Le logement y tient une grande place. Les préfets sont invités à établir un « plan départemental d'action pour le logement des défavorisés » — qui n'existe actuellement que dans cinq départements — avec les propriétaires privés et les organismes de HLM. Avec ces derniers, « l'objectif est d'élaborer un règlement départemental ou local d'attribution » des logements.

Pour faciliter le logement des ménages démunis, il faut utiliser les différents systèmes de « tiers payant » permettant de verser directement les aides aux propriétaires.

Le gouvernement souhaite notamment qu'on généralise les « fonds d'aide aux locataires », et qu'on les utilise davantage pour les ménages très modestes, en y recourant plus vite afin d'éviter que « des

impayés s'accumulent pendant plusieurs mois sans réaction des organismes ».

En cas de besoin, les ménages doivent être aidés à gérer leur « budget logement » par des « conseillers sociaux » des organismes de HLM ou des associations (dans les cas les plus lourds). Les ménages exclus des aides au raison de l'insécurité ou du surpeuplement de leur logement doivent, d'autre part, bénéficier en priorité des prêts et des subventions prévues pour la mise « aux normes ».

Régies de quartier

Les travaux de réhabilitation ou d'animation des quartiers peuvent aussi fournir du travail aux bénéficiaires du RMI à travers des « régies de quartier », constituées sous l'impulsion d'organismes HLM ou dans des entreprises d'insertion, des associations intermédiaires : « Des besoins non satisfaits existent dans le domaine de la gestion du patrimoine que dans les services de vie quotidienne rendus aux habitants ».

Le texte incite aussi à coordonner toutes les formes d'aide, par exemple en matière de santé (certains pathologies, l'alcoolisme ou la toxicomanie, sont liées à l'environnement général) ou d'aide à la famille : pour qu'une mère de famille puisse suivre une formation, par exemple, il faut qu'elle puisse mettre ses enfants à la crèche.

La circulaire propose que les collectivités, plutôt que d'offrir des suppléments au RMI, complètent celui-ci dans d'autres domaines : par exemple en prenant en charge un logement, en accordant un abonnement aux transports en commun, ou une couverture complémentaire maladie, car la nécessité de faire l'avance des frais empêche souvent les plus pauvres de se soigner normalement.

G. H.

REPÈRES

Inflation

Hausse de 0,7 % des prix dans la CEE en janvier

La hausse des prix à la consommation dans la Communauté a atteint, en janvier, son plus haut niveau depuis un an, avec 0,7 % en moyenne sur douze mois. Ce mauvais résultat est en partie imputable à la très forte hausse de prix enregistrée en Allemagne fédérale (+1,1 %), en raison principalement de l'augmentation des taxes indirectes. C'est au Portugal que le taux d'inflation a été le plus élevé en janvier (1,3 %), contre 0,8 % pour l'Italie, 0,4 % pour la France et 0,6 % pour le Royaume-Uni. Les Pays-Bas et la Grèce ont, de leur côté, enregistré une baisse des prix à la consommation, de 0,9 % et 0,3 % respectivement. Selon Eurostat, l'office statistique de la CEE, ces baisses sont liées à l'effet des soldes d'hiver dans l'habillement.

Commerce

Forte augmentation de l'excédent japonais

Selon les résultats bruts communiqués par le ministère des finances, sur la base de statistiques douanières, l'excédent commercial japonais a subi une nouvelle et forte augmentation en février. Il s'est élevé à 7,2 milliards de dollars, contre 5,2 milliards en février 1988, soit une progression de 38 %.

Au cours de cette période, les exportations ont augmenté de 10,4 %, à 22,3 milliards, alors que les importations sont restées pratiquement inchangées (+0,9 %), à 15,2 milliards. L'excédent commercial bilatéral avec les États-Unis s'est creusé de 23,3 %, atteignant 4,2 milliards.

Ces résultats sont jugés d'autant plus préoccupants que, pour la première fois depuis 1985, la parité yen-dollar est stable, estimée à 128 yens en février 1989 comme à la même période de 1988.

Nouveau vote pour la reprise du travail chez Chaffoteaux-et-Maury

Les deux cent cinquante derniers grévistes ont voté, le 15 mars, la reprise du travail alors que la situation demeurait confuse à l'usine Chaffoteaux-et-Maury de Ploufragan (Côtes-du-Nord), où, le 14 mars, la reprise du travail, après une grève entamée le 15 février, n'était que partielle. Sept cents salariés — sur mille quatre cent cinquante — se sont présentés le 14 mars à l'usine de Ploufragan, alors que, selon la direction, environ deux cent cinquante grévistes étaient regroupés dans le local du comité d'entreprise. La grève avait été déclenchée par la publication d'une liste nominative de cinquante

six licenciés, première phase d'un plan de redressement prévoyant six cents suppressions d'emplois sur trois ans.

Le jeudi 9 mars, la direction avait organisé un vote à bulletin secret, et une large majorité des votants s'étaient prononcés pour la reprise du travail. Les grévistes assurent que leur mouvement a été reconduit le 14 mars en assemblée générale. Cinq des dix chaînes de montage fonctionnent normalement et devraient garantir la moitié de la production. En temps normal, l'usine de Ploufragan produit 850 chauffe-eau et 740 chaudières par jour.

La hausse des prix alimentaires s'accroît en France

	VARIATIONS (en %) AU COURS...			
	des 12 derniers mois (jan. 88/jan. 89)	des 6 derniers mois (jan. 88/jan. 89)	des 3 derniers mois (jan. 88/oct. 88)	du dernier mois (nov. 88/déc. 88)
● ENSEMBLE	+2,3	+1,5	+0,7	+0,4
● ALIMENTATION (y.c. boissons)	+2,7	+1,9	+1,1	+0,5
Pain, à base de céréales	+3,1	+1,9	+0,7	+0,3
Viandes de boucherie	+4,8	+3,8	+2,2	+1,1
Pois et charcuterie	+2,6	+1,6	+0,9	+0,5
Vol., lap., gib., grand bœuf viande	+1,9	+3,1	+1,2	+0,1
Produits de la pêche	+1,5	+0,8	+0,4	+0,2
Lait, fromages	+3,5	+2,3	+1,3	+0,6
Œufs	+2,7	+0,8	+1,5	+0,4
Céréales et légumes	+5,6	+5,1	+2,2	+1,0
Légumes et fruits	+2,7	+2,5	+1,2	+0,3
Autres produits alimentaires	+1,3	+1,0	+0,2	+0,2
Boissons alcoolisées	+1,9	+0,8	+0,5	+0,3
Boissons non alcoolisées	-5,5	-3,7	-0,4	0,0
● PRODUITS MANUFACTURÉS	+2,7	+0,9	+0,5	+0,3
1) Habillement et textiles	+2,8	+1,3	+0,4	+0,1
Vêtements de femme	+2,6	+1,6	+0,5	+0,1
Autres vêtements et accessoires	+3,4	+1,8	+0,9	+0,2
Articles chaussés	+2,2	+1,2	+0,5	+0,1
Autres articles textiles	+2,6	-1,0	-1,6	+0,1
2) Autres produits manufacturés	+2,7	+0,7	+0,5	+0,4
Mobilier et tapis	+3,2	+1,4	+0,8	+0,3
Appareils ménagers élect. et gaz	-0,4	-0,2	-0,2	-0,3
Autres art. équipement du ménage	+3,4	+1,7	+0,7	+0,4
Séjour, produits culturels	+1,8	+1,1	+0,6	+0,3
Articles toilette et soins	+1,8	0,0	-0,1	-0,1
Véhicules	+3,1	+0,9	+0,2	+0,2
Papeterie-bibliothèque-journaux	+2,9	+1,2	0,7	+0,4
Photo, optique, électronique	-3,3	-1,8	-1,1	-0,4
Autres articles de loisirs	+2,4	+1,1	+0,4	+0,3
Combustibles, énergie	+2,9	+1,1	+1,4	+1,0
Tabacs, alcool, jeux	+0,1	-0,2	-0,1	-0,1
3) Produits manufact. secteur privé (1)	+2,2	+0,8	+0,2	+0,1
● SERVICES	+4,4	+1,8	+0,7	+0,5
Services relatifs au logement	+5,5	+2,8	+1,1	+1,0
Dont : loyers	+5,8	+2,9	+1,2	+1,2
Soins personnels, habillement (2)	+6,0	+2,6	+1,3	+0,7
Services de santé	+3,1	0,0	0,0	0,0
Transports publics	+3,0	+0,9	-0,6	-0,6
Serv. d'entretien rés. privé (3)	+5,5	+2,6	+1,2	+0,8
Hôtels, cafés, restaurants	+4,0	+0,7	+0,3	+0,3
Autres services (4)	+2,5	+1,8	+0,6	+0,5

L'indice de l'INSEE, calculé sur la base 100 en 1980, s'est inscrit en janvier à 174,7 contre 174 en décembre.

En rythme annuel sur les trois derniers mois, la hausse des prix est de 3,6 %.

- (1) Hors énergie.
- (2) Le poste « soins personnels, habillement » comprend notamment les dépenses de coiffure, maquillage, entretien, teinture, mais aussi les dépenses de coiffure.
- (3) Réparations automobiles, parkings, stations-service, péage sur autoroutes, etc.
- (4) Postes et télécommunications, frais d'enseignement (matrilité, mais aussi, écoles, universités, etc.), sports, camping, locations d'appareils, frais de réparation des appareils électroménagers, tirage de films, redevance TV, etc.

CHALLENGES

VOUS LIREZ
DANS LE NUMÉRO DE MARS
FAX - RADIOTÉLÉPHONE - PORTABLES - PAGING

MANAGER A DISTANCE
LES ATOUTS ET LES PIÈGES

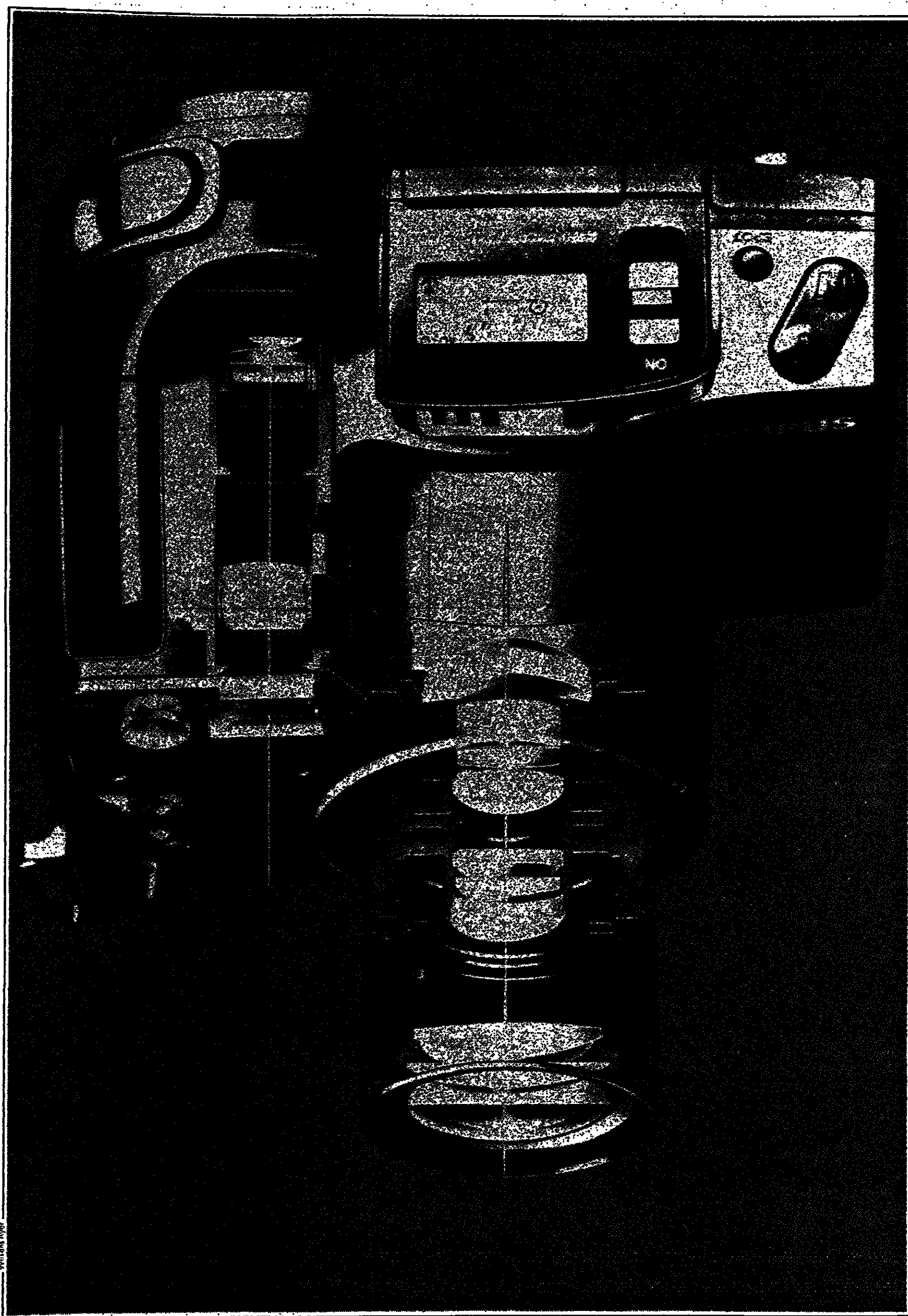
ENQUÊTE LES BONNES AFFAIRES DU MONDE
ENTRETIEN SERGE TCHURUK : LA FINANCE, C'EST BIEN ! L'INDUSTRIE, C'EST MIEUX !
MEGÉNAT LES ENTREPRISES SONT FRILEUSES
BUREAU CA CHAUFFE POUR LES FUMEURS

LA COLLECTION S'AGRANDIT
1986 1987 et 1988
Pour revoir les principaux événements en France et à l'étranger
Le Monde éd. Jacard
EN VENTE EN LIBRAIRIE

ELTON JOHN
EN CONCERT
AVEC **NRJ**
COMPLÈT
24, 26 ET 27 MARS
CONCERTS DERNIERS CONCERTS SUPPLÉMENTAIRES
22 ET 23 MARS
PARIS-BERCY
LOCATION : 3 FIAC-POPS
PAR TEL. : 45.72.11.22 ET SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ CLUB
INFOS CONCERT SUR MINITEL 36.15 CODE NRJ
phonogram
La plus belle radio

O L Y M P U S C ' E S T P L U S

POUVOIR D'INNOVATION



L'histoire récente de l'évolution des appareils photo n'est pas concevable sans l'apport des innovations dues à Olympus.

Les éclatants succès d'Olympus résultent de percées sur le plan technique développées en harmonie avec un design d'avant-garde, issu lui-même d'une recherche conceptuelle mondiale.

Une nouvelle preuve de sa position de leader technologique: L'AZ-300 Super Zoom, qui réunit pour la première fois les avantages des appareils reflex et compacts. Raison plus que suffisante pour que la presse spécialisée européenne décide d'élire l'Olympus AZ-300 Super Zoom, appareil compact européen de l'année '88/'89.

PERSPECTIVES D'AVENIR

Créée il y a 25 ans, en tant que société commerciale consacrée à la distribution sur les marchés européens, elle a évolué vers une structure européenne indépendante, engagée dans la recherche et le développement, la production, la distribution et le service après-vente. Avec le souci d'affirmer une position de leader, dans le secteur photographique, comme dans celui des grandes branches de matériels opto-électroniques.

ESPRIT DE L'ENTREPRISE

Plus que jamais, les entreprises se jugent aujourd'hui à leur engagement social. Olympus en est tout à fait conscient et assume une réponse à cette exigence avec la création, en 1988, de la Fondation «Olympus - la science pour la vie» dont l'objectif est la formation et la promotion de jeunes scientifiques d'avenir.

Olympus c'est plus: appareils photo, endoscopes médicaux et industriels, microscopes, produits biomédicaux et communication de bureau. Si vous voulez en savoir plus sur Olympus, veuillez demander une documentation détaillée: Olympus Optical Co. (Europe) GmbH, Wendenstraße 14-16, D-2000 Hamburg 1, R.F.A.

OLYMPUS
LA SCIENCE POUR LA VIE

vote pour la reprise du travail
des Chiffoteaux-et-Vivier

des prix alimentaires
ministère en France

CHALLENGES

**MANAGER
A DISTANCE**

NATOLTS ET LES PIEGES

Affaires

Filiale française de Philips

TRT enregistre la première perte de son histoire

TRT (Télécommunications radioélectriques et téléphoniques), filiale française de Philips, n'en finit pas de traverser une mauvaise passe. Pour la première fois de son histoire, elle affichera pour 1988 une perte consolidée d'environ 50 millions de francs, à comparer avec un bénéfice en baisse constante depuis 1985 (125,9 millions cette année-là, 119,5 millions en 1986, 61 millions en 1987). Le tout pour un chiffre d'affaires consolidé qui progresse à toute petite vitesse (+ 3,5 %, à 4,16 milliards de francs en 1988).

TRT, qui réalisait en 1980 80 % de son chiffre d'affaires dans l'Hexagone, est lancé dans une politique d'internationalisation, qui, si elle porte ses fruits (46 % des ventes ont été réalisées à l'étranger en 1988), lui impose d'améliorer sa compétitivité : 305 postes seront

Journot-Schneider vend une partie de ses activités à ABB

Journot-Schneider, présidé par M. Didier Pineau-Valencienne, annonce la cession au géant suédois ABB de ses activités électrotechniques : Journot-Schneider a en effet décidé de filialiser ses machines tournantes et ses variateurs de vitesse de moyenne puissance, et d'ouvrir une filiale à ABB le capital de cette société.

ABB Brown Boveri France en serait actionnaire à hauteur de 70 %, 30 % des titres restant à Journot-Schneider. La filiale, dans laquelle il n'y aura que des actifs de Journot-Schneider, réalisera un chiffre d'affaires de l'ordre de 200 millions de francs pour un effectif de 350 personnes environ, employées essentiellement à Champagne-sur-Seine (Seine-et-Marne).

Le secteur des machines tournantes et des variateurs de vitesse de moyenne puissance n'est pas particulièrement en croissance, et Journot-Schneider y perdait de l'argent. Reste que cette opération permettra à ABB de se renforcer dans l'Hexagone, où il a réalisé un chiffre d'affaires de 2,2 milliards de francs en 1987.

Bénéfices records pour les banques américaines en 1988

Les bénéfices des banques américaines ont atteint le niveau record de 25,3 milliards de dollars en 1988, en hausse de 17,1 % sur 1987, a annoncé l'agence fédérale chargée de la réglementation bancaire (Federal Deposit Insurance Corp., FDIC) qui chapeaute treize mille deux cents banques commerciales. Ces bonnes performances reflètent la croissance soutenue de l'économie américaine mais aussi la diminution de l'impact de la crise de la dette des pays en voie de développement qui avait contrainst les banques américaines à accroître fortement leurs réserves en 1987.

Le rendement des placements a atteint son plus haut niveau depuis 1973 alors qu'il était tombé au plus bas en 1987. Une série de facteurs exceptionnels gonflent de 4 milliards de dollars les résultats, tels que la

reprise des intérêts payés par le Brésil sur sa dette après le moratoire décidé au printemps 1987 ou la non-comptabilisation dans les statistiques 1988 de la lourde perte de la First Republic Bank Corp. de Dallas, qui a été fermée par les autorités fédérales avant d'être ouverte avec de nouveaux propriétaires. Les banques ont d'ailleurs battu en 1988 le record des faillites (deux cent vingt et une).

Le responsable de la FDIC, M. William Seidman, a en outre recommandé aux banques d'avoir une attitude plus prudente en leur reprochant d'avoir distribué une trop grande partie (13 milliards de dollars, soit 52 % en moyenne et 24 % de plus qu'en 1987) de leurs bénéfices à leurs actionnaires en 1988. — (AFP.)

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GRUPE CEMENTS FRANÇAIS

SUCCÈS DE L'OPA CANADIENNE

A la fin du mois de janvier, le Groupe ciment français, par l'intermédiaire de sa filiale canadienne Lake Ontario Cement, avait annoncé son intention de lancer une offre publique d'achat amicale sur les actions composant le capital de la société Miron.

Les investigations menées par le Groupe ayant été concluantes, l'opération a été lancée effectivement le 13 février. Le 16 février, le conseil d'administration de Miron s'est prononcé favorablement et a recommandé aux actionnaires d'accepter cette offre. Enfin, les autorités administratives ont été obtenues sans réserves.

Dans ces conditions, il a pu être mis fin à l'offre d'achat le 12 mars. A cette date, les actions présentées correspondaient à plus de 96 % du total. Ainsi que le permet la réglementation canadienne, le reste des actions sera acquis automatiquement dans les prochains jours.

L'investissement total s'élèvera donc à environ 60 millions de dollars canadiens (300 millions de francs).

UN INVESTISSEMENT STRATÉGIQUE

Le Groupe ciment français va maintenant pouvoir intégrer la société Miron dans son dispositif nord-américain.

La reconversion de l'outil de broyage et de distribution de Miron, après l'arrêt de la cimenterie de Montréal en 1987, a été opérée en 1988. A la fin de l'exercice, les fonds propres de la société étaient de 72 millions de dollars canadiens, à rapprocher du prix d'offre de 60 millions.

L'activité de Miron, dans sa structure actuelle, repose essentiellement sur :
• une capacité de vente de l'ordre de 600 000 tonnes de ciment dans le Québec, le long de l'estuaire du Saint-Laurent, et dans le Massachussets aux États-Unis ; la capacité du Groupe ciment français en Amérique du Nord sera ainsi portée à près de 5 millions de tonnes.

• un ensemble de seize centrales à béton dans les régions d'Ottawa, de Montréal et à l'embranchement du Saint-Laurent ; d'une capacité de 750 000 mètres cubes, ces centrales complèteront la production actuelle du groupe, qui dépasse déjà 1 million de mètres cubes au Canada.

Cet ensemble industriel et commercial élargit ainsi la présence du Groupe dans le quart nord-est de l'Amérique du Nord et présente des synergies importantes pour l'avenir avec Lake Ontario Cement et Copley Cement.

Marchés financiers

NEW-YORK, 14 mars

Indécision

Grande irrégularité, mardi, à la Bourse de New-York, où pendant toute la séance le Dow Jones a évolué selon une tendance en dents de scie. En clôture, cet indice ne s'est quasiment pas écarté de son niveau de la veille, à 2 305,25 points. Le marché était calé avec quelque 141 millions d'actions échangées. Le nombre de titres en baisse était supérieur à celui des hausses : 723 contre 669. Le cours de 555 titres était inchangé.

La séance avait bien commencé en raison notamment de la décente des taux d'intérêt observée sur les marchés obligataires après l'annonce surprise d'une baisse de 0,4 % des ventes au détail en février. Les investisseurs, qui ont interprété cette diminution des dépenses des consommateurs comme l'indice d'un ralentissement de l'activité économique, ont estimé qu'elle devrait se refléter dans l'indice des prix.

Un accès de faiblesse du dollar avant la publication, mercredi, des chiffres du commerce extérieur américain a toutefois engagé les investisseurs à la prudence, notamment les institutionnels qui, mardi, avaient été les artisans de la nette reprise du marché. D'autres statistiques sont également attendues les jours prochains. En fin de journée, des prises de bénéfices ont effacé les hausses initiales. NCR a perdu 1 1/4 à 56 3/8, IBM 1 1/8 à 117 3/4 et Inco 1 point à 30 1/8. Fermé de British Petroleum et American Petroleum.

VALEURS	Cours de 13 mars	Cours de 14 mars
Alcoa	90 1/4	91 1/8
AT&T	311 1/2	313 1/4
Bell	86 7/8	87 1/8
Chemical Bank	82 1/4	82 1/4
Du Pont de Nemours	88 3/8	88 3/8
Eastman Kodak	48 5/8	48 1/2
Exxon	51 1/8	50 3/8
General Electric	48 3/8	48 3/8
IBM	117 3/4	117 3/4
Johnson & Johnson	48 5/8	48 5/8
Merck	58 3/8	58 1/2
Schering	52 3/4	52 3/8
Union Carbide	118 3/4	118 1/2
US Steel	31 3/4	31 7/8
Westinghouse	54 1/4	54
Weyerhaeuser	81 1/2	81 3/8

LONDRES, 14 mars

Plus haut

Poursuite de la hausse des valeurs américaines, au Stock Exchange, durant laquelle l'indice Footsie a clôturé en progrès de 22,4 points à 2 125,4 (+ 1 %). Le volume d'activité était en nette hausse avec 56,3 millions de titres échangés, contre 49,4 millions la veille. La présentation d'un budget extrêmement prudent par le chancelier de l'Échiquier Nigel Lawson a rassuré les investisseurs. D'autre part, l'annonce d'un recul de 0,4 % des ventes de détail aux États-Unis, pour le mois de février, a encouragé le marché boursier.

Le plupart des secteurs ont terminé en hausse, notamment les banques (Natwest), les brasseries (Beck's), les pétroliers (Enterprise Oil), les industries (Unilever), les pharmaciens (Boehringer), les alimentaires (Cadbury) et les liés à la construction (Wimpey). Le groupe pharmaceutique Wellcome s'est replié à la suite de rumeurs selon lesquelles le traitement contre le sida produit par Wellcome, l'AZT, entraînerait chez certains patients l'apparition de virus dérivés du sida.

Les fonds d'État ont évolué de manière variée, tandis que les mines d'or se sont appréciées à l'image d'Am Gold.

FAITS ET RÉSULTATS

• Création prochaine d'un marché d'instruments financiers à Dublin. — La Bourse de Dublin ouvrira, à la mi-avril, un marché d'instruments financiers où seront traités trois contrats, l'un basé sur des obligations à vingt ans de l'État irlandais, un deuxième sur le taux interbancaire à trois mois et le dernier sur la livre par rapport au dollar. Les négociations seront automatisées. L'Irish Futures and Options Exchange (IROE) dispose de 23 sièges qui seront proposés chacun au prix de 86 000 dollars (550 000 F).

• Groupe Lambert : forte progression de chiffre d'affaires. Présentant, le 14 mars, les résultats du groupe Lambert frères et compagnie, M. Alain Claret, président, a déclaré : « Le redressement de Lambert (fabrication et distribution de matériels) est totalement achevé. Dans tous ses métiers, le groupe dispose désormais d'un fort potentiel de croissance. Il s'efforcera de saisir les opportunités de développement interne et externe qui lui permettront d'accéder à une dimension nouvelle. » Le résultat net consolidé s'est élevé à 112 millions de francs en 1988 contre 74,5 millions l'année précédente. Le résultat courant a atteint 150 millions en 1988 (114 millions en 1987). Enfin, le chiffre d'affaires 1988 a été de 3,394 milliards de francs contre 2,590 milliards l'année précédente.

• IMS (Usinor-Sacilor) : bénéfices en hausse de 120 % en 1988. — International Metal Service (IMS), filiale d'Usinor-Sacilor spécialisée dans le commerce international de métaux spéciaux, a réalisé en 1988 un résultat net consolidé (provisoire) de 86 millions de francs, en hausse de 120,5 % sur celui de 1987 (39 millions de francs). Le chiffre d'affaires consolidé s'est établi à 2,24 milliards de francs contre 1,75 milliard de francs l'année précédente. Fédérations de PME européennes contrôlées à 100 % par IMS, 37 % de ses ventes en France, 21 % en RFA, 17 % en Royaume-Uni, 10 % en Suisse, 6 % en Italie, 5 % en Belgique, 2 % en Autriche et 2 % en Espagne. Par ailleurs, IMS réalise 35 % de son chiffre d'affaires dans la mécanique, 45 % dans la lutte anti-corrosion et 12 % dans l'aluminium.

• Essilor lance un emprunt convertible de 800 millions de francs. — Essilor (lunetterie) va lancer l'emprunt obligataire convertible de 800 millions de francs d'une durée d'un peu moins de dix ans à des taux de 6 % et 6,5 % selon les échéances. Les actionnaires pourront souscrire à cet emprunt prioritairement à hauteur d'une obligation pour 2 actions entre le 15 et le 24 mars, date à laquelle la souscription sera ouverte au public.

• Franco Distribution System : la filiale du groupe Bolloré, Franco Distribution System (FDS), est devenue la première entreprise française de stockage et de distribution par l'entée dans le capital de Robin Chatain, Lucas, Furet, CEDIP, TTD, Transfert et FDS. On s'attendait à ce que FDS réalise, en 1989, un chiffre d'affaires de 1 milliard de francs et un résultat net, après impôt, de 3 %. FDS compte 1 250 salariés et utilise 230 000 mètres carrés et 600 camions.

PARIS, 15 mars

Haussse

Suspendue depuis quelques jours à la publication des statistiques économiques américaines, la Bourse de Paris était mercredi, en début d'après-midi, très hésitante. Elle a cependant la publication des chiffres du commerce extérieur des États-Unis pour janvier. En espérant qu'ils réserveront une aussi bonne surprise que ceux concernant les ventes au détail pour février. En effet, les ventes américaines ont baissé de 0,4 %, contre une hausse de 0,7 % la mois précédent. Vers 14 heures, l'indicateur instantané était en hausse de 0,2 % après un repli de 0,2 % à l'ouverture.

Les opérateurs n'ont toutefois pas voulu s'engager sérieusement sur le marché tant que les chiffres ne seraient pas tombés. Même si l'on constatait, ici et là, des velléités de hausse.

Les experts se montrent, par ailleurs, confiants sur l'avenir du marché. Surtout après la réunion mardi de la SAPE. Cet organisme, qui est composé d'éminents analystes de la place, estime que les bénéfices des sociétés devraient progresser en 1989 de 13 %, après les 20 % de l'an dernier. D'autre part, il table sur un repli des prix du pétrole et des taux d'intérêt, ce qui provoquerait une nouvelle étape de hausse à la Bourse. Le niveau des 500 points pour l'indice CAC (240) est à présent évoqué pour le fin de l'année. Mardi, cet indice était à 437,28.

La MATIF était en nette reprise, l'échéance mars gagnant 50 centimes.

Le marché était donc encore très calme. Mardi, le chiffre d'affaires sur le marché à règlement mensuel est tombé à 800 millions de francs. Une mière par rapport aux 2 milliards traités lors d'une séance « normale », et aux 4 milliards et plus en pleine euphorie boursière.

Les Chargours, au plus haut, ont continué à être recherchés ainsi que la CGE.

TOKYO, 15 mars

Vif redressement

Le ciel s'est nettement dégagé, mercredi, à la Bourse de Tokyo. Après plusieurs jours de baisse, la cote s'est vivement redressée dans un marché où l'indice Nikkei, qui avait gagné mardi 171,39 points, a repassé allègrement la barre des 32 000 points, après une hausse de 1,19 %. Cet indice a, en effet, gagné 376,13 points à 32 100,48.

La perspective d'une stabilisation des taux d'intérêt et d'une accalmie sur les marchés des changes ont à l'origine de ce vif redressement. Les analystes sont persuadés que le marché entre à présent dans une nouvelle phase de hausse. La plupart des secteurs de la cote ont bénéficié des achats importants réalisés par les investisseurs institutionnels. Les mines, la construction, de la sidérurgie, des pâtes à papier et des chemins de fer étaient notamment recherchées. Repli des automobiles et des mécaniques.

VALEURS	Cours de 14 mars	Cours de 15 mars
Alcoa	704	702
Bridgepoint	1 380	1 400
Chemical Bank	1 480	1 480
Fuji Bank	3 680	3 630
Honda Motors	1 980	1 980
Johnson & Johnson	1 000	1 000
Merck	1 080	1 110
Sony Corp.	8 940	8 910
Toyota Motors	2 530	2 580

PARIS :

Second marché (sélection)

VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours
Amis & Associés	404	404	La 1 ^{re} de la mode	321	321
Asystel	236	236	Lucas Investissement	287	287
B.A.C.	338	338	Locamix	176	176
B. Daumery & Associés	510	510	Médecins, Médecins	605	605
B.C.M.	512	512	Médecins Associés	167 30	167 30
B.P.	800	800	M.M.M.	700	700
Bolton	500	502	M.M.M.	220	222
Bolton Technologies	889	889	M.M.M.	220	222
Châles de Lyon	1051	1051	M.M.M.	220	222
Colson	810	810	M.M.M.	220	222
Conif	800	800	M.M.M.	220	222
C.A.T. de R. (C.A.T.)	340	340	M.M.M.	220	222
C.A.T.C.	131	131	M.M.M.	220	222
C.B.M.E.	1284	1284	M.M.M.	220	222
C.B.M.E.	346	346	M.M.M.	220	222
C.E.G.I.D.	838	838	M.M.M.	220	222
C.E.G.P.	222	222	M.M.M.	220	222
C.E.P.-Communication	1780	1780	M.M.M.	220	222
C.I.L. International	1229	1229	M.M.M.	220	222
Chambre d'Or	587	587	M.M.M.	220	222
C.I.M.	505	505	M.M.M.	220	222
Compt	240	240	M.M.M.	220	222
Conform	808	808	M.M.M.	220	222
Conif	346 10	346 10	M.M.M.	220	222
Dalco	140 10	140 10	M.M.M.	220	222
Daphné	1381	1381	M.M.M.	220	222
Dowling	1085	1085	M.M.M.	220	222
Duval	180	180	M.M.M.	220	222
Edison Belgium	58	58	M.M.M.	220	222
Edison Belgium	21 80	21 80	M.M.M.	220	222
Financ	246	246	M.M.M.	220	222
Geneco	385	385	M.M.M.	220	222
Gr. Fonderie (G.F.F.)	228	228	M.M.M.	220	222
Guilmot	384	384	M.M.M.	220	222
I.C.E.	250	250	M.M.M.	220	222
I.M.A.	92	92	M.M.M.	220	222
I.S.F.	258	258	M.M.M.	220	222
Int. Metal Service	800	800	M.M.M.	220	222
La Communauté Éclair	252	252	M.M.M.	220	222

LA BOURSE SUR MINITEL
36-15
TAPEZ
LEMONDE

Marché des options négociables le 14 mars 1989

Nombre de contrats : 10 911.

VALEURS	PRIX exercice	Options d'achat	Options de vente
		Mars	Jun
		dernier	dernier
Accor	680	13	37
CGE	480	5,81	22,50
EDF-Agribusiness	480	45	55
Lafarge-Capex	1 550	8	65
Michelin	218	1,35	7,50
M&M	1 645	10	75
Paribas	480	4	22
Peugeot	1 550	143	200
Saint-Gobain	680	4	29
Société Générale	480	5,50	20,50
Thomson-CSF	200	33	39,50

MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 14 mars 1989

Nombre de contrats : 62 825.

COURS	Mars 89	Jun 89	Sept. 89
Dernier	104,96	104,16	104,44
Précédent	104,50	103,64	103,90

PRIX D'EXERCICE	Options d'achat	Options de vente
	Jun 89	Sept. 89
	Jun 89	Sept. 89
104	1,23	1,71
	1,05	1,56

INDICES

CHANGES

Dollar : 6.319 F

Le dollar a très légèrement baissé, mardi 14 mars, à l'annonce d'une chute des ventes au détail aux États-Unis, en février (- 0,4 %). Cependant, le marché était très calme dans la matinée du 15, dans l'attente de la publication des résultats commerciaux américains de janvier. Le billet vert s'échangeait à 6.319 F contre 6.3235 F la veille au fixing.

FRANCFORT

14 mars

15 mars

Dollar (en DM) .. 1,858 1,859

TOKYO

14 mars

15 mars

Dollar (en yen) ... 129,52 129,88

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (15 mars) ... 81/64 81/65

New-York (14 mars) ... 91/64 91/65

BOURSES

PARIS (INSEE, base 100: 30-12-88)

13 mars

14 mars

Valeurs françaises .. 104,1 104,8

Valeurs étrangères .. 108,2 109,2

(S&P, base 100: 31-12-81)

Indice général CAC .. 437,3 448,8

(S&P, base 1000: 31-12-87)

Indice CAC 40 ... 1 694,25 1 619

(OMF, base 100: 31-12-81)

Indice OMF 50 ... 452,60 459,59

NEW-YORK (Indice Dow Jones)

Industrielles ... 2 306,25 2 306,25

LONDRES (Indice Financial Times)

Industrielles ... 1 739,4 1 761,1

Mines d'or ... 192,1 192,2

Fonds d'État ... 88,59 88,65

TOKYO

14 mars

15 mars

Nikkei Dow Jones ... 31 724,35 32 108,48

Indice général ... 2 497,53 2 432,77

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
+ base + haut	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -	Rep. + ou dép. -
\$ E.-U.	6,3130 6,3160	- 95 - 80	- 175 - 145
S. can.	5,2735 5,2815	- 140 - 130	- 255 - 245
Yen (100)	4,8615 4,8678	+ 140 + 130	+ 315 + 308
DM	3,3878 3,3907	+ 65 + 82	+ 127 + 155
Florin	3,0030 3,0055	+ 45 + 55	+ 95 + 115
FB (100)	16,1800 16,1940	+ 40 + 120	+ 110 + 260
RS	3,9400 3,9440	+ 98 + 115	+ 195 + 220
L. (1 000)	4,6175 4,6225	- 125 - 120	- 275 - 230
E. (100)	10,8165 10,8245	- 420 - 375	- 760 - 680

TAUX DES EUROMONNAIES

\$ E.-U.	9 5/8	9 7/8	9 15/16	10 1/16	10	10 1/8	10 1/4	10 1/2	10 3/4	10 1/2	10 1/4	10 1/8	10 1
----------	-------	-------	---------	---------	----	--------	--------	--------	--------	--------	--------	--------	------

Marchés financiers

BOURSE DU 15 MARS

[illegible]

Comptant <small>(selection)</small>	SICAV <small>(selection)</small>	14/3
--	---	-------------

VALEURS	% du cours	% du coupon	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Cours princ.	Dernier cours	VALEURS	Émission (Frais Inc.)	Rachet net	VALEURS	Émission (Frais Inc.)	Rachet net	VALEURS	Émission (Frais Inc.)	Rachet net
Obligations																				
Exp. 8,80 % 77	123,80	7,138	C.L.C. (France) del.	190,50		Medison Int.	124,70		Vieille	1228		A.A.A.	886,85	946,20	Francs Région	1148,78	1113,38	Francs Paysanne	282,89	291,59
5,80 % 78/83	100,85	8,808	C.I. Médiane	894		Magnésie Unifort	135		Vie	141,10		Asclon	230,53	224,48	Francs Américain	28,67	28,67	Francs Insulin	722,07	680,85
10,25 % 79/80	104,77	10,346	Clamun 81	2200	2112	Magnésie S.A.	88		Wattenen S.A.	810		Asclon	578,19	498,11	Francs Espagne	28,74	28,04	Francs A	1085,61	1065,51
16,20 % 82/88	106,54	2,707	Clamun 82		868	Magnésie Part.	400		Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
16 % Jan 82	107,83	12,230	Clamun 83	1191	1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
14,80 % oct. 83	109,40	0,880	Clamun 84		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
13,40 % oct. 83	115,78	2,084	Clamun 85		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
10,20 % oct. 84	106,81	5,281	Clamun 86		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
11,25 % ann. 85	111,25	0,883	Clamun 87		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
10,25 % ann. 85	106,86	0,884	Clamun 88		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CAT 12,75 % 83	208,48	0	Clamun 89		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CAT 10 % 20,000	105,48	4	Clamun 90		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CAT 5,80 % 1987	106,55	2,486	Clamun 91		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CAT 5,80 % 1988	103,85	1,181	Clamun 92		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
Ch. France 3 %	101,70	1,783	Clamun 93		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine juan. 82	102,75	1,783	Clamun 94		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 95		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 96		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 97		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 98		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 99		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 100		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 101		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 102		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 103		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 104		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 105		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 106		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 107		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 108		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 109		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 110		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 111		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 112		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 113		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 114		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 115		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 116		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 117		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 118		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 119		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 120		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 121		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 122		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 123		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 124		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 125		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 126		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 127		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 128		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 129		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 130		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 131		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 132		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 133		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 134		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 135		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 136		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 137		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 138		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 139		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 140		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 141		1165	Magnésie Part.			Wattenen S.A.	1474		Asclon	823,10	600,80	Francs Espagne	30,06	32,59	Francs Port-wine	7405,68	7405,68
CHB Bapine	102,75	1,783	Clamun 142		1165	Magnésie Part.	</													

[illegible]

PUBLICITÉ FINANCIÈRE

FINANCIERE

Renseignements :

45-55-91-82, page 4330

Marché continu

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	ARTS ET SPECTACLES	ÉCONOMIE	SERVICES	TÉLÉMATIQUE
3 L'URSS de Mikhaïl Gorbatchev, en V. 4 La mort de l'ancienne impératrice Zita. 6 Haïti : rétablissement partiel de la Constitution de 1987. 10 Inde : la rébellion méconnue des Bodos.	11 à 16 La préparation du second tour des élections municipales. - Les soutiens de la marée verte. - Les accords à gauche. - Les situations à Arles, Metz, Dreux et Aix. - M. Ricard : chahuté à Paris.	18 Médecine : la première greffe in utero. 19 Affaire Jobic : bonne police et saine gendarmerie. 40 Paris : des bateaux-bus en service sur la Seine à partir du 1 ^{er} mai. - Sports : le décès du boxeur David Tho.	21-22 Cinéma : Raimi, de Barry Levinson ; le 11 ^e Festival de Ouagadougou. 23 Exposition : Malevitch au Stedelijk Museum d'Amsterdam.	41 Les groupes nationalisés affichent d'excellents résultats. 43 Le budget britannique pour 1989-1990. 44 Un nouveau programme d'action sociale pour le RMI. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Annonces classées 35 à 40 Carnet 40 Météorologie 34 Mois croisés 34 Radio-télévision 34 Expositions 24 Spectacles 25 à 28	Réservez vos adresses à la montagne SEJOUR Municipales : les résultats complets du 1 ^{er} tour ELEC Chaque matin le mini-journal de la rédaction JOUR L'actualité 24 heures sur 24 AFP 3615 tapes LM et 3615 tapes LE MONDE

Il y a cinquante ans

Le démembrement de la Tchécoslovaquie

Il y a cinquante ans, le 15 mars 1939, les armées nazies déferlaient sur Prague et achevaient le démembrement de la Tchécoslovaquie, commencé six mois plus tôt lors des accords de Munich. La disparition de la jeune République, créée en 1918 après l'effondrement de l'empire autrichien, devait précéder de six mois seulement l'attaque allemande contre la Pologne et le début de la deuxième guerre mondiale.

Le prétexte initial de ce démembrement avait été la présence dans le nord du pays, dans la région des Sudètes, d'une population en grande majorité germanophone. En acceptant à Munich l'annexion de la région au Reich, Londres et Paris avaient feint de croire que les appétits du Führer s'arrêteraient là. Mais personne ne se faisait d'illusions à Prague, où le lâchage des démocraties occidentales fut durement ressenti. Aujourd'hui encore, il est utilisé par le régime communiste pour défendre l'alliance avec Moscou.

Si une partie de la population autrichienne avait réservé un accueil triomphal à l'arrivée des troupes nazies à Vienne, Prague, en ce 15 mars 1939, avait pris le deuil. Le temps était épouvantable, il y avait de la pluie et de la neige fondue, et les bombardiers de la Luftwaffe tournoyaient au-dessus de la capitale. Les Allemands partageaient ce qui restait de la Tchécoslovaquie entre un « protectorat de Bohême-Moravie » et la Slovaquie, qui reçut son indépendance sous la direction d'un régime collaborateur.

DOMICILIATIONS COMMERCIALES

Les moins chers de Paris
 En prenant le pack :
 Siège social + permanence téléphonique + réexpédition du courrier
 Si vous trouvez moins cher dans les mois à Paris nous nous engageons à vous rembourser la différence.
 56 bis, rue du Louvre
 75002 Paris
 42-96-41-12

Dans la perspective du marché unique

Les pays de l'AELE cherchent à redéfinir leurs relations avec les Douze

OSLO
 de notre envoyé spécial

Dans la perspective du grand marché unique de 1993, fascinant mais inquiétant pour eux, les six pays de l'AELE (Association européenne de libre-échange), à savoir la Norvège, la Suède, la Finlande, l'Islande, l'Autriche et la Suisse sont déterminés à intensifier leur coopération avec la Communauté. Ils sont disposés, pour permettre un dialogue multilatéral efficace, à renforcer leurs institutions communes aujourd'hui des plus légères, certainement pas comparables au puissant appareil politique et administratif communautaire. Tel est le sens de la déclaration que leurs chefs de gouvernement ont faite le 14 et mercredi 15 mars dans le bel hôtel d'Hotelkollen, sur l'illustre colline du saut à ski olympique qui domine le fjord d'Oslo, s'apprêtant à approuver mercredi. Leurs ministres des affaires étrangères et ceux des Douze tiendront une réunion sur ce même thème le 20 mars à Bruxelles.

« Le document final sera suffisamment ambitieux et précis », commentait lundi M. Ingvar Carlsson, le premier ministre suédois, dont on expliquait à la veille de la conférence devant les états d'âme et la pusillanimité des Suisses. Ce texte cependant ne sera pas dépourvu d'ambiguïté. Derrière une façade unanime, des divergences de vues très réelles se cachent, en effet, les six gouvernements de l'AELE. M. Jean-Pascal Delamuraz, l'humble président de la Confédération helvétique, a apparemment su convaincre ses partenaires nordiques que la participation n'était pas de mise. Ne pas s'exclure, mais pour autant trop s'engager !

Association ou adhésion

M. Jacques Delors les a surpris mais aussi bousculés lorsque, présentant en janvier à Strasbourg le programme de la nouvelle Commission européenne, il a suggéré aux pays de l'AELE de mieux se structurer afin d'établir un dialogue de bloc à bloc plus fructueux. Ils entendent ne pas rater le coche et donner une réponse clairement positive, mais ils

sont également arrivés à la conclusion qu'il n'était pas forcément inutile de gagner du temps, d'amener la Communauté elle-même à se dévoiler, à faire connaître ses intentions avant d'engager avec les Douze la négociation d'un nouveau contrat d'association.

Des réformes de structures

L'aspect contre-fus à l'élargissement que dissimule à peine la démarche bruxelloise n'a apparemment pas choqué. Elle n'a pas et non plus, il est vrai, beaucoup d'effet puisque les autrichiens, qui assurent ici bénéficier de l'encouragement de Paris, confirment leur volonté de rendre publique leur candidature début juillet, dès les premiers jours de la présidence française. Quel qu'il en soit, les Six examinent les idées que leur a suggérées le président de la Commission européenne. Comment négocier avec la CEE, quelles garanties lui donner, comment participer de manière suffisamment crédible pour les Douze à la gestion, forcément complexe, du marché unique ?

Le mot d'ordre prioritaire est de renforcer les structures institutionnelles. Mais jusqu'à quel point les pays soucieux de préserver leur souveraineté peuvent-ils aller ? M. Delamuraz a vite indiqué quelles étaient les limites de l'exercice, selon la Suisse. « Nos pays ne souhaitent pas une AELE supranationale. Les spécificités de chacun, qui les ont empêchés d'envisager l'adhésion à la Communauté, doivent être respectées. Elles interdisent aussi de participer à une organisation supranationale, commune à la CEE et à l'AELE. On ne peut avoir deux logiques. Mais ce danger-là est conjuré », a-t-il déclaré, sûr de lui, mardi, convenant cependant qu'il fallait parvenir à des réformes de structures « dans les meilleurs délais » et notamment au renforcement du secrétariat de l'AELE.

Quant au fond, c'est-à-dire le contenu de la coopération à mettre en place avec la CEE les Suisses se montrent fidèles à « l'approche pragmatique » au cas par cas qui caractérise depuis 1984 les relations entre la CEE et l'AELE et dénoncent l'actuelle « frénésie de nou-

veauté ». Ils plaident pour la conclusion d'un « accord-cadre à géométrie variable », qui permettrait de négocier et de coopérer de façon collective, mais aussi, pour ceux qui le voudraient, de rester en retrait chaque fois que nécessaire. Le président helvétique devra persuader que ce n'est pas là dans son esprit un moyen d'obtenir l'accès au marché sans trop en supporter les contraintes. M. Delamuraz contraindra M. Carlson à s'expliquer guère équivoque sur la perspective d'une éventuelle union douanière avec la CEE. Pour lui, l'union douanière signifie tarifs douaniers communs, politique commerciale commune et donc supranationalité, une équation qui le révolte. Il demande que l'AELE n'oublie pas ses partenaires hors d'Europe occidentale vers lesquels partent 38 % des exportations de la Suisse.

L'Autriche qu'on devine davantage fixée sur sa candidature à la communauté écoute d'une oreille favorable l'invitation à la prudence venue de Berne. Elle est peu soucieuse, même si c'était là le dessin secret de M. Delors, de voir l'opération en cours aboutir à une nouvelle coopération ambitieuse, organisée, qui lui serait ensuite présentée comme un substitut tout à fait honorable à l'adhésion. Les relations particulières qu'entretient la Finlande avec l'URSS la conduisent à considérer avec réserve une union douanière qui supposerait l'instauration de barrières face à ce client de l'Est. Il reste à savoir jusqu'où la Suède et la Norvège, dont les groupes industriels et financiers militent pour une coopération, voire une intégration aussi large que possible, acceptent de se laisser entraîner.

PHILIPPE LEMAÎTRE.

● Polémique à propos du séisme en Allemagne de l'Est. — Les deux Allemagnes se rejettent la responsabilité du séisme de magnitude 5,7 qui a été déclenché le 13 mars dans une mine de potasse d'Allemagne de l'Est par le brusque relâchement des tensions internes des roches. L'Allemagne de l'Est attribue ce séisme, qui n'a fait que des dégâts légers et quelques blessés dont un seul est encore hospitalisé, aux injections d'eau faites dans les mines de potasse situées de l'autre côté de la frontière, ce que l'Allemagne de l'Ouest juge une hypothèse stupide. Des séismes de ce genre s'étaient déjà produits le 23 juin 1975 (magnitude 5,4), le 8 juillet 1988 et le 22 février 1983.

Sur le vif

Trop tard !

Vous avez vu ce qui s'est passé cette nuit à Aix ? Non ? Attendez que je vous explique. C'est un peu compliqué, ces histoires de famille, un vrai sac de nouilles, mais, bon, je vais essayer.

Le soir du premier tour, c'était la castagne dans la cour de la mairie. Le maire sortant, Perretti, un UDF, la ramène, il plastronne, il cocorote, il se vante d'avoir arrêté les pénétrations du Dr Bouvet, son rival RPR. Il l'a battu de dix-sept voix. Les copains à Bouvet, ça leur plaît pas. Ils donnent de la voix et battent comme des marteaux les copains à Perretti Jean-Pierre, dit Bernadette, vu que la Vierge Marie, il est à genoux devant. Même qu'il aurait des apparitions auréolées de lumière tricolore assortie à son échape.

Après quoi, on s'époussette et on voit à se rabibocher. S'agit de faire liste commune contre la gauche au deuxième tour. Ce qui n'empêche pas Perretti de tapiner en secret, de récolter dans un chuchotement le mec du FN : Tu viens, chéri ? Il a parlé trop fort. A Paris, la brigade UDF des mœurs fronce le sourcil : Touche pas à ça, c'est sale, c'est casse. Retourne jouer à qui perd gagne avec ton petit camarade Bouvet.

Et grouille, vous avez jusqu'à mardi minuit !

Je vous passe les détails des tractations, des magouilles, des marchandages : sept camarades contre une image de Caca-Crac Chirac. — Non, trois ! Ça bloque, ça coince, ça traîne. Et puis, bon, s'agit plus de rigoler, autour de 22, 23 heures chacun court inscrire son doux sa liste unique à la sous-préfecture. Et reviennent de rien à la table des négociations : Vous m'excuserez, un petit besoin urgent ; où ça en est, la discussion ? Elle a fini par aboutir : Alors, on est bien d'accord ? Eh ben, tant mieux. Bon, c'est pas tout ça, quelle heure il est ? Ah merde, 00 h 02, comme le temps passe ! Quand ils sont arrivés devant le guichet, ils se sont cassés le nez sur un écriteau : fermé.

Du coup le socialo, seul en piste contre la droite divisée en trois, RPR, UDF et FN, pourrait bien rattraper la mise. D'autant que c'est un radiologue, un toubib, un pote au Dr Bouvet. Ils se refilent leurs clients. Rien que pour embêter ce matamore de Perretti, je serais pas étonné que l'autre envoie dimanche ses électeurs à la consultation du confère. A charge de revanche.

CLAUDE SARRAUTE.

AFGHANISTAN

35 000 civils auraient évacué la région de Jalalabad

La situation était toujours aussi confuse, mardi 14 mars, à Jalalabad, où une vingtaine d'hélicoptères de provenance de Kaboul se sont posés en dépit d'une intensification des tirs de roquettes et d'obus de mortier de la résistance. Les hélicoptères, il est vrai, se sont posés sous la protection de raids aériens effectués par des Mig-24 et des Mig-25 contre les positions de la résistance. Selon cette dernière, un bombardier et un hélicoptère auraient été abattus.

Des diplomates occidentaux en poste à Islamabad ont affirmé mardi que la résistance occupait une partie de l'aéroport, le rendant inutilisable. Selon l'ONU, 35 000 civils auraient fui des combats qui auraient fait des centaines de morts. — (AFP, AP, Reuters.)

EN BREF

● Résolution du Parlement européen. — Le Parlement européen sera saisi, jeudi 16 mars, d'une résolution, préparée par sa sous-commission des droits de l'homme, demandant la suspension du mandat de négociations portant sur la coopération entre la Communauté européenne et la Roumanie. La texte préconise, d'autre part, la limitation des importations de produits alimentaires roumains, pour permettre « une meilleure alimentation du peuple roumain », et l'octroi d'une aide alimentaire, par le biais des organisations non gouvernementales (ONG) et de l'Eglise catholique. — (AFP.)

● Création d'un Comité SOS-Racisme au Parlement européen. — Un Comité SOS-Racisme, composé d'une centaine de parlementaires européens de tous les groupes politiques, à l'exception de l'extrême droite, a été créé, mardi 14 mars, à Strasbourg, a annoncé M. Harlem Désir, président de SOS-Racisme. Présidé par le député travailliste britannique Glyn Ford, le Comité a pour objectif de « faire avancer au sein des instances européennes les idées d'une Europe tolérante où Européens et étrangers bénéficient des mêmes garanties et des mêmes droits », a indiqué le président de SOS-Racisme.

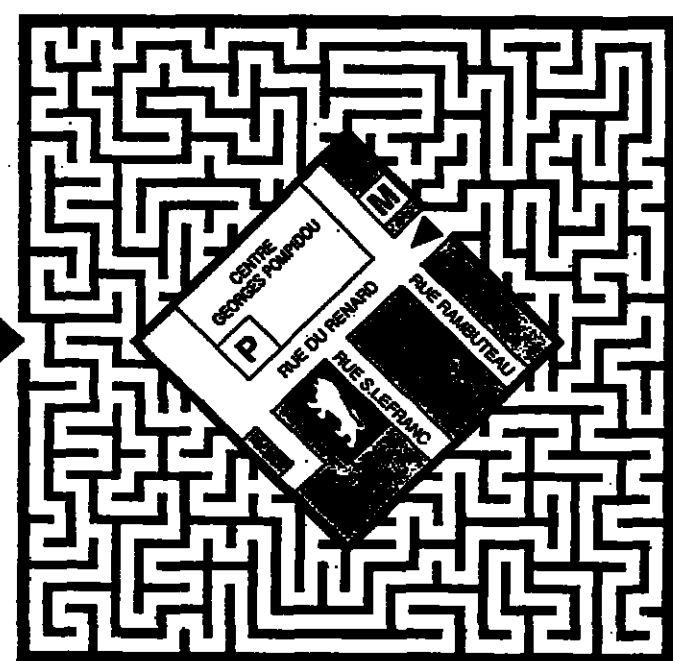
● M. Kibi candidat pour un troisième mandat au secrétariat général de la Ligue arabe. — Le gouvernement tunisien a officiellement proposé, lundi 13 mars, la candidature de M. Chedli Kibi pour un troisième mandat au secrétariat général de la Ligue arabe. La demande tunisienne sera soumise au conseil de l'organisation arabe, qui tiendra sa 31^e session les 27, 28 et 29 mars à Tunis. Aucune candidature ne s'est manifestée jusqu'ici et, selon les milieux diplomatiques arabes, M. Kibi a toutes chances de demeurer sans concurrent.

Agé de soixante-quatre ans, M. Kibi a été élu secrétaire général de la Ligue arabe pour la première fois en juin 1979, peu après le transfert du Caire à Tunis du siège de l'organisation, à la suite de la signature, par l'Egypte des accords de Camp David. Il avait été réélu en mars 1984. — (Corresp.)

Le numéro du « Monde » daté 15 mars 1989 a été tiré à 563 711 exemplaires

Le Monde
PUBLICITÉ
LITTÉRAIRE
 Renseignements :
 45-55-91-82, poste 4356

Pour choisir Macintosh, où trouver le plus vaste espace d'exposition de Paris ?



INTERNATIONAL COMPUTER,
LE PLUS COURT CHEMIN
VERS MACINTOSH.

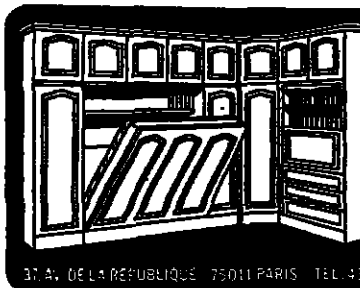
International Computer,
 c'est un grand choix de matériels
 et de périphériques en
 démonstration sur près de 500 m².

INTERNATIONAL
COMPUTER
 26 rue du Renard Paris 4^e
 42 72 26 26

Le printemps
 au rendez-vous
 de l'élégance masculine
 costumes, vestes, chemises,
 les meilleures griffes parisiennes choisies à :

LA VOGUE

38, bd des Italiens (près Opéra)
 et centre commercial Valéry 2 - Détaxe à l'exportation



LES ÉLÉMENTS
 DE RANGEMENT
 EN VRAI BOIS
 Nombreuses combinaisons
 possibles, avec ou sans lit
 relevable, tous styles :
 chêne, noyer, marbre
 ou laqué.

CAPÉLOU

37 A, DE LA RÉPUBLIQUE 75011 PARIS TEL. 43 57 46 25 METRO PARENTHESE

GLOBE

DE MARS

DIALOGUE
 CLAUDE, MINISTRE DE LA SANTÉ
 FRANCK, MALADE DU SIDA

A B C D E F G H

50 من الأصل